

# **2010-2011 : LE RÉVEIL DU DRAGON S'ACCÉLÈRE !**

**VINCENT GOUYSSÉ**

*1<sup>ère</sup> édition, septembre 2011*

**[WWW.MARXISME.FR](http://WWW.MARXISME.FR)**

*Copyright Vincent Gouysse, septembre 2011. Diffusion libre de l'édition numérique : reproduction totale ou partielle du texte autorisée pour tous les pays sous réserve d'indiquer la source. Pour la traduction, s'adresser à l'auteur.*

### **Illustrations de la couverture :**

- Première de couverture : *Le jet régional ARJ-21, le premier groupe aéronaval chinois emmené par le porte-avions Shi-Lang et le chasseur furtif chinois J-20 (vues d'artistes de quelques symboles de la montée en puissance de l'industrie chinoise).*
- Quatrième de couverture : *Le pont Haiwan (devenu cette année le plus long pont maritime du monde), le sous-marin habité Jiaolong et le futur module spatial Tiangong 1 (symboles des programmes d'exploration sous-marin et spatial chinois) ; enfin, l'un des ouvrages composant le titanesque projet d'adduction d'eau sud-nord.*

**ISBN 978-1-4478-6639-8**

## Table des matières :

Avant-propos (p. 5)

- Une reprise économique mondiale à deux vitesses, symptomatique de la montée en puissance de l'impérialisme chinois (p. 7)
- Énergie : quand la Chine conquiert le 1<sup>er</sup> rang mondial et quand la tornade de l'éolien chinois balaie les prétentions "écologistes" de ses concurrents (p. 21)
- Métallurgie et industrie mécanique : une "reprise" le plus souvent anémique (p. 31)
- La Chine en passe de devenir le leader mondial du dépôt de demandes de brevets (p. 39)
- Poursuite de l'irrésistible ascension de l'industrie chinoise des transports (p. 47)
- Quand le spectre du krach obligataire fait cauchemarder l'Europe et l'Amérique (p. 63)
- Une montée en puissance rapide des industries de pointe chinoises (p. 79)
- Un recours croissant, mais de plus en plus risqué, aux occupations et aux agressions coloniales (p. 99)
- Décomposition de la "classe moyenne" : la démocratie bourgeoise en péril (p. 123)

Notes (p. 151)



## Avant-propos

Dans notre dernier ouvrage, nous avons esquissé les contours du réveil du dragon. Il apparaît aujourd'hui évident que ce réveil s'accélère. Mais avant de pouvoir déployer ses ailes pour prendre son envol, le dragon chinois doit briser ses entraves.

Une tâche à laquelle s'emploie aujourd'hui activement l'impérialisme chinois. Car avant de pouvoir mettre en place sa propre division internationale du travail et réaliser son idéal de "socialisme à la chinoise", l'impérialisme chinois doit d'abord surmonter deux problèmes essentiels :

- Conquérir une avance technologique fournissant une base solide pour l'exportation de capitaux et la délocalisation d'industries à basse composition organique en capital au sein de pays dépendants ateliers.
- Se doter de forces armées modernes disposant de moyens de projection capables de dissuader les pays impérialistes en déclin de continuer à compromettre les investissements chinois. Que ce soit au Niger, en Côte d'Ivoire ou en Libye, l'emploi récent des méthodes de domination coloniales a en effet été de manière évidente tourné contre la pénétration et les intérêts grandissants de l'impérialisme chinois dans les pays bourgeois-compradore.

Indéniablement, l'impérialisme chinois a déjà remporté de grands succès dans la résolution de ces deux problèmes fondamentaux.

Qu'il s'agisse de la forte dynamique de l'enseignement et de la recherche chinoise, de la montée en gamme accélérée de l'industrie chinoise, ou de la mise au point de nouveaux systèmes d'armements, les dernières années et en particulier les derniers mois ont apporté un lot significatif d'avancées, au moment même où les illusions de reprise économique finissent de se dissiper dans les pays impérialistes en déclin.

Dans ces conditions, la décomposition économique, sociale et politique tend naturellement à s'accélérer dans ces pays, avec à la clef une flambée de la réaction dans leur cadre national comme à l'international.

Tel sont les traits fondamentaux de l'époque contemporaine. Tels est le tableau dont nous nous proposons d'étudier plus en détail les principaux traits.



## **Une reprise économique mondiale à deux vitesses, symptomatique de la montée en puissance de l'impérialisme chinois**

Comme nous l'avons déjà dit, nous assistons aujourd'hui au réveil du dragon, un réveil qui s'accélère inexorablement, certes, mais qui va prendre encore quelques années avant de voir émerger une forme "mature" de cette nouvelle puissance impérialiste dominante. Pour l'économiste chinois Justin Yifu Lin, économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale, la situation de la Chine contemporaine est aujourd'hui comparable à celle du Japon des années 1950 ou de la Corée du Sud des années 1970. « **La Chine est capable de poursuivre une croissance annuelle de 8 % durant les 20 prochaines années** », a-t-il déclaré à la tribune du Forum du développement économique chinois qui s'est tenu à Hong Kong en mars 2011.<sup>1</sup>

En 2010, la Chine a enregistré une croissance de son PIB de 10,3 % en glissement annuel à 39 800 milliards de yuans, soit 6 050 milliards de \$ US. La valeur ajoutée du secteur industriel s'est montée à 18 600 milliards de yuans, en hausse de 12,2 %, représentant ainsi 46,7 % du PIB chinois contre 43,0 % pour les services et 10,1 % pour l'agriculture.<sup>2</sup> L'économie chinoise a donc rapidement retrouvé un rythme rapide d'expansion après un léger et bref ralentissement (+ 9,2 % en 2009).<sup>3</sup> Au printemps, alors que le FMI prévoyait une croissance du PIB chinois de 9,6 % pour 2011, l'économie chinoise continuait d'enregistrer une croissance économique rapide au premier semestre 2011, avec un PIB en hausse de 9,6 % en glissement annuel.<sup>4</sup>

Au contraire, dans les pays impérialistes en déclin, le retour à la « croissance » du PIB a été beaucoup plus modeste : + 1,5 % en France et au Royaume-Uni, + 1,7 % au Japon, + 3,0 % aux USA et + 3,6 % en Allemagne.<sup>5</sup> En outre, ce relèvement est le plus souvent partiel et leur PIB reste en deçà de son plus haut niveau d'avant-crise.

En 2010, le PIB japonais a augmenté de 1,7 % en glissement annuel, passant ainsi de 4 709,4 à 4 791,8 trillions de yens. Un relèvement bien insuffisant pour effacer les reculs enregistrés en 2008-2009. Rappelons qu'en 2007, le PIB japonais était de 5 155,2 trillions de yens. Le PIB japonais affiche ainsi encore un recul de 7,0 % par rapport à son plus haut niveau d'avant-crise. Surtout, les fondamentaux de l'économie japonaise sont restés fragiles en 2010. L'économie du pays n'a de toute évidence du son relèvement partiel qu'à la hausse des exportations, ses exportations nettes étant passées de 14,4 à 54,7 trillions de yens. Seules les dépenses de consommation du gouvernement ont continué à s'élever sensiblement (+ 1,7 %), tandis que les dépenses finales de consommation privée sont restées stables à leurs bas niveaux de 2009 (+ 0,3 %) et que la formation brute de capital fixe a continué de reculer (- 1,1 %). Par rapport à 2007, les dépenses de consommation du gouvernement affichent une hausse de 4,2 %, tandis que les dépenses finales de consommation privée et la formation brute de capital fixe affichent des reculs respectifs de 4,0 % et 16,6 %.<sup>6</sup>

Enfin, le relèvement partiel de l'économie des pays impérialistes en déclin donne depuis plusieurs mois déjà des signes d'essoufflement et de ralentissement à l'heure où s'estompent les derniers effets de relance et où commencent à entrer en vigueur les plans d'austérité.

Si en 2010, les monopoles des pays impérialistes en déclin ont vu leurs profits se redresser par rapport à 2009, ils restent encore en deçà de leurs plus hauts niveaux d'avant crise. Les sociétés du CAC 40 ont ainsi réalisé 82,5 milliards d'euros de bénéfices pour 1 262 milliards d'euros de chiffre d'affaires, mais ces chiffres restent inférieurs aux 101,4 milliards d'euros de bénéfices enregistrés en 2007 et aux 1 293 milliards d'euros de chiffre d'affaire réalisés en 2008.<sup>7</sup>

Une conclusion qui vaut pour la plupart des pays impérialistes en déclin. En 2010, Chine exclue, les entreprises du Fortune Global 500 ont en effet réalisé un chiffre d'affaires de 23 130 milliards de \$ US pour un bénéfice net de 1 350 milliards de \$ US. Si leurs profits se sont certes redressés de manière spectaculaire par rapport à leur niveau moyen de 2008-2009 (788 milliards de \$ US), ils restent encore inférieurs à leur plus haut niveau d'avant-crise (1 492 milliards de \$ US en 2007). Il faut dire que leur chiffre d'affaires, en dépit de son redressement, est resté 1,6 % inférieur à celui enregistré en 2008. Au sein de ce groupe, il existe cependant des différences assez marquées, notamment entre les monopoles de la Corée du Sud et du Japon dont le chiffre d'affaires dépasse sensiblement son plus haut niveau d'avant-crise — par exemple de 10,3 % pour le Japon par rapport à 2008 —, et les monopoles des USA, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la France dont le chiffre d'affaires reste encore inférieur à son plus haut niveau d'avant-crise, ou a même continué de reculer. Certes nous ne sommes pas à périmètre constant, le nombre de sociétés variant, mais cela illustre le recul de leur importance relative. En 2010, le chiffre d'affaires des monopoles français affichait ainsi un recul de 6,1 % par rapport à 2008 et de 2,5 % par rapport à 2009.

Là encore, seul s'illustre de manière incontestable l'impérialisme chinois. En effet, toujours selon le dernier classement Fortune Global 500, la Chine (Taïwan exclue) possédait 61 sociétés dans ce palmarès, contre 133 sociétés pour les USA et 68 sociétés pour le Japon. Rappelons que seules 46 sociétés chinoises figuraient au classement en 2009 et 29 en 2007... En 2010, les 61 sociétés chinoises ont enregistré un chiffre d'affaires de 2 890 milliards de \$ US (en hausse de 48,5 % en glissement annuel) pour un bénéfice net de 176 milliards de \$ US (en hausse de 62,5 % en glissement annuel), soit un taux de profit net moyen représentant 6,1 % de leur chiffre d'affaires, une proportion sensiblement supérieure à celle enregistrée en 2009 (5,6 %). La montée en puissance des monopoles chinois s'est naturellement faite au détriment des monopoles des pays impérialistes en déclin. Par rapport à 2007, le chiffre d'affaires et les profits des sociétés chinoises du Fortune Global 500 ont été respectivement multipliés par 2,5 et 2,0. Naturellement, la progression fulgurante de l'impérialisme chinois, en termes de nombre de société comme de résultats financiers, a abouti à l'augmentation de son poids dans le classement. En 2010, les monopoles chinois ont représenté 11,1 % du chiffre d'affaires et 11,5 % des profits des monopoles figurant dans le Fortune Global 500.



On voit mal ce qui pourra empêcher la Chine de conquérir le deuxième rang mondial dès 2011 dans le classement du Fortune Global 500, et le premier rang mondial dans une poignée d'années, c'est-à-dire d'ici (avant) 2015, que ce soit en terme de nombre de sociétés, de chiffre d'affaires ou de bénéfices... La Chine dispose en effet de nombreux puissants monopoles dont le rapide accroissement du chiffre d'affaires fera accéder au classement dans les prochaines années.

En 2010, les 500 plus gros monopoles chinois ont réalisé un chiffre d'affaires de 36 310 milliards de yuans — soit l'équivalent de 91,2 % du PIB chinois —, pour un bénéfice net de 2 080 milliards de yuans, deux chiffres en hausse respective de 31,6 % et 38,7 % en glissement annuel. Leurs actifs ont dépassé 108 100 milliards de yuans, un chiffre en hausse de 18,4 %, tandis que le ticket d'entrée sur la liste s'est élevé de 11,1 à 14,2 milliards de yuans de chiffre d'affaires.<sup>8</sup> En 2010, le ticket d'entrée sur la liste des 500 plus gros monopoles chinois a ainsi représenté 2,1 milliards de \$ US. A titre de comparaison, le ticket d'entrée du classement Fortune Global 500 se situait à 18,6 milliards de \$ US en 2010. Enfin, celui du classement des 500 plus gros monopoles américains se situait à 4,4 milliards de \$ US.<sup>9</sup> Il reste donc encore de la marge, certes, mais ce fossé se résorbe rapidement quand on voit ses résultats annuels enregistrer une croissance à deux chiffres...

Soulignons enfin que les chiffres du Fortune Global 500 confirment ce que nous avons déjà souligné dans notre précédent ouvrage, à savoir que le redressement des profits des monopoles des pays impérialistes en déclin a avant tout été permis par des réductions de coûts et non par une progression de leur chiffre d'affaires. C'est l'impérialisme américain qui en fournit la plus parfaite illustration. En 2010, le bénéfice net des 133 monopoles américains a atteint 484 milliards de \$ US pour un chiffre d'affaires de 7 660 milliards de \$ US. En 2007, les 153 monopoles américains avaient réalisé un bénéfice net de 439 milliards de \$ US pour un chiffre d'affaires de 7 739 milliards de \$ US. Par rapport à 2007, leurs profits affichent une hausse de 10,2 % tandis que leur chiffre d'affaires affiche un recul de 1,0 %.<sup>10</sup>

Mais naturellement, cette politique de compression des coûts ne peut que rapidement arriver à ses limites, du fait qu'elle aboutit mécaniquement à une contraction des débouchés... Ce n'est en effet pas en jetant des millions de prolétaires au chômage que l'on contribue à élever leur consommation !

C'est naturellement cette stagnation et cette contraction des débouchés qui détermine l'inéluctabilité du retour du spectre de la crise, car les Etats bourgeois ne peuvent indéfiniment suppléer à une consommation privée (de plus en plus) défaillante sans risquer de se mettre eux-mêmes en défaut...

A l'automne 2010, *le Monde* titrait « **La reprise économique mondiale s'essouffle** », relayant les conclusions d'un rapport que venait de publier l'OCDE.

« Le rythme de la reprise économique mondiale a ralenti depuis le début de l'année, et ce ralentissement est plus prononcé que prévu dans les pays de la zone OCDE ». <sup>11</sup>

A la mi-décembre, le principal conseiller économique du président Obama déclarait que l'économie américaine avait besoin d'une « impulsion » « pour soutenir la

reprise et réduire le chômage élevé ». Une façon de reconnaître l'insuffisance du plan de relance mis en place en 2009.<sup>12</sup> En guise de stimulus économique, le gouvernement Obama décida de reconduire pour deux ans les allègements d'impôts sur le revenu mis en place par George W. Bush. Favorisant les plus riches, puisque s'appliquant à tous les américains sans critère de revenu, cette mesure allégera de 858 milliards de \$ US les recettes budgétaires, et alourdira donc d'autant la dette publique !<sup>13</sup> Afin de compenser en partie ce manque à gagner, Obama proposa dans le même temps le gel du salaire des fonctionnaires au cours des deux prochaines années, une mesure qui devrait permettre à l'État d'économiser 28 milliards de \$ US...<sup>14</sup>

En janvier 2011, c'était au tour du FMI de souligner la persistance d'une « reprise à deux vitesses » ainsi que les « risques baissiers » qui « pèsent toujours sur la reprise mondiale ».<sup>15</sup> On observait alors déjà en France « un véritable coup d'arrêt » à la consommation des ménages en produits manufacturés, celle-ci enregistrant une baisse de 0,5 %.<sup>16</sup> Quelques semaines plus tard, dans un document intitulé « Diagnostic sur l'économie mondiale » à l'attention des ministres des finances du G20, le FMI soulignait à nouveau la persistance de « risques de ralentissement » « élevés dans les économies avancées », s'inquiétant en outre d'un retour au premier plan du risque souverain.<sup>17</sup>

« **Ce n'est pas la reprise que nous souhaitons** », reconnaissait un FMI inquiet de voir « semées les graines de la crise suivante » et de voir « augmenter l'instabilité sociale et politique », avec à la clef « le spectre de guerres civiles ».<sup>18</sup>

Au même moment, le quotidien *Le Monde* titrait « **2011 : les incertitudes d'un monde en convalescence** », estimant que l'année se présentait « sous de délicats auspices » du fait que « la reprise reste incertaine et molle dans les pays développés, et soumise à de forts risques ».<sup>19</sup>

De son côté, dans *la Tribune*, l'économiste N. Roubini voyait une année 2011 « placée sous le signe de la poursuite de la reprise à deux vitesses » dans un contexte de retour de la crise de la dette au premier plan, de « guerre des monnaies », de « conflits commerciaux », sans oublier divers risques géopolitiques. (Moyen-Orient, Iran, Corées, etc.)<sup>20</sup>

Nombreux étaient alors les économistes bourgeois qui ne brillaient pas par leur optimisme. Ainsi, l'économiste français Jean-Paul Fitoussi s'inquiétait de la création de la création « de nouveaux déséquilibres » à l'heure où les « stimuli » constitués par les « retombées des plans de relance » « vont totalement s'estomper à partir du second semestre » et être « remplacés par des mesures d'austérité » dans un contexte de fort chômage. Pour l'ancien président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), il apparaît ainsi évident que « **les politiques économiques menées actuellement conduisent à une impasse** ».<sup>21</sup>

Quant à l'ONU, dans son rapport sur la *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2011*, elle n'évoquait rien de moins que la possibilité d'une « récession en double creux » pour l'Europe, c'est-à-dire « une rechute du PIB plus sévère que lors de la crise de 2009 ».<sup>22</sup> Des craintes d'essoufflement confirmées quelques semaines

plus tard avec la publication d'une croissance « décevante » de seulement 0,3 % pour la zone Euro au 4<sup>ème</sup> trimestre 2010.

« Oui, la zone euro a bien confirmé en 2010 sa sortie de récession. [1,7 %, après le bond en arrière historique de 4,1 % en 2009.] Mais depuis le troisième trimestre, elle s'essouffle et n'offre qu'une faible perspective pour 2011 (1,5 %) du fait de la fin des stimuli budgétaires et de la montée en puissances de la pression fiscale. Il est clair que dans ce contexte, les ménages resteront regardants d'autant que le chômage continue de grimper, les salaires de stagner et l'inflation de s'envoler. Une conjugaison qui grignote dangereusement le pouvoir d'achat des ménages ». <sup>23</sup>

Au printemps, c'était enfin à l'OMC de pronostiquer « un ralentissement des échanges de marchandises en 2011 », après le rebond record, mais « passager », observé en 2010. <sup>24</sup> En Chine, on ne se faisait naturellement que peu d'illusions sur le caractère de la "reprise" économique observée dans les pays impérialistes en déclin en 2010. La presse officielle voyait ainsi l'année 2011 comme caractérisée par de nombreux défis, et en premier lieu celui d' « une reprise mondiale inégale et instable ». <sup>25</sup>

Quelques semaines plus tard, dans son rapport présenté début mars à la dernière session annuelle de l'APN (en mars 2011), le Premier ministre chinois recommandait de « **rester lucides, redoubler de vigilance et nous préparer à tous les risques possibles** » car « **si l'économie mondiale continue à se redresser lentement, elle le fait cependant sur des bases fragiles** ».

« **Dans les entités économiques développées, la croissance manque de dynamisme, le chômage se maintient à un niveau élevé, le danger d'une crise de la dette souveraine plane toujours sur certains États. (...) Comme les principales entités économiques poursuivent leur politique monétaire laxiste, les liquidités augmentent dans de grandes proportions sur les marchés internationaux ; le prix des produits primaires essentiels ainsi que le taux de change des principales monnaies connaissent de fortes fluctuations ; la bulle des actifs grossit en même temps que l'inflation tend à s'aggraver sur les marchés émergents ; le protectionnisme reprend de plus belle ; la compétition devient encore plus acharnée sur le marché international, où les facteurs instables et incertains demeurent nombreux** ». <sup>26</sup>

De son côté, l'impérialisme chinois était également confronté à des problèmes, mais d'une toute autre teneur : évoquer ses succès et réalisations pour continuer à renforcer l'unité nationale sans pour autant trop irriter et inquiéter ses concurrents... Les sessions annuelles de l'APN et de la CCPPC chinoises tenues en mars 2011 furent d'ailleurs l'occasion pour de nombreux observateurs internationaux de saluer la Chine « comme un pays plein de vigueur et d'espoir ». <sup>27</sup>

Surtout, Pékin ayant officiellement conquis le second rang économique mondial (en termes de PIB) devant Tokyo, il s'agissait pour l'impérialisme chinois de relativiser ses multiples succès, tant économiques que technologiques, — tel que dans l'article « La Chine ébahit le monde avec sa technologie » publié le 5 janvier 2011 dans *Le Quotidien du Peuple* —, pour les rendre moins pénibles à la vue de ses concurrents malheureux.

Ces derniers ne manquèrent d'ailleurs pas, à l'instar du *Daily Telegraph*, de pronostiquer « que la prospérité de l'économie chinoise ne pourra pas durer infiniment, parce que l'avenir sera rempli d'obstacles ». <sup>28</sup> Ce pronostic pessimiste à l'égard de la croissance chinoise est cependant loin d'être unanimement partagé. Selon une enquête récente menée par le cabinet *PricewaterhouseCoopers*, ce sont la moitié des 1 200 PDG de multinationales interrogés qui sont très confiants dans la croissance chinoise pour l'année à venir, et 39 % d'entre-eux voient en elle le moteur n°1 de la croissance économique mondiale, loin devant les USA (21 %), le Brésil (19 %) et l'Inde (18 %). <sup>29</sup> Dans un article publié dans *la Tribune*, le président du Forum Économique Mondial de Davos se montrait également très confiant dans la durabilité de la croissance chinoise et déclarait crûment que la Chine allait « **devenir un grand problème pour l'Europe ou les États-Unis** » dans les prochaines années. <sup>30</sup>

Le dernier sommet de Davos vit d'ailleurs sans surprise une grande partie de l'attention mondiale se concentrer sur la Chine. Figuraient notamment à l'ordre du jour du sommet quatre sessions consacrées à des sujets « exclusivement liés à la Chine ». <sup>31</sup> Si la montée en puissance de la Chine est souvent perçue comme une menace par les élites bourgeoises d'occident, celles-ci pressentant sans aucun doute ses futurs impacts sur la répartition internationale de la plus-value, les élites bourgeoises d'autres pays bourgeois, en particulier celles des pays dépendants, voient au contraire d'un très bon œil la montée en puissance de l'impérialisme chinois. Selon une enquête publiée au printemps 2011 par le *BBC World Service* auprès de 28 000 personnes de 27 pays africains, « à la différence des autres pays du monde, où les attitudes sont soit négatives, soit partagées », « tous les pays africains voient la montée en puissance économique de la Chine de façon positive ». <sup>32</sup> Comme nous l'avons déjà souligné dans notre précédent ouvrage, il faut dire que les élites bourgeoises-compradore de nombre de néo-colonies d'Afrique placent de très grands espoirs dans l'approfondissement des liens économiques avec l'impérialisme chinois. C'est en effet pour elles la promesse de voir leurs pays entrer dans l'ère du capitalisme industriel au lieu de demeurer des semi-colonies où domine l'agriculture de subsistance.

Alors que la Chine venait d'enregistrer une croissance qualifiée d' « insolente » de son PIB en 2010, le début de l'année 2011 fut l'occasion d'une très attendue visite d'État du président chinois aux USA, une visite « jugée d'une importance sans précédent depuis 30 ans du fait de l'émergence économique, diplomatique et militaire de Pékin ». Après avoir été reçu « en grande pompe à la Maison blanche », le président chinois s'adressa à un Congrès « sceptique » au sujet du fait que la Chine était davantage « un moteur de croissance plutôt qu'une menace » pour l'économie américaine. <sup>33</sup>

De son côté, la presse chinoise se contenta de relayer les bonnes paroles du communiqué final conjoint proclamant que la Chine et les USA étaient parvenus à un consensus, ajoutant que c'était là l'espoir de voir les USA abandonner la « mentalité de la Guerre froide ». Pour le journal indien *Times of India* cette visite d'État montra que « les Américains sont de plus en plus conscients qu'il est

nécessaire de coopérer avec la Chine, étant donné l'accroissement de la puissance et la confiance de cette dernière ». <sup>34</sup>

Mais au lendemain de cette visite d'État, les limites de la "coopération" avec l'impérialisme chinois apparurent rapidement. Dans son discours annuel sur l'état de l'Union, le président américain mentionna à plusieurs reprises la Chine, insistant notamment sur ses progrès rapides en matière de d'éducation, de recherche scientifique, mais aussi de modernisation de ses infrastructures. Le but ? Montrer la nécessité de ne pas se laisser dépasser et submerger par cette « force concurrentielle ». <sup>35</sup>

Face à la montée de l'inquiétude et de la défiance de la presse et des cercles dirigeants des pays impérialistes en déclin à l'égard de la Chine, *le Quotidien du Peuple* recommanda de bannir tout triomphalisme ("la Chine est encore un pays pauvre en terme de PIB par tête") et de traiter « **avec sang-froid** » « le 2<sup>e</sup> rang mondial ». <sup>36</sup> En d'autres termes, « le nouveau statut de deuxième puissance économique mondiale doit inciter la Chine à la prudence ». <sup>37</sup>

Pour l'impérialisme chinois naissant, il est en effet capital de mener « une stratégie diplomatique avisée » dans les années à venir, et notamment « de savoir faire coexister » « ses quatre identités internationales », c'est-à-dire son statut de « puissance majeure », de « puissance régionale », de « puissance émergente » et de « nation en développement ». Selon les élites chinoises, trouver et entretenir cet « équilibre » « délicat » sera « un défi de taille pour la décennie qui vient ». En effet,

« Si la Chine exerce trop d'influence en tant que puissance majeure, les plus petites nations considéreront qu'elle fait bande à part. Mais si la Chine confine trop ses actions dans une coopération sud-sud, elle court le risque d'être critiquée pour agir de manière disproportionnée par rapport à sa puissance ». <sup>38</sup>

Le problème qui se pose donc aujourd'hui à l'impérialisme chinois se résume en fait à ceci : parvenir à « construire l'image d'une Chine défenseur sobre de la stabilité et de la prospérité » dans une période caractérisée par l'accroissement de l'instabilité économique, sociale, politique à l'échelle internationale... *Le Quotidien du Peuple* résumait ceci de la manière suivante.

« **Comment vendre l'image d'un Dragon amical ?** » <sup>39</sup>

Une tâche des plus ardue à un moment où la tentation est grande, pour les concurrents de l'impérialisme chinois, de le présenter sous les traits les plus inamicaux, et de ressusciter le spectre de la « menace chinoise », à défaut de pouvoir ressusciter de manière un tant soit peu crédible celle du "péril rouge".

« L'assertion sur « la menace chinoise » n'est pas nouvelle. Elle est souvent accompagnée de trois arguments suivants : le développement de l'économie chinoise est tellement rapide qu'il devient menaçant ; les forces militaires chinoises sont trop puissances qu'elles deviennent menaçantes ; la consommation chinoise de pétrole et d'autres ressources est trop importante qu'elle en devient menaçante ». <sup>40</sup>

À la fin de l'année passée, *le Quotidien du Peuple* publia un article intitulé « Une Chine qui monte en puissance suscitera plus de critiques », un article qui mettait en

garde au sujet de l'inévitable multiplication des « frictions » que rencontrerait la Chine avec les pays étrangers (voisins ou lointains) dans les années à venir. On pouvait y lire ceci :

« Si la décennie passée a mis quelques pays occidentaux mal à l'aise, il est difficile d'imaginer que ces soucis vont disparaître lors de la prochaine décennie. Il est plus probable que ce malaise commencera à disparaître de plus en plus clairement dans les politiques des pays occidentaux. (...) La Chine doit s'habituer à cette adversité qui suivra sa montée en puissance comme une ombre. Le développement rapide d'un si grand pays attirera les critiques, mais la Chine devra les supporter avec élégance. (...) Quand la Chine deviendra plus puissante, elle deviendra également plus forte face aux pressions de l'étranger. Les choses qui peuvent nous déranger aujourd'hui peuvent ne pas se produire demain, où il sera plus facile d'y faire face. (...) La Chine doit apprendre à être calme sous les pressions étrangères, en sachant que plus elle sera grande, plus il sera plus difficile de la contrer ». <sup>41</sup>

Une perspective qui à coup sûr, fait déjà cauchemarder les concurrents de l'impérialisme chinois, inquiets de voir Pékin se trouver déjà en position de force sur des dossiers sensibles, comme celui des terres rares.

Au cours des derniers mois, le monopole chinois sur les terres rares a continué de faire parler de lui. A l'automne 2010, la menace d'un embargo (non-officiel) sur les exportations de terres rares fut ainsi utilisée avec succès pour faire plier le Japon au sujet d'une dispute territoriale autour des îles Diaoyu. <sup>42</sup> Dans les pays impérialistes en déclin, le coup de semonce constitué par « **l'affaire japonaise a été un électrochoc** ». Mais, alors que les concurrents de l'impérialisme chinois en étaient réduits à réfléchir « à des ripostes » à la « montée en puissance des "nationalistes économiques" au sein des cercles dirigeants chinois », Pékin poursuivait son offensive. <sup>43</sup>

Le début de l'année 2011 fut ainsi pour les autorités chinoises l'occasion d'annoncer l'adoption de nouveaux standards pour l'exploitation des terres rares en Chine. Les responsables chinois ne cachent pas que ce durcissement des critères environnementaux pour l'exploitation et le traitement des terres rares risque d'affecter « les coûts de production des terres rares » et donc de « provoquer une augmentation du prix des exportations chinoises de terres rares ». <sup>44</sup> Une perspective jugée certaine par un cadre de la Guangzhou Rare Earth Mineral Industry. <sup>45</sup> Dernièrement, la direction de la Inner Mongolia Baotou Steel Rare-Earth Hi-Tech Co. a elle aussi confirmé cette perspective, jugeant « peu probable » « la baisse des prix des terres rares » et estimant que « l'approvisionnement tendu » était « une tendance irréversible ». <sup>46</sup> En 2010, le prix des terres rares a déjà augmenté de 130 % en moyenne, sous le coup d'un renforcement du contrôle des exportations et de l'entrée en vigueur du plan de stockage chinois de terres rares. <sup>47</sup> Ce durcissement des normes qui est entré en vigueur au début du mois d'août 2011 fournira également un levier supplémentaire pour atteindre deux objectifs clefs visés par les autorités chinoises d'ici 2015, à savoir lutter contre les exploitations illégales et opérer la restructuration du secteur chinois des terres rares. Les responsables chinois prévoient en effet que ces normes participeront à « la consolidation du secteur ». Les géants du secteur qui « ont déjà adopté des

mesures environnementales strictes » n'en souffriront pas et auront alors l'occasion de racheter les petites et moyennes exploitations qui auront été incapables de se mettre à niveau. Le but est de faire passer le nombre de mines de 173 à moins de 10 et le nombre d'entreprises de transformation de 70 à une vingtaine.<sup>48</sup>

Les tensions inter-impérialistes au sujet des terres rares ont peu de chances de disparaître en 2011. Les autorités chinoises prévoient en effet de plafonner la production nationale à 93 800 tonnes cette année, contre une production effective de 103 900 tonnes en 2010. En outre, elles n'accorderont plus de nouvelles licences de prospection et d'exploitation avant le second semestre 2012.<sup>49</sup>

En 2011, les quotas d'exportation chinois de terres rares ont été fixés à 34 184 tonnes, soit une baisse de 0,2 % par rapport à 2010. Il s'agit certes de la baisse très modérée, mais elle s'inscrit dans un contexte de demande croissante et fait suite aux baisses vertigineuses des années précédentes. Enfin, le caractère apparemment très modéré de la nouvelle baisse est trompeur car le mode de calcul des quotas d'exportation vient de changer, les nouveaux quotas incluant désormais les alliages contenant au moins 10 % de métaux rares en poids. Auparavant, les alliages à faible teneur n'étaient pas soumis aux stricts quotas de Pékin.<sup>50</sup> Rappelons qu'en 2005, les quotas d'exportation chinois de terres rares s'étaient montés à 65 609 tonnes. Dans ce contexte, les prix des terres rares ont continué à flamber. Selon Morgan Stanley, les prix à l'export ont augmenté de 180 % à 184 \$ US le kilogramme au cours du seul premier semestre 2011.<sup>51</sup>

Une hausse qui n'émeut guère Pékin qui la juge « moins importante que celle d'autres marchandises telles que le pétrole » et qu'il nie être « le résultat d'une manipulation du gouvernement chinois ».

« Le prix du pétrole a plus que quintuplé depuis 1988, alors que celui des terres rares n'a que triplé ».<sup>52</sup>

Tout va bien alors, puisque s'il le voulait l'impérialisme chinois pourrait décider d'indexer la flambée du cours des terres rares — dont il détient le quasi-monopole —, avec celle des cours du pétrole... Sauf qu'en ces temps de marasme économique, les pays impérialistes en déclin ont décidément beaucoup de mal à avaler une facture salée supplémentaire, surtout quand ils n'ont aucun moyen de pression économique ou militaire pour forcer leur fournisseur à redevenir plus "raisonnable" !

Sans surprise, les premiers mois de l'année 2011 virent l'attention des pays impérialistes en déclin se focaliser sur la rapide montée en puissance de l'impérialisme chinois, c'est-à-dire vers « l'exception chinoise », qui fût désignée comme « la clé des discussions au [sommet du] G20 » tenu à Paris en février. Ce sommet du G20 fût à nouveau révélateur des tensions opposant les pays impérialistes en déclin à l'impérialisme chinois. Il fut le théâtre d'une « guerre des indicateurs économiques » à retenir, les ministres des finances des différents pays impérialistes n'étant pas parvenus à se mettre d'accord sur les critères destinés « à mesurer les déséquilibres internationaux » « [menaçant] la soutenabilité de la reprise de la croissance globale » : excédents commerciaux, excédents de la balance

courante des paiements, dette publique, taux de change, réserves de change ? La cause de ces divergences ? Le fait que « chaque pays [ait] intérêt à retenir les indicateurs qui reflètent le moins ses propres déséquilibres ». <sup>53</sup>

Alors que chaque puissance impérialiste s'attacha à défendre ses intérêts, qui consacra sans surprise le triomphe du « chacun pour soi » et la publication d'un accord formel vide, uniquement destiné à mystifier l'opinion publique et à lui donner l'image trompeuse de l'existence d'une gouvernance mondiale. Les puissances impérialistes en déclin imputèrent naturellement l'entière responsabilité de l'échec de la conférence du G20 à « la position de la Chine ». <sup>54</sup>

« La Chine fait cavalier seul », titrait ainsi *la Tribune*, <sup>55</sup> tandis que de son côté une dépêche publiée par *Reuters* titrant « **Le G20 s'accorde en évitant de froisser la Chine** », sous-entendait clairement que l'impérialisme chinois avait en fait clairement remporté la partie. <sup>56</sup>

En fait, la Chine aurait pu être mise en difficulté sur le plan diplomatique si elle avait été complètement isolée, mais ce ne fut pas le cas. Il faut dire que ses intérêts rejoignaient tantôt ceux de l'Allemagne et du Japon, tantôt ceux d'autres pays "émergents" (Inde, Russie, Brésil, etc.) ne désirant pas apparaître comme la cause des déséquilibres internationaux... Le dernier sommet du BRICS, tenu sur l'île de Hainan à la mi-avril 2011 fût à nouveau l'occasion d'observer l'existence d'une communauté d'intérêts entre différents pays bourgeois. Pour *la Tribune*, ce qui rapproche les pays du BRICS, ce sont leurs « intérêts communs face à l'Occident ». <sup>57</sup>

La presse russe, elle, donna une définition plus précise de cette communauté d'intérêts dont le point de départ est la prise de conscience d'une modification fondamentale du rapport de force inter-impérialiste. Pour *RIA Novosti*, le concept de BRICS symbolise ainsi l'« **alliance de pays très différents et pas toujours amicaux, mais mus par la même idée, à savoir que le monde change** », et qu'« **il est possible d'accélérer le changement en unissant les efforts** ». La même presse russe, après avoir rappelé qu'il était « **rare qu'une déclaration finale permette de comprendre le déroulement réel des entretiens et des discussions lors d'un sommet** », souligna que la déclaration finale publiée à l'occasion du dernier sommet du BRICS faisait justement partie de ces rares moments où les véritables alliances diplomatiques ne se faisaient pas dans la coulisse. Le but des pays du BRICS ? Réformer le système économique et monétaire international afin d'obtenir « une plus grande équité et justice » pour leurs trois milliards d'habitants, autrement dit, « l'accession d'un groupe d'États » « à un statut plus avantageux dans le monde »... <sup>58</sup>

A l'automne 2010, alors que l'impérialisme américain faisait tourner à pleine vitesse la planche à billets pour continuer à financer son déficit budgétaire gargantuesque, on avait déjà vu se dessiner cette large coalition de pays bourgeois.

« L'annonce par la Réserve fédérale américaine d'une injection massive de liquidités a provoqué un nouvel accès de faiblesse du dollar et de mécontentement des pays émergents, dont la Chine, mais aussi de l'Allemagne ». <sup>59</sup>



Le ministre allemand des Finances déclara ainsi que « faire marcher la planche à billets pour soutenir la conjoncture » « ne vaut plus rien », et que les 600 milliards de \$ US supplémentaires injectés par la FED à partir de l'automne 2010 jusqu'à la fin du premier semestre 2011 (Quantitative Easing 2) pour maintenir les bas taux d'intérêts aux USA allaient « poser des problèmes supplémentaires au monde », en termes d'inflation et d'accroissement du risque de change.<sup>60</sup>

Deux mois plus tard, alors qu'il était en visite officielle aux USA, le président chinois lançait une nouvelle charge contre le système monétaire international actuel, le qualifiant de « produit du passé » et appelant à nouveau à sa « réforme ». Désignant « le déséquilibre Nord-Sud », comme le « problème le plus notable du déséquilibre économique mondial », il suggéra « de créer un nouveau partenariat planétaire pour un développement plus égalitaire et équilibré ». <sup>61</sup> Autrement dit, le premier représentant de l'impérialisme chinois faisait par là la promotion de la mise en place d'une nouvelle division internationale moins favorable aux pays impérialistes en déclin et au sein de laquelle la Chine assurera le leadership, dans un premier temps sur le mode du "softpower".

Au printemps, l'impérialisme chinois déclara que réformer le système financier international, signifiait en fait que les « pays en développement » devaient augmenter « la compétitivité de leur secteur financier sur le plan international » pour « obtenir les intérêts de la division internationale du travail correspondant à leur puissance nationale réelle ». <sup>62</sup> En d'autres termes, l'impérialisme chinois a une parfaite conscience du fait que la répartition internationale de la plus-value dépend de la place occupée au sein de la division internationale du travail. Pour conquérir une position dominante au sein de cette dernière, il est évidemment capital de posséder de puissants monopoles ne craignant pas la concurrence des capitaux étrangers et donc capables de fournir la base à l'exportation massive de capitaux.

Toujours au printemps 2010, la démission de D. Strauss Kahn, arrêté à New York pour tentative de viol sur une femme de chambre, a fourni aux pays du BRICS une occasion de s'exprimer alors que « la compétition pour le poste de directeur du FMI » atteignait « son apogée ». Dans un communiqué commun, les pays du BRICS s'opposèrent clairement à la « règle obsolète et tacite selon laquelle le chef du FMI doit être Européen », appelant au passage à « réformer les institutions » en « donnant aux pays émergents le droit de s'exprimer ». <sup>63</sup> Comme le souligna la presse officielle chinoise, une telle prise de position dans « la course à la direction du FMI » « reflète l'évolution de l'échiquier économique mondial ». <sup>64</sup>

Cependant, cette même presse ne manqua pas de souligner les limites d'institutions internationales telles le FMI, qui sont de manière incontestable soumises au droit de veto des USA. Les USA détiennent en effet 17,4 % des droits de vote au FMI, suffisamment pour s'opposer à toute décision majeure réclamant 85 % des voix. Les USA sont donc en fait « le "patron" réel de cet organisme » dont ils ont établi et contrôlent « le cadre ». Face à ce constat, des voix se font clairement entendre, notamment en Chine, pour que « **si les pays en développement n'arrivent pas à augmenter leur part dans le FMI** », ils établissent « **un FMI qui leur appartiendra** ».

Selon *Le Quotidien du Peuple*, cela ne poserait pas de problème majeur dans la mesure où les seules réserves de change de la Chine « ont déjà dépassé 3 000 milliards de dollars, soit plus du triple » des fonds que possède le FMI.<sup>65</sup> Aussi, de manière évidente, ce que nous soulignons dans notre précédent ouvrage fait de plus en plus de chemin en Chine : si les pays impérialistes en déclin s'obstinent à nier à l'impérialisme chinois son droit à prendre davantage de parts dans les institutions internationales aujourd'hui sous leur contrôle, il créera les siennes propres, qui entreront alors en concurrence avec les leurs ! Un avertissement à ne pas prendre à la légère, car l'impérialisme chinois n'a pas pour habitude de bluffer...

En témoignage ce qui s'est passé récemment dans un autre domaine où l'impérialisme chinois est traditionnellement la cible des pays impérialistes en déclin. A l'automne 2010, le dissident chinois Liu Xiaobo, purgeant une peine de onze ans de prison pour son soutien ouvert et persistant aux manifestations de Tiananmen auxquelles il a participé et son appel à renverser le pouvoir pour instaurer une Chine "démocratique", s'est vu attribuer le prix Nobel de la paix 2010.<sup>66</sup> Comme on s'en doute, cela irrita fortement Pékin qui s'indigna de ce « manque de respect » flagrant pour les institutions chinoises et dénonça un choix « totalement contraire aux principes » du Nobel constituant une « interférence dans sa politique intérieure ». <sup>67</sup> Et la riposte de Pékin ne se borna pas à la publication d'un portrait biographique peu reluisant du dissident chinois, dépeint comme un agent de l'étranger vénal méprisant le peuple chinois et aspirant à voire la Chine devenir « vassale de l'occident ». <sup>68</sup>

Deux mois après l'attribution contestée du Nobel et alors qu'on rendait hommage au dissident chinois à Oslo, Pékin décerna pour la première fois, son propre prix pour la paix, le prix Confucius, crée de manière évidente pour « contrer le Nobel » occidental.<sup>69</sup> Le lauréat du "Nobel de la paix" chinois, l'ancien vice-président taïwanais Lien Chan fut à l'occasion récompensé « pour ses efforts en faveur du rapprochement entre Taïwan et la Chine ». <sup>70</sup> Notons au passage que la Chine ne fut pas la seule à bouder la cérémonie de remise du prix Nobel qui se déroula à Oslo. Elle fût en effet imitée par des pays comme la Russie, Cuba, l'Iran, le Venezuela, mais aussi l'Irak et l'Arabie Saoudite...

Au cours des derniers mois, les pays impérialistes en déclin ont certes continué à mettre à l'épreuve le répondant de l'impérialisme chinois sur des dossiers jugés sensibles, mais de manière souvent moins insistante qu'au premier semestre 2010. La faute au surmenage induit par le retour du spectre de la récession !

Le feuilleton Google paraît ainsi aujourd'hui définitivement clos. Pour autant, la Chine et internet n'ont pas fini de faire parler d'eux. Récemment, la firme de sécurité informatique McAfee a ainsi révélé avoir mis à jour « une vague de cyberattaques sans précédent » ayant touché 72 entités, « dont les Nations unies, des gouvernements et des entreprises du monde entier » au cours des cinq dernières années. Une vague d'attaques qui a surpris McAfee tant « par la gigantesque diversité des organisations visées » que « par l'audace des auteurs ». Sans surprise « tout désigne la Chine »... <sup>71</sup>

Les élites bourgeoises d'Occident n'ont pas non plus complètement renoncé à continuer à incriminer le yuan qui a pourtant continué à s'apprécier relativement rapidement au cours de l'année passée. Au début du mois d'août 2011, il s'était en effet apprécié de plus de 6,2 % face au dollar US depuis juin 2010, et de 2,5 % depuis janvier 2011.<sup>72</sup> Si la diplomatie occidentale a temporairement mis le holà à ses pulsions anti-chinoises au cours des derniers mois, l'exacerbation de la crise économique pousse au contraire vers une flambée des sentiments anti-chinois qui continuent à être amplement relayés dans la grande presse bourgeoise.

Comme l'a révélé une enquête récente menée par le German Marshall Fund, les USA et la France sont ainsi « **unis dans leur frayeur de la "menace économique" chinoise** ». Une peur entretenue par les thuriféraires de puissances impérialistes moribondes qui continuent de faire de la Chine le bouc-émissaire idéal de la crise, à l'instar de l'économiste Antoine Brunet qui dans un article du *Monde*, qualifiait l'admission de la Chine à l'OMC de « **fiasco absolu** » ayant abouti à « nous », « déstabilisé[r] sur tous les plans : commercial, économique, social, financier, monétaire, technologique, militaire, diplomatique ». Pour ce coauteur d'un ouvrage intitulé *La Visée hégémonique de la Chine* (L'Harmattan, 2011), les dirigeants occidentaux doivent rapidement « se mobiliser pour faire céder la Chine sur sa politique du yuan au moyen de « représailles douanières » collectives, faute de quoi « les pays occidentaux s'enfermeront rapidement dans une spirale de déclin économique et financier qui les amènera à se retrouver chacun durablement asservi à la Chine ». <sup>73</sup>

Un asservissement qui passe entre autre par l'attitude de l'impérialisme chinois face à la crise de la dette souveraine. Pour Antoine Brunet, les chinois sont en effet « des pyromanes qui veulent faire croire qu'ils sont des pompiers » et dont le « plan » est « de prêter à l'Europe pour s'emparer de ses actifs ». Pour lui, il est évident que les chinois « savent qu'ils ne seront pas remboursés ou espèrent se rembourser sur les gages qu'ils prendront ».

**« Les Chinois veulent s'emparer du monde, ils veulent ravir "l'hégémonie mondiale" des États-Unis. Cela ne concerne pas uniquement l'économie. Les Chinois appliquent la même démarche sur le plan territorial, dans la course aux armements, par les alliances diplomatiques ».**

En d'autres termes, pour Antoine Brunet, il faut aujourd'hui avoir le courage de dire « au diable » « l'OMC » et ses règles. L'économiste estime en effet qu'il vaut mieux risquer « une période de guerre économique » avec la Chine, « avec deux-trois ans de hausse des prix manufacturés », que de continuer à « **reculer jusqu'à nous retrouver démunis de nos actifs, de notre technologie et inférieurs sur le plan militaire** ». <sup>74</sup>

Cependant, il fait peu de doute que les pays impérialistes en déclin n'ont pas plus la capacité de soutenir une guerre économique contre l'impérialisme chinois, qu'une guerre conventionnelle, ce dont les analystes bourgeois attentifs ont d'ailleurs parfaitement conscience.

« Nous sommes en 2015 et un missile [balistique] chinois Dong Feng-21D vient de couler le porte-avions George Washington. Les USA sont pris au dépourvu et, à cause du déclin militaire (...), le pays est incapable de mettre en place une réponse effective pendant des semaines ».

Tel est l'hypothèse et le point de départ d'un article publié dans le numéro de juillet 2011 du *Proceedings Magazine* édité par l'Institut Naval américain. Dans cet article commentant les conséquences économiques du scénario imaginé quelques mois auparavant par l'Institut américain de recherche en politique étrangère, le lieutenant-commandant Matthieu Harper avertissait qu'un tel conflit « serait catastrophique pour les deux pays et toute l'économie mondiale ». Il ferait en effet non seulement plonger l'ensemble des bourses mondiales et les cours des monopoles américains implantés en Chine, mais aboutirait surtout à révéler l'extrême dépendance de l'économie américaine vis-à-vis de la Chine, qu'il s'agisse de produits High Tech ou de biens de consommation courante.

« A l'ère de la production en flux-tendu (...), il ne faudrait que quelques jours pour que les États-Unis commencent à voir des étagères étrangement vides, non seulement chez Walmart, mais dans d'autres magasins à travers le pays ».

Pour Matthieu Harper, les conséquences économiques, politiques et sociales d'un tel scénario seraient dramatiques et incalculables, d'où selon lui la nécessité pour les USA d'éviter un conflit militaire avec la Chine.<sup>75</sup> Ainsi donc, par la force des choses, la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin semble condamnée à achever sa transformation en bourgeoisie compradore inféodée à l'impérialisme chinois.

## **Énergie : quand la Chine conquiert le 1<sup>er</sup> rang mondial et quand la tornade de l'éolien chinois balaie les prétentions "écologistes" de ses concurrents**

Animée par une croissance rapide, l'économie chinoise a vu sa consommation énergétique continuer à augmenter rapidement en 2010. La production chinoise d'énergie primaire a ainsi atteint 2,99 milliards de tonnes équivalent charbon (soit 2,09 milliards de tep), en hausse de 8,7 % en glissement annuel. La production d'énergies fossiles du pays s'est élevée à un rythme comparable — 3,24 milliards de tonnes de charbon (+ 8,7 %), 203 millions de tonnes de pétrole (+ 7,1 %), et 96,76 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel (+ 13,5 %) —, permettant à l'impérialisme chinois de maintenir un degré élevé d'indépendance énergétique.

En 2010, la production électrique chinoise a dépassé 4 206 TWh, soit une hausse de 13,2 % en glissement annuel, dont 3 330 TWh ont été générés par les centrales thermiques. Les centrales hydroélectriques chinoises ont produit plus de 721 TWh, une hausse de 17,1 % en glissement annuel. Le secteur éolien chinois a pour sa part généré 50 TWh d'électricité, un chiffre plus très éloigné de la production du parc nucléaire (à peine 74 TWh).<sup>76</sup>

Il ne fait donc aucun doute qu'en 2010, l'impérialisme chinois a rattrapé et dépassé l'impérialisme américain en termes de consommation énergétique, comme l'a récemment affirmé l'AIE.<sup>77</sup> Selon le dernier rapport sur l'énergie mondiale publié par BP, la consommation énergétique primaire de l'impérialisme chinois s'est ainsi montée à 2,43 milliards de tep en 2010, en hausse de 11,2 % en glissement annuel. Celle de l'impérialisme américain s'est pour sa part montée à 2,29 milliards de tep, en hausse de 3,7 % en glissement annuel, mais en baisse de 3,7 % par rapport à son plus haut niveau d'avant-crise (2007). Ce relèvement partiel est sans surprise un dénominateur commun pour l'ensemble des pays impérialistes en déclin.<sup>78</sup>

Et les années à venir vont inéluctablement voir le leadership énergétique de l'impérialisme chinois se renforcer.

En novembre 2010 a commencé la construction de la centrale hydro-électrique de Zangmu située sur le fleuve Yarlung Zangbo, la première grosse hydro-centrale du Tibet. D'un investissement prévisionnel de 7,9 milliards de yuans, cette centrale aura une capacité installée de 0,5 GW. Sa première turbine devrait entrer en fonction en 2014.<sup>79</sup> La Chine aura alors réalisé un pas supplémentaire vers la délocalisation de ses industries à basse composition organique en capital dans ses régions périphériques les plus reculées, permettant à ces dernières de diversifier leur économie et de ne plus uniquement vivre de l'agriculture et du tourisme.

En 2010, le tourisme a contribué à hauteur de 14,1 % au PIB du Tibet, contre 7,8 % en 2005. Mais les années à venir vont voir l'économie tibétaine de diversifier de manière accélérée, les autorités chinoises prévoyant d'investir 330 milliards de yuans durant la période 2011-2015 dans 226 projets infrastructurels, industriels, agricoles, touristiques et sociaux clefs. Des investissements qui dépassent de loin le montant, pourtant record, de 137 milliards de yuans qui avaient été investis dans 188 projets clefs durant la période 2006-2010.<sup>80</sup>

A l'occasion de la mise en chantier de la centrale hydroélectrique de Zangmu, le Directeur de l'Administration nationale de l'énergie déclara que la capacité hydroélectrique chinoise installée « **pourrait atteindre 380 GW en 2020** ». <sup>81</sup>

Ces propos confortent ainsi les prévisions que nous avons faites dans notre précédent ouvrage où nous affirmions que la capacité hydroélectrique installée dépasserait alors « **largement l'objectif officiel des 300 GW pour flirter avec les 400 GW** ». <sup>82</sup>

Selon les autorités chinoises, la production électrique chinoise continuera à s'élever rapidement en 2011 à 4 700 TWh pour une puissance installée de 1 040 GW, contre 962 GW à la fin de l'année 2010, un chiffre en hausse de 10,1 % en glissement annuel. <sup>83</sup> Au 1<sup>er</sup> semestre 2011, la consommation électrique chinoise affichait déjà une hausse de 12,2 % en glissement annuel à 2 250 TWh. <sup>84</sup>

Au début de l'année 2011, la Chine a mis en service un système de transmission en courant continu d'une puissance de 660 kV, une première mondiale pour un coût d'investissement somme toute modéré de 10,4 milliards de yuans. Long de 1 333 km, le câble transporte l'électricité d'origine hydroélectrique et possède une capacité de 4 GW. <sup>85</sup>

La Chine est ainsi devenue le troisième pays du monde après l'Allemagne (Siemens) et le Canada (ABB) à maîtriser la technologie et la production de masse des équipements IGBT (transistors bipolaires à porte isolée) nécessaires à la construction de lignes HVDC. <sup>86</sup>

La transmission en courant continu haute tension (HVDC) a comme principal avantage sur le transport via les lignes à haute tension en courant alternatif de réduire considérablement les chutes de tension et les pertes en ligne sur de longues distances. La Chine dispose donc aujourd'hui de toutes les cartes pour construire un réseau de distribution électrique de pointe, capable d'acheminer avec d'excellents rendements sur de longues distances l'électricité produite par ses barrages hydroélectriques et ses parcs éoliens.

Rien que pour l'année 2011, les autorités chinoises prévoient d'investir 350 milliards de yuans dans la construction et la modernisation du réseau de distribution d'électricité du pays. <sup>87</sup>

La construction de ce réseau de distribution électrique de pointe contribuera naturellement à renforcer encore un peu plus la compétitivité des entreprises implantées sur le territoire national, ce qui constituera un atout supplémentaire pour l'impérialisme chinois face à la concurrence internationale.

Au contraire, dans nombre de pays impérialistes en déclin, le réseau de production et de distribution d'électricité vieillissant constituera de plus en plus un véritable talon d'Achille.

En 2003, les USA avaient connu la plus grande panne d'électricité de leur histoire avec l'arrêt en cascade de 256 centrales de l'Est du pays. New York était alors resté plongée quatre jours dans le noir. Aujourd'hui, même la France ne semble plus à l'abri d'un tel scénario. <sup>88</sup>

Récemment, un ancien vice-président de la Commission de régulation de l'énergie estimait ainsi que le réseau français de distribution électrique était « dangereusement vieillissant » du fait que « les ouvrages les plus vétustes n'ont pas été remplacés au fur et à mesure comme il aurait fallu le faire ».<sup>89</sup>

De même, comme nous l'avons déjà souligné dans notre précédent ouvrage, le parc nucléaire des pays impérialistes en déclin est lui aussi vieillissant. Ceci n'est pas anodin, au lendemain de la catastrophe nucléaire de Fukushima. En effet, l'adoption de normes de sécurité plus exigeantes va inévitablement alourdir la facture du nucléaire à un moment où l'image de l'atome a considérablement été dégradée dans l'opinion publique, y compris dans les pays où le lobby nucléaire est traditionnellement le plus puissant.

Si l'on comprend sans mal que trois quarts des japonais se prononce aujourd'hui en faveur d'une sortie du nucléaire, une majorité de la population française est également favorable à une sortie progressive du nucléaire, chose inconcevable avant l'accident nucléaire de Fukushima provoqué par le séisme japonais du 11 mars 2011. En effet, encore plus que les 26 000 morts et disparus ainsi que les ravages matériels — dont le coût pourrait atteindre 300 milliards de \$ US, sans compter le coût de la catastrophe nucléaire de Fukushima et de l'arrêt définitif des réacteurs accidentés —, provoqués par le séisme de magnitude 8,9 et le tsunami qui l'a accompagné, c'est bel et bien la catastrophe nucléaire qui a traumatisé l'opinion publique japonaise.<sup>90</sup>

Depuis plusieurs mois, la psychose autour de la catastrophe nucléaire de Fukushima rythme la vie quotidienne de centaines de milliers de japonais doublement sinistrés : d'abord par le séisme et le tsunami et maintenant par une menace invisible mais tout aussi redoutable.<sup>91</sup>

Dans les pays impérialistes en déclin, l'avenir de la filière nucléaire apparaît aujourd'hui comme fortement hypothéquée, et pas seulement au Japon qui vit depuis plusieurs mois dans la psychose nucléaire provoquée par la fusion des cœurs de trois réacteurs de la centrale à l'origine de fuites radioactives majeures, dans l'air, mais surtout dans les sols et les eaux avoisinants.<sup>92</sup> Des fuites radioactives qui se poursuivent encore aujourd'hui et sans doute encore pour les mois à venir, avec à la clef un rejet croissant de la filière nucléaire par l'opinion publique japonaise.<sup>93</sup>

Se voulant dans un premier temps rassurantes, les autorités de certains pays impérialistes en déclin, à l'instar de la France, estimèrent d'abord que « l'accident nucléaire » de Fukushima restait moins grave que celui de Tchernobyl. Mais par la suite, tant en France qu'au Japon, elles furent forcées de réviser leurs prévisions faussement optimistes.<sup>94</sup>

A l'opposé, à peine quelques jours après le séisme, le président du groupe nucléaire public russe Rosatom déclarait déjà que « la situation [était] grave », « ne [cessait] d'empirer » et que « l'ampleur des dommages causés à la centrale a été sous-évaluée dès le début ».<sup>95</sup> Un bilan que les semaines et mois suivants allaient confirmer.<sup>96</sup>

« L'accident nucléaire de la centrale de Fukushima a suscité une vive inquiétude mondiale sur la sécurité nucléaire. Une campagne antinucléaire a été déclenchée en Europe, avec des manifestations en Allemagne, en France, en Italie et dans d'autres pays. Plusieurs pays ont freiné en toute urgence leurs plans de développement de centrales nucléaires ».<sup>97</sup>

De nombreux pays, et pas des moindres, ont ainsi annoncé le réexamen, le gel, voir même l'abandon de leur programme nucléaire civil. Ainsi, l'Allemagne a décidé de l'arrêt de ses dix-sept réacteurs à l'horizon 2022 et l'Italie a abandonné son idée de retour au nucléaire.<sup>98</sup> Pour Areva, qui devait par exemple construire quatre EPR en Italie d'ici 2020, Fukushima est évidemment une très mauvaise nouvelle.<sup>99</sup>

A peine quelques jours après le séisme, dans un article intitulé « Comment la catastrophe japonaise menace le nucléaire français », *l'Expansion* estimait que la catastrophe de Fukushima risquait de « **déstabiliser la France et sa si précieuse filière nucléaire** ». Une opinion alors partagée par l'Élysée qui déplorait « un drame pour la France et sa filière nucléaire ».<sup>100</sup>

Il faut dire qu'à la future et très hypothétique (pour ne pas dire improbable) menace représentée par la hausse des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub>, s'est brutalement trouvée mise en balance la menace, très palpable et actuelle, de voir plus de 200 000 habitants « menacés d'exil à vie » et autour de 300 000 hectares de terres mises en jachère forcée pour des siècles !...<sup>101</sup>

De son côté, l'impérialisme chinois promulgua immédiatement un gel du processus d'approbation de la construction de nouvelles centrales nucléaires « afin de réviser les normes de sécurité » en tenant compte des leçons de la catastrophe japonaise. Déterminé à poursuivre son plan de développement de l'énergie nucléaire, il annonça le renforcement des normes de sécurité autour de ses centrales, écartant par là l'idée même d'un renoncement à la filière nucléaire civile.<sup>102</sup>

Il faut dire qu'au cours des dernières années, la filière nucléaire chinoise s'est rapidement renforcée. A la fin de l'année 2010, la Chine abritait 13 réacteurs nucléaires d'une capacité installée cumulée de 10,8 GW, mais on comptait alors 26 autres réacteurs en construction représentant une capacité installée cumulée de 28,7 GW et surtout 40 % des centrales nucléaires en construction dans le monde. Ces derniers mois, le secteur nucléaire chinois a continué de réaliser de grandes avancées. La Chine a ainsi porté de 55 à 77 % la part des technologies et équipements de fabrication nationale des réacteurs de troisième génération CPR-1000.<sup>103</sup>

Dans le même temps, la Chine s'est clairement engagée sur une voie similaire à celle des poids lourds de la filière nucléaire internationale en travaillant sur des réacteurs de troisième génération de grande puissance — à l'instar des 1 650 MW de l'EPR. La Chine prévoit ainsi de lancer la construction de son premier réacteur CAP 1 400 au printemps 2013 et travaille déjà sur le développement d'une centrale CAP 1 700 tout en visant à plus long terme la mise au point d'un réacteur de 2 100 MW.<sup>104</sup>



Au début de l'année 2011, les scientifiques chinois sont pour la première fois parvenu à retraiter du combustible nucléaire usagé, assurant théoriquement au pays des siècles d'utilisation de ses réserves prouvées d'uranium et ainsi « potentiellement résoudre le problème des approvisionnements en uranium du pays ». <sup>105</sup>

Bien entendu, les médias bourgeois des pays impérialistes en déclin cherchèrent à minimiser la portée de cette percée, arguant que la Chine n'en était « encore qu'à un stade totalement expérimental » et était « encore loin » de pouvoir l'appliquer à l'échelle industrielle, d'autant plus qu'elle nécessite l'emploi de réacteurs nucléaires de quatrième génération, à l'instar du surgénérateur expérimental Superphénix, aujourd'hui en cours de démantèlement. <sup>106</sup> Ne reste plus à définir ce qu'est le long terme ! Selon la China National Nuclear Corp, ce sera vraisemblablement l'affaire d'une décennie... <sup>107</sup>

L'an dernier, nous avons déjà évoqué les rapides avancées de la recherche chinoise en matière de réacteurs nucléaires de quatrième génération. Dernièrement, cette recherche a franchi un nouveau palier, le réacteur expérimental chinois à neutrons rapide ayant commencé à produire de l'énergie. <sup>108</sup> Si la filière nucléaire chinoise remporte succès sur succès, il n'en va pas de même pour celle de l'impérialisme français. Pour celle-ci, les soucis ne se cantonnent pas à l'impact direct que la catastrophe nucléaire japonaise fait peser sur ses débouchés internationaux.

Il y a d'abord la poursuite de l'accumulation de retards et de dépassements budgétaires pour l'EPR de Flamanville dont la mise en service a de nouveau été récemment reportée à (beaucoup) plus tard — en 2016, soit avec quatre ans de retard ! —, et dont la facture devrait se monter à 6 milliards d'euros, soit près du double du montant initialement prévu... Il faut dire que le chantier doit notamment faire face à des « malfaçons dans la construction » mise en évidence par l'ASN, sans oublier les difficultés liées à la « perte de savoir-faire ». Dans ces conditions, les grands médias français commencent eux-mêmes à douter de la sécurité de l'EPR et à parler du « programme » comme d' « **un désastre industriel et financier** ». <sup>109</sup> Ces "couacs" nuisent naturellement à la crédibilité de l'expertise de la filière nucléaire française.

Il y a ensuite le vieillissement du parc nucléaire français, qui est à l'origine d'arrêts plus longs, fréquents et parfois imprévus de réacteurs, à l'instar d'un des réacteurs de la centrale de Dampierre-en-Burly qui était tombé en panne le 13 janvier dernier. Des arrêts qui sont à l'origine du maintien à un bas niveau du taux de disponibilité du parc nucléaire. Ce dernier s'est chiffré à 78,0 % en 2009 et 78,5 % en 2010, bien loin des 83,6 % enregistrés en 2006. A ces arrêts forcés s'ajoutent des incidents souvent qualifiés de "mineurs" — mais tout de même parfois mortels, ce qui n'est pas véritablement rassurant dans la mesure où la France n'a eu à faire face à aucune catastrophe naturelle majeure —, et qui contribuent à mettre en doute la sûreté de la filière nucléaire française, à l'instar de la récente explosion d'un four à déchets radioactifs sur le site nucléaire de Marcoule. <sup>110</sup> Là encore, tout cela n'est pas très bon pour l'image et les affaires du lobby nucléaire...

Il y a enfin les retombées négatives de la catastrophe nucléaire japonaise sur l'opinion publique française, pourtant jusque-là très favorable à l'énergie nucléaire — symbole de relative indépendance énergétique —, et aujourd'hui de plus en plus méfiante.

Et ce n'est certainement pas le « je me casse, fait chier » — lancé par le ministre français de l'Industrie quittant prématurément le plateau de l'émission télévisée *Capital* de M6 alors que la sécurité du parc nucléaire français était mise en doute par le témoignage d'un ancien sous-traitant chargé de déceler des défaillances dans les installations nucléaires françaises —, qui va restaurer la confiance aujourd'hui ébranlée de l'opinion publique dans le nucléaire. Une scène à l'image peu flatteuse évidemment (et heureusement pour Areva) coupée au montage pour en limiter la diffusion...<sup>111</sup>

C'est dans ces nouvelles conditions, qui vont de manière évidente « ralentir la relance du nucléaire », que l'avenir du projet de construction de l'EPR de Penly apparaît de plus en plus menacé et qu'il soit de plus en plus question de son abandon pur et simple.<sup>112</sup>

Notons enfin que la catastrophe japonaise aura un impact non négligeable non seulement sur la filière nucléaire, mais de manière plus large sur le tissu industriel mondial dans son ensemble. Fukushima devrait contribuer à l'accélération de la mutation de la division internationale du travail au profit de l'impérialisme chinois et à sa montée en gamme technologique.

Certains experts chinois comme japonais jugent en effet qu'il existe « une forte possibilité que certaines entreprises japonaises délocalisent leurs lignes de production vers la Chine pour étendre leurs chaînes industrielles, en particulier pour les composants des industries de l'automobile et des équipements mécaniques et électriques » afin « d'éviter la possibilité d'un arrêt de la fourniture de matériaux bruts en cas de nouvelle crise au Japon ».

« Auparavant, les entreprises japonaises n'apportaient ces produits technologiques en Chine que pour l'assemblage final, pour éviter le risque de révélation de secrets commerciaux. Mais les événements récents ont montré que ce n'était plus le cas. (...) Par conséquent, à présent, pour les entreprises japonaises, maintenir leurs ventes et leur profits est leur souci majeur, plus que les transferts de technologie ». <sup>113</sup>

Cette parenthèse étant close, revenons-en à l'évolution du secteur énergétique mondial en examinant plus en détail le développement du secteur éolien qui ne souffre pas, à l'opposé de la filière nucléaire, de risque d'engendrer de catastrophe industrielle majeure quand il est confronté aux caprices de mère nature...

Comme nous l'avions anticipé, il n'aura pas fallu attendre longtemps pour voir les ambitions éoliennes des pays impérialistes en déclin s'effondrer. En 2010, et pour la première fois depuis 1996, les nouvelles capacités installées dans le monde ont reculé par rapport à l'année précédente, passant de 38,8 à 37,6 GW, soit une baisse de 3,1 %. Une baisse moyenne en apparence limitée qui ne reflète cependant pas la baisse enregistrée par les pays impérialistes en déclin.

Evolution des capacités éoliennes installées <sup>114</sup>										
Pays	Capacités installée cumulée (GW)					Part dans le total mondial				
	1997	2007	2008	2009	2010	1997	2007	2008	2009	2010
Chine	0,15	5,91	12,21	25,81	44,73	1,9 %	6,3 %	10,1 %	16,3 %	22,7 %
USA	1,67	16,82	25,24	35,09	40,18	22,0 %	17,9 %	20,9 %	22,1 %	20,4 %
Allemagne	2,08	22,25	23,90	25,78	27,21	27,4 %	23,7 %	19,8 %	16,2 %	13,8 %
Espagne	0,43	15,15	16,69	19,16	20,68	5,6 %	16,1 %	13,8 %	12,1 %	10,5 %
Inde	0,94	7,85	9,59	10,93	13,07	12,4 %	8,4 %	7,9 %	6,9 %	6,6 %
Italie	0,10	2,73	3,74	4,85	5,80	1,4 %	2,9 %	3,1 %	3,1 %	2,9 %
France	0,01	2,46	3,40	4,57	5,66	0,1 %	2,6 %	2,8 %	2,9 %	2,9 %
Royaume-Uni	0,32	2,39	3,20	4,25	5,20	4,2 %	2,5 %	2,6 %	2,7 %	2,6 %
Canada	0,03	1,85	2,37	3,32	4,01	0,3 %	2,0 %	2,0 %	2,1 %	2,4 %
Portugal	0,04	2,13	2,86	3,36	3,90	0,5 %	2,3 %	2,4 %	2,1 %	2,0 %
Danemark	1,07	3,13	3,16	3,47	3,75	14,0 %	3,3 %	2,6 %	2,2 %	1,9 %
Japon	0,02	1,53	1,88	2,09	2,30	0,2 %	1,6 %	1,6 %	1,3 %	1,2 %
Pays-Bas	0,32	1,75	2,23	2,22	2,24	4,2 %	1,9 %	1,8 %	1,4 %	1,1 %
Australie	0,00	0,82	1,49	1,71	1,88	0,1 %	0,9 %	1,2 %	1,1 %	1,0 %
Irlande	0,05	0,81	1,25	1,31	1,43	0,7 %	0,9 %	1,0 %	0,8 %	0,7 %
Cumul	7,22	87,54	113,20	147,89	182,04	95,0 %	93,3 %	93,6 %	93,2 %	92,4 %
Monde	7,60	93,85	120,91	158,74	197,04					

Rappelons d'abord qu'en 2009, la Chine et les USA avaient ajouté respectivement 13,8 GW et 10,0 GW de capacité installée à leur parc éolien.<sup>115</sup>

En 2010, le marché éolien chinois a continué d'enregistrer une croissance rapide, avec 18,9 GW de nouvelles capacités installées, alors que celles des USA se sont effondrées de près de moitié à 5,6 GW. Alors qu'en 2009 la Chine représentait 35,8 % des nouvelles capacités installées, elle en a représenté 50,3 % en 2010, plus de la moitié ! Chine exclue, les nouvelles capacités installées dans le monde sont passées de 24,5 GW en 2009 à 18,7 GW en 2010, soit un effondrement de 23,7 %.<sup>116</sup>

A la fin de l'année 2010, la Chine avait ainsi conquis le 1<sup>er</sup> rang mondial avec un total de 44,7 GW de turbines éoliennes installées (représentant 22,7 % du parc éolien mondial), contre 40,2 GW pour les USA, 27,2 GW pour l'Allemagne, 20,7 GW pour l'Espagne et 13,1 GW pour l'Inde.<sup>117</sup>

Du fait du dynamisme du développement de son secteur des énergies dites renouvelables, l'impérialisme chinois apparaît aujourd'hui naturellement en position de force dans le bras de fer carbo-centro-climatique l'opposant aux pays impérialistes en déclin. Aussi n'est-il pas surprenant d'avoir vu la dernière conférence onusienne climatique tenue à Cancun au Mexique à la fin de l'année

2010 échouer tout aussi piteusement que celle de Copenhague un an plus tôt.<sup>118</sup> Un échec que la diplomatie de certains pays impérialistes en déclin chercha à nouveau à maquiller en victoire, à l'instar de la diplomatie française qui qualifia la conférence de « succès » ayant permis d'obtenir un « accord ambitieux ».<sup>119</sup>

Ce nouvel échec camouflé essuyé par les pays impérialistes en déclin était là encore prévisible et avait d'ailleurs été prévu en haut lieu.<sup>120</sup> Deux mois avant la tenue du sommet mexicain, *Le Monde* rapportait ainsi qu'après « le quasi-fiasco de la conférence de Copenhague », il était réaliste de ne nourrir que de « faibles espérances » face à une Chine qui « [mettrait] en valeur ses efforts dans le domaine des énergies renouvelables » et « [resterait] toujours fermement opposée à des engagements chiffrés de réduction des émissions polluantes par les pays en développement ».<sup>121</sup> Quant au président de la Commission européenne, plus pessimiste et réaliste encore, il estimait alors « impossible » l'obtention d' « un accord international à Cancun ».<sup>122</sup>

Il faut dire que les élites des pays impérialistes en déclin avaient vu avec Copenhague que le front "tiers-mondiste" emmené par la Chine ne bluffait pas... et ne plierait pas ! Nul doute que dans les pays impérialistes en déclin, la certitude d'un nouvel échec ait pesé sur la quasi-absence de couverture médiatique de la conférence de Cancun, en totale rupture avec la sur-médiatisation du sommet climatique onusien précédent...

Ce n'est certainement pas non plus un hasard si la presse bourgeoise française commence — encore très timidement il est vrai — à se faire le relais de théories jusqu'à très récemment jugées "hérétiques" et "négationnistes". « **L'âge de glace bientôt de retour ?** », titrait ainsi l'*AFP* dans une dépêche qui tentait de marier les prévisions (alarmistes) des partisans du GIEC avec les théories et observations sceptiques les plus récentes. Selon cette dépêche, la « longue période inhabituelle de très faible activité » solaire actuellement observée pourrait « refroidir le climat sur Terre » et être synonyme de « retour à une petite ère glaciaire ».<sup>123</sup>

Cette parenthèse carbo-centro-climatique étant close, revenons-en à l'essor quantitatif et qualitatif de l'éolien chinois.

Alors que les principaux constructeurs chinois de turbines produisent déjà des turbines de grande capacité — avec par exemple 3,6 MW pour Shanghai Electric, 3,0 MW pour Sinovel, Mingyang et Guodian, 2,5 MW pour Goldwind et 2 MW pour AVIC Huide —, ils développent aujourd'hui des turbines de très grande capacité. Chez Xemc Windpower, un modèle de turbine éolienne d'un diamètre de 126 mètres et d'une puissance de 5 MW est déjà entré en production.<sup>124</sup> De même Sinovel, prévoit pour cette année la sortie d'un générateur de 6 MW.<sup>125</sup> Ce générateur dont le prototype a été achevé au printemps pourra être utilisé aussi bien pour les parcs terrestres que maritimes. Il mesure 128 mètres de diamètre et fait de la Chine le second pays du monde (après l'Allemagne) à être capable de fabriquer des générateurs de cette capacité, la plus grande du monde.<sup>126</sup>

Mais comme nous l'avons déjà souligné, les monopoles chinois ne se contentent pas de "copier", c'est-à-dire d'assimiler les plus hautes technologies de leurs

concurrents, mais prendront appui sur l'expérience acquise pour innover et les dépasser. Sinovel travaille ainsi aujourd'hui sur la conception d'un générateur d'une capacité de 10 MW...<sup>127</sup> Il est ainsi indéniable, comme le remarque le GWEC, que « la Chine a réalisé avec succès » son entrée dans le secteur des turbines éoliennes de plusieurs MW.<sup>128</sup> Bref, pour les constructeurs étrangers, la météo s'est très vite dégradée sur le marché éolien chinois, en dépit de son expansion fulgurante.

En 2009, les trois premiers constructeurs chinois de turbines — à savoir Sinovel, Goldwind et Dongfang — occupaient déjà respectivement les 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> places du top dix des constructeurs mondiaux de turbines avec une capacité installée cumulée de 8,7 GW représentant 63,1 % du marché chinois des nouvelles turbines installées ou 23,5 % des nouvelles capacités installées dans le monde.<sup>129</sup>

Toujours en 2009, les gros constructeurs chinois (tels Sinovel, Goldwind, Dongfang, United Power, Mingyang) trustaient les cinq premières places du top 10 des constructeurs approvisionnant le marché chinois avec une production cumulée de 9,8 GW, soit l'équivalent de 70,8 % du marché chinois des nouvelles capacités installées, très loin devant les gros constructeurs étrangers (Vestas, GE, Suzlon et Gamesa) dont la production cumulée de 1,5 GW ne représentait que 10,9 % du marché local.<sup>130</sup>

Comme nous l'avons déjà souligné, les constructeurs étrangers ont vu leur part de marché s'effondrer littéralement au cours des dernières années au profit des constructeurs chinois. Alors qu'en 2004, les constructeurs étrangers s'accaparaient 75 % des nouvelles capacités installées en Chine, cette proportion était tombée à 42 % en 2007 et à 13 % en 2009. Dans le même temps, la part de marché des constructeurs chinois a évolué mécaniquement dans des proportions inverses, passant de 25 % de parts de marché en 2004 à... 87 % en 2009 !<sup>131</sup> En 2010, Sinovel avait conquis une « position majeure », avec une part de marché mondiale de 12 %.<sup>132</sup>

Durant la période 2009-2010, le chiffre d'affaires du secteur éolien mondial est passé de 70 à 50 milliards de \$ US, une importante baisse due pour une faible part au recul modéré du volume des nouvelles installations et pour l'essentiel « aux prix décroissant des machines et à un déplacement du marché vers la Chine ». <sup>133</sup>

Si en 2009 les constructeurs chinois ont commencé à exporter leurs turbines, ces exportations totalisant à peine 30 MW restaient encore marginales au regard de la production nationale.<sup>134</sup> Mais les choses ont commencé à changer cette année, qui sera marquée par la première véritable percée des géants chinois du secteur sur le marché international. Au cours des derniers mois, ils ont ainsi remporté des projets totalisant plus de 1,3 GW de capacité installée au Canada, en Grèce et en Irlande.<sup>135</sup>

Selon le GWEC, la capacité installée du parc éolien chinois atteindra certainement 120 à 130 GW en 2015 et 220 à 250 GW en 2020. En 2020, les fermes éoliennes chinoises pourraient ainsi atteindre une capacité de production annuelle de l'ordre de 540 à 620 TWh.<sup>136</sup> Ces prévisions ne semblent pas farfelues au vu des capacités de production chinoises et du rythme de développement de son industrie éolienne.

Il suffirait pour atteindre la cible la plus haute — 250 GW en 2020 — que les nouvelles capacités installées augmentent annuellement en moyenne de 21 GW. Or rappelons-le, en 2009 et 2010 elles ont augmenté respectivement de 13,8 et 18,9 GW.

Il est évident qu'aucun pays impérialiste en déclin ne sera en mesure de suivre ce rythme d'expansion effréné, y compris les USA. D'ailleurs, ceux-ci n'en ont plus ni l'envie, ni les moyens. Le chef des républicains à la chambre des représentants se réjouissent à l'avance de ce que soit aujourd'hui mis fin aux ambitions d'Obama dans le secteur des énergies renouvelables au profit d'énergie fossiles jugées meilleur marché.<sup>137</sup>

Dans ces conditions Li Junfeng, secrétaire général de l'Association chinoise des Industries des Énergies Renouvelables, prend peu de risque en affirmant que « l'industrie chinoise de l'énergie éolienne » a « le potentiel pour dominer le marché mondial ».<sup>138</sup> En effet, elle en a non seulement la volonté, mais aussi les moyens !...

## **Métallurgie et industrie mécanique : une "reprise" le plus souvent anémique**

En 2010, la production sidérurgique mondiale a inversé la tendance à la baisse des années 2008-2009 et inscrit un nouveau record à 1 413,6 millions de tonnes, contre 1 211,5 millions de tonnes en 2009 et 1 351,3 millions de tonnes en 2007 (son plus haut niveau d'avant-crise). Cette conclusion générale ne vaut cependant pas pour tous. Comme nous l'avons déjà vu, la production sidérurgique des pays impérialistes en déclin montre depuis longtemps déjà des signes de déclin et de stagnation. La production sidérurgique américaine a connu son apogée en 1973 avec 136,8 millions de tonnes, celle du Royaume-Uni en 1970 avec 27,8 millions de tonnes. En 1974, l'Allemagne de l'Ouest avait produit 53,2 millions de tonnes d'acier, la France 27,0 millions. De même, en 1973, le Japon produisait déjà 119,3 millions de tonnes d'acier. La production chinoise était alors clairement en retrait avec 26,0 millions de tonnes en 1974. Que les choses ont changé au cours des trois dernières décennies !

En 2010, la production sidérurgique chinoise a continué à s'élever rapidement, passant de 573,6 millions de tonnes en 2009 (chiffre révisé à la hausse) à 626,7 millions de tonnes, soit un accroissement de 9,3 % en glissement annuel. Ce volume représente l'équivalent de la production sidérurgique mondiale de l'année 1972 !<sup>139</sup>

En 2010, la production sidérurgique chinoise a représenté 44,3 % de la production sidérurgique mondiale et affiche une hausse de 27,9 % par rapport à son niveau de 2007. Pour les pays impérialistes en déclin, la situation est très différente, en dépit de leurs coûteux plans de relance. Leur production s'est certes partiellement relevée, mais elle reste encore souvent (bien) en deçà de son plus haut niveau d'avant-crise (2007). En outre, ce relèvement partiel apparaît aujourd'hui comme bien fragile et éphémère à l'heure où l'effet de leurs plans de relance s'estompe et celui des mesures de rigueur commence à se faire sentir.

Enfin, même parmi les concurrents de la Chine, la situation varie dans une assez large mesure entre ceux (les fournisseurs privilégiés de Pékin) dont l'économie a profité plus ou moins directement de la croissance chinoise et du renchérissement du coût des matières premières et les pays impérialistes en déclin d'Occident, qui n'ont eu pour principal moteur que leurs propres plans de relance.

Pour des pays tels le Japon, l'Allemagne, la Russie, la Corée du Sud, le Brésil, Taïwan, l'Iran, l'Afrique du Sud et l'Australie, la production sidérurgique s'est considérablement relevée, au point de frôler, voir de dépasser son plus haut niveau d'avant-crise. En 2010, la production sidérurgique japonaise affiche ainsi une baisse de 8,8 % par rapport à 2007, alors que celle de la Corée du Sud a dépassé ce niveau de 13,5 %. Pour d'autres pays comme les USA, l'Ukraine, l'Italie, l'Espagne, la France, le Canada, le Royaume-Uni, la Belgique, la Pologne et la République tchèque, la production sidérurgique reste encore bien en deçà de son plus haut niveau d'avant-crise. En 2010, la production sidérurgique américaine reste encore 17,8 % inférieure à celle de 2007.

**Production annuelle d'acier de quelques pays, en millions de tonnes**<sup>140</sup>

	2007		2008		2009		2010		▲ $\frac{2010}{2007}$
	Volume	Part	Volume	Part	Volume	Part	Volume	Part	
Chine	489,9	36,3 %	500,3	37,6 %	573,6	47,3 %	626,7	44,3 %	+ 27,9 %
Japon	120,2	8,9 %	118,7	8,9 %	87,5	7,2 %	109,6	7,8 %	- 8,8 %
USA	98,1	7,3 %	91,4	6,9 %	58,2	4,8 %	80,6	5,7 %	- 17,8 %
Russie	72,4	5,4 %	68,5	5,2 %	60,0	5,0 %	67,0	4,7 %	- 7,4 %
Inde	53,1	3,9 %	57,8	4,3 %	62,8	5,2 %	66,8	4,7 %	+ 25,9 %
Corée du Sud	51,5	3,8 %	53,6	4,0 %	48,6	4,0 %	58,5	4,1 %	+ 13,5 %
Allemagne	48,6	3,6 %	45,8	3,4 %	32,7	2,7 %	43,8	3,1 %	- 9,8 %
Ukraine	42,8	3,2 %	37,3	2,8 %	29,9	2,5 %	33,6	2,4 %	- 21,6 %
Brésil	33,8	2,5 %	33,7	2,5 %	26,5	2,2 %	32,8	2,3 %	- 2,9 %
Turquie	25,8	1,9 %	26,8	2,0 %	25,3	2,1 %	29,0	2,1 %	+ 12,4 %
Italie	31,6	2,3 %	30,6	2,3 %	19,9	1,6 %	25,8	1,8 %	- 18,5 %
Taïwan	20,9	1,5 %	19,9	1,5 %	15,8	1,3 %	19,6	1,4 %	- 6,0 %
Mexique	17,6	1,3 %	17,2	1,3 %	14,0	1,2 %	17,0	1,2 %	- 3,2 %
Espagne	19,0	1,4 %	18,6	1,4 %	14,4	1,2 %	16,3	1,2 %	- 14,2 %
France	19,3	1,4 %	17,9	1,3 %	12,8	1,1 %	15,4	1,1 %	- 20,1 %
Canada	15,6	1,2 %	14,8	1,1 %	9,3	0,8 %	13,0	0,9 %	- 16,7 %
Iran	10,1	0,7 %	10,0	0,8 %	10,9	0,9 %	12,0	0,8 %	+ 18,8 %
Royaume-Uni	14,3	1,1 %	13,5	1,0 %	10,1	0,8 %	9,7	0,7 %	- 32,1 %
Afrique du Sud	9,1	0,7 %	8,3	0,6 %	7,5	0,6 %	8,5	0,6 %	- 6,8 %
Belgique	10,7	0,8 %	10,7	0,8 %	5,6	0,5 %	8,1	0,6 %	- 24,4 %
Pologne	10,6	0,8 %	9,7	0,7 %	7,1	0,6 %	8,0	0,6 %	- 24,4 %
Australie	7,9	0,6 %	7,6	0,6 %	5,3	0,4 %	7,3	0,5 %	- 7,6 %
Autriche	7,6	0,6 %	7,6	0,6 %	5,7	0,5 %	7,2	0,5 %	- 5,1 %
Egypte	6,2	0,5 %	6,2	0,5 %	5,5	0,5 %	6,7	0,5 %	+ 7,7 %
Pays-Bas	7,4	0,5 %	6,9	0,5 %	5,2	0,4 %	6,7	0,5 %	- 10,1 %
République Tchèque	7,1	0,5 %	6,4	0,5 %	4,6	0,4 %	5,2	0,4 %	- 27,0 %
<b>Total cumulé</b>	1 251,2	92,6 %	1 239,8	93,3 %	1 158,6	95,6 %	1 334,8	94,4 %	+ 6,7 %
<b>Monde</b>	1 351,3		1 329,0		1 211,5		1 413,6		+ 4,6 %



Témoigne de l'éphémère relèvement partiel de la production des pays impérialistes en déclin le tableau ci-après :

Production mensuelle moyenne d'acier de quelques pays et régions durant la période janvier-juin (en millions de tonnes) <sup>141</sup>								
	2008	2009	2010	2011	Variations			
					$\frac{2009}{2008}$	$\frac{2010}{2008}$	$\frac{2011}{2008}$	$\frac{2011}{2010}$
Chine	43,66	44,34	53,86	58,80	+ 1,56 %	+ 23,36 %	+ 34,68 %	+ 9,17 %
UE (27)	18,07	10,27	14,95	15,56	- 43,17 %	- 17,27 %	- 13,89 %	+ 4,08 %
Japon	10,32	6,11	9,10	9,01	- 40,79 %	- 11,82 %	- 12,69 %	- 0,99 %
USA	8,49	4,08	6,82	7,11	- 51,94 %	- 19,67 %	- 16,25 %	+ 4,25 %
<b>Monde</b>	<b>115,90</b>	<b>91,30</b>	<b>117,87</b>	<b>126,43</b>	<b>- 21,23 %</b>	<b>+ 1,70 %</b>	<b>+ 9,09 %</b>	<b>+ 7,26 %</b>

Aujourd'hui, le relèvement de la production dans les pays impérialistes en déclin observé en 2010 marque le pas et semble avoir atteint son point d'inflexion. On remarque en effet une quasi-stagnation en 2010-2011 combinée à une évolution équivalente de la production industrielle.

Aux USA, l'indice de la production industrielle qui avait atteint son plus bas niveau en mai-juin 2009 à 83 % de son niveau de 2007 a cessé de se relever depuis six mois et stagne aux alentours de 92-93 %.<sup>142</sup> A l'inverse, la croissance de la production chinoise se poursuit inexorablement. Au cours du premier semestre 2011, la production sidérurgique chinoise a ainsi vu sa part de marché progresser à nouveau sensiblement à 46,5 % de la production mondiale.

Selon les autorités chinoises, la production sidérurgique chinoise devrait continuer à augmenter en 2011, quoique plus lentement, à 660 millions de tonnes, essentiellement du fait d'« une concurrence internationale plus acharnée » et des prix élevés du minerai de fer.<sup>143</sup>

Un pronostic qui nous apparaît bien pessimiste, car au rythme de production mensuel moyen enregistré au cours des sept premiers mois de l'année (58,9 millions de tonnes), la production chinoise est (très) bien partie pour franchir la barre symbolique des 700 millions de tonnes en 2011. L'augmentation "modérée" pourrait alors atteindre 80 millions de tonnes en termes absolus — l'équivalent de la production sidérurgique américaine —, soit une augmentation de 12,8 % en glissement annuel...<sup>144</sup>

On observe sans surprise une tendance identique pour la production d'aluminium primaire, ce métal représentant autour de la moitié du tonnage de la métallurgie non-ferreuse. Si en 2010 la production mondiale d'aluminium a cessé son déclin et a même dépassé son plus haut niveau d'avant-crise, cette conclusion ne vaut là encore pas pour tout le monde.

Evolution de la production d'aluminium primaire <sup>145</sup>									
	En millions de tonnes				Variations		Part dans le total mondial		
	1999	2008	2009	2010	$\frac{2010}{2009}$	$\frac{2010}{2008}$	1999	2008	2010
Chine	2,60	13,11	12,96	16,13	+ 24,5 %	+ 23,0 %	11,2 %	33,8 %	39,9 %
Amérique du Nord	6,17	5,78	4,76	4,69	- 1,5 %	- 18,9 %	26,5 %	14,9 %	11,6 %
Europe de l'Ouest	3,72	4,62	3,72	3,80	+ 2,2 %	- 17,7 %	16,0 %	11,9 %	9,4 %
Monde	23,25	38,76	36,36	40,42	+ 11,2 %	+ 4,3 %			

Comme on le voit, la quasi-totalité de la croissance de la production mondiale (+ 4,06 millions de tonnes) enregistrée en 2010 est imputable à la forte hausse de la production chinoise (+ 3,17 millions de tonnes). La part de marché de la Chine a donc continué à s'élever rapidement, et frôle désormais 40 % de la production mondiale. Dans les pays impérialistes en déclin d'occident, la production est restée à de bas niveaux, stagnant voir continuant à diminuer. La production de l'Europe de l'Ouest ne s'est ainsi relevée que de 2,2 % en glissement annuel, tandis que celle de l'Amérique du Nord a poursuivi son déclin avec une nouvelle baisse de 1,5 %.

Autre métal clef, le cuivre, avec là encore les mêmes conclusions : essor vigoureux d'une production et d'une consommation chinoises déjà prépondérantes, et timide relèvement pour ses principaux concurrents.

Evolution de la production et de la consommation de cuivre <sup>146</sup>								
Production (en millions de tonnes)								
	2000-2006	2007	2008	2009	2010	Variations		
						$\frac{2009}{2007}$	$\frac{2010}{2007}$	
Europe	5,49	5,32	5,10	3,94	4,49	- 26 %	- 16 %	
Japon	1,79	1,79	1,66	1,20	1,48	- 33 %	- 17 %	
USA	3,32	3,00	2,64	2,00	2,19	- 33 %	- 27 %	
Chine	3,94	6,36	6,94	7,80	9,03	+ 23 %	+ 42 %	
Consommation (en millions de tonnes)								
	2000-2006	2007	2008	2009	2010	Variations		
						$\frac{2009}{2007}$	$\frac{2010}{2007}$	
Europe	4,99	5,06	4,72	3,61	4,07	- 29 %	- 20 %	
Japon	1,58	1,59	1,47	1,05	1,26	- 34 %	- 21 %	
USA	3,46	3,10	2,75	2,07	2,27	- 33 %	- 27 %	
Chine	4,33	6,70	7,20	8,05	9,31	+ 20 %	+ 39 %	

En 2010, le volume de la métallurgie non-ferreuse chinoise a cru de 16,8 % en glissement annuel à 30,9 millions de tonnes. Un rythme à comparer à la hausse de 5,2 % enregistrée en 2009 (à 26,5 millions de tonnes) et à celle de 5,9 % enregistrée en 2008 (à 25,2 millions de tonnes). L'industrie chinoise du ciment s'est elle aussi accrue à un rythme élevé en 2010. La production chinoise a en effet augmenté de plus de 240 millions de tonnes à 1,88 milliard de tonnes, soit une hausse de 14,4 % en glissement annuel.<sup>147</sup>

En termes nominal, l'augmentation de la production chinoise de ciment a représenté plus de la totalité de la production indienne, laquelle a augmenté de 12,4 % à 210 millions de tonnes.

Dans le même temps, en dépit de la "reprise", la production de ciment de la quasi-totalité des pays impérialistes en déclin a continué de reculer. La production cumulée des USA, de l'UE des 27 et du Japon s'est ainsi montée à 307,6 millions de tonnes en 2010, contre 320,3 millions de tonnes en 2009 et 434,3 millions de tonnes en 2007. Leur production cumulée de 2010 affiche ainsi un nouveau recul de 4,0 % par rapport à 2009 et ne représente plus que 70,8 % de son niveau de 2007. La part de marché mondiale de la production chinoise de ciment a donc continué à s'élever rapidement et a dépassé 56 % en 2010.<sup>148</sup>

Mais comme on l'a déjà montré, la suprématie chinoise en matière d'industrie lourde n'est plus, comme il y a encore une décennie, cantonnée à la métallurgie et aux industries de base. Elle s'étend aujourd'hui à ses branches à composition organique en capital les plus élevées, à l'instar de l'industrie mécanique. Or justement, l'année 2010 aura été synonyme de renforcement du (nouveau) leadership chinois dans ce domaine.

Au cours de l'année 2010, l'industrie mécanique chinoise a consolidé sa première place mondiale, la production chinoise passant de 15,3 à 20,0 milliards de \$ US (+ 30,6 %) et a ainsi représenté 30,1 % de la production mondiale.

La domination chinoise en termes de consommation est encore plus écrasante, cette dernière passant de 19,8 à 27,3 milliards de \$ US. A elle seule, la Chine a ainsi installé pas moins de 41,1 % des machines-outils produites dans le monde en 2010, ses deux plus proches poursuivants n'en installant pour respectivement que 7,6 % (Allemagne) et 6,7 % (Japon).

En 2010, la production japonaise de machines-outils s'est considérablement relevée, passant de 7,0 à 11,8 milliards de \$ US. Elle reste certes en deçà de son plus haut niveau d'avant-crise, mais elle surpasse désormais celle de l'Allemagne qui a continué à reculer, passant de 10,8 à 9,8 milliards de dollars.

Quant aux USA, leur consommation a poursuivi son déclin, que ce soit en termes relatifs ou absolus. En 2010, elle a représenté à peine 4,1 % de la production mondiale, le pays se trouvant désormais en 6<sup>ème</sup> position derrière l'Italie et juste devant l'Inde (2,6 %). Sur le plan de la production, les USA ont également continué à rétrograder, et se trouvent aujourd'hui au 8<sup>ème</sup> rang mondial avec 3,1 % de la production mondiale, juste derrière la Suisse et devant l'Espagne.

Il apparaît de toute évidence que si la production et la consommation mondiale de machines-outils se sont partiellement relevées en 2010 (+ 21,2 %) tout en restant cependant 18,5 % en deçà de leur niveau de 2008, c'est en grande partie sous l'impulsion de la demande chinoise.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que les fournisseurs traditionnels de Pékin aient été entraînés dans le sillage de la reprise chinoise tandis que les pays impérialistes en déclin d'occident, bien plus clients que fournisseurs, sont restés au bord de la route. La comparaison entre les résultats du groupe A (Japon, Taïwan, Corée du Sud) et ceux du groupe B (Allemagne, Italie, USA, France, Suisse, Espagne, Royaume-Uni) est éloquente.

Synthèse du secteur des machines-outils de quelques groupes de pays en 2008-2010 <sup>149</sup>									
		Montant			Variations		Part dans le total mondial		
		2008	2009	2010	$\frac{2010}{2009}$	$\frac{2010}{2008}$	2008	2009	2010
Chine	Production	13,96	15,30	19,98	+ 30,6 %	+ 43,1 %	17,2 %	28,0 %	30,1 %
	Consommation	19,44	19,79	27,28	+ 37,8 %	+ 40,3 %	23,9 %	36,2 %	41,1 %
	Exportations	2,11	1,41	1,80	+ 27,7 %	- 14,7 %			
Groupe A	Production	24,75	12,04	20,14	+ 67,3 %	- 18,6 %	30,4 %	21,9 %	30,4 %
	Consommation	14,23	6,79	10,22	+ 50,5 %	- 28,2 %	17,5 %	12,4 %	15,4 %
	Exportations	14,13	7,17	12,51	+ 74,5 %	- 11,5 %			
Groupe B	Production	35,04	22,46	20,92	- 6,9 %	- 40,3 %	43,0 %	41,0 %	31,6 %
	Consommation	27,35	14,55	12,94	- 11,1 %	- 52,7 %	33,6 %	26,6 %	19,4 %
	Exportations	23,00	15,53	14,81	- 4,6 %	- 35,6 %			
Monde	Production	81,34	54,71	66,33	+ 21,2 %	- 18,5 %			

Comme on le voit, les pays du groupe A ont maintenu leur part de marché d'avant-crise en termes de production et limité la casse en termes de consommation. En 2010, l'industrie mécanique de ces pays a même enregistré un relèvement partiel.

Les pays du groupe B ont en revanche vu leur part de marché s'effondrer, aussi bien en termes de production que de consommation. Comme on le voit, leur situation ne s'est pas améliorée en 2010, leur industrie mécanique continuant de s'effondrer. Une preuve que l'investissement dans l'industrie y reste au point mort...

Surtout, en dépit de la domination déjà écrasante de la consommation chinoise de machines-outils, celle-ci n'en est qu'à ses balbutiements. Ainsi, le premier constructeur chinois de camions poids lourds, la Beiben Heavy-Duty Truck Co. Ltd., vient de mettre en service une ligne d'assemblage robotisée de près de 800 mètres de long lui permettant d'assembler de manière simultanée une cinquantaine de camions en 1 H 40. Cette nouvelle ligne permet au constructeur chinois de porter sa capacité de production annuelle de 50 000 à 100 000 camions.<sup>150</sup>

Il faut dire que dans de nombreuses branches d'industrie, le recours à une main-d'œuvre bon marché a longtemps limité l'automatisation et la robotisation. Mais dans un contexte de hausses de salaires, de nombreuses entreprises chinoises vont accentuer leurs efforts pour augmenter leur productivité à l'aide de robots. Dernièrement, le géant taïwanais Foxconn a fourni une parfaite illustration de cette nouvelle tendance structurelle découlant de la hausse des coûts du travail dans de nombreuses grandes métropoles chinoises. Foxconn, qui travaille pour les géants de l'informatique tels Apple, Dell et HP, emploie aujourd'hui 1,2 million de personnes, dont 1 million en Chine continentale.

« Afin d'augmenter les capacités de production et la productivité de ses usines, un million de robots viendront automatiser les chaînes de montages. Dès l'année prochaine, le nombre de robots passera de 10 000 à 300 000 pour atteindre le million en 2014 ».<sup>151</sup>

L'industrie mécanique chinoise, mais aussi celle de pays tels le Japon et la Corée du Sud, ont ainsi à n'en pas douter de beaux jours devant elles...

La montée en gamme technologique de l'industrie mécanique chinoise a évidemment un impact majeur sur tout le tissu industriel et en particulier les industries de pointe. Ainsi, alors que les roulements utilisés sur les trains chinois circulant à plus de 160 km/h sont aujourd'hui tous importés, « dans les deux ou trois prochaines années, les trains de roulement des trains à grande vitesse pourront être fabriqués en Chine ».<sup>152</sup> Pour les équipementiers étrangers, l'avenir à moyen terme est donc bien sombre.

De même, la Chine possède aujourd'hui une autonomie confortable en matière de production d'équipements lourds, à l'instar des tunneliers à bouclier qui « sont de loin les machines les plus perfectionnées au monde pour la réalisation de tunnels ».<sup>153</sup> Le développement des infrastructures chinoises ne peut évidemment que s'en trouver accéléré et nous en donnerons d'ailleurs plus loin un exemple frappant.



## La Chine en passe de devenir le leader mondial du dépôt de demandes de brevets

Durant la période 2003-2009, le volume des dépôts chinois de brevets a cru à un rythme annuel moyen de 26,1 %, contre 5,5 % pour les USA, un dynamisme résultant aussi bien des besoins résultant de l'internationalisation croissante des monopoles chinois, que de la « politique volontariste » des autorités chinoises.<sup>154</sup> Parmi les mesures adoptées par les autorités chinoises pour stimuler l'innovation figurent notamment des réductions d'impôts dont bénéficient les entreprises chinoises pour leurs dépenses de R&D.<sup>155</sup>

« **La Chine en position de devenir le leader mondial de l'innovation** », titrait *Thomson Reuters* à l'automne 2010. Selon un rapport publié par *Thomson Reuters*, le volume des brevets chinois (cumulant brevets d'invention et certificats d'utilité) dépassera celui des USA et du Japon dès 2011. De plus, outre la quantité qui augmente rapidement, « la qualité des brevets chinois s'élève ». <sup>156</sup>

L'année 2010 n'a pas vu de ralentissement du rythme d'expansion de la R&D en Chine, bien au contraire. Ce sont en effet pas moins de 391 000 demandes de brevets d'invention qui ont été déposées en Chine, un chiffre en hausse de 27,9 % en glissement annuel et qui a propulsé la Chine au deuxième rang mondial, devant le Japon. La Chine talonne ainsi désormais les USA... Une performance pour l'essentiel due au dynamisme de la recherche chinoise indigène, 74,9 % des demandes ayant été soumises par des entités résidentes.<sup>157</sup>

« La Chine souhaite donc protéger ses innovations de ses concurrents étrangers, ce qui illustre un peu plus son rôle grandissant dans l'économie mondiale ». <sup>158</sup>

Comme on peut le lire dans la conclusion du rapport de *Thomson Reuters*, « **la Chine est devenue le pays des superlatifs** » : premier exportateur mondial et premier marché automobile en 2009, premier consommateur d'énergie en 2010, aujourd'hui deuxième économie mondiale devant le Japon, et demain première puissance d'innovation du monde...

« Il est clair qu'une révolution industrielle épique a amené la Chine à son étape de développement actuel, mais ce sera la révolution intellectuelle de la Chine qui le portera en avant ». <sup>159</sup>

Deux mois après la publication de ce rapport de *Thomson Reuters*, c'est un autre rapport, cette fois émanant de l'UNESCO, qui enfonçait le clou et annonçait « **un bouleversement géopolitique en rupture avec les soixante années qui viennent de s'écouler** ».

« Les cinq dernières années, qui font l'objet du présent rapport de l'Unesco sur la science, ont commencé véritablement à ébranler la suprématie traditionnelle des Etats-Unis. (...) L'usine du monde continue de fabriquer jouets et chaussettes... mais la Chine lance ses propres fusées, construit des centrales nucléaires, des trains à grande vitesse ou des équipements hospitaliers high-tech. (...) Ces éléments tracent une perspective en rupture radicale avec une histoire d'un siècle et demi : la

domination écrasante de la Triade sur la science, base de leur domination technologique, industrielle, commerciale et militaire ».<sup>160</sup>

On notera au passage que le rapport en question soulignait la dépendance de l'économie américaine dont la capacité scientifique est conditionnée en premier lieu par « leur capacité à poursuivre un brain drain systématique » des chercheurs et personnels hautement qualifiés de l'étranger.<sup>161</sup> Selon ce rapport, l'Académie des sciences de Chine est déjà la première institution scientifique mondiale en termes de nombre d'articles publiés et d'ici peu on comptera « **plus de chercheurs dans les laboratoires chinois qu'aux Etats-Unis** ». <sup>162</sup> En fait, selon ce rapport, la Chine comptait en 2007 presque déjà autant de chercheurs que les USA ou l'UE, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

	Nombre de chercheurs en millions			Part dans le total mondial	
	2002	2007	Variation	2002	2007
UE	1,198	1,448	+ 20,9 %	20,6 %	20,1 %
USA	1,343	1,426	+ 6,2 %	23,1 %	19,8 %
Chine	0,811	1,423	+ 75,5 %	13,9 %	19,7 %
Japon	0,647	0,710	+ 9,7 %	11,1 %	9,8 %
Russie	0,492	0,469	- 4,7 %	8,5 %	6,5 %
Inde	0,116	0,155	+ 33,6 %	2,0 %	2,1 %
Monde	5,811	7,210	+ 24,1 %		

Comme on le voit, si en 2002 la Chine abritait sensiblement moins de chercheurs que les USA ou l'UE, elle en abritait déjà autant en 2007. Durant cette période, c'est sans conteste les effectifs de chercheurs chinois qui se sont accrus au rythme le plus élevé. On notera au passage que les chercheurs russes tendent à voir leurs effectifs régresser, tandis que ceux de l'Inde, bien qu'augmentant un peu plus vite que la moyenne mondiale, restent encore faibles, que ce soit en regard de la population indienne ou des effectifs des chercheurs chinois. Il ne fait donc aucun doute qu'aujourd'hui, en 2011, la Chine possède sensiblement plus de chercheurs que l'UE ou les USA.

Récemment, la presse et les autorités chinoises n'ont pas cessé d'insister sur l'importance de l'innovation, et en premier lieu de « l'innovation indépendante »,<sup>164</sup> réaffirmant et précisant la portée du mot d'ordre "passer du « made in China » à « invented in China »".

**« A l'heure actuelle, il y a un mot d'ordre : De "Made in China" à "Créé en Chine". Mais il faut le modifier pour qu'il passe de "Made in China" à "Créé par les Chinois" ».**<sup>165</sup>

Si l'impérialisme chinois souhaite devenir le leader mondial de l'innovation, c'est donc à l'aide de ses propres monopoles et avec ses propres brevets... Tans pis pour les monopoles et pour les capitaux étrangers qui devront se contenter des miettes



et de marchés de niches de moins en moins nombreux ! De toute évidence, ce mot d'ordre révisé a déjà commencé à se concrétiser. En 2010, le nombre de brevets approuvés par le Bureau d'État de la propriété intellectuelle de Chine enregistrait une hausse de 40 % en glissement annuel, à 814 825 brevets. Surtout, les brevets chinois ont représenté plus de 59 % de ce volume, contre moins de 51 % en 2009.<sup>166</sup> La part des brevets chinois s'est donc élevée rapidement dans les brevets déposés en Chine, et est donc aujourd'hui déjà largement prépondérante.

Reste bien sûr le segment des brevets PCT où l'impérialisme chinois n'est pas encore en passe de devenir le leader mondial, mais dont le rythme de rattrapage n'en reste pas moins vertigineux, comme l'illustre le tableau ci-après.

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Part de marché		Variations	
							2005	2010	<u>2010</u> <u>2009</u>	<u>2010</u> <u>2005</u>
							USA	46 857	51 280	54 043
Japon	24 870	27 025	27 743	28 760	29 802	32 156	18,2 %	19,7 %	+ 7,9 %	+ 29,3 %
Allemagne	15 987	16 736	17 821	18 855	16 797	17 171	11,7 %	10,5 %	+ 2,2 %	+ 7,4 %
Chine	2 512	3 942	5 455	6 120	7 900	12 337	1,8 %	7,6 %	+ 56,2 %	+ 391,1 %
Rép. de Corée	4 689	5 945	7 064	7 899	8 035	9 686	3,4 %	5,9 %	+ 20,5 %	+ 106,6 %
France	5 756	6 256	6 560	7 072	7 237	7 193	4,2 %	4,4 %	- 0,6 %	+ 25,0 %
Royaume-Uni	5 095	5 097	5 542	5 466	5 044	4 857	3,7 %	3,0 %	- 3,7 %	- 4,7 %
Pays-Bas	4 504	4 553	4 433	4 363	4 462	4 097	3,3 %	2,5 %	- 8,2 %	- 9,0 %
Suisse	3 294	3 621	3 833	3 799	3 671	3 611	2,4 %	2,2 %	- 1,6 %	+ 9,6 %
Suède	2 887	3 336	3 655	4 137	3 567	3 152	2,1 %	1,9 %	- 11,6 %	+ 9,2 %
Canada	2 320	2 575	2 879	2 976	2 527	2 707	1,7 %	1,7 %	+ 7,1 %	+ 16,7 %
Italie	2 349	2 698	2 946	2 883	2 652	2 632	1,7 %	1,6 %	- 0,8 %	+ 12,0 %
Finlande	1 893	1 846	2 009	2 214	2 123	2 076	1,4 %	1,3 %	- 2,2 %	+ 9,7 %
Australie	2 001	1 996	2 052	1 938	1 740	1 736	1,5 %	1,1 %	- 0,2 %	- 13,2 %
Espagne	1 127	1 204	1 297	1 390	1 564	1 725	0,8 %	1,1 %	+ 10,3 %	+ 53,1 %
<b>Cumul</b>	126 141	138 110	147 332	149 509	142 739	149 991	92,2 %	92,0 %	+ 5,1 %	+ 18,9 %
<b>Total</b>	136 753	149 641	159 927	163 234	155 398	162 900	100,0 %	100,0 %	+ 4,8 %	+ 19,1 %

Sans surprise, on remarque que l'année 2010 a été marquée par la poursuite du déclin, de la stagnation, ou dans le meilleur des cas la lente croissance de la R&D des pays impérialistes en déclin, tandis que la Chine a pour sa part enregistré une progression record : + 56,2 % en glissement annuel.

Sur la période 2005-2010, le différentiel entre la Chine et les autres est tout aussi impressionnant, avec par exemple une croissance de 391,1 % pour la Chine et une baisse de 4,3 % pour les USA.

En 2010, la Chine a ainsi conquis le quatrième rang mondial en ce qui concerne le dépôt de brevets PCT. A ce rythme d'expansion, elle conquerra le troisième rang mondial en 2011 et le premier avant 2015.

C'est donc sans surprise que l'OMPI définit aujourd'hui la Chine comme le « moteur de l'innovation mondiale ». Dans les conditions de « l'ascension fulgurante » de l'innovation chinoise, la « stagnation ou déclin » des USA et de l'UE apparaissent comme des signes pour le moins « inquiétants » au patron de l'OMPI. Pour lui, l'innovation chinoise a de manière évidente un bel avenir devant elle.

**« Elle a tous les atouts nécessaires : les structures, un nombre record de scientifiques formés, de l'argent et une vraie stratégie, pensée au plus haut niveau ».**<sup>168</sup>

Autant de choses qui font de plus en plus cruellement défaut aux pays impérialistes en déclin...

En 2010, les effectifs de l'enseignement supérieur chinois ont continué à augmenter pour atteindre 23,9 millions d'étudiants (dont plus de 1,5 million de doctorants), soit 10,7 % des 222,7 millions d'inscrits que comptait l'effectif total de l'enseignement en Chine.<sup>169</sup> Une tendance à la hausse qui n'est pas prête de s'inverser : en 2010, le gouvernement chinois a apporté 85 milliards de yuans d'aide financière aux étudiants ainsi qu'aux élèves des écoles secondaires et professionnelles, un montant en hausse de 30 % en glissement annuel. Le but ? Permettre « aux enfants de familles pauvres de faire leurs études primaires, secondaires et supérieures ». A la fin mars 2011, le vice-ministre chinois de l'éducation réaffirmait la volonté des autorités « de développer une main d'œuvre bien instruite d'ici 2015 », se fixant notamment comme objectif d'augmenter son taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur de 26,5 % à 36,0 % durant la période 2010-2015.<sup>170</sup>

Quelques semaines auparavant, le président chinois avait réaffirmé l'importance de renforcer le système éducatif chinois.

« L'éducation est le fondement de la prospérité nationale et du progrès social. Cela porte les attentes de centaines de millions de familles pour une vie meilleure ».<sup>171</sup>

Au cours des dernières années, les autorités chinoises n'ont cessé d'insister sur l'importance de développer la capacité d'innovation indigène. A la mi-mars 2011, le président chinois appela ainsi les scientifiques chinois « à renforcer vigoureusement la capacité d'innovation scientifique et technologique du pays afin de prendre l'initiative face à la compétition globale ».<sup>172</sup>

Un objectif réaffirmé quelques semaines plus tard par le premier-ministre chinois qui déclara « **impératif que la Chine participe à la compétition internationale et qu'elle s'efforce de prendre l'avantage** », définissant ainsi l'accélération du développement scientifique et technologique comme « une mission stratégique importante pour réaliser le 12<sup>e</sup> Plan quinquennal du pays ».

« La Chine ne peut pas progresser sans développer sa science et sa technologie. (...) Le futur de la Chine est lié à son développement scientifique et technologique ».<sup>173</sup>

Dans le même temps, comme nous l'avons déjà souligné, l'impérialisme chinois accélère restructurations et fusions afin de renforcer ses plus puissants monopoles. D'ici 2015, le nombre des entreprises publiques centrales chinoises sera ainsi réduit de plus de moitié. Il se situera alors entre 30 et 50.

« Les entreprises publiques qui demeureront devront disposer de leur propre propriété intellectuelle, avoir l'image de marques de renommée mondiale et être compétitives sur le plan international ». <sup>174</sup>

Autrement dit, les plus hautes autorités du pays ne font plus mystère de leur ambition de voir la Chine devenir le leader mondial de l'innovation d'ici 2015, une condition nécessaire, comme nous l'avons déjà souligné, à la création d'une nouvelle division internationale du travail et à une nouvelle répartition de la plus-value qui soit davantage favorable à l'impérialisme chinois...

En 2010, le nombre d'étudiants chinois partis étudiés à l'étranger et étant revenus en Chine après leurs études a continué à augmenter rapidement et a dépassé le chiffre de 135 000, contre 108 200 en 2009, 69 300 en 2008 et 44 000 en 2007. <sup>175</sup>

Aujourd'hui, l'impérialisme chinois sollicite de plus en plus le concours de la diaspora chinoise pour « stimuler son développement ». Les autorités chinoises espèrent ainsi « attirer au moins 500 000 talents chinois d'outre-mer entre 2011 et 2015 ». <sup>176</sup>

Dans le même temps, Pékin a réaffirmé sa volonté « **d'attirer plus de talents étrangers pour faciliter sa restructuration économique** ». Durant la période 2005-2010, la Chine a attiré 2,3 millions de spécialistes étrangers. Pour amplifier ce "brain drain", les autorités chinoises vont accorder aux spécialistes étrangers mesures préférentielles en termes d'impôts, d'assurances, de logements, d'installation familiale, d'évolution de carrière et de projets de recherche ». <sup>177</sup>

Pékin poursuit donc de manière évidente son "opération séduction" en direction des jeunes diplômés étrangers. Au début du mois de mars, *le Quotidien du Peuple* publiait ainsi un article intitulé « Vous voulez un job de rêve ? Regardez vers la Chine ! », un article dans lequel les USA, dépeints autrefois comme « terre d'opportunités » pour une carrière étaient aujourd'hui confrontés à l'expatriation croissante de ses talents, y compris pour « les diplômés d'universités de moins de 25 ans » confrontés « à un marché de l'emploi qui se rétrécit ». Face à leur situation de plus en plus difficile, l'article du quotidien chinois les encourageait à venir travailler en Chine, autant pour leur plan de carrière, que pour la « stabilité financière », l'accès à un « logement décent » et « à un meilleur niveau de vie ». <sup>178</sup>

Quelques semaines plus tard, les autorités chinoises rendaient public leur ambition de faire de la Chine « **la destination la plus populaire en Asie chez les étudiants étrangers** », en offrant notamment davantage de bourses d'études aux étudiants étrangers. <sup>179</sup>

En 2010, les dépenses chinoises de R&D ont atteint 698 milliards de yuans, soit 1,75 % du PIB chinois, une proportion désormais voisine de celle de puissants pays impérialistes en déclin. Rappelons qu'en 2007, les dépenses de R&D représentaient

1,85 % du PIB de l'UE des 27.<sup>180</sup> Comme on le voit, l'impérialisme chinois continue de rattraper à grande vitesse ses concurrents sur le plan de l'innovation.

Rappelons qu'en 2000, les dépenses de R&D ne représentaient que 0,9 % du PIB chinois.<sup>181</sup> Les autorités chinoises visent aujourd'hui à porter la part des dépenses de R&D à 2,2 % du PIB d'ici 2015, une cible parfaitement atteignable au regard du rythme d'expansion des dernières années.<sup>182</sup> Un rythme qu'illustre le tableau ci-après.

Evolution récente des dépenses chinoises de R&D <sup>183</sup>			
	Montant	Part dans le PIB	Δ (en g. a.)
2005	236,7 milliards de yuans	1,30 %	+ 20,4 %
2006	294,3 milliards de yuans	1,41 %	+ 20,1 %
2007	366,4 milliards de yuans	1,49 %	+ 22,0 %
2008	457,0 milliards de yuans	1,52 %	+ 23,2 %
2009	543,3 milliards de yuans	1,62 %	+ 17,7 %
2010	698,0 milliards de yuans	1,75 %	+ 20,3 %

Comme on le voit, le montant des dépenses chinoises de R&D a augmenté à un rythme annuel moyen de l'ordre de 20 % au cours des dernières années, un rythme de loin supérieur à la croissance du PIB.

En 2009, la Chine était déjà le deuxième dépositaire mondial de demandes de brevets dans le domaine des nanotechnologies, une performance qu'elle a réalisée en investissant plus de 5 milliards de yuans dans ce domaine durant la période 2006-2010.<sup>184</sup>

Aujourd'hui, les dépenses chinoises de R&D sont encore majoritairement faites en direction de la recherche appliquée, dont l'impérialisme chinois tire de grands bénéfices économiques à court et moyen termes, ces recherches permettant à son industrie d'opérer une rapide montée en gamme en vue de son rattrapage technologique. Dans le domaine de l'ingénierie génétique, la Chine commercialisera ainsi d'ici 2013 du lait contenant « la plupart des nutriments du lait humain ». Produit par des vaches OGM, ce lait surclassera les laits infantiles traditionnels.<sup>185</sup> Cependant, la recherche fondamentale chinoise reste donc encore au second plan. Or c'est grâce à cette recherche que l'impérialisme chinois pourra espérer réaliser de grandes percées technologiques qui lui permettront d'asseoir et de consolider sa domination technologique.

Mais si la Chine reste encore en retrait des pays impérialistes en déclin en ce qui concerne la recherche fondamentale, les choses évoluent rapidement, et l'impérialisme chinois se dote actuellement des structures qui dans quelques années formeront l'ossature d'une recherche fondamentale de tout premier ordre. En 2011 a ainsi débuté dans la province du Guizhou la construction d'un radiotélescope géant, d'un diamètre de 500 mètres pour un coût prévisionnel de 700 millions de yuans. Quand il sera achevé en 2016, ce sera le plus grand

radiotélescope sphérique du monde, loin devant les 300 mètres de diamètre du radiotélescope américain d'Arecibo. Ce radiotélescope permettra aux astronomes chinois « d'observer les galaxies et pulsars et de trouver des réponses aux questions sur l'origine de l'univers et sur d'autres sujets similaires ». Les applications dans le domaine de la défense ne seront également pas en reste. Le radiotélescope géant constituera en effet « un radar à haute sensibilité capable de surveiller les débris satellitaires et spatiaux, ce qui sera bénéfique pour l'ambitieux programme spatial de la Chine ». <sup>186</sup>

Dans un domaine voisin, la Chine a récemment mis en service dans le Sichuan son premier laboratoire de recherche souterrain dédié à la détection de la matière noire, le China Jinping Underground Laboratory (CJPL). Avec une couverture rocheuse de 2,4 km, c'est le plus profond laboratoire souterrain du monde. La Chine possède ainsi aujourd'hui une plate-forme expérimentale de pointe pour « la recherche scientifique sur des sujets fondamentaux tels que la matière noire, la physique des particules, la physique nucléaire, la physique des neutrons, l'astrophysique et la cosmologie ». Les meilleurs chercheurs du pays, notamment ceux de l'université Tsinghua de Pékin et de l'université Jiaotong de Shanghai ont déjà commencé à investir les lieux. <sup>187</sup>

Dans notre précédent ouvrage, nous avons évoqué les ambitions de la Chine en ce qui concerne l'exploration des fonds océaniques. <sup>188</sup> Au cours des dernières semaines, le submersible habité Jiaolong a franchi de nouveaux paliers le rapprochant de son objectif, en réalisant quatre plongées à plus de 5 000 mètres de profondeur (jusqu'à 5 188 mètres). <sup>189</sup> Naturellement, la Chine n'en restera pas là. D'ici 2012, elle compte atteindre une profondeur de 7 000 mètres et battre ainsi le record mondial de 6 527 mètres établi en 1989 par le sous-marin japonais Shinkai 6 500. <sup>190</sup>



## Poursuite de l'irrésistible ascension de l'industrie chinoise des transports

En 2010, la production automobile cumulée du Japon, des USA, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, du Canada, de l'Italie et du Royaume-Uni a représenté 32,3 millions d'unités, soit 41,6 % de la production mondiale. Si leur production s'est relevée de 21,9 % par rapport à 2009, elle s'est relevée à un rythme inférieur à la moyenne mondiale —, en particulier au rythme de progression de la production chinoise qui a augmenté de 32,4 % à 18,26 millions d'unités — et leur part de marché a donc continué à reculer. Surtout, leur production reste encore 19,5 % inférieure à celle de 2007, année où elle se montait à 41,4 millions d'unités.<sup>191</sup>

En 2009, la part de marché des constructeurs chinois sur le marché chinois ne se montait encore qu'à 33,0 % des ventes.<sup>192</sup> En 2010, qui a vu la Chine conforter sa place de premier marché automobile mondial avec 18,06 millions de véhicules vendus (soit une hausse de 32,4 % en glissement annuel), les marques chinoises ont représenté 45,6 % des ventes sur le marché chinois.<sup>193</sup> La part de marché des constructeurs chinois apparaît donc en augmentation rapide.

A eux seuls, les quatre premiers constructeurs chinois (SAIC, SAW, Dongfeng et Chang'an) ont produit 11,3 millions de véhicules en 2010, soit 62,1 % de la production automobile chinoise.<sup>194</sup> Leur taille est donc désormais comparable à celle des deux grands groupes automobiles français.

Ces derniers avaient connu en 2009 une année calamiteuse. Peugeot et Renault avaient alors enregistré un chiffre d'affaires cumulé de 114,2 milliards de \$ US (contre 138,6 milliards de \$ US en 2008) pour une perte nette cumulée de plus de 5,9 milliards de \$ US (contre 4,9 milliards de \$ US de bénéfices en 2008). En 2010, Peugeot et Renault ont enregistré un bénéfice net cumulé de 6,0 milliards de \$ US pour un chiffre d'affaires de 125,9 milliards de \$ US. En d'autres termes, des bénéfices comparables à ceux de 2008, mais avec un chiffre d'affaires bien inférieur... De leur côté, SAIC, SAW et Dongfeng ont enregistré en 2010 un bénéfice net cumulé de 6,5 milliards de \$ US pour un chiffre d'affaires de 153,4 milliards de \$ US, des chiffres en hausse de respectivement 105,5 % et 67,3 % en glissement annuel.<sup>195</sup>

Mais alors que l'effet des primes à la casse est aujourd'hui en voie de disparition, il faut naturellement s'attendre à voir le différentiel de croissance se creuser davantage entre des firmes automobiles chinoises montantes, et des firmes automobiles occidentales déclinantes...

A la mi-janvier 2011, les chiffres publiés par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) indiquaient que le marché automobile européen s'était contracté de 5,5 % en 2010, avec 13,36 millions de nouvelles immatriculations dans les pays de l'UE.<sup>196</sup> Au début de l'automne 2010, General Motors avait annoncé qu'il fermerait son usine automobile belge Opel d'Anvers, avec à la clef 1 300 suppressions d'emploi.<sup>197</sup>

En décembre dernier, dans une lettre adressée aux préfets, la ministre de l'économie ne cachait pas les « sombres perspectives » auquel allait être confronté le secteur automobile français après la fin de la prime à la casse et soulignait les « menaces » qui pèseraient « sur les emplois et les entreprises sous-traitantes ». <sup>198</sup>

A la fin de l'année 2010, la Chine a mis fin à sa politique de détaxe instaurée en 2009 concernant les automobiles de petite cylindrée. Mais contrairement aux pays impérialistes en déclin, la solide croissance à deux chiffres des dépenses de consommation individuelles permettront au marché automobile chinois de poursuivre une croissance rapide. Peut-être pas une croissance à plus de 30 % comme en 2009-2010, mais au moins une croissance de l'ordre de 5-10 % ! Une cible que vise d'ailleurs explicitement l'Association des constructeurs automobiles de Chine (CAAM), qui estime que le marché automobile chinois dépassera 20 millions de véhicules en 2011.

« Malgré l'expiration des mesures de stimulation des ventes, la situation de l'industrie automobile de Chine n'a pas changé, et la demande reste robuste ». <sup>199</sup>

Une dynamique qui se traduit naturellement en termes de chiffre d'affaires et de profits. En 2010, les trente premiers constructeurs automobiles chinois ont ainsi réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 2 430 milliards de yuans (soit 373 milliards de \$ US) — un chiffre en hausse de 38,1 % en glissement annuel — et engrangé plus de 200 milliards de yuans de profits — un chiffre en hausse de 71,2 % en glissement annuel... <sup>200</sup>

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2011, la Chine a vu sa production automobile augmenter de 5,1 % en glissement annuel avec plus de 6,4 millions de véhicules. Quant aux ventes automobiles, elles augmentaient de 6,0 % à 6,5 millions de véhicules. <sup>201</sup> Dans le même temps, le marché automobile européen se contractait de 2,7 % à 4,8 millions de véhicules vendus. <sup>202</sup> Une sombre perspective encore confirmée dernièrement, avec l'annonce de la baisse de 2,1 % des nouvelles immatriculations dans l'UE (27) en glissement annuel au 1<sup>er</sup> semestre 2011 à 7,1 millions d'unités. <sup>203</sup> Dans le même temps, la production automobile chinoise a confirmé sa solidité. Au 1<sup>er</sup> semestre 2011, elle a en effet augmenté de 2,5 % en glissement annuel à 9,2 millions de véhicules. Quant aux ventes automobiles, elles ont augmenté dans le même temps de 3,4 % à 9,3 millions de véhicules. <sup>204</sup> A la fin du premier semestre 2011, la Chine comptait 217 millions de véhicules dont 98 millions d'automobiles et 102 millions de motos. Parmi les automobiles, plus de 72 millions, soit 73 % étaient des véhicules particuliers. Dans onze grandes villes chinoises, on recense déjà plus d'un million d'automobiles en circulation, à l'instar de Pékin qui en compte plus de 4,6 millions. <sup>205</sup> Ceci ne va pas évidemment sans poser de problèmes aux autorités.

Dès cette année Pékin va ainsi « se tourner vers son espace souterrain sur une large échelle ». A travers six grands projets d'aménagement urbains, la capitale chinoise prévoit la construction de plus de 3,8 km<sup>2</sup> d'infrastructures souterraines, entre autre des parkings et des routes. Cette tendance devrait rapidement s'étendre à « davantage de grandes villes en Chine », « les terrains se faisant rares, et leur population ainsi que le nombre de leurs voitures ne cessant d'augmenter ». <sup>206</sup>



Face à l'expansion continue du marché chinois et à la morosité du marché des pays impérialistes en déclin (hors voitures low-cost), PSA envisage désormais « de délocaliser son haut de gamme en Chine ». <sup>207</sup> Le constructeur français pourrait y investir 1,1 milliard d'euros en nouvelles capacités de production, en partenariat avec le constructeur chinois Chang'an. <sup>208</sup>

En 2010, en dépit de la persistance de la prime à la casse, le marché automobile français a accusé une baisse de 2,2 % en glissement annuel, à 2,25 millions de véhicules. Surtout, avec une conjoncture économique défavorable, la tendance est clairement à l'achat de véhicules économiques. Renault n'a ainsi vu ses ventes progresser de 4,0 % que grâce à l'essor des ventes réalisées sous sa marque Dacia (+ 70,9 %), tandis que celles réalisées sous sa propre marque reculaient de 3,7 %. PSA, lui, a vu ses ventes reculer de 1,3 % en glissement annuel. <sup>209</sup> Devant le succès de la marque low-cost de Renault, PSA envisage aujourd'hui de créer une marque low-cost d'ici 2012-2013, en partenariat avec le constructeur chinois Chang'an... <sup>210</sup> Très actif, ce dernier possède déjà trois centres de R&D à l'étranger (Turin, Nottingham et Yokohama), et projette d'en ouvrir un quatrième à Détroit. <sup>211</sup>

Pour 2011, les analystes du secteur automobile s'attendent à voir le marché européen reculer fortement, à 13,5 millions de véhicules, contre près de 15,6 millions en 2007. <sup>212</sup>

À la fin novembre, Renault proposait un plan de 3 000 départs anticipés à la retraite dans les trois ans à venir au titre de la pénibilité. Un plan sonnait comme « un plan social déguisé » au moment où le constructeur commençait à faire face à une « sous-activité » et n'envisageait pas de compenser ces départs par de nouvelles embauches. <sup>213</sup>

Quant à PSA Peugeot Citroën, un document interne dévoilé récemment indique que la direction du groupe n'exclut pas de fermer deux sites de production en France à l'horizon 2013-2014, avec à la clef 6 200 suppressions de postes possibles. <sup>214</sup>

Au début de l'année, le constructeur automobile chinois a acquis l'ensemble des équipements et technologies d'une usine de transmissions automobile suédoise. Un an plus tôt, le constructeur chinois avait déjà acquis les technologies portant sur les moteurs à turbine et les boîtes de vitesses auprès de Saab. <sup>215</sup> Quelques semaines plus tard, dans un secteur industriel voisin, celui du machinisme agricole, la China National Machinery Industry Corp (Sinomach), le premier constructeur chinois de machines, faisait parler d'elle en rachetant le fabricant de pièces de machines agricoles, McCormick France SAS, une façon pour le groupe chinois d' « améliorer sa technologie de fabrication de tracteurs » dans le but notamment de « prendre une plus grande part du marché chinois des tracteurs haut de gamme ». <sup>216</sup>

Surtout, comme nous l'avons déjà souligné, la Chine ne compte pas seulement devenir l'un des acteurs majeurs de l'industrie automobile mondiale, une ambition qui effraie de plus en plus les monopoles concurrents. « **Les voitures chinoises ne font plus rire la concurrence** », titrait récemment *La Tribune* en évoquant les derniers modèles présentés par les constructeurs chinois au cours du salon automobile 2011 de Shanghai. Chez Peugeot et Faurecia, on admet ainsi que les

constructeurs chinois « vont très vite » et ont déjà réalisé « un saut qualitatif » au cours des deux dernières années.

« Les voitures de marques chinoises, plus fiables et plus belles, menacent l'essor des constructeurs européens, japonais, coréens et américain ». <sup>217</sup>

Mais ce que vise surtout la Chine, c'est de devenir le leader mondial des voitures à énergies nouvelles avec un volume de vente de cinq millions d'unités d'ici 2020. <sup>218</sup>

Une ambition stratégique à l'heure où les analystes des pays impérialistes en déclin admettent de plus en plus, comme l'a admis dernièrement le FMI, que le marché mondial du pétrole est entré « **est entré dans une période de rareté croissante** » et donc dans une période de cherté elle aussi croissante !... <sup>219</sup> Pour Pékin, le but est toujours le même : s'assurer du leadership mondial sur une branche d'industrie, tout en préservant au maximum son indépendance énergétique et en rendant au passage le transport automobile meilleur marché et donc plus compétitif.

« Les propriétaires de voitures dépensent en carburant en moyenne 70 yuans (10,6 dollars) pour 100 kilomètres. En revanche, les propriétaires de véhicules électriques ne payent que 20 yuans pour le même trajet ». <sup>220</sup>

Au cours des dernières années, le développement des infrastructures de transport a été considérablement accéléré afin d'accompagner l'essor de l'industrie automobile et ferroviaire chinoises.

A la fin de l'année 2010, la Chine comptait 74 000 km d'autoroutes, dont 41 000 km ont été construites durant la période 2006-2010. Il apparaît ainsi évident qu'en 2015, « la Chine aura plus d'autoroutes que les États-Unis ». <sup>221</sup> Les zones rurales ne seront pas non plus en reste puisque les autorités chinoises prévoient une « accélération de la construction des routes en milieu rural », dont le réseau devrait compter 3,9 millions de km en 2015. A cette date, le but est également de permettre aux lignes de bus de desservir 90 % des villages du pays. <sup>222</sup>

Comme nous l'avons souligné, le plan de relance instauré au dernier trimestre 2008 par les autorités chinoises pour palier l'effondrement du commerce extérieur a notablement accéléré la construction des infrastructures du pays, et en particulier de son réseau ferroviaire à grande vitesse. A la mi-novembre 2010 a ainsi été achevée la pose des rails de la ligne ferroviaire à grande vitesse Beijing-Shanghai. Les travaux de cette ligne longue de 1 318 km, d'un montant de 220,9 milliards de yuans, avaient débuté en avril 2008. <sup>223</sup> Sa mise en service, initialement prévue pour 2012, a en fait été réalisée en juin 2011. <sup>224</sup> Sur cette ligne ferroviaire majeure circulent quotidiennement 90 paires de trains.

A la mi-mars était achevée la construction du premier tunnel ferroviaire sous-marin chinois. Long de 10,8 km, ce tunnel est une des composantes de la future ligne à grande vitesse longue de 140 km qui reliera Canton, Shenzhen et Hong-Kong en 2012. La ligne permettra de relier Canton à Hong Kong en moins de quarante minutes contre deux heures actuellement. <sup>225</sup>

Autre illustration de cette accélération continue, la récente révision à la hausse des objectifs ferroviaires du pays. Selon le ministre des Chemins de fer, la longueur du

réseau ferré chinois devrait dépasser 120 000 km non pas en 2020 — comme les autorités chinoises l'affirmaient l'an dernier —, mais dès 2015.<sup>226</sup>

Après avoir mis en service près de 5 150 km de voies ferrées à grande vitesse en 2010, la Chine possédait au début de l'année 2011, et de très loin, le premier réseau ferré mondial à grande vitesse, long de plus de 8 350 km.<sup>227</sup> Et ce n'est qu'un début. Pour la seule année 2010, la Chine a en effet mis en chantier 18 nouvelles lignes à grande vitesse.<sup>228</sup>

Il apparaît donc qu'en seulement quelques années, la Chine a acquis une parfaite maîtrise du rail à grande vitesse. Aujourd'hui, elle ne cache plus son ambition d'exporter sa technologie, au désespoir des monopoles étrangers, notamment allemands, japonais et français qu'elle a utilisé pour monter en gamme. Loin de s'inquiéter de leur clameur, la Chine fait la promotion active de « **ses lignes ferroviaires à grande vitesse de qualité, de coût faible et de forme diversifiée** », estimant qu'elles « contribueront à l'élévation du niveau technologique mondial ».<sup>229</sup>

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que les clients étrangers commencent à se bousculer au portillon. L'Afrique du Sud n'est en effet qu'un des nombreux clients potentiels du secteur ferroviaire chinois à grande vitesse.

« En décembre dernier, la 7<sup>e</sup> conférence mondiale de ligne ferroviaire à grande vitesse s'est tenue à Beijing. C'était la première conférence consacrée à ce sujet tenue ailleurs qu'en Europe. Plus de 50 pays dont les États-Unis, la Russie, le Brésil et le Venezuela ont explicitement exprimé leur intention de coopérer avec la Chine dans la construction de chemins de fer à grande vitesse ».<sup>230</sup>

Alors que les investissements annuels dans le secteur ferroviaire chinois se montent à 700 milliards de yuans, les monopoles chinois du secteur, tels la CSR et la CNR, voient leurs bénéfices exploser. Ainsi, la CSR, qui était en 2009 le troisième plus grand constructeur de trains au monde après Bombardier et Alstom, disait au début de l'année 2011 viser devenir le premier dans les prochaines années, espérant en outre faire passer de 10 à 20 % la part de son chiffre d'affaires réalisée à l'étranger.<sup>231</sup> En réalité, la CSR est devenue le n°1 mondial de l'industrie du transport ferroviaire en 2010, détrônant Bombardier. L'an dernier, elle a en effet réalisé un chiffre d'affaires de 66,8 milliards de yuans, soit 10,3 milliards de \$ US, en hausse de 40 % en glissement annuel. Quant aux profits, ils ont augmenté de 60 % à 3,6 milliards de yuans.<sup>232</sup>

Dernièrement, la CNR a annoncé avoir réalisé une percée sur le marché européen en signant un accord de vente pour la livraison de 20 wagons-citernes d'ammoniac et de 20 wagons-citernes de gaz liquéfié à la société française Atir Rail.<sup>233</sup> De même, après avoir remporté un appel d'offre international contre trois monopoles européens du rail, la Chine vient de signer un contrat avec l'Estonie pour la fourniture de 16 locomotives de 5 500 CV.

« Autrefois c'était la Chine qui importait des locomotives en provenance de pays de l'UE et cette fois-ci c'est un pays de l'UE qui importe des locomotives en provenance de Chine ».<sup>234</sup>

Pour Alstom, l'avenir s'est au contraire rapidement assombri : adieu aux espoirs de profits mirobolants en Chine, sans oublier bien sûr les perspectives dégradée sur ses marchés traditionnels.

Au début du mois de juin 2011, la Changchun Railway Vehicles Co Ltd (CRC) a achevé la fabrication du premier des 30 trains EMU à grande vitesse qui seront livrés au Brésil. Il faut dire que le pays cherche à moderniser son image d'ici la prochaine coupe du Monde de football et les JO de Rio, événements qu'il accueillera en 2014 et 2016.<sup>235</sup> Un juteux contrat qui a échappé à Alstom.

Nul doute que le monopole, qui a largement contribué aux transferts de technologies qui ont permis à la Chine d'acquérir la technologie des trains EMU à grande vitesse à partir de 2006, doit aujourd'hui cruellement s'en mordre les doigts ! En 2006, Alstom avait en effet remporté une commande de 620 millions d'euros pour la fourniture de 60 trains EMU de dernière génération dont 51 furent fabriqués en Chine, en partenariat avec la CRC. Une commande qui selon Alstom ne devait être qu'un début, le monopole estimant alors les besoins du marché chinois à un millier de trains EMU, contre seulement une centaine pour l'Europe.<sup>236</sup> Mais aujourd'hui, c'est non seulement le marché chinois qui lui échappe, mais également le marché d'autres pays émergents, aujourd'hui ravis par son ancien "partenaire"... Et la concurrence chinoise n'est pas la seule dont ait à souffrir Alstom !

A l'automne 2010, un appel d'offre pour la fourniture de dix nouveaux trains Eurostar fut perdu par Alstom au profit de Siemens. Cette défaite mobilisa le gouvernement français qui prit prétexte des normes de sécurité incompatibles avec l'offre du monopole allemand pour tenter de disqualifier Siemens. Une manœuvre vouée à l'échec, au moment où ni les autorités françaises, ni Alstom, n'ignoraient l'évolution en cours des normes de sécurité.<sup>237</sup> Outre-Rhin, les autorités du pays ne manquèrent pas de rappeler à l'ordre les officiels français, jugeant leur intervention « injustifiée » et contraire aux « règles du marché unique européen », et accusant ouvertement la France de « protectionnisme ».<sup>238</sup> Un jugement confirmé en mars 2011 par les autorités européennes.<sup>239</sup>

Hasard du calendrier ou mesure de représailles, le lendemain même, soit-disant confronté à des difficultés croissantes et notamment à l'exacerbation de la concurrence internationale, Alstom transport annonçait la suppression de 1 380 postes en Allemagne, en Italie et en Espagne, une condition nécessaire selon le groupe pour « sauvegarder la compétitivité de la base industrielle du secteur » alors qu'il enregistre une « baisse du marché dans ces pays ».<sup>240</sup>

Même scénario pour le monopole canadien Bombardier qui vient d'annoncer la suppression de 2 000 des 3 000 emplois de son usine britannique de Derby, une annonce consécutive à la perte d'un important contrat ferroviaire à Londres au profit de Siemens.<sup>241</sup> Sans surprise, la lutte entre les monopoles devient de plus en plus acharnée dans le contexte économique défavorable actuel. L'entrée en piste de nouveaux concurrents chinois n'est évidemment pas pour rien dans cette exacerbation de la concurrence entre les monopoles des pays impérialistes en déclin.

Notons au passage que l'exacerbation de la concurrence entre monopoles des pays impérialistes en déclin est une tendance générale qui alimente les pulsions chauvines et protectionnistes. Le secteur de l'aéronautique en a dernièrement fourni un exemple frappant. Au début de l'année s'est achevé l'interminable feuilleton des ravitailleurs de l'USAF. Comme on pouvait le prévoir, c'est finalement l'avionneur américain Boeing qui a remporté le contrat géant — d'un montant total estimé à 35 milliards de \$ US —, au détriment d'EADS.<sup>242</sup> Quelques mois plus tard, au nom du « patriotisme économique », plus d'une centaine de députés français lançaient un appel à l'État bourgeois pour « obliger Air France à acheter français », la compagnie devant passer une commande record d'une centaine de longs courriers — soit des Boeing 787 Dreamliner, soit des Airbus A-350 XWB —, pour un montant estimé à 20 milliards d'euros.

**« Quand les Américains achètent américain, les Européens doivent acheter européen ».**<sup>243</sup>

Forcément, avec la rapide montée en puissance de l'industrie aéronautique chinoise, qui, à l'instar de celle du rail à grande vitesse, partira à la conquête des marchés extérieurs, les pulsions protectionnistes ont de l'avenir...

A la mi-septembre, au cours d'une visite à l'exposition universelle de Shanghai, le *Journal des Finances* rapportait que le gouverneur de Californie n'avait « pas tari d'éloges sur les progrès ferroviaires chinois ». « Ce que j'ai vu aujourd'hui est très, très impressionnant », déclara-t-il, ne cachant pas compter « sur les chinois pour financer son TGV ».

« A la recherche de financements pour la future ligne à grande vitesse entre San Francisco et Los Angeles, Schwarzenegger compte en effet sur les investisseurs chinois pour mener à bout son projet. La future ligne devrait coûter 45 milliards de dollars. Le plan de relance américain de près de 800 milliards de dollars inclut en effet 8,5 milliards destinés à des projets ferroviaires à grande vitesse dans un pays où dominant la voiture et l'avion ».<sup>244</sup>

Quelques mois plus tard, des responsables américains jugeaient « très compétitive » la candidature du TGV chinois. Rendez-vous est fixé à la fin de l'année 2011 pour annoncer qui remportera le marché du rail à grande vitesse californien. Les travaux de cette ligne longue de 1 100 km doivent commencer en 2012 et s'étendront sur une dizaine d'années.<sup>245</sup>

Et la Californie n'est pas le seul État américain candidat au rail à grande vitesse. L'administration Obama a ainsi dans ses cartons un plan d'investissements d'un montant de 53 milliards de \$ US visant à construire 3 200 km de nouvelles voies ferrées. Pour les autorités américaines « investir dans un système ferroviaire moderne » apportera en effet « une contribution significative à la création d'emplois, à la baisse des émissions de gaz à effet de serre et à la réduction de la dépendance envers le pétrole étranger ».<sup>246</sup> Il est surtout certain que le rail à grande vitesse pourrait grandement améliorer l'efficacité énergétique et économique des transports américains... à condition évidemment qu'il puisse être développé à suffisamment grande échelle !

De même, à la mi-février, le journal britannique *21st Century Business Herald* rapportait l'intention de gouvernement britannique de se lancer dans un vaste plan de construction de lignes à grande vitesse et d' « adopter la technologie chinoise du rail à grande vitesse ».

« Le projet britannique de train à grande vitesse aura besoin d'environ 120 trains. Les acheter auprès de fabricants allemands ou japonais coûterait au total 4 milliards de Livres (soit plus de 6 milliards de Dollars US), alors qu'une location ne coûterait que moins d'un tiers de ce prix ». <sup>247</sup>

En septembre 2010, la Chine et la Standard Bank sud-africaine ont annoncé la signature d'un mémorandum portant sur le financement de la construction de lignes ferroviaires à grande vitesse en Afrique du Sud pour un montant de 30 milliards de \$ US. Il faut dire que les chinois sont manifestement « très intéressés par le financement des infrastructures du continent africain ». La raison fondamentale est, comme le directeur général de Standard Bank China (détenue à 20 % par ICBC) le soulignait quelques semaines auparavant, que « **la Chine considère le milliard d'Africains en 2050 comme un marché d'avenir et tient à capitaliser dessus** ». <sup>248</sup>

A l'occasion de l'annonce de la signature de ce mémorandum sino-sud-africain, *Le Quotidien du Peuple* soulignait que la Chine avait obtenu 300 brevets pour ses technologies de trains à grande vitesse et avait déposé plus de 900 autres demandes de brevets. <sup>249</sup> Quelques jours plus tard, un TGV chinois reliant Shanghai à Hangzhou battait un record mondial de vitesse commerciale avec une vitesse de pointe à 416 km/h et une vitesse moyenne de plus de 350 km/h. <sup>250</sup> Au début du mois de décembre, au cours de nouveaux essais sur la ligne Beijing-Shanghai, un TGV chinois CHR-380A de nouvelle génération a atteint la vitesse de 486 km/h. <sup>251</sup> Pour 2011, la Chine ne cache pas viser à pulvériser le record mondial de vitesse sur rail de 574,8 km/h détenu par une locomotive TGV française modifiée. Un TGV d'essai chinois essaiera en effet cette année de se rapprocher, voir de franchir la barre des 600 km/h. <sup>252</sup>

Bien entendu, comme nous l'avons déjà souligné, la rapide montée en puissance des monopoles chinois déplaît au plus haut point à leurs anciens partenaires-concurrents — tels Kawasaki Heavy Industries, Siemens, Bombardier et Alstom —, en particulier lorsque l'impérialisme chinois défend son droit de propriété intellectuelle sur ses trains à grande vitesse, estimant être parfaitement en droit de déposer des brevets pour protéger sa propre technologie, à l'instar de la CSR qui envisage de déposer des brevets aux USA pour le CHR380A, une condition nécessaire pour pouvoir entrer sur le marché américain. <sup>253</sup>

« Une simple importation de technologie, c'est utiliser la technologie telle qu'elle est, mais nous avons fait bien plus que cela. (...) Nos technologies sont peut-être originaires de pays étrangers, mais cela ne veut pas dire que ce que nous avons aujourd'hui leur appartient en totalité. Nous y avons ajouté nos propres connaissances glanées à partir d'expériences faites sur le train et créé des modèles destinés à satisfaire nos besoins, ce qui fait que le nouveau train ne leur appartient plus ». <sup>254</sup>

Et pour enfoncer le clou, les officiels chinois n'hésitent pas à affirmer à la face des médias japonais qui qualifiaient le rail à grande vitesse de « piratage » du train Shinkansen « que la technologie chinoise du train à grande vitesse » avait « dépassé le niveau technologique » du train japonais et était « bien meilleure que celle utilisée par le Shinkansen japonais ».

« Selon les chiffres, les technologies ont été améliorées sur le train CRH380A, qui est une création chinoise, par rapport au train CRH2, qui était une co-production chinoise et japonaise découlant de l'introduction des technologies de Kawasaki. (...) Nombre d'indicateurs technologiques des trains CRH380A sont bien meilleurs, avec leur puissance élevée à 9 600 kw, contre 4 800 kw pour les trains CRH2, la vitesse passant de 200-250 km/h à 380 km/h et le coefficient de déraillement réduit à 0,13, contre 0,73 pour les trains CRH2 (...), la résistance aérodynamique a diminué de 15,4 %, les bruits produits par le système pneumatique ont diminué de 7 % ».<sup>255</sup>

Outre les projets ferroviaires lointains sur le plan géographique aux USA, en Europe et en Afrique, le gouvernement central chinois projette aujourd'hui de développer un réseau ferré à grande vitesse connecté aux autres nations sud-asiatiques. Au printemps 2011 débutera la construction d'une ligne reliant la Chine au Laos. Cette ligne devrait ensuite se prolonger jusqu'à Singapour en passant par la Thaïlande et la Malaisie.<sup>256</sup> Une perspective qui remporte déjà l'adhésion de la bourgeoisie compradore thaïlandaise. En novembre dernier, le premier ministre thaïlandais déclara ainsi que la Chine avait « un rôle important à jouer dans l'intégration des membres de l'ASEAN en aidant à bâtir des infrastructures pour connecter le groupement ».<sup>257</sup>

En dépit d'un nouvel essor international du rail à grande vitesse motivé par des considérations d'efficacité énergétique induite par la hausse structurelle du coût des énergies fossiles, il apparaît que la Chine conservera longtemps son premier rang mondial aussi bien en tant que premier acteur industriel que premier utilisateur. Il est évident que même l'impérialisme américain sera bien incapable de suivre le rythme effréné imposé par l'impérialisme chinois qui prévoit pour la seule année 2011 d'investir pas moins de 744 milliards de yuans dans le secteur des chemins de fer, et 2 800 milliards de yuans durant la période 2011-2015..<sup>258</sup>

A la fin de l'année 2010, est entrée en service la ligne de chemin de fer Kashgar-Hotan au Xinjiang. Longue de 488 km, sa construction avait débuté en décembre 2008 et aura coûté 5,1 milliards de yuans. D'ici 2020, ce sont plus de 8 000 km de nouvelles voies qui seront construites au Xinjiang pour un investissement de 310 milliards de yuans.<sup>259</sup>

Le projet de 12<sup>ème</sup> Plan quinquennal dévoilé début mars 2011 prévoit qu'à la fin 2015, le réseau ferré chinois à grande vitesse atteindra 45 000 km et couvrira la presque totalité des villes dont la population dépasse 500 000 habitants.<sup>260</sup>

Et ceci ne représente qu'une fraction des investissements chinois dans les transports : toujours durant la période 2011-2015, ceux-ci devraient dépasser 6 200 milliards de yuans, contre 4 700 milliards de yuans investis durant la période 2006-2010. Le réseau autoroutier chinois devrait alors compter plus de 108 000 km de

nouvelles autoroutes d'ici 2015 et il desservira alors plus de 90 % des villes de plus de 200 000 habitants.<sup>261</sup> Le métro de Pékin, qui compte aujourd'hui 14 lignes d'une longueur cumulée de 336 km (contre 227 km au printemps 2010), a déjà conquis le 4<sup>ème</sup> rang mondial en termes de longueur de lignes en service (derrière Shanghai, Londres et New York) et transporte déjà quotidiennement plus de 5 millions de passagers (soit plus que le métro de Paris ou New York).<sup>262</sup>

Comme nous l'avons déjà souligné, les investissements chinois apparaissent d'autant plus gigantesques que leur montant ne reflète qu'en partie leur ampleur. La Chine occupe aujourd'hui sept places dans le classement des dix plus longs ponts du monde, dont les trois premières. Les sept ponts chinois ont tous été achevés durant la période 2007-2011. Les trois plus longs ponts chinois, longs respectivement de 164,8 km, 113,7 km et 79,7 km constituent des infrastructures majeures des lignes ferroviaires à grande vitesse Pékin-Shanghai et Zhengzhou-Xi'an.<sup>263</sup>

La Chine possède depuis décembre 2010 le plus long pont maritime du monde. Cet ouvrage détrône le Lake Ponchartrain Causeway, situé aux USA (38,4 km). Situé dans la Baie de Qingdao, le pont Haiwan est un pont autoroutier de 2 x 3 voies long de 41,6 km. Sa construction aura mobilisé plus de 10 000 ouvriers pendant quatre ans et englouti près d'un demi million de tonnes d'acier.<sup>264</sup> Le pont Haiwan aura pourtant coûté moins de 9,6 milliards de yuans, soit 1,4 milliards de \$ US...<sup>265</sup> Il a été ouvert à la circulation à la fin du premier semestre 2011. Qu'aurait réalisé un pays impérialiste en déclin pour le même montant ? Sans aucun doute moins d'un dixième de l'ouvrage ! Mais le pont Haiwan ne restera le premier pont maritime du monde que pendant quelques années. En décembre 2009 a en effet débuté la construction d'un autre pont autoroutier maritime géant, long d'une cinquantaine de kilomètres, qui reliera Hong Kong à Macao d'ici 2016 et permettra de diviser par six le temps de trajet par rapport aux liaisons terrestres et maritimes actuelles. Comme son petit frère, ce pont sera conçu pour résister aux typhons, aux tremblements de terre et... aux collisions avec des navires de très fort tonnage.<sup>266</sup>

Un risque à prendre sérieusement en considération à l'heure où la Chine est devenue la plaque tournante du commerce maritime mondial et vient de conquérir le leadership dans le paysage de la construction navale.

Si l'année 2010 n'aura pas été l'année catastrophique que redoutaient les spécialistes du secteur de la construction navale, elle n'en aura pas moins été une année difficile. Le volume des nouvelles commandes a certes atteint 125 millions de tpl (contre seulement 34 millions de tpl en 2009), mais ce volume reste inférieur aux plus hauts niveaux enregistrés avant-crise. Surtout, ce volume est bien insuffisant pour assurer un avenir à l'ensemble des chantiers existants, leur capacité de production étant bien supérieure, de l'ordre de 200 millions de tpl selon les analystes de BRS. Alors que les livraisons ont atteint 149 millions de tpl en 2010, le carnet de commandes mondial a poursuivi sa décrue : 580 millions de tpl en 2008, 516 millions de tpl en 2009 et 443 millions de tpl en 2010. Ce carnet de commandes représente encore 32 % de la flotte en service, dont le tonnage avoisinait les 1,4 milliard de tpl à la fin de l'année 2010.<sup>267</sup>



En 2010, le secteur chinois de la construction navale a fini de conquérir le 1<sup>er</sup> rang mondial. Après être devenu le 1<sup>er</sup> pays de la construction navale en termes de carnet de commandes et de nouvelles commandes, la Chine est devenue le leader mondial en termes de tonnage de navires livrés : 62 millions de tpl, soit 42 % du tonnage livré dans le monde, désormais loin devant la Corée du Sud (46 millions de tpl) et le Japon (32 millions de tpl). Rappelons qu'en 2008 et 2009, les chantiers chinois n'avaient livré respectivement que 21 et 35 millions de tpl. La hausse des livraisons chinoises est donc vertigineuse.

En 2010, le secteur chinois de la construction navale a démontré qu'il semblait le mieux armé face à la crise latente du secteur. C'est ainsi la Chine qui a engrangé le plus de nouvelles commandes (57 millions de tpl, soit 46 % du total mondial). C'est encore la Chine qui a vu son carnet de commandes le mieux résister, celui-ci passant de 208 à 185 millions de tpl et sa part de marché augmentant ainsi de 40 à 42 % du carnet de commandes mondial.<sup>268</sup>

Sur 125 millions de tpl de nouvelles commandes, on compte 80 millions de tpl de nouvelles commandes de vraquiers, soit 64 % du tonnage des nouvelles commandes, une proportion record : en 2009, les vraquiers représentaient 60 % du tonnage des nouvelles commandes. Sans surprise, le secteur du porte-conteneur reste déprimé avec seulement 9 millions de tpl de nouvelles commandes, soit 7,2 % du volume des nouvelles commandes. Une proportion de loin inférieure à celle enregistrée au cours des années d'avant-crise et inférieure de moitié à la proportion des porte-conteneurs dans le tonnage de la flotte marchande mondiale.

Selon BRS, si le secteur du porte-conteneur a jusque-là réussi à éviter la catastrophe, c'est d'abord en raison de la reprise partielle du commerce international, mais aussi des importants volumes de navires qui ont fait l'objet de reports de livraison, d'annulation de commandes... ou qui ont fini à la ferraille. En tout, ces trois postes ont amputé les capacités de la flotte cellularisée de près de 2,7 millions d'evp. Un chiffre dont il faut prendre la mesure en le comparant à celui des navires livrés en 2010 (1,4 million d'evp), à celui de la capacité de la flotte en service dans le monde (14,3 millions d'evp à la fin de l'année 2010), ou à celui de la flotte en commande (3,9 millions d'evp). Enfin, la généralisation de l'ESS (navigation à vitesse très réduite) a permis aux armateurs non seulement de réaliser des économies de carburant, mais surtout d'absorber l'équivalent de 0,6 million d'evp supplémentaires de surcapacités.

Aujourd'hui, la flotte de porte-conteneurs en commande ne représente plus que 24 % du tonnage de la flotte cellularisée en service, loin de la proportion de 60 % enregistrée mi-2008 et en deçà de la proportion moyenne de 32 % du total des navires du carnet de commande mondial.<sup>269</sup>

Et le secteur du porte-conteneur n'est pas le seul segment où les nuages sombres menacent. Signalons par exemple les perspectives mitigées du secteur du vrac à moyen terme. Si ce dernier, soutenu d'abord par la reprise chinoise, puis par le relèvement partiel dans les pays impérialistes en déclin a pu assez bien résister à l'onde de choc, rien n'assure qu'il continuera d'en être ainsi dans les années à venir.

La croissance rapide du vrac apparaît en effet bien menacée à l'heure où le timide relèvement économique commence à chanceler dans les pays impérialistes en déclin, sans oublier la Chine dont les importations en minerai de fer ont fléchi en 2010, comme l'illustre le tableau ci-après.

Importations chinoises nettes de quelques produits <sup>270</sup>						
	Volume (10 <sup>9</sup> tonnes)			Valeur (10 <sup>9</sup> \$ US)		
	2009	2010	Δ	2009	2010	Δ
<b>Charbon</b>	103,4	145,8	+ 41,0 %	8,2	14,6	+ 78,0 %
<b>Minerai de fer</b>	627,8	618,6	- 1,5 %	50,1	79,4	+ 58,5 %
<b>Pétrole</b>	203,8	239,3	+ 17,4 %	89,3	135,2	+ 51,4 %
<b>Total :</b>	935	1003,7	+ 7,3 %	147,6	229,2	+ 55,3 %

Comme on le voit, le montant des importations chinoises de charbon, de minerai de fer et de pétrole a augmenté en 2010 sans commune mesure avec les volumes : alors que leur tonnage a augmenté de 7,3 % à 1 003,7 millions de tonnes, leur valeur a augmenté de 55,3 % à 229,2 milliards de \$ US.

A elles seules les importations chinoises de charbon, de minerai de fer et de pétrole ont représenté plus de 81,6 milliards de \$ US d'importations supplémentaires. C'est là qu'il faut chercher la cause principale de la baisse de l'excédent commercial chinois. Face à l'explosion des cours du minerai de fer, en dépit d'une légère baisse des volumes importés, le secteur sidérurgique chinois demandait encore dernièrement l'établissement de « réserves stratégiques en minerai de fer pour se protéger contre la manipulation des prix sur le marché international ».<sup>271</sup>

Un premier pas a déjà été fait dans ce sens par les autorités chinoises avec l'établissement de zones nationales d'exploitation planifiée des minerais.<sup>272</sup>

Alors que « les prises de participation dans les mines de fer étrangères, y compris celles en construction » représenteront une capacité de production annuelle de 190 millions de tonnes de minerai, soit près du tiers du niveau actuel des importations chinoises, les efforts se concentrent également sur l'augmentation de la production nationale, à travers la découverte et la mise en exploitation de nouvelles réserves. D'ici 2013 à 2015, la production chinoise de minerai de fer devrait dépasser 1,3 milliard de tonnes.<sup>273</sup>

Parallèlement, les monopoles chinois poursuivront leur stratégie de prises de participation dans des mines à l'étranger afin de « briser l'emprise des trois principales multinationales du secteur, Vale SA, Rio Tinto et BHP Billiton » et ainsi de « mettre fin à la dominance étrangère sur le minerai de fer ». En 2010, les importations chinoises de minerai de fer ont été assurées à plus de 62 % par l'Australie, le Brésil et l'Inde. Seules 60 millions de tonnes de minerai de fer importées en 2010, soit 10 % des importations chinoises, « ont été extraites de mines à investissement chinois ». Le but est de faire passer cette proportion à 50 % « d'ici 5 à 10 ans ».<sup>274</sup>

Ces remarques valent également pour le charbon. Dernièrement, le premier producteur de charbon chinois a ainsi acquis 40 % du capital de Tavan Tolgoi, la plus importante mine de charbon de Mongolie et surtout « la plus importante mine de charbon à coke jamais exploitée dans le monde, avec des réserves évaluées à 6,4 milliards de tonnes ». Une façon pour l'impérialisme chinois d'assurer la stabilité de l'approvisionnement de son industrie sidérurgique qui a consommé l'essentiel des 42 millions de tonnes de charbon à coke importées par la Chine en 2010.<sup>275</sup>

De toute évidence, l'impérialisme chinois essaiera donc de manière croissante de limiter le recours au minerai de fer mais aussi au charbon d'importation en mettant davantage l'accent sur sa production nationale afin d'enrayer la flambée du montant de ces importations.

Au premier semestre 2011, la production chinoise de charbon a augmenté de 12,7 % en glissement annuel à 1,77 milliard de tonnes. Dans le même temps, les importations chinoises de charbon accusaient une baisse de 11,8 % en glissement annuel à 70,5 millions de tonnes.<sup>276</sup>

Signe que la crise du secteur de la construction navale n'a été que retardée et reste menaçante, le volume des annulations de commandes reste à des niveaux historiquement élevés : 20 millions de tpl en 2008, 39 millions tpl en 2009 et 36 millions tpl en 2010.<sup>277</sup> De même, en 2010, le volume de la démolition est resté à un niveau très élevé, égal à celui de 2009 à 36 millions de tpl. (BRS 2011, p. 20) Enfin, l'augmentation des reports de livraison est un autre indicateur des difficultés à venir pour le secteur de la construction navale. Ces reports ont concerné 11 millions de tpl en 2008, 37 millions de tpl en 2009 et 56 millions de tpl en 2010.<sup>278</sup>

Il apparaît donc que ces livraisons massives vont être effectuées à un moment très défavorable, celui de l'arrivée au point d'inflexion du relèvement partiel qu'a connu l'économie des pays impérialistes en déclin en 2010. Le soutien constitué par la reprise du commerce international apporté au fret en 2010 va donc irrémédiablement faiblir au moment le plus critique. Nombre de leviers employés en 2010 pour atténuer la crise du secteur naval — ou disons-plus justement, diminuer momentanément les surcapacités dans l'espoir d'une reprise durable du fret maritime mondial — vont donc arriver à leur limite ou se retourner contre le secteur à la prochaine secousse. Ainsi, pour le secteur du porte-conteneur, « l'ESS est aujourd'hui proche de son plein potentiel pour les longs trajets » et sa généralisation complète ne permettrait d'absorber aux mieux que 0,2 million d'evp supplémentaires.<sup>279</sup>

Si le carnet de commandes actuel des constructeurs chinois, coréens et japonais leur assure encore la plupart du temps du travail pour deux ou trois ans, il n'en va pas de même pour les constructeurs européens qui ont fait les frais d'un dramatique effondrement de leur carnet de commandes, qui est passé en un an de 15,1 à 6,2 millions de tpl. Si les nouvelles commandes (1,2 million de tpl) sont en légère hausse par rapport à « l'année blanche » qu'a été 2009 (0,3 million de tpl), ce niveau reste malgré tout bien insuffisant pour assurer du travail à ces chantiers qui ont livré 4 millions de tpl en 2010.

Comme nous l'avons souligné dans notre dernière étude, il est aujourd'hui évident que c'est là le résultat du fait que « **l'Europe est surtout attaquée sur ses dernières niches (offshore, navires spécialisés, navires à passagers) par les constructeurs asiatiques** ». <sup>280</sup>

A la fin de l'année 2010, la Chine comptait 40 cales VLCC, mais souligne BRS, « **l'expansion se poursuit et sept autres cales géantes sont déjà en construction ou planifiées [d'ici 2013], ce qui va conforter la Chine dans son rôle de leader mondial** ». <sup>281</sup>

Car de l'aveu même de la presse officielle, l'ambition de la Chine est de « **devenir une superpuissance de la construction navale** », non seulement du point de vue de la quantité, mais aussi de la qualité et de l'innovation. Un objectif certes ambitieux, mais que les spécialistes étrangers du secteur estiment ne pas être hors de portée, ceux-ci soulignant les « progrès impressionnants en termes de qualité » réalisés ces dernières années par les constructeurs chinois. <sup>282</sup>

Face à la poursuite de l'expansion quantitative et qualitative de la construction navale chinoise et aux premiers signes d'essoufflement de la reprise dans les pays impérialistes en déclin, les analystes de BRS restent assez pessimistes pour les années à venir et s'inquiètent de la « surcapacité de construction ».

« Il est difficile de croire qu'il y aura assez de commandes pour satisfaire cette capacité de construction dans les prochaines années. Un ajustement entre l'offre et la demande devra donc être opéré et une réduction de la capacité de construction paraît inévitable (mise en sommeil de cales, fermeture des sites les moins compétitifs, spécialisation des cales, réorientation de la production vers d'autres activités industrielles : réparation, démolition). Il nous a semblé surprenant qu'il n'y ait pas eu plus de faillites chez les constructeurs jusqu'à présent. (...) La Chine sait qu'elle peut accroître sa production et capter une plus grande partie de la demande au détriment du Japon, de l'Europe et dans une certaine mesure de la Corée, en raison de ses moindres coûts de production. L'expansion de la construction navale coréenne s'était réalisée dans les années 1990 au détriment principalement de la construction navale européenne. La Chine a connu dans les années 2000 une expansion majeure, grâce à la demande très forte de transport, sans véritablement mettre en danger les constructeurs japonais ou coréens. Les années 2010 pourraient être bien différentes ». <sup>283</sup>

En effet, la Chine compte aujourd'hui de grands groupes publics mais aussi privés dont la taille n'a plus rien à envier à la concurrence japonaise et sud-coréenne. A la fin de l'année 2010, les huit plus grands groupes de construction navale chinois cumulaient ainsi un carnet de commande de 81 millions de tpl, dont 50 millions de tpl étaient le fait des trois monopoles étatiques géants, la CSSC, la CSIC et la COSCO. A titre de comparaison, ces 81 millions de tpl représentent 56 % du carnet de commandes des constructeurs sud-coréens ou 105 % du carnet de commande des constructeurs japonais... <sup>284</sup>

Que pourront faire les chantiers concurrents face aux mastodontes chinois ? En 2010, la CISC, premier groupe chinois de constructions navales employant 140 000 personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 27,5 milliards de \$ US. <sup>285</sup>

Le développement de la construction navale chinoise et des infrastructures des transports du pays a de quoi assurer à l'industrie lourde chinoise quelques années de poursuite d'extension des débouchés intérieurs, lui permettant ainsi de patienter sereinement un contexte plus favorable pour accélérer la percée internationale des monopoles chinois.

La situation internationale chaotique actuelle, en particulier dans les pays semi-coloniaux, ne pousse en effet pas trop les pays impérialistes (en particulier la Chine) à y engager de trop vastes investissements.

Mais dans la poignée de pays bourgeois dits émergents dont les élites ont réussi à couper le cordon avec les pays impérialistes en déclin, les perspectives sont déjà réjouissantes. Au cours du premier semestre 2011, la Chine a ainsi remporté deux contrats pour la construction de lignes de chemins de fer et d'un métro en Iran représentant un montant cumulé de 17 milliards de \$ US.<sup>286</sup>



## Quand le spectre du krach obligataire fait cauchemarder l'Europe et l'Amérique

Dans notre précédent ouvrage, nous avons montré que les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin allaient être confrontées au dilemme insoluble posé par la crise de la dette souveraine. Nous avons alors démontré que ces élites ne pourraient plus bien longtemps continuer de tenter de ranimer la flamme de la croissance d'économies désindustrialisées moribondes au moyen de stimulus budgétaires. Les derniers mois n'ont fait que confirmer l'acuité croissante de cette crise de décomposition de puissances impérialistes déclinantes.

Au cours de son exercice fiscal clos le 30 septembre 2010, le déficit budgétaire américain s'est monté à 1 294 milliards de \$ US (soit 8,9 % du PIB), en légère baisse par rapport au déficit budgétaire de 1 416 milliards de \$ US enregistré au cours de l'exercice fiscal précédent (10,0 % du PIB).<sup>287</sup> Les choses ne devraient pas s'améliorer sensiblement au cours de l'exercice fiscal 2011, au cours duquel l'administration Obama prévoyait (fin 2010) un déficit budgétaire de 1 416 milliards de \$ US (soit 9,2 % du PIB).<sup>288</sup>

Mais avec la cohabitation (forcée) avec les Républicains, l'administration Obama a récemment été forcée de mettre le "holà" à ses pulsions dépensières. Au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire actuel (2010-2011), le déficit fédéral américain a atteint 1 100 milliards de \$ US.<sup>289</sup> Il pourrait ainsi se limiter à "seulement" 1 300 milliards de \$ US d'ici la fin de l'exercice, soit 8,5 % du PIB.<sup>290</sup> La dette publique américaine dépasse aujourd'hui 14 698 milliards de \$ US, soit 98,0 % du PIB américain.<sup>291</sup>

Cette année, l'administration Obama devra faire face à un montant record de la charge du service de la dette. Pour l'exercice fiscal en cours, le montant des intérêts payés dépassait 434 milliards de \$ US à la fin du mois d'août.<sup>292</sup> Il franchira donc sans mal la barre des 450 milliards de \$ US d'ici la fin septembre et affichera ainsi une hausse de l'ordre de 10 % en glissement annuel.

A l'autre bout de la planète, les médias chinois rapportaient une hausse record, jugée « déraisonnable », non pas du déficit budgétaire, mais... des revenus fiscaux ! Des soucis auxquels aimerait bien être confrontée l'élite bourgeoise des pays impérialistes en déclin !...

« Les économistes renforcent leur appel pour de plus fortes réductions d'impôts alors que les contribuables se plaignent de plus en plus que la sécurité sociale ne s'étend pas ou ne s'améliore pas assez vite pour suivre le rythme de la croissance économique nationale ». <sup>293</sup>

Il faut dire qu'en 2010, les revenus fiscaux du gouvernement chinois se sont accrus de 1 456 milliards de yuans par rapport à 2009 (soit une hausse de 21,3 % en glissement annuel) à 8 308 milliards de yuans.<sup>294</sup> Les dépenses budgétaires se sont pour leur part montées à 8 958 milliards de yuans, aboutissant à un déficit budgétaire de seulement 650 milliards de yuans représentant 7,8 % des recettes budgétaires ou 1,6 % du PIB. Rappelons que les autorités chinoises attendaient un

déficit budgétaire de 1 050 milliards de yuans pour 2010, avec 7 403 milliards de yuans de recettes et 8 453 milliards de yuans de dépenses.<sup>295</sup>

Sans l'inflation des dépenses budgétaires, l'impérialisme chinois aurait affiché un très léger déficit budgétaire de l'ordre de 150 milliards de yuans, soit moins de 0,4 % du PIB... En dépit d'une hausse plus élevée que prévue des dépenses, le déficit budgétaire affiche donc un recul important non seulement par rapport à la cible visée, mais aussi par rapport au déficit de 950 milliards de yuans (2,8 % du PIB) enregistré en 2009.<sup>296</sup>

Pour 2011, le gouvernement central prévoit un déficit budgétaire de l'ordre de 900 milliards de yuans, soit moins de 2 % du PIB chinois.<sup>297</sup> Là encore, il fait peu de doute que ces prévisions se révèlent encore volontairement très pessimistes. Au cours des derniers mois, l'impérialisme chinois a en effet vu ses recettes fiscales continuer à bondir à un rythme bien supérieur à celui enregistré en 2010.<sup>298</sup> De janvier à juillet 2011, elles se sont ainsi montées à 6 670 milliards de yuans, en hausse de 30,5 % en glissement annuel. Sur les sept premiers mois de l'année, elles ont représenté pas moins de 80,3 % du total des recettes fiscales de l'année 2010 ou de 74,4 % de l'objectif total du gouvernement pour l'année 2011.<sup>299</sup>

Mais tous les pays bourgeois ne sont pas logés à la même enseigne que la Chine : tous ne bénéficient pas de revenus fiscaux et d'une croissance économique aussi dynamiques.

Ainsi, les élites des pays impérialistes en déclin s'engagent toujours davantage dans la voie de l'extension de politiques d'austérité dont l'allègement de la charge financière constituée par le corps de ses fonctionnaires est l'une des composantes.

En France, ce seront ainsi 100 000 postes de fonctionnaires qui seront supprimés durant la période 2011-2013 via le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.<sup>300</sup>

Au Royaume-Uni, ce sont 490 000 emplois qui seront supprimés dans la fonction publique d'ici 2015 afin de participer aux coupes budgétaires drastiques. Pour le ministre des finances du pays, ces réductions d'effectifs combinée à 30 milliards de livres sterling de hausse d'impôts sont une nécessité si l'on veut « éviter la faillite » du pays et « l'éloigner du précipice ». <sup>301</sup> Début mars, Londres annonçait également la suppression à venir de 11 000 postes dans ses forces armées, afin d'aider le ministère de la Défense à réaliser 8 % d'économies et ainsi contribuer aux « coupes budgétaires destinées à réduire le déficit public record du pays ». <sup>302</sup> Au printemps, c'était le ministre allemand de la Défense qui annonçait un plan d'économies. La Bundeswehr verra ses effectifs baisser de 20 % au cours des prochaines années. <sup>303</sup>

Il faut dire que les derniers mois, et en particulier l'été 2011, ont à nouveau propulsé sur le devant de la scène la crise de la dette souveraine. La fin de l'année 2010 et le début de l'année 2011 ont d'abord été marqués par le retour du spectre de la dette souveraine en Europe. A l'automne 2010, alors que les autorités irlandaises venaient de revoir « fortement à la hausse » le coût du « sauvetage » de l'Anglo Irish Bank qui se chiffrait désormais à une bonne trentaine de milliards d'euros, le déficit public annuel enregistrait un nouveau record. <sup>304</sup>



Il faut dire qu'AIB a continué d'enregistrer de très lourdes pertes, 10,4 milliards d'euros en 2010, soit près de cinq fois plus qu'en 2009, une situation de « quasi-faillite » qui a poussé AIB à annoncer récemment la suppression de 2 000 postes d'ici la fin 2012.<sup>305</sup>

« Le déficit public irlandais devrait en effet atteindre cette année 32 % du PIB, soit plus de 10 fois le plafond fixé par Bruxelles. Le ratio dette/PIB devrait, lui, approcher 99 % fin 2010 ». <sup>306</sup>

Afin d'éviter une curée des investisseurs obligataires, le gouvernement irlandais adopta dans la foulée « un budget d'austérité sans précédent en Irlande pour 2011 ». <sup>307</sup> Des annonces que ces derniers jugèrent naturellement insuffisantes.

Dans la coulisse, alors que les hauts fonctionnaires européens cachaient de plus en plus mal leur inquiétude sur l'avenir de l'eurozone et soulignaient la nécessité de « travailler de concert afin de permettre à la zone euro de survivre » et d'échapper à « l'éclatement », on commençait alors à envisager de plus en plus sérieusement un « programme d'aide » similaire à celui mis en place pour la Grèce quelques mois auparavant. <sup>308</sup> Il faut dire qu'à ce moment, pour « l'Irlande, le Portugal, et même l'Italie et l'Espagne », la « pression » montait de manière évidente et faisait craindre un risque de contagion. <sup>309</sup>

Au Portugal, le parlement votait alors « un budget de rigueur sans précédent » afin de rassurer le marché obligataire. Sur la carte de ce menu indigeste : « hausse de deux points de la TVA à 23 %, gel des retraites, baisse des salaires des fonctionnaires, plafonnement des aides sociales et des déductions fiscales sur les dépenses de santé, d'éducation et de logement », avec à la clef un impact prévisible à la baisse sur la croissance et à la hausse sur le chômage... <sup>310</sup>

A la fin novembre, c'est dans ces conditions de « contagion » et « sous la pression d'une menace systémique » pesant sur les marchés obligataires, que l'UE et le FMI annoncèrent qu'ils octroieraient une enveloppe de 85 milliards d'euros de prêts à l'Irlande pour lui permettre de financer sa dette souveraine. <sup>311</sup> Un prêt qui se traduira bien sûr par des exigences en termes de réduction des dépenses publiques et de privatisations. Naturellement, les élites au pouvoir passèrent outre la forte opposition populaire à ce nouveau plan d'austérité irlandais. <sup>312</sup>

Ce nouveau plan de sauvetage obligataire échoua cependant à « rassurer les marchés ». <sup>313</sup> L'Agefi remarquait à la vue de la hausse des rendements observée au cours de la dernière émission obligataire espagnole, que « la crise irlandaise [faisait] tâche d'huile ». <sup>314</sup> Au même moment, dans une dépêche Reuters intitulée « Imaginer l'impensable, un éclatement de la zone euro », on pouvait lire qu'

**« Inimaginable il y a quelques semaines, ce scénario fait son chemin chez un nombre, certes encore réduit, mais croissant d'experts ».** <sup>315</sup>

A la Cour des Comptes et à la Banque de France, on continuait cependant à faire l'autruche et à juger « impensable » et « in-envisageable » le scénario d'un « éclatement de l'euro ». Quant aux économistes bourgeois qui osaient l'envisager,

c'était pour le qualifier de « pire de tous », car « extrêmement destructeur de richesses et de bien-être ».<sup>316</sup>

Toujours à l'automne 2010, on apprenait la mise en vente par l'État grec de participations dans les principaux casinos et dans des entreprises publiques du pays, une contrepartie du plan de renflouement mis en œuvre au printemps 2010.<sup>317</sup>

Quant aux USA, il apparaissait que si la FED mettait un terme à sa politique d'intérêt zéro (quantitative easing), « la charge des intérêts [deviendrait] si lourde qu'elle ne [pourrait] plus être supportée bien longtemps ».<sup>318</sup>

Aussi, après une année 2010 caractérisée de « longue année de crise » pour la zone Euro, l'année 2011 ne débutait pas sous les meilleurs auspices et s'annonçait elle aussi comme « très chargée »...<sup>319</sup>

Au début de l'année 2011, l'optimisme était en berne au Portugal dont les autorités annonçaient s'attendre à une nouvelle récession de 1,3 % en 2011.<sup>320</sup> Sur le marché obligataire, la tension se tendait alors, comme l'illustrait le rendement des obligations souveraines portugaises à 10 ans qui atteignit un nouveau plus haut à 7,43 %.<sup>321</sup> Il ne fallut pas attendre très longtemps pour voir les agences de notation, inquiètes de voir Lisbonne devoir « se financer à des coûts élevés », brandir la menace de nouvelles dégradations de la note de la dette souveraine du Portugal.<sup>322</sup> Et ce n'était pas le déficit budgétaire 2010 du Portugal, bien supérieur à celui attendu, qui allait rendre leur optimisme aux investisseurs, celui-ci ayant atteint 8,6 % du PIB en 2010 pour une dette totale représentant 92,4 % du PIB.<sup>323</sup>

C'est dans ces conditions défavorables, que sous la pression des autres États de l'UE qui estimaient « que la situation actuelle [mettait] en danger la stabilité de l'ensemble de la zone euro », la presse bourgeoise d'occident commença à évoquer la nécessité d'un plan de sauvetage européen pour venir en aide au Portugal.<sup>324</sup> Une quinzaine de jours plus tard, le gouvernement portugais sollicitait officiellement cette aide dont le montant était censé avoisiner 80 milliards d'euros.<sup>325</sup> Une estimation qui fût confirmée un peu plus tard : l'UE et le FMI accorderaient 78 milliards d'euros de prêts sur trois ans (1/3 pour le FMI et 2/3 pour l'UE) afin de permettre au pays de continuer à financer sa dette alors qu'il « [peina] à se financer sur les marchés ».<sup>326</sup>

A ce moment, la presse bourgeoise d'occident s'inquiétait à nouveau ouvertement de la viabilité de la monnaie unique, à l'instar de *La Tribune* qui titrait « Pourquoi la survie à long terme de l'euro est improbable ».<sup>327</sup> A nouveau, la presse bourgeoise d'occident s'inquiéta des conséquences « dramatiques » et « catastrophiques » et en grande partie imprévisibles, qu'aurait la sortie d'un pays de la zone euro, non seulement pour lui-même, mais aussi pour le reste de la zone Euro.<sup>328</sup>

Et ce n'est pas les mois qui suivirent qui apaisèrent ces craintes. Au printemps 2011, soit à peine un an après la mise en œuvre d'un premier plan de renflouement, la crise de la dette souveraine grecque revenait hanter les marchés. Les agences de notation abaissèrent à nouveau la note grecque, jugeant « réel » le risque de voir la Grèce faire défaut.<sup>329</sup> Il n'en fallut pas davantage pour que la cabale des marchés prenne à nouveau pour cible la dette souveraine grecque, et pour que les autorités

grecques se résignent à annoncer un nouveau « tour de vis budgétaire », en dépit d'une nouvelle vive opposition populaire.<sup>330</sup> Il ne fallût alors pas attendre longtemps pour connaître la liste des "bijoux de famille" que s'apprêtait à brader l'Etat grec pour apporter sa pierre au nouveau plan de sauvetage concocté par l'UE et le FMI.<sup>331</sup>

« Le pays, au pied du mur, a engagé un processus de privatisations, qui permettra d'engranger 50 milliards d'euros. Les ports, les aéroports, les chemins de fer, l'eau de Thessalonique et d'Athènes, les hippodromes, les télécoms et la Banque postale constituent la première vague d'entreprises grecques à vendre ».<sup>332</sup>

A la fin de l'année 2010, la dette publique grecque se montait à 330 milliards d'euros, soit 150 % du PIB.<sup>333</sup> Et ce n'est pas les statistiques du 1<sup>er</sup> trimestre 2011 qui rassurèrent les marchés, le PIB grec ayant reculé d'avantage qu'attendu, de 5,5 % en glissement annuel. Le montant du nouveau plan d'aide à la Grèce, alors envisagé pour prendre le relais jusqu'à la mi-2014, était alors estimé à 120 milliards d'euros dont « 30 seraient tirés des privatisations grecques ».<sup>334</sup> Mais il fallût attendre que les agences de notation jugent qu'un rééchelonnement de la dette grecque serait synonyme de défaut pour que les élites bourgeoises de l'UE se résignent à officialiser ce second plan de sauvetage, d'un montant de 158 milliards d'euros. Rappelons que le premier plan de sauvetage mis en œuvre en avril 2010 se montait à 110 milliards d'euros.<sup>335</sup>

Ce second sauvetage, synonyme de mutualisation à l'échelle européenne de la dette souveraine grecque — se traduisant par exemple par 15 milliards d'euros de dette supplémentaire pour la France d'ici 2014 —, ne permit cependant pas à la Grèce d'éviter de se voir placée « en défaut partiel ». Il faut dire qu'une partie de la dette grecque fût rachetée par le Fonds européen de stabilité financière « à prix cassé », entraînant une réduction de 12,6 milliards d'euros du montant de la dette.<sup>336</sup> Dans les conditions de ces privatisations massives et de l'impact négatif prévisible des coupes budgétaires sur la croissance économique et le chômage, il apparaît évident que la situation budgétaire de l'État grec n'ira pas en s'améliorant dans les années à venir, car tout cela sera synonyme de moindres rentrées fiscales.

Mais alors que les élites bourgeoises de l'UE bataillaient pour venir en aide à la Grèce, la contagion se propageait irrésistiblement à d'autres pays de la zone Euro. D'octobre 2010 à mai 2011, le rendement des obligations espagnoles à dix ans était passé de 4,0 % à 5,6 %, témoignant d'une méfiance croissante des investisseurs.<sup>337</sup> Quant au Portugal, il vit la note de sa dette souveraine de nouveau dégradée et classée « dans la catégorie des investissements spéculatifs » par Moody's. L'agence estimait en effet qu'en dépit d'un premier plan d'aide européen, le pays aurait certainement besoin d'une rallonge d'ici 2013.<sup>338</sup> Ce déclassement « suscita l'ire des Européens », à l'instar du ministre allemand des Finances qui souligna la nécessité de « briser l'oligopole des agences de notation » pour « limiter leur influence » quant de son côté le président de l'exécutif européen se prononça « pour la création d'une agence de notation basée en Europe ».<sup>339</sup>

Outre le Portugal et l'Espagne, les tensions sur le marché obligataire commencèrent à frapper l'Italie dont les obligations souveraines à dix ans virent leur taux bondir à 5,5 %, soit le double du taux de référence allemand. Le journal allemand *Die Welt* citant une source de la BCE estimait que les fonds européens ne pourraient suffire à « venir en aide à l'Italie » et qu'en cas de défaut de paiement de l'Italie, même les CDS (assurance contre le défaut sur les obligations souveraines) « ne pourraient « pas [être] honorés en cas de crise majeure », menaçant l'ensemble du système bancaire occidental de nouveau krach.<sup>340</sup>

« Cela sent carrément le souffre dans la péninsule », commentait-on chez *Moneyweek* qui soulignait que l'Italie était le troisième marché obligataire mondial en volume après les USA et le Japon.<sup>341</sup> Peu après, le *Financial Times* révélait que la Deutsche Bank venait de diminuer « de façon drastique son exposition à la dette italienne » au 1<sup>er</sup> semestre 2011, la faisant passer « de 8 milliards d'euros à 997 millions d'euros », ce que l'on peut interpréter comme une façon de quitter le navire avant qu'il ne sombre.<sup>342</sup> Quelques jours plus tard, le rendement des obligations italiennes à dix ans franchissait la « ligne jaune » constituée par « la barre des 6 % au-delà de laquelle se sont accentuées les inquiétudes sur la capacité de Rome à se financer ». <sup>343</sup>

Dans les instances européennes où s'enchaînaient « les réunions de crise », on s'inquiétait de plus en plus ouvertement des « taux records des emprunts italiens et espagnols » et de voir ainsi « l'Italie et l'Espagne [s'enliser] dans la crise ». <sup>344</sup>

C'est dans ce contexte qu'à la mi-août, « sous la pression de la BCE » qui venait de racheter « un montant record » de 22 milliards d'euros d'obligations souveraines (essentiellement italiennes et espagnoles), le gouvernement italien se résigna à annoncer un nouveau train de mesures d'austérité mêlant « hausses d'impôts » et « réductions de dépenses », ces dernières devant se monter à plus de 45 milliards d'euros sur la période 2012-2013.<sup>345</sup> Le plan d'austérité « adopté par décret d'urgence » par le gouvernement Berlusconi ne manqua évidemment pas de susciter une « tempête de critiques », notamment en provenance des syndicats qui brandirent la menace d'une grève générale. <sup>346</sup>

Mais plus encore que la dette souveraine, grecque, portugaise, espagnole ou italienne, c'est la dette souveraine américaine qui a été propulsée sur le devant de la scène au cours des derniers mois.

Au printemps 2011, les choses commencèrent à se gâter sérieusement outre-Atlantique. A la mi-mai, la dette publique des États-Unis atteignit le plafond autorisé par le Congrès, soit 14 294 milliards de \$ US. Les responsables américains soulignaient alors que le Congrès américain avait jusqu'au 2 août pour relever ce plafond légal, affirmant pouvoir manœuvrer jusque-là « par divers ajustements comptables ». Mais, avertissait Ben Bernanke, le problème du relèvement du plafond légal ne devrait pas trop s'éterniser, sans quoi le risque était d'aboutir à « une augmentation des taux d'intérêt, ce qui, dans les faits, ne fera qu'empirer notre déficit ». Les dirigeants républicains déclaraient alors que tout compromis au sujet du relèvement du plafond de la dette serait conditionné par l'adoption de

« mesures destinées à limiter la dette » engendrée par « la frénésie de dépenses intervenue ces deux dernières années ».<sup>347</sup>

Deux semaines plus tard, les agences de notation anglo-saxonnes lançaient un premier avertissement aux USA, pressant le Congrès de parvenir « rapidement à un accord », sans quoi la note de la dette souveraine américaine serait abaissée. Ces agences de notation avertissaient alors qu'en cas de défaut « partiel », c'est-à-dire si les USA donnaient la priorité au service de la dette au détriment du financement des services fédéraux, la « crise de gouvernance » induite n'en pourrait pas moins justifier la dégradation de la note de la dette souveraine américaine.<sup>348</sup>

A ce moment, Ben Bernanke et Barack Obama avertissaient les Républicains au sujet « des conséquences graves » qu'aurait un blocage sur le relèvement du plafond de la dette, estimant que ce scénario « pourrait gravement saper la crédibilité du pays », « [remettre] en cause le statut de dollar en tant que devise de réserve internationale » et ainsi faire « retomber » le pays retomber « en crise financière ».<sup>349</sup> Même son de cloche au FMI qui appelait alors le Congrès américain à trouver un compromis, craignant dans le cas contraire « un risque d'une réaction négative majeure du marché ».<sup>350</sup>

Mais un mois plus tard, les inconciliables n'avaient toujours pas été conciliés à Washington. Bien au contraire, les négociations étaient décrites comme « étant au point mort », « le ton [montait] » et les esprits « [s'échauffaient] ». Alors que la presse américaine commençait à imaginer « le scénario du pire » et le « chaos » qui en découlerait, l'administration Obama pressait le Congrès d'en finir afin d'éviter une « énorme catastrophe financière » « qui aurait des répercussions non seulement sur l'économie américaine mais aussi sur l'économie mondiale ». Enfin, de son côté, l'impérialisme chinois s'inquiétait également de la sécurité de ses avoirs en \$ US et pressait Washington de parvenir à un accord. Mais c'était sans compter sur l'agence de notation Standard & Poors qui avertissait que si le Congrès parvenait à un accord, il ne faudrait pas que ce soit « **un accord au rabais** », sans quoi « **la note sera abaissée** ».<sup>351</sup>

La semaine suivante, à une semaine de la date fatidique, c'est un Barack Obama « excédé » et « visiblement en colère », alors que les négociations entre la Maison Blanche et l'opposition républicaine venaient de prendre fin « brutalement », qui pressait à nouveau cette dernière d'accepter un compromis.<sup>352</sup> Et plus l'échéance redoutait se rapprocher, plus les négociations semblaient dans l'impasse, plus le scénario du pire semblait être celui qui allait se jouer.<sup>353</sup>

« L'heure tourne, et il est évident que ce problème doit être résolu immédiatement », avertissait le FMI le 26 juillet, alors que les négociations achoppaient toujours sur le montant du relèvement et sur ses contreparties.<sup>354</sup>

Finalement, ce n'est qu'à la veille de la date butoir que le président américain annonça qu'un accord avait été trouvé et que celui-ci serait soumis au vote du Congrès le jour-J. Mais personne n'était dupe de cet accord qui marquait « une nette victoire pour les républicains », « déterminés à tirer le maximum de concessions » face à un Barack Obama « pris en otage ». L'accord en question

permettait un relèvement du plafond de la dette de 2 100 milliards de \$ US d'ici les deux prochaines années avec en contrepartie 2 500 milliards de \$ US de coupes budgétaires (sur dix ans) sans hausses d'impôts ou réduction des niches fiscales pour les plus riches.<sup>355</sup> Il faut dire que les Républicains étaient eux-mêmes soumis à la pression d'un Tea Party qui refusait de transiger sur les principes.

L'accord sonnait ainsi comme fait au détriment de la classe moyenne et « des plus pauvres ».<sup>356</sup> A ce moment les places boursières mondiales restaient « en proie au doute », craignant que cet accord de dernière minute sonnait comme un revers pour l'administration Obama ne suffise à éviter un abaissement de la note de la dette souveraine américaine.<sup>357</sup> D'aucuns jugeaient même alors « inévitable » cette dégradation, alors que l'administration Obama avait de manière évidente « échoué à désamorcer » « la bombe de la dette » et qu'il avait perdu « le bras de fer » et dû céder aux exigences de « l'aile droite la plus dure [du Parti Républicain], celle du Tea Party », qui avait pour sa part remporté « une victoire politique sur toute la ligne ».<sup>358</sup>

Surtout, si la crise de la dette souveraine est revenue sur le devant de la scène au cours des derniers mois, c'est d'abord en raison de signes de plus en plus inquiétant concernant la vigueur de la "reprise économique" des pays impérialistes en déclin. Au début de l'été, confrontée à « un ralentissement de l'activité économique », la FED commença par émettre des doutes sur la durabilité de la reprise américaine, reconnaissant avoir « énormément d'incertitudes » sur le caractère « temporaire » ou permanent » du ralentissement observé.<sup>359</sup> Un mois plus tard, loin d'avoir été balayées, ces incertitudes n'avaient fait que s'accroître et se mêlaient à la crise politique du relèvement du plafond de la dette publique américaine.<sup>360</sup>

« **Une croissance anémique menace les États-Unis de récession** », titrait *Reuters* dans une dépêche relayant la publication de statistiques économiques inquiétantes, telles la poursuite du ralentissement de la croissance du PIB entamé au dernier trimestre 2010, la stagnation des dépenses de consommation au second trimestre 2011 et leur recul en juin, « soit leur première contraction depuis septembre 2009 ».<sup>361</sup>

Cette annonce ne tarda pas à faire plonger les places boursières mondiales, inquiètes « des signes d'essoufflement » « de l'économie américaine » dont tout montrait qu'elle « ralentit fortement ».<sup>362</sup> Une nouvelle menace alors qu'il apparaissait désormais évident, après sa capitulation face aux exigences républicaines, qu'Obama disposait désormais de « marges de manœuvre » « limitées » — pour ne pas dire nulles — « pour agir sur la croissance » et ne pourrait plus ni compter sur un abaissement des taux d'intérêts à court termes « quasi-nuls depuis plus de deux ans », ni bien sûr recourir à de nouveaux « stimulus budgétaires » auxquels les Républicains mettraient leur veto.<sup>363</sup>

C'est dans ce contexte que l'agence de notation Standard & Poor's asséna le coup de grâce à l'administration Obama en annonçant la dégradation de la note de la dette souveraine américaine, de AAA à AA+ avec perspective négative, motivant en premier lieu cette décision par « l'incapacité des démocrates et des républicains à

gouverner ensemble », et en second lieu par la réduction jugée insuffisante des dépenses, incapable d'aboutir à une stabilisation du niveau d'endettement par rapport au PIB. Une dégradation encore « impensable il y a encore quelques mois » sonnait comme une première historique alors que les USA ont toujours bénéficié de la meilleure notation possible, depuis 1917 pour Fitch Ratings et depuis 1941 pour Standard & Poor's.<sup>364</sup>

Dans les pays impérialistes en déclin, la dégradation de la première économie mondiale par une agence de notation anglo-saxonne fût naturellement ressentie comme un séisme risquant d' « amplifier la panique boursière » mais surtout d'affecter « l'ensemble de l'économie mondiale » à moyen et long terme. Pour Les USA, les premiers « effets dévastateurs » seraient la remise en cause du statut de « valeur refuge » du dollar, mais également une hausse du taux d'intérêt de la dette souveraine américaine. Or selon JP Morgan, une hausse même modérée de 0,5 point de pourcentage du taux d'intérêt de la dette souveraine engendrerait une flambée de la charge du service de la dette de l'ordre de 100 milliards de \$ US par an.<sup>365</sup>

De quoi réduire encore la marge de manœuvre déjà quasi-nulle de l'administration Obama qui ne cachait pas son inquiétude de voir « [compromise] la perspective d'une reprise durable ». <sup>366</sup> Une inquiétude partagée par de nombreux analystes bourgeois, qui craignaient alors de voir reparaître « le spectre » « d'une récession en double creux ». <sup>367</sup> Sur les places boursières mondiales en chute libre et « marquées du sceau de l'effroi », on redoutait alors déjà un autre spectre, celui « d'un nouveau krach boursier ». <sup>368</sup>

Dans ce contexte, l'or, en tant que valeur refuge par excellence, battait de nouveaux records en franchissant la barre des 1 700 \$ US l'once, tandis que le cours des matières premières reculait sous la menace de l' « affaiblissement de la demande » qu'induirait « une rechute économique ». <sup>369</sup>

Chez *Moneyweek*, on n'était pas surpris par l'idée d'une dégradation de la note de la dette souveraine américaine, mais par le fait de voir une agence de notation anglo-saxonne avoir osé « détrôner le « roi » américain de son piédestal », un « symbole fort » illustrant « la fin de la suprématie économique américaine » et « le déplacement du centre de gravité économique de l'Occident vers les BRIC ». Surtout, on remarquait que cette dégradation avait ouvert la boîte de pandore et représentait pour les derniers pays jouissant de la note AAA — surtout pour un « vilain petit canard » comme la France —, la menace de devenir les prochaines victimes d'une dégradation de la note de leur souveraine. <sup>370</sup>

Une appréciation partagée par *la Tribune* qui remarquait que « séisme politique » planétaire provoqué par la dégradation de la note de la dette souveraine américaine sonnait « le déclassement » « inexorable des pays industrialisés dans l'ordre économique mondial » et symbolisait « la fin d'un modèle de croissance fondé sur l'endettement ». Pour le quotidien économique, le déclassement américain intervenait surtout « au pire moment » pour les pays européens qui « se débattent depuis plus d'un an pour organiser un sauvetage crédible des pays de

l'Union européenne en difficulté ». De ce fait, « le sanctuaire européen des AAA est clairement menacé ».<sup>371</sup>

Il ne fallut en effet pas longtemps pour que la crise de la dette souveraine commence à ébranler d'autres pays jusque-là réputés intouchables, à l'instar de la France. Alors que les grandes places boursières mondiales avaient été durement éprouvées par le feuilleton de la dette souveraine américaine qui avait instauré « une atmosphère de panique » et de « phobie générale », commençaient à circuler « des rumeurs de dégradation de la note de la France ».<sup>372</sup> Pourquoi la France ? Selon les statistiques Eurostat, la dette publique des pays de la zone euro représentait 85,1 % de son PIB à la fin de l'année 2010, contre 79,3 % en 2009. Surtout, les trois premières économies de la zone Euro possèdent toutes un taux d'endettement élevé, supérieur à ce taux moyen : 83,2 % pour l'Allemagne à 2 079 milliards d'euros, 81,7 % pour la France à 1 591 milliards d'euros et 119,0 % pour l'Italie à 1 843 milliards d'euros.<sup>373</sup>

Mais derrière ces niveaux d'endettement élevés et du même ordre, il y a des situations économiques différentes. Ainsi, la France a enregistré un déficit budgétaire représentant 7,0 % du PIB en 2010.<sup>374</sup> Un déficit annuel représentant plus du double de son voisin allemand. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant à ce que la France puisse être désignée comme la prochaine cible de la cabale obligataire... Aujourd'hui, la dette obligataire française est détenue à 65 % par des entités non-résidentes, une proportion sensiblement plus élevée que celle des pays de l'UE (53 %) et davantage encore que celle des USA (33 %). En ces temps de défiance croissante des investisseurs vis-à-vis du marché obligataire, c'est assurément « une faiblesse, car le pays est d'autant plus sensible aux questions de conjonctures que sa dette est placée sur des marchés internationaux ».<sup>375</sup> A la mi-août, le *Financial Times* estimait que la France, aujourd'hui confrontée « à une pression à la hausse » pour financer sa dette, pourrait devenir le prochain pays « dont la note sera baissée à AA+ après les États-Unis ».<sup>376</sup>

Il faut dire qu'au cours des dernières semaines, la France a cumulé les statistiques économiques peu réjouissantes. Au début du mois d'août avait été annoncé un « net ralentissement » de l'activité du secteur manufacturier, qui en juillet retrouvait ses plus bas niveaux depuis l'été 2009 et frôlait la contraction. Ajouté aux mauvais chiffres de l'emploi enregistrés au cours des derniers mois, ces piètres statistiques confirmaient « les craintes de tassement plus durable que prévu de la croissance économique en France ».<sup>377</sup> Quelques jours plus tard, les statistiques publiées par l'INSEE révélaient que le PIB français avait enregistré une croissance nulle au second trimestre 2011, essentiellement sous le coup d'une baisse de la consommation des ménages de 0,7 %, une annonce « **qui tombe mal, alors que les marchés doutent de la solidité de l'économie française** ».<sup>378</sup>

Pour couronner le tout, le déficit budgétaire prévisionnel de l'impérialisme français pour l'année 2011 a dernièrement été revu à la hausse. En cause, 3 milliards d'euros de recettes fiscales de moins attendues et 1,4 milliard d'euros de charge de la dette supplémentaire. A la fin juillet 2011, le déficit budgétaire se montait à 83 milliards d'euros, contre 85 milliards d'euros pour la même période de l'année



précédente. De quoi compromettre sérieusement l'objectif affiché de réduire le déficit public à 5,6 % du PIB en 2011...<sup>379</sup>

Au cours des derniers mois, l'impérialisme chinois a observé avec attention les secousses qui ont ébranlé le marché obligataire des pays impérialistes en déclin. Il faut dire qu'une grande partie des réserves de change de l'impérialisme chinois ont été investies dans la dette souveraine de pays impérialistes en déclin. Selon *Bloomberg*, la Chine détenait ainsi 1 144 milliards de \$ US de bons du Trésor américain au 31 mars 2011, soit 25 % de la dette publique américaine détenue par des non-résidents.<sup>380</sup> Ses avoirs en dette souveraine européenne ne sont pas non plus négligeables puisqu'à la fin du troisième trimestre 2010, la Chine détenait pour environ 800 milliards de \$ US de dette publique des pays de la zone euro, soit 7 % de leur dette publique totale ou 28 % de la dette publique de la zone euro vendue aux non-résidents.<sup>381</sup>

Au début de l'année, les élites chinoises ont réaffirmé leur soutien au \$ US et à la dette souveraine américaine, mais il ne fallait pas se méprendre sur la valeur de ce "soutien". En effet, pour la direction du fonds souverain chinois CIC, « la Chine n'a guère d'autre choix que d'acheter des Dollars » car « les alternatives sont peu nombreuses » « dans le monde actuel ». Pour le CIC, « investir dans d'autres pays ne rend pas nécessairement nos investissements moins risqués ».<sup>382</sup>

Quand Pékin évoque « d'autres pays », il pense évidemment à la dette souveraine des pays européens. Au cours des derniers mois, Pékin s'est posé comme un important client potentiel pour cette dette souveraine, y compris celle provenant des PIGS.<sup>383</sup> Alors que les autorités chinoises doutaient de plus en plus ouvertement « de la capacité des Européens à reprendre le contrôle de la situation sur le front monétaire » dans un contexte de « [persistance] » de « la crise des dettes souveraines », l'impérialisme chinois passait avec eux de nouveaux accords commerciaux et se targuait de « soutenir l'euro sur le long terme » et de contribuer « à soulager la crise de la dette européenne ».<sup>384</sup>

Une contribution évidemment pas du tout désintéressée pour Pékin. Dernièrement, alors que l'incendie de la crise de la dette souveraine menaçait (et commençait) à s'étendre à l'Italie et à la France, Pékin réaffirmait sa volonté « d'augmenter ses investissements en Europe », pas seulement sous forme d'achat de titres obligataires, mais également sous « la forme d'investissements industriels ». Pékin espère donc pouvoir « profiter » des vagues de privatisations, c'est-à-dire des grandes braderies organisées par des Etats bourgeois au bord du gouffre. L'ambassadeur de Chine en Grèce déclarait ainsi récemment que « la crise de la dette grecque » était « **une bonne occasion pour les sociétés chinoises d'investir dans les privatisations que va organiser le pays** ».

L'impérialisme chinois compte en effet obtenir sa part du gâteau d'actifs à bas prix dans des secteurs clés, à l'instar de l'embarcadère n°2 du Port du Pirée dont la concession avait été attribuée à la fin de l'année 2008 à COSCO pour 35 ans.<sup>385</sup>

Mais Pékin ne vise pas seulement à accélérer ses prises de participation (ou sa prise de contrôle) d'entreprises étrangères. Pékin attend de son aide une autre

contrepartie, d'une portée aussi symbolique que pratique : « **se voir reconnaître le statut d'économie de marché avant 2016, date officielle prévue dans le calendrier de l'OMC** ». <sup>386</sup> Les monopoles chinois se verraient alors faciliter durablement l'accès au marché européen pour leurs investissements étrangers dans des secteurs stratégiques clefs qui leur étaient jusque-là interdits.

S'il aura fallu longtemps aux agences de notation anglo-saxonnes pour oser mettre en doute fiabilité, longtemps réputée sans faille, de la dette souveraine des plus puissants pays impérialistes en déclin, l'agence de notation chinoise n'a pas eu ces états d'âme. Au cours des derniers mois, l'agence de notation Dagong a ainsi dégradé la note de la dette souveraine du Japon, du Royaume-Uni, de la France et des USA, afin de répondre « au risque potentiel des dettes publiques de ces pays » alors que se pose et « le problème du moteur de croissance ». <sup>387</sup>

Les causes premières de ces dégradations : leur faible demande domestique, leur niveau d'endettement élevé, leur incapacité à maîtriser leurs déficits, leur recours systématique à des politiques monétaires laxistes, et enfin « une récession économique à long terme » pour les USA. <sup>388</sup>

A n'en pas douter, la dégradation par Dagong de la note de la dette souveraine des pays impérialistes en déclin constitue pour l'impérialisme chinois une sérieuse mise en garde pour ses concurrents-débiteurs.

Au lendemain de la dégradation de la note de la dette souveraine américaine par Standard & Poor's, l'impérialisme chinois ne cachait plus sa colère et sur un « ton très peu diplomatique », fustigeait l'incapacité de la « seule superpuissance mondiale » à « assure[r] la sécurité des actifs chinois en dollars ». Devant cette incapacité, l'impérialisme chinois renouvelait ses appels à réformer le système monétaire mondial et à « mettre en place une surveillance internationale sur la question du dollar américain » afin d'« éviter qu'une catastrophe soit provoquée par un seul pays ». Et pour finir, l'impérialisme chinois suggérait à l'impérialisme américain « de réduire ses dépenses militaires et sociales ». <sup>389</sup>

**« Le gouvernement américain doit se résigner à un état de fait douloureux : le bon vieux temps où il n'avait qu'à emprunter pour se tirer du pétrin qu'il avait lui-même créé est terminé ».** <sup>390</sup>

Quelques jours avant l'échéance fatidique, visiblement inquiet pour ses réserves de change libellées en dollar, l'impérialisme chinois avait pressé le gouvernement américain d'adopter « des politiques responsables » visant à « protéger les intérêts des investisseurs ». <sup>391</sup> La presse officielle chinoise avertissait alors que la Chine serait « confrontée aux pertes les plus lourdes en cas de défaut des États-Unis » et sous-entendait que le pays pourrait adopter des mesures radicales pour les limiter — par quoi on ne peut entendre autre-chose que la vente des actifs libellés en dollar —, estimant qu'en cas de forte dépréciation de ses actifs, « **sa réaction pourra être la goutte d'eau qui fait déborder le vase** ». <sup>392</sup> Une menace à peine voilée à l'attention de l'impérialisme américain...

Au cours de ce nouvel acte de la crise de la dette souveraine occidentale, l'impérialisme russe ne fût pas beaucoup plus diplomatique avec l'impérialisme

américain. Alors que le président Obama venait d'annoncer le compromis permettant le relèvement du plafond de la dette publique, le premier ministre russe le critiqua dans des termes voisins de l'impérialisme chinois.

**« La décision prise dimanche n'a fait que remettre à plus tard l'adoption de mesures systémiques. Le pays vit au-dessus de ses moyens, il rejette la responsabilité de ses problèmes sur l'économie mondiale, parasite l'économie mondiale grâce au monopole du dollar ».**<sup>393</sup>

Surtout, les critiques ne se limitèrent pas à la Chine et à la Russie. Aux États-Unis, une partie de la presse bourgeoise jugea que la dégradation de la note de la dette souveraine du pays par Standard & Poor's constituait en fin de compte « un "coup de pied au cul" salvateur ». Tandis que le *Wall Street Journal* avertissait que « la tentative de l'administration Obama de discréditer S&P ne [faisait] qu'aggraver l'image des États-Unis », le *New Yorker* déclarait que Standard & Poor's avait « fait œuvre de service public ». En effet, « perdre le AAA ne sera que l'une des nombreuses humiliations auxquels le pays devra faire face dans les prochaines décennies, si le système politique américain n'est plus capable de fonctionner un tant soi peu efficacement ».<sup>394</sup>

Mais paradoxalement, ce ne fût pas l'impérialisme américain qui fût le plus ébranlé par ce nouveau développement de la crise de la dette souveraine, mais ses concurrents-partenaires européens. Si même le roi est menacé, alors ses vassaux le sont davantage. Si les élites bourgeoises ne parviennent pas à s'entendre sur un compromis au sein d'un unique pays, alors l'entente sera encore plus difficile à obtenir entre plusieurs pays ! Que ces pays possèdent une monnaie commune, comme c'est le cas pour les pays impérialistes de la zone euro, et il apparaît alors évident que cette monnaie commune ne pourra pas survivre à de violents séismes obligataires.

« Si les Etats-Unis ne sont plus aussi sûrs qu'ils l'ont été, (...) quel pays peut encore se targuer de l'être ? », pouvait-on lire dans le *Time*.<sup>395</sup> C'est ainsi qu'au lendemain de la dégradation de la note de la dette souveraine américaine, les voix se multiplièrent pour mettre en garde au sujet du risque croissant d'éclatement de la zone Euro.

**« L'Europe est en danger. La situation est grave et les autorités commencent seulement à prendre la chose au sérieux »**, déclarait récemment le milliardaire américano-hongrois George Soros, alors qu'il devenait évident que l'euro était devenu « la cible d'attaques spéculatives ». Selon ce spécialiste des marchés monétaires, qui avait parié avec succès contre la livre sterling il y a près de vingt ans et avait fait sauter la banque d'Angleterre, le seul moyen d'éviter un effondrement de l'euro — synonyme d'« une crise bancaire totalement hors de contrôle » —, consiste dans la création d'euro-obligations destinées à « mutualiser les dettes des pays ». Mais comme le soulignait George Soros, aujourd'hui confrontée à des blocages politiques, l'Europe en est bien loin. Une perspective inquiétante, alors que le « système bancaire européen » est « lui aussi en crise ».<sup>396</sup>

Et George Soros, dont on pourrait douter de son attachement à la "construction européenne" eu égard à son palmarès, n'était pas le seul à tirer la sonnette d'alarme. D'autres spécialistes bourgeois, euro-constructivistes convaincus, faisaient le même constat. « **Ouvrons les yeux : l'euro et l'Europe sont au bord du gouffre** », avertissait ainsi Jacques Delors. Pour l'ancien ministre français des Finances qui fût également ancien président de la Commission européenne et l'un des "pères fondateurs" de la monnaie unique, le recours aux euro-obligations est aujourd'hui « indispensable » pour faire cesser les doutes des marchés.<sup>397</sup>

Au même moment, une enquête montrait qu'une majorité d'économistes bourgeois jugeaient que l'émission d'euro-obligations était « la meilleure, voire la seule » solution capable de « résoudre la crise de la dette » et s'attendaient à voir les dirigeants européens « céder à la pression des marchés et d'accepter d'émettre des euro-obligations » dès 2012-2013.

« Le moment est décisif. Soit on prend la direction des euro-obligations, soit tout s'effondre et coule ». <sup>398</sup>

Et justement, alors que l'impérialisme allemand a réaffirmé son opposition à la création d'euro-obligations en l'absence de « politique fiscale commune », il apparaît de plus en plus clairement, comme nous l'avions déjà souligné, que l'impérialisme allemand préférera certainement sacrifier l'euro que de devoir subir *ad vitam aeternam* les affres d'« un taux d'intérêt uniforme ». Pour le ministre allemand des Finances, il est en effet hors de question de « mutualiser les taux d'intérêt » sans renforcement de « l'intégration politique », sans quoi ce serait la porte ouverte aux dérives laxistes de mauvais élèves, depuis longtemps dénoncés par l'impérialisme allemand : « **Les taux d'intérêt différenciés sont une incitation à avoir une économie forte ou une punition si vous la dirigez mal** ».

Une appréciation ouvertement partagée par Jürgen Stark, chef économiste de la BCE, qui a marqué dernièrement son opposition au rachat d'obligations « des pays fragiles » de la zone euro en... démissionnant de son poste, dévoilant « au grand jour » « les bisbilles internes de la BCE ». Une démission qui « n'intervient pas au meilleur moment pour la zone euro » du fait qu'elle va accroître le crédit de ceux qui pensent que « **l'Allemagne pourrait finalement quitter l'union monétaire** ».

Aujourd'hui, il est évidemment hors de question pour l'impérialisme allemand de mutualiser les taux d'intérêts de la dette souveraine, car si cela soulagerait assurément les élites des PIGS en permettant d'abaisser considérablement les taux d'intérêts de leur dette souveraine, cela élèverait au contraire ceux des élèves les plus brillants, à l'instar de l'Allemagne, qui bénéficient aujourd'hui des taux d'intérêts les plus faibles. Selon le *Spiegel*, l'instauration d'euro-obligations dont le rendement serait de 0,8 point de pourcentage supérieur au rendement des obligations allemandes — c'est-à-dire l'hypothèse d'un taux d'intérêt égal au taux actuel des obligations émises par la BCE pour alimenter le Fonds européen de stabilité financière —, se traduirait pour Berlin par un surcoût annuel de l'ordre de 2,5 milliards d'euros.<sup>399</sup> Une augmentation du service de la dette non négligeable en ces temps de perspectives économiques dégradées. Et Berlin y laisserait encore davantage de plumes si les perspectives et les résultats économiques se

dégradèrent encore et provoquèrent une hausse plus importante des taux d'intérêts de ces euro-obligations...

Or justement, on ne peut pas dire qu'au cours des derniers mois les résultats et les perspectives économiques aient agréablement surpris les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin, de quoi les inciter à toujours plus de prudence et de méfiance... A la mi-août, Eurostat annonçait en effet des chiffres de la croissance « en berne » pour la zone Euro, avec une croissance du PIB de seulement 0,2 % par rapport au trimestre précédent, un recul de la production industrielle de 0,7 % en juin par rapport au mois précédent et un recul des ventes au détail de 0,4 % en glissement annuel.

« Et les politiques d'austérité menées pour éviter une contagion de la crise grecque risquent d'aggraver la situation ».<sup>400</sup>

Que ce soit en Europe ou aux USA, il apparaît aujourd'hui évident que « la situation est pire que prévue » et qu'« on a du mal à voir d'où pourraient venir des signaux positifs ».<sup>401</sup> Les grandes banques ont d'ailleurs révisé à la baisse la croissance attendue aux USA et en Europe pour 2011-2012, avec à la clef la « dégringolade » des places boursières mondiales.<sup>402</sup> A ce moment, les craintes pesant sur une croissance « très en deçà des attentes » ajoutées à « la crainte d'une contagion de la crise de la dette via les filiales américaines des banques européennes » faisaient craindre « une rechute en récession des grands pays développés ».<sup>403</sup>

A titre d'exemple, le FMI s'attend aujourd'hui à voir le PIB américain augmenter de 1,6 % en 2011, contre 2,5 % pour sa précédente prévision. Même tendance au ralentissement pour la France dont la prévision de croissance fût révisée de 1,9 % à 1,6 %.<sup>404</sup> Et le ralentissement de la croissance en France et aux USA n'est pas l'exception mais bien la règle. L'OCDE remarquait ainsi qu'au deuxième trimestre 2011 la croissance avait « ralenti pour le quatrième trimestre consécutif dans les pays riches ».<sup>405</sup>

L'évolution des cours du CAC 40 reflète d'ailleurs fidèlement ces craintes croissantes de rechute en récession. Après avoir culminé à plus de 6 000 points durant l'été 2008, l'indice s'était effondré et était passé sous les 3 000 points au début de l'année 2009. Après avoir connu un timide relèvement au cours du printemps 2009, l'indice n'a cessé de stagner dans la fourchette des 3 500-4 000 points. Mais avec le retour du spectre de la crise, l'indice s'est de nouveau effondré significativement au cours de l'été 2011, et flirte aujourd'hui de nouveau avec ses plus bas niveaux de 2009. Au début du mois de septembre 2011, le « climat d'incertitudes » entourant les « fonds propres des banques » et « la dette souveraine » avait fait repasser le CAC 40 sous la barre des 3 000 points.<sup>406</sup>

Le monde vit une période « difficile et dangereuse », déclarait dernièrement le président de la Banque mondiale.<sup>407</sup> Une appréciation partagée par la direction du FMI qui s'inquiétait « de voir compromise une reprise encore fragile » et soulignait la nécessité d'agir « sans attendre » « face au risque de récession » et de « restructurer les banques européennes ».<sup>408</sup>

Aujourd'hui, le dilemme de la dette souveraine s'exprime avec une acuité sans précédent, alors que le FMI met en garde « contre la réduction trop rapide des déficits, qui risque de saper une croissance chancelante ». Une appréciation également partagée par la Fed qui recommandait à l'administration Obama et à l'opposition républicaine de « se mettre autour d'une table » pour adopter « un plan de renforcement budgétaire à long terme » et « un plan de relance à court terme ».<sup>409</sup>

En d'autres termes, « finis les espoirs de reprise économique » !<sup>410</sup> De même, chez Natixis, on ne s'attend à aucune amélioration dans les mois à venir. En cause notamment, « le marché du travail » qui « devrait rester morose à moyen terme ». Ainsi, « **le taux de chômage [américain] devrait légèrement augmenter ou se maintenir à son niveau actuel élevé** ». <sup>411</sup> Dans ces conditions, il n'existe naturellement aucun redressement économique possible, ce dont les places boursières mondiales (et donc la grande masse des investisseurs) commencent à prendre conscience.

Alors qu'il s'apprêtait « à dévoiler un nouveau plan de relance », le président américain reconnut dernièrement, non sans tenter de dédramatiser avec une pointe d'humour (macabre), que trois ans après l'éclatement de la crise, l'économie américaine est bien loin d'être remise du choc initial.

**« Notre économie a eu une crise cardiaque, le patient vit toujours, il va mieux, mais guérit trop lentement ».**<sup>412</sup>

Ce n'est certainement pas pour rien si la FED a récemment reconduit sa politique de taux d'intérêts ultra-bas « au moins » pour les deux années à venir (mi-2013).<sup>413</sup> Une façon de maintenir sous perfusion un patient décidément bien mal en point... pour un patient sensé être sur la voie de la guérison ! Cette politique du « zéro permanent » permettra cependant de rassurer un peu les grandes banques américaines qui pourront continuer à « emprunter l'argent de la Fed pour rien » — c'est-à-dire à un taux inférieur à 0,25 % —, et à « le re-prêter au gouvernement fédéral pendant 10 ans à un taux supérieur »...<sup>414</sup> Dans notre précédent ouvrage, nous avons déjà expliqué en quoi consistait cette façon de faire « beaucoup d'argent » « avec zéro efforts et zéro risques » — enfin avec presque aucun risque... sinon celui lié au krach obligataire —, comme on le dit très justement chez *Moneyweek*.<sup>415</sup>

Tandis que dans les pays impérialistes en déclin les élites bourgeoises au pouvoir tentent de préparer leurs opinions publiques à une nouvelle rechute en récession, les autorités chinoises se veulent rassurantes, bien conscientes de disposer de confortables réserves de croissance indigène. Le vice-président chinois déclara ainsi qu'en dépit de « l'aggravation des turbulences actuelles sur les marchés financiers internationaux », « l'économie chinoise ne connaîtra pas un atterrissage brutal, mais au contraire sera stable avec une croissance relativement rapide ». <sup>416</sup>

## Une montée en puissance rapide des industries de pointe chinoises

Qu'il s'agisse de l'électronique, de l'aéronautique, de l'aérospatiale ou de la défense, les derniers mois auront été fastes pour l'impérialisme chinois.

Dans le domaine de la micro-électronique, la Chine a poursuivi sa rapide ascension. Des géants chinois des télécommunications, de l'électronique et de l'informatique, tels Huawei Technologies, China Electronics et Lenovo figurent désormais dans le *Fortune Global 500*. Dans le domaine des télécommunications, les voix se multiplient en occident pour avertir du risque de voir d'ici quelques années les géants chinois conquérir « un quasi-monopole sur les équipements de télécommunications », une position dont ils pourraient ensuite profiter « pour espionner les échanges de données » en « camouflant des renifleurs dans les équipements ». <sup>417</sup>

A l'automne 2010, la Chine avait dévoilé Tianhe – 1A, un nouveau supercalculateur de très grande puissance. <sup>418</sup> Ce supercalculateur développé par l'Université des Sciences et Technologies de la Défense nationale pour un coût de 600 millions de yuans (soit 90,4 millions de \$ US) et basé sur des processeurs Intel, des GPU NVidia, mais aussi 2 000 processeurs chinois FeiTeng-1000 de dernière génération, détrôna ainsi le premier supercalculateur américain au classement des plus puissants supercalculateurs du monde. Une annonce qui fût amplement relayée non seulement par la presse chinoise, mais également par celle des pays impérialistes en déclin, qu'il s'agisse de la presse spécialisée ou de la presse généraliste. <sup>419</sup>

Six mois plus tard, en juin 2011, en dépit des bouchées doubles mises par le Japon, la Chine avait continué de renforcer considérablement sa position dans le Top 500 mondial des supercalculateurs. La puissance de calcul installée (Rmax sum) des supercalculateurs chinois présents dans le Top 500 représentait alors 12,1 % de la puissance de calcul installée des supercalculateurs du Top 500 et se situait au troisième rang mondial derrière les USA (42,9 %) et le Japon (19,0 %), mais déjà loin devant l'Allemagne (5,5 %), la France (5,4 %) et le Royaume-Uni (3,2 %).

Rappelons qu'en juin 2007 et en juin 2009 les supercalculateurs chinois ne représentaient que respectivement 2,0 % et 3,5 % de la puissance de calcul installée des supercalculateurs du Top 500. La puissance de calcul des supercalculateurs chinois était alors clairement inférieure à celui des concurrents allemands, français et britanniques. La progression chinoise apparaît comme encore plus spectaculaire si on prend en compte la rapide inflation de la puissance de calcul cumulée du Top 500. Les capacités mondiales installées ont en effet été multipliées par plus de 11,9 durant la période 2007-2011 ! <sup>420</sup>

Dans le domaine de la fabrication d'ordinateurs personnels, les progrès enregistrés par la Chine sont également sensibles. Au début de l'année, la presse informatique spécialisée remarquait que la progression foudroyante du constructeur chinois Lenovo (qui avait racheté la division PC d'IBM en 2005) allait rapidement bouleverser le palmarès des premiers fabricants mondiaux d'ordinateurs.

« Alors que tout laissait croire il y a encore un an ou deux que le Taiwanais Acer serait le principal concurrent de Hewlett-Packard (HP), le n°1 mondial des ventes de PC, la tendance est aujourd’hui très différente. La société qui affiche la plus forte croissance actuellement se nomme Lenovo, et à ce rythme, Acer et Dell pourraient bien être dépassés d’ici peu ». <sup>421</sup>

Et effectivement, moins de six mois plus tard, le fabricant chinois avait déjà raflé la troisième place mondiale à Acer et talonnait Dell... Sur les 84,4 millions d’ordinateurs vendus au second trimestre 2011 dans le monde, Hewlett-Packard, Dell, Lenovo et Acer ont représenté une part de marché respective de 18,1 %, 12,9 %, 12,2 % et 10,8 %. <sup>422</sup>

Une tendance qui n’est pas prête de se démentir, alors que le groupe chinois vient de lancer une co-entreprise avec le fabricant japonais NEC. Cette co-entreprise dont la partie chinoise détient 51 % du capital, permettra à Lenovo de s’implanter solidement sur le marché japonais, le troisième du monde après celui des USA et de la Chine, en devenant « le premier vendeur de PC au Japon ». <sup>423</sup> De même, dernièrement, les autorités européennes ont donné leur feu vert au rachat par Lenovo de 36,6 % des actions du fabricant d’électronique et d’ordinateurs allemand Medion, un contrat d’un montant de plus de 230 millions d’euros qui permettra à Lenovo de doubler sa part de marchés sur le marché des PC en Allemagne. <sup>424</sup>

Enfin, il faut ajouter à ceci le développement différencié des différents marchés : extension en Chine et contraction dans les pays impérialistes en déclin.

Evolution des ventes de PC au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2011			
	Nombre d’unités vendues en millions		
	2010	2011	Variation (g.a.)
Chine	16,2	18,5	+ 14,0 %
USA	18,6	17,7	- 4,8 %
Europe	15,5	12,7	- 18,1 %

Au second trimestre 2011, le marché chinois des PC a conquis le 1<sup>er</sup> rang mondial, aussi bien en termes d’unités vendues que de valeur, alors que « le marché chinois est loin d’avoir atteint le niveau de saturation constaté en Europe et aux États-Unis ». De quoi hâter la concentration dans ce secteur, avec à la clef la recherche par certaines firmes occidentales de « relais de croissance », quand d’autres cesseront tout simplement leur activité, peut-être à l’instar de la division PC de Hewlett-Packard, aujourd’hui pressentie pour être revendue au chinois Lenovo... <sup>425</sup>

S’appuyant sur le solide développement de leur marché intérieur, les firmes chinoises du secteur informatique disposent de tous les atouts pour accélérer leur montée en puissance.

Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2010, la part de marché de Google sur le marché chinois avait déjà sensiblement diminué, s’effondrant de 31 à 21 %. Dans le même temps, celle de Baidu, le 1<sup>er</sup> moteur de recherche chinois a progressé dans des proportions inverses, bondissant de 64 % à 73 %. <sup>426</sup> Au 4<sup>ème</sup> trimestre



2010, cette tendance s'est sans surprise poursuivie, Baidu voyant sa part de marché grimper à 75,5 % contre seulement 19,6 % pour Google.<sup>427</sup>

En Chine, la position de Google s'affaiblit donc rapidement, et pas uniquement sur le terrain des moteurs de recherche. A l'automne 2010, le bureau de cartographie du gouvernement chinois annonçait la naissance de « Map World », un service concurrent de Google Earth qui « pourrait faire de l'ombre à Google lorsqu'il sera pleinement opérationnel ». <sup>428</sup> Quelques mois plus tard, la Chine lançait ses propres services de cartographie en ligne.<sup>429</sup> Quant à Baidu, qui détient aujourd'hui une part de marché prépondérante sur le marché chinois, il est déjà à la recherche de nouveaux relais de croissance et marche de plus en plus sur les plates-bandes de son concurrent américain. Baidu a ainsi dernièrement lancé son propre navigateur internet, à l'instar du navigateur Chrome de Google.<sup>430</sup>

Et le géant chinois ne compte pas s'arrêter là, puisqu'il travaille déjà sur son futur système d'exploitation mobile, visant par là à prendre pied sur le juteux marché des smartphones, là encore comme l'OS Chrome de Google.<sup>431</sup> Comme on le voit, l'impérialisme chinois est en train de battre en brèche le monopole de Google afin de s'assurer des profits supplémentaires, mais également ne plus avoir à subir d'humiliantes pressions étrangères dans le futur.

A la fin de l'année 2010, la Chine comptait désormais 457 millions d'internautes, soit plus d'un chinois sur trois, un chiffre en hausse de plus de 73 millions par rapport à l'année précédente.<sup>432</sup> A la fin du premier semestre 2011, le nombre d'internautes en Chine s'était encore accru de 28 millions à 485 millions.<sup>433</sup>

Le développement du parc scientifique de Zhongguancun, situé au nord de Pékin et lancé à la fin des années 1980, fournit une illustration supplémentaire de la rapide montée en puissance du secteur des hautes technologies en Chine.<sup>434</sup> Désignée comme « zone pilote nationale pour l'innovation autonome », la technopole de Zhongguancun abrite aujourd'hui 20 000 sociétés de haute technologie, 39 établissements d'enseignement supérieur et 140 instituts de recherche scientifique.<sup>435</sup> En 2005, les 19 000 entreprises opérant à Zhongguancun avaient enregistré un chiffre d'affaires de 480 milliards de yuans.<sup>436</sup> En 2010, le chiffre d'affaire des 20 000 entreprises implantée dans la technopole de Zhongguancun s'est élevé à 1 550 milliards de yuans, en hausse de 19,2 % en glissement annuel. Selon le 12<sup>e</sup> Plan quinquennal chinois, Zhongguancun deviendra à l'horizon 2020 « un centre d'innovation [en technologie informatique] internationalement reconnu », « à l'instar de la Silicon Valley ». Le chiffre d'affaires des entreprises composant la technopole de Zhongguancun devra atteindre 10 000 milliards de yuans en 2020, soit 1 500 milliards de \$ US.<sup>437</sup>

Les ambitions chinoises dans le domaine de la micro-électronique et de la micro-informatique sont suffisamment prises au sérieux par les monopoles des pays impérialistes en déclin pour qu'Intel ait décidé de construire sa première usine asiatique de circuits intégrés en Chine. S'étendant sur 16,3 ha, elle a nécessité un investissement de 2,5 milliards de \$ US et a été mise en service à l'automne 2010.<sup>438</sup>

« La Chine, nouveau cerveau du monde ? La Silicon Valley en tremble déjà », pouvait-on lire dans un article traitant des implications de « la déferlante chinoise sur le high-tech » et publié par *Le Point* à la fin de l'année 2010.<sup>439</sup>

Dans une interview donnée à *Capital*, le Directeur des investissements de Robeco Asie (le groupe néerlandais Robeco est l'un des leaders européens de la gestion d'actifs) soulignait « **que les sociétés chinoises gagnent de plus en plus en productivité, en efficacité et montent en gamme** ». Pour lui, ce processus d'expansion économique fait « penser au Japon du début des années 1970, un pays alors à mi-chemin de sa période d'expansion ».<sup>440</sup> Au début de l'année 2011, la société chinoise Spreadtrum Communications a présenté la première puce du monde pour terminaux mobiles basée sur une technologie de gravure de 40 nm. Dotée d'un haut degré d'intégration et d'une basse consommation, cette puce a déjà suscité l'intérêt de fabricants chinois de téléphones portables.<sup>441</sup>

Au début du mois de mars 2011, l'APN a confirmé les objectifs inscrits au 12<sup>ème</sup> plan quinquennal par le gouvernement à l'automne 2010 : instaurer sept nouvelles industries stratégiques — à savoir les énergies alternatives, les bio-technologies, les technologies d'information de nouvelle génération, la fabrication d'équipements de haute qualité, les matériaux avancés, les voitures à combustibles alternatifs, l'économie d'énergie et la protection environnementale —, et en faire un pilier de l'économie chinoise. L'objectif est que la contribution de ces secteurs se monte à 8 % du PIB chinois en 2015 et 15 % en 2020.<sup>442</sup> Il faut dire qu'avec la croissance rapide de ses recettes fiscales, le gouvernement chinois a de plus en plus les moyens de multiplier le nombre de ses missions tout en leur attribuant à chacune des fonds croissants !

En témoigne par exemple l'accélération du rythme des lancements orbitaux conduits par l'impérialisme chinois.

En 2010, la Chine a conduit avec succès 15 lancements orbitaux, un record pour le pays qui en avait conduit 6 en 2009 et 11 en 2008. La Chine a ainsi conquis le deuxième rang mondial (ex-æquo avec les USA) derrière la Russie (31 lancements), leader incontesté des lancements commerciaux (13 lancements) et largement devant l'Europe (6 lancements, dont 5 commerciaux). En 2010, la Chine a ainsi consolidé sa place de puissance spatiale montante, mettant sur orbite 5 satellites Beidou ainsi que des satellites météorologiques, scientifiques et de communication.<sup>443</sup> 2010 aura surtout été l'année où la Chine a réalisé et célébré le déroulement sans accroc d'une mission longue de plusieurs mois de sa deuxième sonde lunaire Chang'e-2, destinée notamment à préparer les alunissages des prochaines sondes lunaires chinoises.<sup>444</sup>

L'année 2010 marque enfin un tournant majeur dans la mise en place à l'échelle régionale du système de positionnement satellitaire chinois. A la fin de l'année dernière, Beidou comptait déjà sept satellites. Parallèlement, a été mis en service le premier parc industriel associé au système Beidou à Shanghai. Au même moment débutait à Chongqing la construction du deuxième parc industriel associé à Beidou.

Couvrant une surface de 30 ha et pour un investissement prévisionnel de 5 milliards de yuans, il regroupera des dizaines d'entreprises spécialisées dans la fabrication de terminaux d'émission/réception, de puces électroniques et dans le développement des logiciels d'application. Le chiffre d'affaires annuel de ce parc devrait avoisiner 10 milliards de yuans en 2015 et 50 milliards de yuans en 2020. Deux autres parcs dédiés à Compass seront construits à Pékin et Xi'an.<sup>445</sup> En tout, le système de positionnement par satellite chinois devrait générer des revenus annuels d'au moins 150 milliards de yuans d'ici 2015 et de 400 milliards de yuans (soit 60 milliards de \$ US) d'ici 2020.<sup>446</sup>

Si la mise en place du système de positionnement satellitaire chinois avance à grande vitesse, il n'en va pas de même pour le projet Galileo qui continue de cumuler dépassements budgétaires et retards. À l'automne 2010, le gouvernement allemand demandait à la commission européenne d'étudier les moyens d'alléger la facture du projet européen qui sera désormais achevé dans le meilleur des cas en 2017-2018. Pour compenser un surcoût de 1,5 à 1,7 milliard d'euros portant le coût total du projet à 20 milliards d'euros, l'impérialisme allemand a suggéré d'utiliser le lanceur russe Soyouz à la place du lanceur Ariane 5, une substitution qui permettrait de réaliser jusqu'à 0,7 milliard d'euros d'économies.<sup>447</sup> Une suggestion qui a été suivie, puisque le pas de lancement des fusées Soyouz à Kourou, dont la construction a été achevée au printemps 2011, devrait procéder dans le courant de l'automne 2011 au lancement des deux premiers satellites Galileo. Officiellement, le nouveau pas de tir permettra à l'ESA « de posséder une gamme complète de lanceurs », avec par capacité décroissante les lanceurs Ariane 5, Soyouz et Vega (Italie).<sup>448</sup> Une gamme hétéroclite qui selon nous sera incapable de rivaliser avec celle qui lui sera bientôt opposée par l'impérialisme chinois, avec ses lanceurs Longue Marche 5 et 6.

Pour l'ESA, l'avenir continue donc de s'assombrir, car à la concurrence traditionnelle des lanceurs russes s'ajoutera bientôt celle des lanceurs chinois de dernière génération. Début mars, les autorités chinoises assuraient que « la recherche et le développement » du lanceur Longue Marche 5 se déroulaient « comme prévu » et que grâce à lui, la Chine rattraperait bientôt « l'américaine Delta-4H en capacité de charge utile ».

« Avec une charge utile maximale en orbite terrestre basse de 25 tonnes et en orbite terrestre haute de 14 tonnes, la fusée Longue Marche-5 va atteindre les hauts standards mondiaux en matière de capacité de charge utile et de fiabilité ».<sup>449</sup>

De même, l'extension des infrastructures spatiales chinoises avance à grande vitesse. La Chine achèvera ainsi cette année la construction de sa plus grande base de conception, de production et de test de lanceurs à Tianjin. La construction de 20 des 22 usines de ce parc industriel de 200 hectares est déjà achevée.<sup>450</sup>

En 2010, la Chine a réalisé 20,3 % des 74 lancements orbitaux réalisés dans le monde.<sup>451</sup> Comme l'ont remarqué les observateurs attentifs, 2010 aura été « **une année très active pour la Chine** ». Surtout, au moment où chaque lancement

chinois apparaissait comme se réaliser sans accroc, le contraste apparaissait comme saisissant avec d'autres puissances spatiales.

« Alors que la Chine accumule les succès, les États-Unis accumulent les déconvenues. La navette Discovery qui devait partir ce vendredi soir a vu son lancement reporté de plusieurs semaines après la découverte d'une fuite d'hydrogène sur le réservoir principal ». <sup>452</sup>

Mais les déconvenues américaines — qui ont surtout impacté le timing des lancements —, apparaissent comme bien bénignes comparées à celle de l'Inde. En 2010, l'Inde a en effet réalisé 3 lancements orbitaux. Deux d'entre eux, conduits par des lanceurs GSLV, ont abouti à de cuisants échecs (destruction des lanceurs et de leur charge), et seul un lanceur PSLV aura sauvé une année noire. <sup>453</sup>

Si 2010 a été une année record pour le secteur spatial chinois, marquant notamment le lancement officiel de son programme de station spatiale habitée, ce record promet pourtant d'être battu dès 2011. <sup>454</sup> Les autorités chinoises ont en effet confirmé qu'une fusée Longue Marche 2-F modifiée procéderait au lancement de Tiangong-1, le premier élément de sa station spatiale, au second semestre 2011. En 2011, la Chine devrait continuer à « accélérer l'amélioration de ses technologies spatiales » et mener pas moins d'une vingtaine de missions spatiales, un nombre en forte augmentation par rapport aux quinze missions effectuées en 2010. <sup>455</sup>

En avril et juillet 2011 ont été lancés les huitième et neuvième satellites de la constellation Beidou et d'ici 2012, sept autres seront lancés. Dès l'automne 2011, les tests du système de positionnement chinois seront achevés et il commencera à fournir ses services commerciaux à l'échelle nationale. <sup>456</sup> Il est notamment prévu que les automobilistes chinois puissent commencer à utiliser le système de positionnement satellitaire chinois dès 2012. <sup>457</sup> Dernièrement, la Chine a également lancé la première fusée attachée à son projet Méridien, « un projet national important » dédié à « la surveillance indépendante de l'environnement spatial » et à « la sauvegarde de la sécurité des activités dans l'espace ». <sup>458</sup>

Avec sa vingtaine de lancements, l'année 2011 ne devrait pourtant pas être exceptionnelle dans le sens où les années suivantes verront l'activité spatiale chinoise demeurer intense : en tout, durant la période 2011-2015, la Chine prévoit de procéder à plus d'une centaine de lancements spatiaux. <sup>459</sup> L'année 2011 et les suivantes promettent donc d'être des années où la Chine administrera une nouvelle correction à ses partenaires-concurrents impérialistes, en attendant le coup de grâce qu'elle leur assénera à partir de 2014 avec son nouveau lanceur lourd.

Non contente de construire sa propre station spatiale, la Chine se paie aujourd'hui le luxe de décliner l'invitation reçue récemment par Pékin à se joindre à la Station spatiale internationale (ISS). En février, le directeur du Centre pour les sciences spatiales et la recherche appliquée de l'Académie des sciences chinoise (CSSAR) déclarait que la Chine ne participerait pas à l'exploitation de l'ISS et créerait sa propre station spatiale.

« La Chine a lancé son programme de vols habités en 1992. La Station spatiale internationale (ISS) a été créée à peu près à la même époque. Mais la Chine s'était

vue refuser sa demande de participation au projet de l'ISS, (...) principalement en raison de la position des États-Unis. La Chine a donc commencé à développer son programme national d'exploration de l'espace et a fait des progrès notables ».<sup>460</sup>

En d'autres termes, deux décennies durant, les pays impérialistes en déclin se seront attachés à freiner l'essor du programme spatial chinois, et maintenant que ces efforts apparaissent comme vains, ils voudraient bien priver l'impérialisme chinois du prestige international qu'il retirera de la construction et de l'exploitation de sa propre station spatiale habitée... Il apparaîtra en effet évident que la Chine construira sa propre station spatiale non pas grâce à l'expérience qu'elle aurait pu retirer d'une coopération internationale, mais de manière totalement indépendante. Pour l'impérialisme chinois, la victoire et ses retombées n'en seront que plus grandes !

La bourgeoisie chinoise est à l'évidence parfaitement consciente des retombées positives multiples que peut lui apporter son ambitieux programme spatial. A l'occasion de la récente annonce officielle de la construction de sa station spatiale multi-modules de 60 tonnes à l'horizon 2020, les responsables chinois n'ont d'ailleurs pas caché vouloir impliquer le public pour le choix des noms des modules qui composeront la future station spatiale chinoise, un choix qu'ils veulent « porteur et symbole d'encouragement ».

« Nous pensons à présent que le public devrait être impliqué dans les noms et les symboles car ce projet majeur va accroître le prestige national, et il va renforcer le sentiment national de cohésion et de fierté ».<sup>461</sup>

Mais la conquête spatiale n'est pas le seul domaine dont l'impérialisme chinois attende des retombées en termes de renforcement du prestige et de la cohésion nationales. L'édification d'une APL puissante et moderne s'inscrit également dans ce cadre.

En 2011, le budget chinois de la Défense devrait augmenter de 12,7 % en glissement annuel à 601 milliards de yuans (soit 1,4 % de son PIB ou 91,5 milliards de \$ US).<sup>462</sup> Cette hausse, plus importante que celle de l'année précédente (7,5 %), est d'abord déterminée par la volonté de Pékin, non seulement de ne pas se laisser distancer, mais de continuer à rattraper son retard sur les pays impérialistes en déclin à l'heure où leur secteur de l'armement échappe toujours à la crise et à l'austérité. En 2009, les USA, la Russie, le Royaume-Uni et la France ont été les quatre premiers pays exportateurs d'armes du monde et ont vu leurs ventes continuer à augmenter vigoureusement.<sup>463</sup>

Sur la période 2004-2008, la France est le quatrième exportateur mondial d'armements (avec 7,2 % du marché), derrière les États-Unis (52,4 %), le Royaume-Uni (13,4 %) et la Russie (8,4 %).<sup>464</sup> Rapportée à la taille de l'économie, le complexe militaro-industriel pèse donc sensiblement aussi lourd en France et au Royaume-Uni qu'aux USA, d'où la propension "naturelle" de ces pays impérialistes à se lancer dans des guerres d'agression coloniales, un moyen pour eux de tenter d'enrayer la décomposition de leur aire d'influence tout en "stimulant" le juteux marché mondial de l'armement dont ils sont les leaders...

Cet essor, ajouté au fait que « d'un point de vue géographique, aucun autre grand pays comme la Chine n'a un environnement de sécurité aussi compliqué » et que « les déploiements militaires autour du pays ne cessent de se renforcer », poussa le chef adjoint de l'état-major de l'APL à déclarer qu'il était impératif pour la Chine de « **prendre de l'avance** » « **en matière de défense** », faute de quoi elle serait « dépassée ». <sup>465</sup>

Comme on le voit, les autorités chinoises ont entendu cet appel et son bien déterminées à accélérer la modernisation de l'APL. Cette dernière inclut bien évidemment l'informatisation croissante des équipements et troupes chinoises. Récemment, cette dernière a franchi un nouveau palier, car aux exercices réels sur le terrain s'ajoutent de plus en plus ceux de simulations informatiques. L'APL vient ainsi de lancer « Mission glorieuse », son premier jeu vidéo militaire — un jeu de tir subjectif (FPS) comparable à un titre américain comme « Call of Duty ». Co-développé par le Giant Interactive Group de Shanghai et la Région Militaire de Nanjing, ce FPS « servira d'outil d'entraînement pour les soldats de l'APL ». Sans surprise, alors que les haut-gradés de l'APL n'hésitent pas à désigner les USA comme « la plus grande menace apparente », « les concepteurs ont choisi des soldats américains » comme « ennemis de base dans le jeu ». <sup>466</sup>

Nous avons déjà évoqué dans notre précédent ouvrage quelques réalisations majeures de l'industrie chinoise de la défense, qu'il s'agisse de ses composantes terrestres, aériennes, maritimes ou balistiques. Mais on ne peut prendre la mesure complète de ces percées que si on les compare à celle d'autres puissances qui bien que qualifiées d'émergentes, effraient beaucoup moins les pays impérialistes en déclin. Nous pensons naturellement ici à l'Inde. Il n'y a là rien d'étonnant, car le gouffre existant entre les industries chinoises et indiennes de la Défense ne reflète lui-même que le gouffre existant entre une industrie chinoise puissante et diversifiée, et une industrie indienne dépendante et sous-développée.

La comparaison des blindés chinois (Type 99) de 3<sup>ème</sup> génération et indiens (Arjun), lui aussi censé être de 3<sup>ème</sup> génération (mais dont nombre de caractéristiques sont plutôt héritées de la génération précédente), est hautement significative. Qu'il s'agisse de la motorisation, de l'armement, du design ou des équipements, le char chinois surclasse de parfois très loin le char indien dont le moteur diesel de 1 400 CV est importé et qui est dépourvu d'un canon à chargement automatique. Près de quarante ans après le lancement du programme Arjun (en 1972) et plus de vingt-cinq ans après la fabrication du premier prototype (en 1984), le char indien à la silhouette massive et angulaire n'est toujours pas entré en phase de production de masse et son histoire est celle d'une « catastrophe technique et industrielle ». En dépit de son retard, il reste d'ailleurs encore aujourd'hui au stade quasi expérimental et le restera vraisemblablement au moins jusqu'en 2014. <sup>467</sup>

A titre de comparaison, les travaux sur le programme du char chinois Type 99 ont débuté en 1984, le premier prototype a été fabriqué en 1990 et le char est entré en service actif en 2001. Surtout, il existe outre la version de base du Type 99 (poids de 54 tonnes, motorisation diesel de 1 500 CV, canon principal de 125 mm à chargement automatique, GPS, contre-mesures, système de visée laser et dispositif

d'aveuglement des dispositifs optiques adverses, etc.), d'autres variantes encore plus modernes et sophistiquées. La plus récente, dévoilée en 2008 est celle du Type 99KM, que l'on peut raisonnablement qualifier de 1<sup>er</sup> char de 4<sup>ème</sup> génération tant il enfonce le clou par rapport à la concurrence. Avec un poids de 75 tonnes, une motorisation de 2 100 CV, un canon principal de 155 mm capable de tirer des missiles guidés, un blindage modulaire amélioré et enfin l'ajout et la modernisation de divers systèmes embarqués, c'est une mise à jour majeure du char chinois qui sur le papier surclasse indéniablement ses rivaux occidentaux. Selon certains observateurs occidentaux, le Type 99KM « **aurait 10 ans d'avance par rapport à tous les chars de combat existants** ».<sup>468</sup>

La dépendance extrême de l'industrie indienne de la Défense apparaît encore plus aiguë si on compare ses réalisations avec celles d'un pays qui n'a rien d'un géant démographique, l'Iran, mais qui n'en n'est pas moins déjà capable, comme nous l'avons déjà souligné, de fabriquer des armements assez variés et matures, tels que le char Zulfiqar, doté d'un canon de 125 mm à chargement automatique et de divers équipements modernes qui en font sur le papier un bon char de 3<sup>ème</sup> génération. Mais revenons-en à l'impérialisme chinois.

Dans notre précédent ouvrage, nous avons traité de plusieurs programmes majeurs illustrant la rapide modernisation de l'APL. Les derniers mois sont venus confirmer cette rapide montée en puissance dans deux secteurs où l'APL souffrait de ses plus importants retards : la marine et l'aéronautique.

Dans les derniers jours du mois de décembre 2010, la publication des premières photos réalisées au cours d'un essai de roulage à grande vitesse du prototype du premier chasseur furtif chinois, le J-20, ont commencé à circuler. Si certains commentateurs crient alors au montage photo, les analystes avertis comprirent tout de suite que les clichés, tout flous qu'ils soient, n'avaient pas été trafiqués, mais qu'il s'agissait bien des premières images "dérobées" du nouveau chasseur furtif biréacteur chinois.<sup>469</sup> Ces mêmes analystes, à l'instar de ceux du think-tank australien *Air Power Australia*, jugèrent aussitôt comme très aboutit et prometteur le design du chasseur chinois.<sup>470</sup>

Simple hasard du calendrier ou volonté délibérée d'envoyer un message à l'impérialisme américain, la visite effectuée par le secrétaire américain à la Défense au début du mois de janvier 2011 a coïncidé avec la réalisation des premiers essais en vol du premier prototype de chasseur furtif chinois, le J-20.<sup>471</sup> Il fait en effet peu de doutes que les autorités chinoises ont tout fait pour rendre public les premières images des dix-huit minutes du premier vol d'essai du J-20, ces dernières ayant été diffusées par les plus importants médias du pays. Selon les analystes occidentaux, ce vol qui « intervient plus tôt que prévu par certains experts », a confirmé « les rapides progrès » de l'aviation militaire chinoise.<sup>472</sup> La Chine a ainsi rejoint le club très fermé comptant actuellement les USA et la Russie, des pays capables de faire voler un chasseur de cinquième génération.

Trois mois plus tard, à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'industrie chinoise de l'aviation, le J-20 réalisa avec succès un second vol d'essai, celui-ci d'une durée de

85 minutes. La presse officielle relayait à cette occasion la rumeur selon laquelle la Chine travaillerait sur un autre chasseur, celui-ci doté des capacités de décollage et d'atterrissage vertical, le J-18.<sup>473</sup>

Selon la presse officielle chinoise, le J-20 devrait entrer en service dans l'APL « entre 2015 et 2018, mais précise l'organe officiel du PCC, ce délai pourrait « être raccourci si la Chine est menacée militairement ». <sup>474</sup> Selon les responsables chinois, la mission du J-20 consistera à assurer la supériorité aérienne de l'APL au cas où l'espace aérien chinois « ferait l'objet d'une intrusion ». <sup>475</sup>

Il est d'abord apparu évident aux analystes occidentaux que le J-20 était bien de conception chinoise et n'était une copie d'aucun appareil furtif existant, qu'il s'agisse du vieillissant F-117, des chasseurs américains modernes F-35 JSF et F-22A ou même du T-50 PAK-FA russe. La silhouette du chasseur chinois est plus massive et son design est sans équivalent.

Selon un rapport rédigé par des experts américains de la Défense et publié par la *Jamestown Foundation*, le tonnage et le design évolué du J-20 donnent à l'appareil chinois la possibilité de s'acquitter de missions variées dans un rayon de 1 800 km sans avoir besoin de ravitaillement en vol, qu'il s'agisse de missions d'attaques au sol visant à neutraliser des installations de défense anti-aériennes, de missions d'interception ou de missions de supériorité aérienne. Sa polyvalence, notamment sa capacité en combat aérien, dépendra pour une large part de l'efficacité de sa motorisation, chaque réacteur devant délivrer une poussée de l'ordre de 18 à 22 tonnes. A l'heure où la Chine travaille sur un nouveau réacteur d'une poussée excédant 18 tonnes, le WS-15, l'avenir du J-20 en tant que chasseur furtif polyvalent semble donc assuré. <sup>476</sup>

Mais selon le think-tank américain, une fois son développement achevé, le J-20 a indéniablement le potentiel de renverser l'équilibre des forces stratégiques en Asie « en rendant inefficaces les systèmes de défense anti-aériens de toutes les régions proches ». Selon ce même rapport, le J-20 ne démeriterait pas non plus dans des missions de supériorité aérienne, car « équipé de moteurs appropriés, un J-20 serait très efficace au régime de croisière supersonique avec une excellente capacité de manœuvre au corps à corps ».

La *Jamestown Foundation* s'attend à ce qu'une fois son développement achevé, le J-20 soit « un chasseur furtif à haute performance » capable de « concurrencer » le F-22A « sur la plupart des points clefs de performance » et de « surclasser » le F-35 Joint Strike Fighter. <sup>477</sup>

Le premier vol du J-20, qui a pris de court de nombreux spécialistes militaires en occident qui ne l'attendaient pas avant une bonne décennie, fournit une parfaite illustration du rattrapage technologique de l'impérialisme chinois. Rappelons qu'il y a quelques années encore, le Pentagone ne voyait pour le J-20 « rien d'opérationnel avant 2025, au mieux 2020 ». <sup>478</sup> Or aujourd'hui, Pékin évoque une entrée en service à l'horizon 2015, voir moins si les circonstances l'exigeaient... Ce rattrapage n'est, on s'en doute, évidemment pas cantonné à l'aviation de chasse.



« Avec l'augmentation de la force économique et le développement des sciences et technologies en Chine, la modernisation de l'armée chinoise sera accélérée », déclarait récemment le vice-amiral Yang Yi.<sup>479</sup>

Une accélération qui n'est évidemment pas du goût des pays impérialistes en déclin qui y voient une menace majeure pour la défense de leurs intérêts "nationaux". Il faut dire qu'une fois à la tête de forces armées conséquentes capables d'être projetées à l'autre bout de la planète, il est peu probable que l'impérialisme chinois continue de tolérer leurs ingérences militaires grossières dans les pays semi-coloniaux, celles-ci étant de manière évidente défavorables à l'approfondissement des relations économiques avec la Chine. *Le Quotidien du Peuple* ne manqua évidemment pas de dénoncer les efforts faits par ces derniers, et en premier lieu par les USA pour « diaboliser le développement militaire de la Chine », comme « une logique plutôt despotique ». <sup>480</sup>

Les premiers essais du chasseur furtif J-20 furent naturellement l'occasion pour Washington de démontrer que ses craintes étaient fondées.

« Après que le développement des forces militaires de la Chine ait été récemment dévoilé, la propagande sur la menace chinoise de Washington a atteint un niveau furieux, qui égale la peur des Américains de la croissance de l'économie chinoise ». <sup>481</sup>

Les autorités chinoises s'efforcèrent naturellement d'atténuer le choc qu'a représenté le premier vol du J-20 en occident. Les responsables chinois déclarèrent que le vol du J-20 n'était que le « symbole de la souveraineté d'une nation » et que « le développement militaire de la Chine » ne « visait » ou ne « menaçait » « aucun pays ». <sup>482</sup> Une tentative d'apaisement qui ne parvint évidemment pas à rassurer ceux qui craignent les répercussions multiples de la perte du leadership américain en matière d'armements de pointe. Un article intitulé « **Le chasseur furtif chinois pourra rivaliser avec les meilleurs [chasseurs] américains** » publié récemment par *ABC News* prit d'ailleurs prétexte de l'apparition du J-20 pour réclamer davantage de moyens afin de continuer « à améliorer les capacités du F-22 » et ainsi pouvoir préserver « la supériorité aérienne » américaine « dans les conflits futurs ». <sup>483</sup>

Et l'aviation de chasse est loin d'être le seul domaine où la Chine semble être en passe de rattraper son retard sur la concurrence, qui s'en inquiète de plus en plus ouvertement. Au printemps 2011, le directeur du Centre d'analyse de stratégies et de technologies de Moscou reconnut ainsi que « **la concurrence de la Chine sur le marché mondial d'armements constitue le principal problème pour le complexe militaro-industriel russe** » et que Moscou était de façon évidente « **préoccupé par la concurrence chinoise** ». <sup>484</sup> Chaque progrès de l'industrie chinoise de la Défense a en effet été surveillé de près par la presse russe. Quelques semaines plus tôt, cette dernière relayait ainsi le contenu d'un article du journal chinois *Global Times*, annonçant la livraison à l'APL d'ici 2015 de missiles de nouvelle génération d'une portée allant jusqu'à 4 000 km et destinés à prévenir les attaques maritimes, aériennes et terrestres. <sup>485</sup>

Notons au passage que ce n'est certainement pas un hasard si on observe ces derniers temps une recrudescence des apparitions d'OVNI dans le ciel chinois. Une

des plus médiatisée se produisit durant l'été 2010 et provoqua la fermeture temporaire de l'aéroport de Hangzhou, ce qui donna lieu à une enquête dont les conclusions ne furent pas rendues publiques du fait de ses « implications militaires ». <sup>486</sup> C'est sans aucun doute l'illustration de la mise au point de nouveaux armements (aéronefs, missiles) dont l'impérialisme chinois garde le secret.

C'est dans le contexte de la rapide montée en gamme de l'industrie chinoise de la Défense que l'impérialisme russe cherche aujourd'hui à lui-même monter en gamme pour préserver ses parts de marché sur le marché mondial de l'armement. Au printemps dernier, le premier ministre russe a ainsi affirmé son objectif de faire de la Russie « un État social non dépendant des matières premières ». Il faut dire qu'à elle seule, l'industrie pétrolière contribue à hauteur de 40 % au budget fédéral, « mais cela ne peut pas continuer ». <sup>487</sup> Pour Vladimir Poutine, il est aujourd'hui impératif de dire « adieu au made in USSR » et de moderniser l'industrie mécanique russe pour réaliser une nouvelle industrialisation « high-tech » de la Russie, sur le modèle japonais. Les élites russes au pouvoir sont en effet déterminées à ne pas rester victimes de « l'arnaque postindustrielle » qui a consisté pour « l'Occident » à se proclamer « trop tôt société postindustrielle » en substituant à « une révolution scientifique et technologique », le fait de « délocaliser les productions dans les pays offrant une main d'œuvre bon marché ».

« Toutefois, il s'est rapidement avéré que les revenus de la vente des services et de la propriété intellectuelle ne pouvaient pas couvrir les dépenses d'importation des produits industriels fabriqués à la périphérie du monde ».

Un constat dont la lucidité mérite d'être soulignée et qui en appelle un autre, à savoir que l'ambition des dirigeants chinois de faire de leur pays le leader mondial de la recherche ne présage rien de bon quant aux dernières bribes de revenus que tirent les pays impérialistes en déclin de la vente de services de la propriété intellectuelle... Mais « la renaissance de la production industrielle » russe apparaît comme une tâche titanesque alors que l'industrie des constructions mécaniques russe elle-même se trouve « **dans une situation particulièrement désastreuse** ». Il faut dire qu'« au cours des vingt dernières années les investissements dans ce secteur ont été pratiquement inexistants », « de ce fait, la productivité des entreprises russes est nettement inférieure à celle des concurrents occidentaux ».

« Nous ne pouvons pas nous permettre de faire éternellement marcher les usines datant des années 1960-80. (...) Le fait est qu'au début de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle l'industrie russe continue, dans sa majorité, à employer les équipements des années 1970-80 et on rencontre même, par endroits, des machines-outils datant des années 1930-40 ». <sup>488</sup>

Si Moscou cherche aujourd'hui à acquérir les technologies militaires les plus avancées de ses concurrents occidentaux, c'est évidemment afin de s'en servir pour maintenir à flot son complexe militaro-industriel qui risquerait sinon à moyen terme de devenir obsolète, alors que l'impérialisme chinois met les bouchées doubles. Au printemps dernier, « l'accord controversé » de vente de deux BPC de classe Mistral a ainsi été signée pour un montant de plus d'un milliard d'euros, une vente qui implique la fabrication sous licence de deux autres bâtiments par la Russie et le

transfert de « toutes les technologies voulues par la Russie ». <sup>489</sup> Cette vente a naturellement continué de susciter les critiques de Washington, estimant qu'elle « constitue une menace pour les intérêts des Etats-Unis dans la région ». <sup>490</sup>

En dépit de ces réticences américaines et de l'apparente « irresponsabilité » de cette vente, les promesses de profits à court terme décidèrent l'impérialisme français à céder des technologies « sensibles » à l'impérialisme russe. <sup>491</sup> L'impérialisme russe a également manifesté son souhait d'acquérir jusqu'à un millier de véhicules blindés légers amphibies français MK-2 pour équiper ses gardes-frontières, un contrat d'un montant de 500 millions d'euros. Là encore, Moscou souhaite la « construction conjointe » des VBL ainsi « qu'un transfert de technologies ». <sup>492</sup>

Au début du mois de mai, dans un article réaffirmant la légitimité de la marine chinoise à se doter de porte-avions, l'impérialisme chinois ne manqua pas de rappeler que les groupes aéronavals étaient « essentiels pour le maintien de la domination mondiale des États-Unis », avant de dénoncer de manière évidente l'utilisation qui en était faite par le "gendarme du monde".

« Si jamais il y a le moindre signe de désordre dans une partie du monde, les États-Unis envoient un ou plusieurs porte-avions à titre de dissuasion ou pour des opérations militaires. Si posséder des porte-avions veut dire que l'on constitue une menace militaire pour les autres pays, alors en ce cas, les Etats-Unis peuvent être considérés comme la plus grande menace militaire du monde ». <sup>493</sup>

Quelques semaines plus tard, un chef d'état-major de l'APL confirmait pour la première fois de façon officielle que la Chine était bien « **en train de construire un porte-avions** ». <sup>494</sup> A la fin juillet, c'est le ministère chinois de la Défense lui-même qui confirmait que la Chine « **rééquipe actuellement un porte-avions importé pour la recherche scientifique, l'expérimentation et l'entraînement** ». <sup>495</sup> Une confirmation qui fût naturellement largement commentée par la presse officielle chinoise qui insista sur le fait que la Chine ne visait nullement à établir son « hégémonie » militaire. <sup>496</sup>

Mais à l'inverse du premier vol du J-20, la révélation de la construction du premier porte-avions chinois ne fut pas une grande surprise pour les observateurs étrangers. Le *Guardian* qualifia ainsi le projet chinois de « secret militaire le moins bien gardé ». <sup>497</sup> Il s'agit évidemment de l'ex- Varyag, rebaptisé Shi Lang, du nom de l'amiral de l'amiral de la dynastie Qing qui conquiert et rattache Formose à l'Empire au 17<sup>ème</sup> siècle. Une façon évidente pour l'impérialisme chinois 1° de réaffirmer sa souveraineté territoriale sur Taïwan et 2° de sous-entendre que le séisme géopolitique provoqué par l'entrée en service de cette classe de porte-avions contribuera à achever le retour de l'île sécessionniste dans le giron chinois...

Long de 302 mètres, le premier porte-avions chinois aura un déplacement de plus de 67 000 tonnes et devrait embarquer une cinquantaine d'aéronefs, très certainement des J-15. Le J-15 est un chasseur chinois qui a effectué son premier vol d'essai durant l'été 2009 et a été dévoilé officiellement au printemps 2011. Il a été développé par la Chine à partir du chasseur russe Su-33, la version navale du Su-

27.<sup>498</sup> A titre de comparaison, avec ses 42 000 tonnes de déplacement et ses 271 mètres de long, le Charles-de-Gaulle est capable d'opérer jusqu'à quarante appareils. Dans les pays impérialistes en déclin, les réactions quoique surtout cantonnées à la presse spécialisée ne se firent pas attendre.

Un article publié par le média américain *ABC News* souligna que la construction du porte-avions chinois était presque achevée et que la phase de test débiterait dès la fin de l'année 2011.<sup>499</sup> En avril 2011, des observateurs occidentaux avaient épluché des photographies du chantier du navire chinois. Publiés par le quotidien taïwanais *Taipei Times*, ces clichés démontraient l'existence du bâtiment, dont la construction apparaissait être parvenue à une étape avancée.<sup>500</sup> Ils démontraient également l'intégration de nouveaux systèmes d'armements chinois n'ayant semble-t-il rien à envier à ceux intégrés sur les porte-avions occidentaux les plus récents, à l'instar d'un Gatling gun (type Goalkeeper) composé de dix canons de 30 mm, capable à priori de surclasser ceux équipant les porte-avions occidentaux.<sup>501</sup> D'ordinaire, ce système d'armement sophistiqué couplé aux systèmes de détection sert à la défense anti-missiles et anti-aérienne à courte portée.

Pour l'impérialisme chinois, le défaut actuel de porte-avions place la Chine « dans une position stratégique désavantageuse » et comme l'a réaffirmé récemment le ministre chinois de la Défense, « la Chine ne [peut donc] pas rester *ad vitam aeternam* sans porte-avions, en particulier du fait de la lutte de plus en plus forte pour le pouvoir sur la scène mondiale ».

« Depuis les années 1990, l'utilisation de plus en plus déséquilibrée de forces stratégiques modernes comme les porte-avions et les armes nucléaires par certains pays a porté gravement atteinte à la paix et ralenti le développement économique du monde. Les actions unilatérales de certains pays ont, plus souvent qu'elles ne l'auraient dû, aggravé les conflits régionaux. Quand la Chine aura enfin pu ajouter des porte-avions à sa flotte, elle pourra alors agir en tant que force de rééquilibrage face à ce genre de pays. (...) Les porte-avions peuvent être utilisés comme des outils de dissuasion stratégique et pour s'opposer aux interférences extérieures dans les affaires régionales. Comme l'a dit un jour Andrew Ericksson, de l'École de Guerre Navale des États-Unis, la Chine ne veut pas la guerre, mais elle veut s'assurer que toute action contraire à ses intérêts nationaux clés sera contrecarrée comme il faut ».<sup>502</sup>

En se dotant de porte-avions, l'impérialisme chinois vise explicitement à devenir une « **force maritime** » « **utile et puissante** », dont la mission première sera de « **garantir les règles du monde** ».<sup>503</sup>

A la mi-juillet, des sources diplomatiques (chinoises) et militaires (américaines), affirmaient que la construction d'un autre porte-avions chinois, qui sera le premier de construction 100 % nationale, était déjà en cours sur l'île de Changxing à Dalian. Selon ces sources, le second bâtiment sera semblable au Shi Lang. De source militaire, la construction de ce second porte-avions chinois « **revêt une grande importance géopolitique, montrant que la Chine a acquis la technologie pour construire un porte-avions à elle seule** ».<sup>504</sup>

Deux semaines après ces annonces, alors que la Chine venait d'officialiser le pré-lancement du Shi Lang, le renseignement américain déclarait qu' « au moins » un autre porte-avion — « dont le design apparaît similaire au Varyag sur les photographies satellites » —, mais « probablement deux ou plus », ceux-là de fabrication 100 % chinoise, avaient déjà été mis en chantier. Quelques jours auparavant, une source proche de la direction du PCC avait confirmé à *Reuters* sous couvert d'anonymat que la Chine était en train de construire deux porte-avions indigènes dans les chantiers navals de Jiangnan à Shanghai.<sup>505</sup> A l'horizon 2015, la Chine possédera sans aucun doute au moins trois porte-avions, faisant de l'impérialisme chinois une puissance maritime majeure. On recense aujourd'hui vingt porte-avions ans le monde, dont onze américains, un russe, un français et un britannique.<sup>506</sup>

« **Le porte-avions chinois inquiète les pays voisins** », titrait alors la presse bourgeoise d'occident, elle-même terriblement inquiète !...<sup>507</sup> La presse officielle chinoise tentait alors de la rassurer, en reconnaissant au passage que le Shi Lang serait le navire de tête et que d'autres porte-avions de la même classe suivraient...

« **Les porte-avions chinois ne constituent pas une menace** » pour les autres pays, titrait de son côté *le Quotidien du peuple*.<sup>508</sup>

On peut aisément comprendre l'inquiétude des pays impérialistes en déclin, car les jours où ils peuvent continuer impunément à châtier par les armes les "brebis galeuses égarées" de leurs zones d'influence — c'est-à-dire les dirigeants bourgeois-compradore tels Kadhafi ayant oublié à qui ils devaient rendre des comptes en flirtant de trop près avec l'impérialisme chinois pour tenter de faire jouer la concurrence —, apparaissent aujourd'hui comme comptés.

Une fois que l'impérialisme chinois aura les moyens de dissuader militairement ses concurrents en déclin d'agir contre ses intérêts économiques grandissants sur les cinq continents, ils ne pourront plus continuer d'enfreindre les règles économiques du libre-échange — qui jouent aujourd'hui clairement en leur défaveur —, en faisant parler les armes. La décomposition de leur sphère d'influence et de leur puissance économique ne pourra que s'en trouver accélérée et c'est naturellement ceci qui inquiète les pays impérialistes en déclin quand ils voient l'impérialisme chinois sur le point de se doter de forces de projections aéronavales !

Pourtant, même doté de quelques porte-avions de fabrication nationale de classe Shi Lang, l'impérialisme chinois ne rééquilibrera théoriquement dans un premier temps que très partiellement le rapport de forces avec l'impérialisme américain qui prévoit le renouvellement de sa flotte de porte-avions, aujourd'hui forte de onze bâtiments (dont dix de classe Nimitz), par la construction et la mise en service de dix bâtiments de dernière génération (classe Gerald Ford) durant la période 2014-2048. Chaque porte-avions sera capable d'embarquer une soixantaine d'aéronefs et une dizaine de drones. D'une longueur similaire aux porte-avions de classe Nimitz (333 mètres) et d'un tonnage de 100 000 tonnes (contre 88 000 tonnes pour les porte-avions de classe Nimitz en service depuis 1975), leur principale amélioration concernera leur propulsion nucléaire, conçue pour posséder une autonomie de 30

ans, afin d'éviter les longues périodes d'immobilisation accompagnant le rechargement du combustible nucléaire.

Il n'en reste pas moins que confronté à de graves difficultés techniques (concernant par exemple la mise au point problématique de catapultes magnétiques), mais aussi de plus en plus budgétaires (avec une nouvelle exacerbation de la crise de la dette souveraine), il n'est pas certain que ce programme militaire américain majeur soit mené à terme. Il est même très probable que celui-ci s'achève dans quelques années de manière brutale par la démolition d'un premier bâtiment alors inachevé et dont la construction avait débuté au début de la crise économique, en novembre 2009...

A l'inverse, il est très probable que les ambitions chinoises se concrétisent. Un article publié par *Le Quotidien du Peuple* en dévoilait récemment la teneur. Il s'agira pour la Chine de « développer des porte-avions en trois étapes », à savoir d'abord « **des porte-avions conventionnels moyens** » [de classe Shi Lang], « soit rajeunis soit construits localement », puis « **des porte-avions nucléaires développés localement et enfin des porte-avions nucléaires géants** ». <sup>509</sup> De quoi inquiéter un peu plus l'impérialisme américain !

Au début du mois d'août 2011, la presse officielle chinoise dévoila de nouvelles photographies du Shi Lang. A ce moment, le navire s'était déjà vu désigner un commandant et des centaines de soldats de la marine avaient investi le pont que les ouvriers étaient de moins en moins nombreux à fouler, « signe que le voyage inaugural du porte-avion approchait ». *Le Quotidien du Peuple* révélait alors que le porte-avions serait « bientôt achevé et pourrait embarquer pour ses premiers essais dès la mi-août ». <sup>510</sup> Et effectivement, le 10 août, le porte-avions chinois quittait l'arsenal de Dalian « pour effectuer son premier essai en mer ». <sup>511</sup> On apprenait au même moment que la formation des pilotes du porte-avions avait débuté. <sup>512</sup> La première sortie en mer du premier porte-avions chinois ne passa naturellement pas inaperçu et la presse officielle chinoise ne manqua pas de mettre en évidence ses retombées positives en matière de renforcement du prestige national.

« Voir le drapeau rouge à cinq étoiles, notre drapeau national, flotter au-dessus de cette gigantesque structure m'a emplis d'une grande émotion (...). Lorsque le navire est apparu, je n'ai pas pu prendre de bonnes photos, car mes mains tremblaient trop ». <sup>513</sup>

A l'inverse ce baptême maritime fût à nouveau l'occasion pour le lobby politico-médiatique des pays impérialistes en déclin de verser des larmes de crocodile. « Inquiète », l'administration américaine demanda ainsi à la Chine d'expliquer en quoi elle avait « besoin d'un tel équipement ». <sup>514</sup> Il lui aurait suffi de lire la presse officielle chinoise pour obtenir une réponse claire à cette question... La presse officielle chinoise ne tarda d'ailleurs guère à répliquer en dénonçant « le caractère despotique et déraisonnable de Washington » et en tournant en dérision « **la préoccupation paranoïaque des États-Unis** » au sujet du programme chinois de porte-avions.

« Le porte-avion chinois est-il furtif ? Aucun secret n'a été fait de son existence. Pourquoi parler d'opacité ? » <sup>515</sup>

De son côté, au cours des derniers mois, l'impérialisme chinois s'attacha le plus souvent à relativiser la portée de ses dernières avancées militaires et de continuer à minimiser leurs implications diplomatiques et géopolitiques.

« Un chasseur-tueur qui peut prendre le dessus sur les avions militaires les plus modernes de la seule superpuissance mondiale. Un « navire » monstrueux en cours de construction, qui permettra à l' « Empire du Milieu » de projeter sa puissance loin de ses côtes. (...) Ces derniers temps, les nouvelles publiées par certains médias occidentaux sur la puissance militaire chinoise ont tendance à exagérer sa taille croissante et son potentiel de menace ».<sup>516</sup>

Or les bouleversements géopolitiques induits par la rapide modernisation de l'APL sont déjà bien visibles. En témoigne par exemple une politique américaine de plus en plus prudente vis-à-vis de Taïwan. Si officiellement, les dirigeants chinois ne peuvent pas faire autre chose que s'opposer et dénoncer les ingérences américaines dans les affaires sino-taïwanaises, il fait peu de doute qu'en réalité, celles-ci n'effraient plus beaucoup l'impérialisme chinois. Au printemps 2010, à l'occasion d'une visite de hauts responsables américains et alors qu'il s'exprimait au sujet des ventes d'armes américaines à Taïwan, le vice-amiral Yang Yi déclara que « **ces armes nous appartiendront, tôt ou tard** ».<sup>517</sup>

En d'autres termes, tant mieux si les USA continuent de vendre des armements high-tech à l'île sécessionniste, car ceux-ci sont condamnés à plus ou moins long terme à finir dans l'arsenal chinois ! Coup de bluff ou pas, de telles déclarations n'ont pu faire que l'effet d'une douche froide aux délégués de l'impérialisme américain... Une stratégie payante ! En effet, qu'ils craignent de provoquer le courroux de Pékin, ou bien de voir leurs armements high-tech tomber dans l'escarcelle chinoise, les USA ont récemment annoncé leur refus de livrer à Taïwan 66 chasseurs F-16 de dernière génération — un contrat d'un montant de 5,5 milliards de \$ US en attente depuis 2007 —, à la grande déception des autorités taïwanaises qui avaient pourtant réitéré leur demande au printemps précédent, afin de permettre à Taipei « de négocier avec Pékin sur un pied d'égalité ».<sup>518</sup>

Témoigne également de ces bouleversements géopolitiques la poursuite du récent revirement des élites bourgeoises ukrainiennes vers le "non-alignement". Qu'elle est aujourd'hui loin, l'époque récente où l'Ukraine semblait représenter pour l'Occident une rassurante contre-influence à l'impérialisme russe ! L'allié ukrainien semble en effet avoir pris les contre-pieds de la défense des intérêts fondamentaux des pays impérialistes en déclin en "pactisant avec le diable", c'est-à-dire l'impérialisme chinois. A la mi-août, le premier ministre ukrainien a ainsi annoncé souhaiter « intensifier la coopération militaire et technique avec la Chine » au cours de la prochaine décennie, qu'il s'agisse d'échanges de délégations militaires, de la formation « dans les établissements de l'enseignement supérieur ukrainiens » ou de « la conception des avions de transport lourds » et « des navires de gros tonnage ». Des domaines dans laquelle l'industrie ukrainienne excelle et possède un précieux savoir-faire, avec des entreprises prestigieuses héritées du complexe militaro-industriel soviétique telles que le bureau d'études et de construction aéronautique Antonov.

« Le groupe aéronautique chinois et la société ukrainienne Antonov devraient approfondir leur coopération ». <sup>519</sup>

Pour l'impérialisme chinois, c'est évidemment la promesse d'accélérer davantage encore sa montée en gamme technologique. Une montée en puissance que les monopoles concurrents jugent désormais inévitable et dont certains se sont ainsi résolus à tenter d'accompagner, pour en profiter au moins à court terme. Il faut dire que dans le domaine de l'aéronautique civile, les rapides progrès des monopoles chinois sont sensibles, même s'ils ont pour l'instant à priori soulevé moins d'inquiétudes à l'étranger...

A l'automne 2010, l'hélicoptère civil léger chinois AC311 a réalisé avec succès son premier vol d'essai. D'une masse de 2 tonnes, cet aéronef fabriqué par l'AVIC sera utilisé dans la police, la prévention des feux de forêt et l'aide médicale. Selon les responsables du projet, la technologie et les performances de l'AC311 « s'approchent des standards internationaux » tandis qu'il coûtera 10 à 15 % moins cher que ses concurrents étrangers. Ce n'est en tout cas certainement pas un hasard si les autorités chinoises ont attendu de posséder une autonomie dans la fabrication d'hélicoptères civils avant d'annoncer vouloir doter la Chine du « plus important système de secours par hélicoptère du monde ».

Un système de couverture nationale dans lequel la Chine investira plus de 30 milliards de yuans au cours des quinze prochaines années. Le but ? Etablir 850 bases de secours équipées d'une flotte de 1 000 hélicoptères. La Chine possède aujourd'hui seulement 160 hélicoptères civils, contre 1 000 pour le Canada, 3 000 pour la Russie et 10 000 pour les USA. C'est dans ces conditions de création *ex-nihilo* d'une flotte chinoise d'hélicoptères civils que la China Aviation Industry Helicopter Corp. compte porter sa capacité de production annuelle d'une dizaine d'appareils aujourd'hui, à 300 d'ici 2015. <sup>520</sup>

Récemment, à l'occasion du 8<sup>ème</sup> Salon International de l'Aviation et de l'Aérospatial de Chine qui se tenait à Zhuhai, la COMAC a présenté la maquette grandeur nature du poste de pilotage et de la partie avant de la cabine de son C919. Pour les analystes occidentaux, il est évident « que les parts de marché d'Airbus et de Boeing seront réduites par le C919 sur le long terme », « tant à l'intérieur du pays qu'à l'exportation ». Selon la COMAC, le C919 aura une capacité de 156 à 168 places. Son autonomie lui permettra de voler de 4 075 à 5 555 km sans escale et l'avion aura une durée de vie théorique de 90 000 heures de vol, soit trente ans d'utilisation. <sup>521</sup>

Au cours de ce salon, la COMAC enregistra une centaine de commandes pour son C919 par les compagnies aériennes chinoises, livrables à partir de 2016. <sup>522</sup> Alors que Boeing chiffre à plus de 4 300 le nombre d'avions dont grossira la flotte chinoise d'ici 2030, la COMAC espère vendre jusqu'à 2 700 C919 sur le marché chinois d'ici cette échéance. <sup>523</sup>

Et cela sans oublier les visées internationales du consortium chinois qui a réaffirmé son ambition de partir à la conquête des marchés extérieurs.

« Dans le futur, l'Europe, les États-Unis et la Chine seront les principaux marchés de l'avion gros-porteur chinois ». <sup>524</sup>



Illustration de ces ambitions, les avionneurs chinois ont pour la première fois présenté leurs produits au 49<sup>e</sup> Salon aéronautique du Bourget de Paris, à l'instar du Xinzhou-600, un bi-turbopropulseur court courrier offrant jusqu'à soixante places.<sup>525</sup> Doté d'une autonomie de 2 400 km et surtout beaucoup plus économe en carburant que les avions propulsés par des turboréacteurs, cet appareil de nouvelle génération fabriqué par la Xi'an Aircraft International Corporation (XAIC) était entré en service trois mois plus tôt.<sup>526</sup>

Pour assurer son développement et réaliser ses ambitions, la COMAC peut bien sûr continuer à compter sur le soutien actif des autorités chinoises, mais également sur le dynamisme du marché chinois et les revenus croissants que va lui rapporter la construction de l'ARJ-21 dont plus de 240 commandes, livrables à partir de 2011, ont déjà été reçues, « dont beaucoup en provenance de clients américains et européens ».<sup>527</sup>

En dépit de la taille déjà conséquente du marché aéronautique chinois — illustrée par les commandes géantes que reçoivent depuis plusieurs années Boeing et Airbus des compagnies chinoises —, le développement de l'aviation civile commerciale chinoise n'en est qu'à ses balbutiements. A la fin de l'année 2010, la Chine comptait en effet 175 aéroports, mais sur ce nombre, 33 ont été mis en service durant la période 2005-2010 et 33 autres ont été rénovés ou élargis. Selon les autorités chinoises, le montant des investissements dans l'industrie de l'aviation chinoise devraient atteindre 1 500 milliards de yuans d'ici 2015. La Chine comptera alors 56 aéroports supplémentaires.<sup>528</sup>

D'ici 2015, la flotte chinoise d'avions commerciaux devrait passer de 2 600 à plus de 4 500 appareils. En 2010, les bénéfices engrangés par les compagnies aériennes chinoises ont représenté plus de 35 milliards de yuans, soit 60 % des bénéfices engrangés par les compagnies aériennes dans le monde, un chiffre qui illustre à lui seul aussi bien la santé insolente du secteur de l'aviation civile en Chine que la santé déclinante de ce secteur dans les pays impérialistes en déclin.<sup>529</sup>

Pour *l'Usine Nouvelle*, il est aujourd'hui évident que « le duopole Boeing/Airbus » « a vécu » et que « Comac devient un concurrent sérieux ». Ainsi, « les A320 et 737, best-sellers des deux constructeurs, ne se partageront plus le marché aussi facilement ». Si Airbus dit officiellement ne pas s'inquiéter de ce bouleversement, c'est parce que le consortium européen estime « qu'il y a assez de place pour trois » sur le marché et que dans la décennie à venir « la production de C919 restera modeste ».<sup>530</sup>

Au cours du Salon de Zhuhai, l'AVIC renforça sa coopération avec Safran, annonçant notamment la création d'une co-entreprise qui produira et assemblera des composants de nacelles de réacteurs d'avions gros porteurs.<sup>531</sup> L'AVIC signa également avec la société américaine Hamilton Sundstrand Corporation spécialisée dans la fourniture de systèmes d'aviation, pour la création d'une co-entreprise chargée du développement et de la fabrication du système de génération et de distribution électrique du C919.<sup>532</sup> Quelques mois plus tard, Safran signait un

nouveau partenariat autour du C919 pour la création d'une co-entreprise détenue à 51 % par la COMAC et spécialisée dans le câblage aéronautique.<sup>533</sup>

Dernièrement, la COMAC a également signé avec le monopole américain Eaton Corp, spécialisé dans les systèmes de contrôle et de distribution d'énergie, pour la création d'une co-entreprise qui aura en charge « la conception, le développement et la fabrication de systèmes de transport hydrauliques et de carburant » du C919. La partie chinoise détiendra 51 % du capital de la co-entreprise.<sup>534</sup>

Alors certes, les monopoles étrangers qui établissent des co-entreprises avec les monopoles chinois réalisent aujourd'hui des bénéfiques records leur permettant de surmonter la crise économique, mais dans quelques années, les monopoles chinois voleront de leurs propres ailes et n'auront plus besoin d'eux... Les monopoles chinois acquièrent en effet de l'expérience et des technologies tous azimuts.

En décembre 2009, l'AVIC était ainsi devenue l'actionnaire majoritaire (91 %) de la société autrichienne Future Advanced Composite Components (FACC), spécialisée dans la fabrication de composants aéronautiques en matériaux composites. Cette société est le fournisseur de géants mondiaux du secteur tels Airbus, Boeing, Bombardier ou Eurocopter.<sup>535</sup> A la fin mars 2011, l'AVIC annonça son intention de recruter des spécialistes étrangers à travers des salons pour l'emploi dédiés autant aux « talents expérimentés » qu'aux « nouveaux diplômés », notamment au Royaume-Uni et aux USA, afin de renforcer son équipe de recherche et développement aujourd'hui forte de plus de 300 employés. D'ici la fin de l'année 2011, l'AVIC ambitionne ainsi de réunir 500 personnes dans son équipe de R&D, dont 40 % provenant de l'étranger.<sup>536</sup>

Dans un premier temps, le C919 sera propulsé par Safran avec son moteur de dernière génération, le LEAP-X1C, qui sera évidemment produit au sein de co-entreprises.<sup>537</sup> Grâce à l'expérience qu'elle acquerra au sein des co-entreprises et à ses propres recherches, la Chine vise à disposer de ses propres moteurs d'avions gros porteurs d'ici 2016, rejoignant le club très fermé constitué aujourd'hui des USA, de la Russie, du Royaume-Uni et de la France. D'ici la fin de cette année, la Chine publiera un plan de conception général de son futur moteur à réaction pour avions gros-porteurs de fabrication nationale. Les tests sur les composants prototypes du moteur ont déjà débuté et d'ici 2020, la Chine compte fabriquer « des gros avions utilisant tous les droits de propriété intellectuelle chinoise ».<sup>538</sup>

## Un recours croissant, mais de plus en plus risqué, aux occupations et aux agressions coloniales

Comme nous l'avons déjà plusieurs fois souligné, la politique coloniale a le vent en poupe dans les pays impérialistes en déclin. Le secteur de la Défense apparaît en effet être le dernier domaine où ils conservent encore (pour l'instant) leur suprématie internationale. Pour eux, le colonialisme représente la dernière chance de retourner la situation à leur avantage. Il faut dire que tant sur le plan industriel que commercial et financier, ces pays apparaissent de plus en plus en difficulté face à l'impérialisme chinois.

Sans surprise, en dépit de la "reprise" économique observée dans les pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois a donc accéléré sa prise de parts de marché dans le commerce international en 2010. Les exportations chinoises ont en effet représenté 10,5 % du montant des exportations mondiales, contre 9,7 % en 2009 et 8,9 % en 2008.<sup>539</sup>

Surtout, contrairement aux pays impérialistes en déclin, le volume du commerce extérieur chinois a sensiblement dépassé son plus haut niveau d'avant-crise. En 2010, les exportations et les importations chinoises affichaient ainsi une hausse respective de 10,3 % et 23,2 % par rapport à 2007. Comme on le voit, ce relèvement s'est cependant opéré au prix d'une diminution marquée de l'excédent commercial chinois, que n'ont évidemment pas manqué de pointer les responsables chinois comme une preuve du rééquilibrage en cours de la balance du commerce extérieur chinois au profit de la stimulation de la consommation intérieure.<sup>540</sup> Mais les apparences sont parfois trompeuses et la réalité beaucoup plus nuancée, comme l'illustre le tableau ci-après.

<b>Chiffres clefs du commerce extérieur chinois de biens</b> <sup>541</sup> (en milliards de \$ US)					
		<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Monde</b>	Exportations	1 220,5	1 430,7	1 201,6	1 577,9
	Importations	956,1	1 132,6	1 005,9	1 394,8
	Solde	264,3	298,1	195,7	183,1
<b>USA</b>	Exportations	232,7	252,4	220,8	283,3
	Importations	69,4	81,4	77,5	102
	Solde	163,3	171,0	143,3	181,3
<b>UE</b>	Exportations	245,2	251,2	251,4	257,7
	Importations	111,0	113,0	114,9	117,1
	Solde	134,2	138,2	136,5	140,6
<b>France</b>	Exportations	20,3	23,3	21,5	27,7
	Importations	13,3	15,6	13,0	17,1
	Solde	7,0	7,7	8,5	10,6

Si les chiffres généraux du commerce extérieur chinois traduisent bien une diminution du solde excédentaire en 2009-2010, on remarque que cette réduction n'est en aucune façon imputable à la réduction de l'excédent commercial du commerce bilatéral sino-américain ou sino-européen.

En 2010, la Chine a en effet enregistré un excédent commercial record avec de nombreux pays impérialistes en déclin. A l'inverse, ceux-ci ont donc également enregistré un déficit commercial record vis-à-vis de la Chine, qu'il s'agisse des USA (181,3 milliards de \$ US), de l'UE (140,6 milliards de \$ US) ou de la France (10,6 milliards de \$ US). Au profit de quels pays l'excédent commercial chinois a donc reculé ?

En premier lieu au profit des pays exportateurs de matières premières minières et énergétiques dont les cours ont substantiellement flambé en 2010 !

Rien d'étonnant donc dans ces conditions à ce que les élites bourgeoises de nombreux pays impérialistes en déclin continuent à pester contre la prétendue sous-évaluation du yuan... Une cible qui semble pourtant demeurer au second plan tant le souci des cours élevés des matières premières préoccupe aujourd'hui les élites des pays impérialistes en déclin qui commencent à voir l'inflation menacer une croissance de plus en plus poussive et asthmatique.

En février 2011, les prix à la consommation dans les 34 pays de la zone OCDE affichaient ainsi une hausse moyenne de 2,4 % en glissement annuel, le « taux le plus élevé depuis octobre 2008 ». <sup>542</sup> L'inflation dans la zone Euro se montait également à 2,4 % pour la même période. <sup>543</sup>

Quelques mois auparavant, la grande distribution n'avait pas caché que cette inflation représentait une menace majeure pour l'économie française, celle-ci risquant d'impacter négativement la consommation, « facteur crucial de la reprise », à un moment où « les perspectives de progression du pouvoir d'achat sont négatives ». <sup>544</sup>

Aux USA, le solde négatif du commerce extérieur de biens s'est considérablement dégradé en 2010, comme on peut le voir avec le tableau suivant.

Evolution du solde du commerce extérieur de biens des USA <sup>545</sup>					
(milliards de \$)	2007	2008	2009	2010	$\frac{2010}{2008}$
Exportations	1 162,0	1 295,1	1 063,1	1 277,4	- 1,4 %
Importations	2 001,6	2 148,8	1 587,8	1 949,4	- 9,3 %
Solde	- 839,6	- 853,7	- 524,7	- 672,0	- 21,3 %

Si le déficit du commerce extérieur de biens des USA demeure encore en deçà de ses niveaux record enregistrés en 2007-2008, ce n'est pas grâce à la reprise des exportations (accusant une baisse de 1,4 % par rapport à 2008), mais bel et bien du fait de la plus grande faiblesse des importations (dont la baisse atteint 9,3 % sur la même période).

De manière évidente, la « reprise économique » n'a donc eu qu'un effet limité sur le relèvement de la demande intérieure aux USA, ce qui n'a rien de surprenant au regard du taux de chômage, demeuré structurellement élevé.

Si la Chine, dont l'excédent commercial croissant vis-à-vis des USA, a évidemment contribué à l'accroissement du déficit commercial américain, il est évident que ces 38 milliards de \$ US de déficit supplémentaires ne représentent qu'une fraction du total des 147 milliards de \$ US du déficit commercial supplémentaire enregistré par le commerce extérieur américain en 2010. Le reste est donc de manière évidente à chercher du côté de la flambée des cours des matières premières.

Ce n'est pas l'impérialisme français qui dira le contraire. Ce dernier a en effet enregistré un nouveau déficit commercial record en 2010 à 51 milliards d'euros, contre "seulement" 44 milliards d'euros en 2009. A elle seule, la facture énergétique aura coûté 48 milliards d'euros à l'impérialisme français, représentant ainsi le quadruple du déficit du commerce bilatéral franco-chinois. L'impérialisme français a certes vu ses exportations se redresser par rapport aux 341 milliards d'euros enregistrés en 2009 à 393 milliards d'euros, mais comme pour l'impérialisme américain, ce montant reste encore inférieur à celui enregistré en 2007 ou en 2008, années où il avait dépassé les 400 milliards d'euros.<sup>546</sup>

Et l'année 2011 s'annonce encore plus mauvaise pour le commerce extérieur français qui a enregistré un nouveau déficit record au 1<sup>er</sup> semestre 2011 à 37,5 milliards d'euros, une tendance que le secrétaire d'État au Commerce extérieur attribue au fait que « les grands contrats ne suffisent plus à soutenir les exportations ».<sup>547</sup>

A l'opposé de ces pays impérialistes en déclin, d'autres ont en revanche accéléré leur rapprochement avec la Chine. Comme nous l'avons déjà souligné, le Japon, la Corée du Sud et également l'Allemagne, en tant que pays impérialistes ateliers, ont ainsi un fort potentiel commercial à valoriser avec l'impérialisme chinois, désireux d'accélérer sa montée en gamme technologique.

Selon Thomas Heberer, professeur de sciences politiques et d'études est-asiatiques à l'Université de Duisburg-Essen, « les relations sino-allemandes se sont considérablement améliorées » en 2010.

« Le gouvernement allemand a observé que l'économie allemande a affiché des taux élevés de croissance dus à l'accroissement des importations de la Chine, en particulier dans les secteurs automobile, chimique et des machines ».<sup>548</sup>

Au cours des derniers mois, les autorités chinoises ont donc sans surprise continué à faire des restrictions des exportations vers la Chine le principal facteur expliquant le déficit commercial des pays impérialistes d'occident avec la Chine.

A l'automne dernier, de passage à Bruxelles, le premier ministre chinois appela l'UE « à reconnaître à la Chine le statut d'économie de marché et à lever l'embargo européen sur les armes à destination de la Chine ».<sup>549</sup> Un appel renouvelé deux mois plus tard par le vice-premier ministre chinois qui souligna espérer « que l'UE pourra prendre des engagements significatifs sur certains sujets, comme la levée de

l'interdiction frappant les exportations de produits de haute technologie » et « la reconnaissance du statut d'économie de marché à la Chine ».<sup>550</sup>

Début janvier, les chefs de la diplomatie chinoise de passage à Washington insistèrent également sur le fait que « les mesures de contrôle et de restriction vis-à-vis des exportations vers la Chine sont une cause importante expliquant le déséquilibre du commerce entre la Chine et les Etats-Unis ».<sup>551</sup>

Enfin, à la mi-mars, c'était au tour du ministère chinois du Commerce de presser les « pays développés » à « assouplir leurs restrictions à l'exportation des hautes technologies et des équipements avancés vers la Chine ».<sup>552</sup>

Mais ce qui a irrité les concurrents de l'impérialisme chinois encore davantage que leur déficit commercial avec la Chine et les escarmouches autour des restrictions occidentales aux exportations vers la Chine, c'est le poids croissant et désormais prépondérant de l'impérialisme chinois dans le commerce avec les pays dépendants, en particulier ceux d'Afrique. En 2009, le volume du commerce bilatéral sino-africain avait été impacté par la crise, passant de 106,8 milliards de \$ US en 2009 à 91,06 milliards de \$ US. On comptait alors plus de 1 600 entreprises chinoises implantées sur le continent africain, pour l'essentiel « dans les domaines de l'agriculture, de l'exploitation minière, de la manufacture et de la construction d'infrastructures ».<sup>553</sup> En 2010, le volume du commerce sino-africain a établi un nouveau record à 129 milliards de \$ US, reflétant le complet relèvement du commerce extérieur chinois.

Voilà pour ce qui est du commerce international. Sans surprise, le constat n'est pas foncièrement différent en ce qui concerne le secteur bancaire des pays impérialistes en déclin qui, de toute évidence, reste fragile.

En témoigne d'abord la poursuite de la hausse du nombre de faillites bancaire aux USA. Selon la FDIC, ce sont pas moins de 157 banques américaines qui ont fait faillite en 2010, un nouveau record après les 140 faillites enregistrées en 2009. Pour l'année 2011, le décompte en est déjà à plus de 68 faillites bancaires.

De même, ce n'est certainement pas pour rien si plusieurs grandes banques occidentales « ont annoncé de vastes programmes de suppressions d'emplois ces dernières semaines », à l'instar de Bank of America qui vient d'annoncer « une première vague de restructuration » qui se traduira par la suppression de 40 000 emplois sur les 280 000 postes que compte le groupe. De même, la banque britannique Lloyds a annoncé la suppression de 15 000 postes, soit 15% de ses effectifs, ceci dans le but de réaliser 1,5 milliard de livres d'économies annuelles en 2014. Même constat pour la banque suisse UBS qui, confrontée à un effondrement de son bénéfice net au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, a annoncé la suppression de 3 500 postes, une mesure qui lui permettra d'économiser 2 milliards de francs suisses d'ici 2013.<sup>554</sup>

En témoigne également la poursuite de la politique de cessions d'actifs engagée par certains mastodontes bancaires occidentaux. A la fin septembre 2010, *Bloomberg* révélait que Goldman Sachs avait décidé de revendre pour 2,75 milliards de \$ US d'actions de sa participation dans ICBC.<sup>555</sup>

La Banque chinoise continuait pourtant d'afficher une santé "insolente", confirmée par ses résultats pour l'année 2010 au cours de laquelle elle a engrangé un bénéfice net de 166 milliards de yuans (soit 25,3 milliards de \$ US), en hausse de 28,3 % en glissement annuel.<sup>556</sup> En janvier dernier, conformément à sa stratégie d'internationalisation croissante, ICBC avait ouvert sa première succursale à Paris.<sup>557</sup>

Il faut dire que 2010 aura été un excellent cru pour les banques chinoises. En 2010, les actifs domestiques des institutions financières chinoises ont augmenté de 19,7 % en glissement annuel à 94 300 milliards de yuans, témoin de l'extension rapide de leur "bassin versant".<sup>558</sup> Leurs résultats financiers ont également enregistré une croissance du même ordre. Entre 2009 et 2010, le chiffre d'affaires cumulé des cinq grandes banques d'État chinoises (ICBC, AgBank, Construction Bank, Bank of China et Bank of Communications) est passé de 246,6 à 291,6 milliards de \$ US (soit + 18,2 %). Dans le même temps, leur bénéfice net cumulé s'est élevé de 60,3 à 79,5 milliards de \$ US (soit + 31,8 %).<sup>559</sup>

Au cours des derniers mois, les banques chinoises ont continué à afficher une excellente santé. Au premier semestre 2011, ICBC a ainsi enregistré un bénéfice net de 109,6 milliards de yuans, en hausse de 29,4 % en glissement annuel. Même constat pour la Bank of China dont le bénéfice net a augmenté de 27,9 % en glissement annuel à 66,5 milliards de yuans.<sup>560</sup>

Et contrairement aux pays impérialistes en déclin, cette spectaculaire hausse des bénéfices n'est pas déconnectée des performances industrielles ! Au premier semestre 2011, le chiffre d'affaires des moyennes et grandes entreprises industrielles chinoises — c'est-à-dire des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 20 millions de yuans —, s'est monté à 38 860 milliards de yuans, un chiffre en hausse de 29,7 % en glissement annuel. Dans le même temps, leurs bénéfices ont progressé de 28,7 % à 2 410 milliards de yuans.<sup>561</sup> Comme on le voit, ces taux de croissance sont très voisins de ceux des bénéfices des banques chinoises...

« **Les banques affichent des bénéfices record... en Chine** », titrait récemment *la Tribune* qui remarquait qu'après avoir conquis la suprématie mondiale en termes de capitalisation boursière, les grandes banques chinoises l'avaient désormais également conquise en termes de bénéfices. Au premier semestre 2011, les cinq mastodontes étatiques bancaires chinois ont en effet enregistré un bénéfice net cumulé de 57 milliards de \$ US, soit davantage que le bénéfice cumulé des quatorze plus grands établissements bancaires américains et européens ! En outre, les banques chinoises ont également mieux résisté aux derniers séismes boursiers que leurs homologues des pays impérialistes en déclin. *Bloomberg* remarquait ainsi que les actions des cinq grandes banques chinoises n'avaient perdu que 18 % de leur valeur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, quand les valeurs bancaires américaines et européennes avaient respectivement sombré de 28 % et 36 %.<sup>562</sup>

C'est dans ces conditions qu'HSBC, la plus grande banque européenne, a dernièrement annoncé vouloir supprimer 30 000 emplois dans le monde d'ici 2013,

essentiellement dans les pays impérialistes en déclin, et dans le même temps en embaucher 15 000 autres « dans les pays émergents ». Il faut dire qu'au premier semestre 2011, la banque a réalisé 59 % de son bénéfice en Asie...<sup>563</sup>

En dépit de la croissance rapide du crédit, le montant des prêts non performants des banques commerciales chinoises a continué de baisser en 2010, tant d'un point de vue absolu (- 14 % à 429 milliards de yuans), que d'un point de vue relatif (- 0,44 point de pourcentage à 1,14 % du total des prêts).<sup>564</sup>

En 2010, la Chine a attiré pour 105,7 milliards de \$ US d'IDE dans le secteur non-financier, un chiffre en hausse de 17,4 % en glissement annuel.<sup>565</sup> En dépit des pressions croissantes à la hausse sur les salaires, le territoire chinois n'a décidément en rien perdu de son attractivité. Dernièrement, ce sont les monopoles coréens Samsung et LG, respectivement numéros un et deux mondiaux du secteur des téléviseurs LCD, qui ont annoncé leur volonté de bâtir des usines de LCD en Chine pour un investissement cumulé de 6,3 milliards de \$ US, la Chine étant appelée dans un futur proche « à devenir le premier marché mondial pour les téléviseurs LCD ». <sup>566</sup>

Mais en 2010, les capacités de projection de l'impérialisme chinois n'en ont pas moins augmenté beaucoup plus rapidement, puisque dans le même temps, les flux d'IDE chinois à l'étranger (toujours uniquement dans le secteur non financier) ont atteint 59 milliards de \$ US, un chiffre en hausse de 36,3 % en glissement annuel.<sup>567</sup> Récemment, les autorités chinoises ont encore confirmé la perspective que nous évoquions dans notre dernier livre, à savoir que les années à venir verront la Chine devenir exportatrice nette de capitaux, y compris en ce qui concerne les IDE.<sup>568</sup> Selon le Ministère chinois du Commerce, « la Chine pourrait devenir, dans quelques années, un pays exportateur de capitaux » [sous forme d'IDE].<sup>569</sup>

De même, conformément à ce que nous avons souligné dans notre dernier livre, le contrôle mis en place par le gouvernement chinois pour éviter que les monopoles étrangers ne conquièrent des positions dominantes sur le marché intérieur, loin de s'affaiblir, tend au contraire à se perfectionner. Ainsi, au début du mois de février 2011, la Direction générale du Conseil des Affaires d'État a annoncé la création d'un comité conjoint interministériel chargé « de procéder à l'examen de sécurité nationale sur les fusions et les acquisitions d'entreprises chinoises par des entreprises étrangères ». Ce comité, entré récemment en fonction, surveillera les acquisitions des monopoles étrangers et pourra demander leur suspension dans des domaines jugés clefs pour la sauvegarde de la sécurité nationale chinoise. Son nommément concernés les secteurs de l'industrie militaire, des produits agricoles majeurs, de l'énergie et des ressources majeures, des infrastructures, des services de transport, des technologies clés et de la fabrication des équipements.<sup>570</sup>

En d'autres termes, les autorités chinoises ne cachent pas qu'elles sont déterminées à veiller scrupuleusement à ce que l'ossature de l'économie chinoise, tant dans le secteur industriel qu'agricole, reste la propriété de capitaux chinois !

En 2010, les entreprises d'État chinoises ont réalisé 1 990 milliards de yuans de profits (un chiffre en hausse de 37,9 % en glissement annuel), et réalisé un chiffre



d'affaires de 30 330 milliards de yuans (un chiffre en hausse de 31,1 % en glissement annuel). Leur taux de profit moyen a donc continué à s'élever, représentant 6,6 % de leur chiffre d'affaires.<sup>571</sup> Sans surprise, les monopoles d'État chinois ont continué d'enregistrer de très bons chiffres au cours des derniers mois. Au 1<sup>er</sup> semestre 2011, ils ont ainsi réalisé un bénéfice net de 1 130 milliards de yuans, en hausse de 22,3 % en glissement annuel.<sup>572</sup>

Notons au passage que ces monopoles chinois, qui selon les dires mêmes des représentants du gouvernement chinois « **ont adopté ces dernières années une stratégie d'expansion internationale** », sont déjà assez largement présents à l'étranger. En 2009, 19 % du total de leurs 24 000 milliards de yuans d'actifs se trouvaient à l'étranger. Cette année là, ces actifs étrangers étaient à l'origine de 37 % de leurs bénéfices.<sup>573</sup>

Les capitaux chinois affluent aujourd'hui aux quatre coins du monde sous différentes formes.

Il y a d'abord les gigantesques réserves de change et d'or accumulées par Pékin. A la fin de l'année 2010, elles atteignaient 2 847 milliards de \$ US, en hausse de 18,7 % en glissement annuel.<sup>574</sup> Ces réserves ont continué à augmenter rapidement au cours des derniers mois atteignant 3 040 milliards de \$ US à la fin du premier trimestre 2011.<sup>575</sup> A la fin du premier semestre 2011, les réserves de change et d'or de la Chine dépassaient 3 197 milliards de \$ US, un montant en hausse de 30,3 % en glissement annuel.<sup>576</sup> Pour l'ancien premier ministre français Jean-Pierre Raffarin, il est évident qu'en tant que « banquier du monde », la Chine possède « une force d'influence considérable » et « **a beaucoup plus de moyens que n'importe quelle force au monde** ».<sup>577</sup>

Mais dernièrement, devant la multiplication des signes d'essoufflement de la reprise économique dans ces pays, le gouvernement central chinois a affirmé son intention de « diversifier ses investissements très exposés à la dette américaine », en confiant notamment 100 à 200 milliards de \$ supplémentaires de capitaux à son fonds souverain CIC, mais aussi en créant d'autres fonds souverains « visant à investir dans des secteurs stratégiques dont l'énergie et les métaux précieux ».<sup>578</sup> Quelques mois plus tard, le fonds souverain chinois CIC annonçait s'apprêter à acquérir 30 % du pôle d'exploration-production de GDF Suez.<sup>579</sup> Une acquisition d'un montant de 2,3 milliards d'euros qui fût confirmée deux jours plus tard par GDF Suez.<sup>580</sup>

Dans sa stratégie de diversification de ses investissements Pékin accorde des prêts à d'autres pays, en particulier les pays dépendants riches en matières premières. Selon le *Financial Times*, il ne fait aucun doute que la Chine a été en 2009-2010 le « premier prêteur des pays en développement » avec plus de 110 milliards de \$ US, dépassant le montant pourtant « exceptionnellement élevé » de 100 milliards de \$ US prêté au cours des deux dernières années par la Banque Mondiale pour « contrebalancer les effets de la crise financière ».<sup>581</sup>

C'est dans le contexte de cette nouvelle prépondérance du commerce et des capitaux chinois dans de vastes régions semi-coloniales qu'il faut replacer la

flambée du recours aux méthodes coloniales par les pays impérialistes en déclin. Cependant, utiliser ces méthodes présente des risques et des difficultés croissantes, surtout au seuil de la porte de son principal rival. L'impérialisme américain en a encore fait l'expérience récemment.

A l'automne 2010, la péninsule coréenne fit de nouveau parler d'elle. En cause, des exercices militaires sud-coréens qui auraient débordé dans les eaux territoriales nord-coréennes. L'artillerie de la RPDC aurait alors répliqué, blessant et causant la mort de plusieurs soldats et civils sud-coréens.<sup>582</sup> L'impérialisme américain — dont il fait peu de doute qu'il soit le commanditaire de cette bavure —, demanda évidemment à la Chine de condamner la RPDC et tenta vainement d'intimider la RPDC en envoyant sur la zone le porte-avions nucléaire USS George-Washington et en procédant à des manœuvres militaires conjointes.<sup>583</sup>

Mais naturellement, ni la Chine ni la RPDC ne cédèrent aux pressions de Washington. La RPDC répliqua même en rendant public les récents progrès de son programme nucléaire, suscitant la surprise d'éminents experts américains tels Siegfried Hecker de l'université de Stanford, qui après avoir visité les installations d'enrichissement d'uranium nord-coréennes de Yongbyon, se déclara « stupéfait » par leur « modernité » et leur « complexité ».<sup>584</sup>

« La construction d'un réacteur à eau légère progresse rapidement et une usine moderne d'enrichissement de l'uranium équipée de plusieurs milliers de centrifugeuses est opérationnelle ».<sup>585</sup>

Des annonces qui n'apaisèrent évidemment pas l'impérialisme américain. Alors que la Corée du Sud et Washington procédaient à des manœuvres militaires d'une ampleur « sans précédent », la RPDC accusa Washington et Séoul de « provocation à la guerre » et qualifia les militaires sud-coréens de « pantins bellicistes ». Pour refroidir leurs pulsions guerrières, la RPDC se déclara être préparée « à entamer une guerre sainte à tout moment » et menaça de recourir à « la dissuasion nucléaire ».<sup>586</sup> Pékin se garda bien de condamner la RPDC et relaya amplement le point de vue de son allié dans sa presse officielle.<sup>587</sup> Sans surprise, « l'amitié traditionnelle sino-nord-coréenne » résista de nouveau « à l'épreuve de tempêtes Internationales ».<sup>588</sup>

C'est dans ces circonstances, après avoir bandé en vain toute sa musculature, que l'impérialisme américain en fût réduit à déplorer « l'attitude irréfléchie du régime nord-coréen, encouragé par ses amis en Chine »...<sup>589</sup>

Un peu plus loin des frontières chinoises, les événements n'ont pas été plus favorables aux pays impérialistes en déclin.

Aujourd'hui, même les méthodes brutales du colonialisme ne semblent plus suffire à contenir les pulsions non-alignées des élites bourgeoises-compradore des pays dépendants. Ainsi, le récent assassinat ciblé d'Oussama Ben Laden par les forces armées américaines sur le sol pakistanais — une opération que même certains médias bourgeois d'occident ont qualifiée d'« exécution sommaire » et de « déni de justice » —, a de manière évidente irrité Islamabad qui a dénoncé dans celle-ci une violation manifeste de sa souveraineté. Il n'a pas fallu attendre très longtemps

pour qu'Islamabad se venge de cette « violation de l'espace aérien pakistanais » à sa façon.<sup>590</sup>

Quelques semaines plus tard, le Premier ministre pakistanais en visite en Chine obtenait l'accélération du processus de livraison du dernier chasseur sino-pakistanaï, le JF-17 Thunder, demandant à Pékin de livrer cinquante nouveaux appareils d'ici la fin de l'année 2011. A terme, l'armée pakistanaïe souhaite acquérir au total jusqu'à 275 JF-17.<sup>591</sup> Le JF-17 thunder est un chasseur multirôle monoréacteur léger conçu par l'AVIC en partenariat avec le Pakistan.<sup>592</sup> Il a volé pour la première fois en 2003 et est entré en service en février 2010 dans l'armée pakistanaïe. Conçu d'abord dans le but de moderniser la flotte aujourd'hui obsolète de l'armée de l'air pakistanaïe, il sera également destiné à l'export.<sup>593</sup>

Censé rivaliser avec le F-16, le JF-17 atteindrait 80 % des performances des versions les plus modernes du chasseur bestseller américain, mais pour un coût unitaire voisin de 15 millions de \$ US, quand celui du F-16 dépasse 20 millions de \$ US.<sup>594</sup>

Chez le voisin afghan, la situation n'a pas évolué plus favorablement pour les pays impérialistes en déclin. En 2010, les actions menées par la résistance afghane ont coûté la vie à 711 soldats étrangers, battant le précédent record de 521 tués établi en 2009. En 2011, on recense déjà plus de 424 tués au sein des forces d'occupation.<sup>595</sup>

Au début du mois d'août, la résistance afghane a revendiqué avoir abattu un hélicoptère de transport de troupes Chinook à l'aide d'un lance-roquettes, avec à la clef la mort de 38 personnes dont 30 soldats américains, le bilan le plus lourd enregistré par les troupes américaines « dans un unique incident » depuis le début de l'occupation.<sup>596</sup> Cette opération avait été préparée par la résistance afghane qui avait « tendu un piège aux forces spéciales américaines en leur donnant un faux renseignement ». Elle a ainsi pu déduire l'itinéraire emprunté par l'appareil et ainsi l'abattre avec un minimum de pertes.<sup>597</sup> En Afghanistan, en dépit de l'optimisme mensonger le plus souvent affiché à destination de l'opinion publique, l'impérialisme américain est désormais certain de ne pas pouvoir gagner la guerre, alors même que cette dernière devient de plus en plus impopulaire aux USA.

« Selon un sondage réalisé par CNN et l'institut Opinion Research Corporation, 63 % des sondés ont déclaré être opposés à la guerre. Le sondage indique également que 56 % de la population estime que les choses vont mal pour les Etats-Unis en Afghanistan ».<sup>598</sup>

Washington s'est donc engagé dans un retrait progressif de ses forces armées, un retrait qui débutera dès cette année mais s'étalera jusqu'en 2014, afin de ne pas apparaître comme une capitulation des forces d'occupation et ainsi éviter à l'impérialisme américain de perdre la face sur la scène géopolitique internationale.<sup>599</sup> Quant aux prétendus acquis des dix années d'occupation coloniale (censés justifier les milliers de morts enregistrés par les troupes de l'OTAN), ils sont si solides que Washington a, par la bouche de son secrétaire à la défense, récemment confirmé conduire « des discussions avec les talibans en Afghanistan » !...<sup>600</sup>

Même en France, la question du retrait des troupes d'Afghanistan, longtemps taboue, commence aujourd'hui à rencontrer une opposition croissante, y compris au sein des grands partis bourgeois. Ainsi, la direction du PS qui caractérise la situation actuelle d'« impasse » et estime qu'« il n'y a pas de solution militaire en Afghanistan », a récemment déclaré souhaiter aboutir à un retrait des troupes françaises du pays d'ici fin 2012 « au plus tard » si elle remportait les prochaines élections présidentielles.<sup>601</sup>

**« Si les USA ne [quittent] pas eux-mêmes la région, les peuples les en [expulseront] en leur donnant un coup de pied dans le derrière »,** avait déclaré le président iranien à l'automne 2010.<sup>602</sup>

A la frontière afghano-pakistanaise, l'Iran n'a pas non plus cessé de donner du fil à retordre aux pays impérialistes en déclin au cours des derniers mois. A l'automne 2010, le président iranien avait d'abord récidivé en dénonçant devant l'Assemblée générale de l'ONU un « complot » américain dans les attentats du 11 septembre 2001, attentats dont le « colonialisme résurgent » a pris prétexte « pour inverser le déclin de l'économie américaine et son emprise sur le Moyen-Orient ». Des propos qui provoquèrent, on s'en doute, un nouveau départ de la salle des délégations américaines et européennes...<sup>603</sup>

Cette charge contre les méthodes colonialistes, aujourd'hui très en vogue chez les pays impérialistes en déclin, ne fût évidemment pas pour déplaire à l'impérialisme chinois dont un haut représentant fit d'ailleurs quelques jours plus tard une « visite d'amitié officielle » en Iran.<sup>604</sup> Au même moment, le média russe *Ria Novosti* rendait hommage à sa façon aux années de coopération économique, militaire et technologique avec la Chine, estimant que celle-ci avait aidé l'Iran à « contourner » le strict embargo occidental sur les armes et avait ainsi permis à l'Iran de devenir « l'un des plus puissants États militaires au Proche et Moyen-Orient ».<sup>605</sup>

Un État suffisamment puissant et redouté pour se permettre de narguer le régime sioniste à quelques kilomètres de sa propre frontière. Toujours à l'automne 2010, le président iranien effectua en effet une visite au sud-Liban, où devant une foule qui l'accueillit en héros, il annonça à nouveau « la disparition des sionistes ».<sup>606</sup> Quelques mois plus tard, deux navires militaires iraniens entraient en Méditerranée pour une « visite de routine » en Syrie, une première depuis 1979. L'État sioniste ne manqua naturellement pas de dénoncer dans cette visite « une provocation à laquelle la communauté internationale [devait] réagir avec fermeté ».<sup>607</sup> En d'autres termes, l'État sioniste souhaitait dénier à l'Iran le droit de naviguer dans les eaux internationales.

Au même moment, le président iranien lançait une nouvelle charge contre les pays impérialistes d'occident. Évoquant l'instabilité croissante dans la région instillée par les "révolutions" arabes qui touchaient alors la Tunisie et l'Égypte, il déclara que « le monde [était] au seuil d'une grande évolution » et que « l'ère du déclin des puissances arrogantes [était] arrivée ».<sup>608</sup> Au même moment, le Guide suprême iranien appelait les peuples et les élites des pays islamiques à « ne pas laisser

l'Arrogance s'approprier et confisquer leurs mouvements et leurs soulèvements ».<sup>609</sup>

Au cours des derniers mois, l'Iran a montré qu'il n'était pas non plus prêt à abandonner son programme spatial, dévoilant d'abord de nouveaux satellites de fabrication nationale (destinés notamment à la photographie et à la télédétection), puis procédant au lancement réussi d'une bio-capsule dans l'espace afin de tester les différents éléments composant le lanceur iranien de dernière génération, et enfin en lançant dernièrement (avec succès) son satellite d'observation Rasad.<sup>610</sup>

Dans le domaine de l'armement, l'Iran n'a pas non plus relâché ses efforts, en dépit de la confirmation de l'abandon par la Russie du contrat de livraison des S-300, pour lequel Moscou s'est engagé à restituer les 167 millions de \$ US versés par l'Iran comme avance sur paiement.<sup>611</sup>

Notons au passage que la position adoptée par la Russie a continué à être ambivalente. Si Moscou a déclaré qu'il ne soutiendrait pas l'adoption de nouvelles sanctions à l'égard de l'Iran, il n'en semble pas moins traîner les pieds en ce qui concerne l'entrée en opération de la centrale nucléaire de Bouchehr à la date stipulée, ce qui a poussé dernièrement l'Iran à lancer un appel à la Russie à honorer ses engagements.<sup>612</sup>

Il faut dire que le cœur du réacteur nucléaire de la centrale iranienne est approvisionné en combustible depuis l'automne 2010.<sup>613</sup>

De son côté, le lobby des pays impérialistes en déclin a également cherché (en vain) à entraver le programme nucléaire iranien. En septembre 2010, le virus informatique Stuxnet, destiné à saboter le fonctionnement des centrifugeuses iraniennes, avait infecté les ordinateurs de la centrale atomique iranienne. Une cyber-attaque dont la responsabilité incombe à « Washington et Tel Aviv ».<sup>614</sup>

Une telle attaque démontre que les pays impérialistes en déclin ont épuisé tous leurs recours classiques contre l'Iran qui n'a cessé de renforcer sa défense nationale. Au printemps dernier, le ministre iranien de la Défense avait ainsi annoncé le démarrage imminent d'une ligne de production de missiles de croisières de dernière génération.<sup>615</sup> Quelques semaines plus tard, l'Iran testait avec succès « deux nouveaux systèmes de la défense aérienne, Mersad et Shahin », le premier — certainement une production sous licence du HQ-9 chinois —, étant annoncé comme « capable d'atteindre les objectifs situés à une distance de 150 kilomètres ».<sup>616</sup>

Mais les événements les plus marquants des derniers mois ont sans aucun doute été les "révolutions" arabes qui ont fait vaciller les élites bourgeoises-compradore au pouvoir dans plusieurs pays dépendants d'Afrique du Nord, enflammant notamment la Tunisie et l'Égypte. Alors que lorsqu'il s'agit de ramener dans le droit chemin leurs brebis égarées, les pays impérialistes en déclin brandissent leurs slogans droits-de-l'hommes, ce fût alors « un silence embarrassé » qui prévalût dans les chancelleries occidentales, inquiètes et bien embêtées de voir des régimes

bourgeois-compradore amis vaciller sous les coups de mouvements de contestation populaires spontanés.

« Aux yeux des observateurs internationaux, l'"embarras" de Paris est à la mesure de son "silence", voire de sa "complaisance" envers la dictature de Zine El Abidine Ben Ali ». <sup>617</sup>

Une « complaisance » suffisante pour entraîner la chute de Michèle Alliot-Marie, laquelle, en tant que ministre des Affaires étrangères, avait notamment offert « l'aide de la France au maintien de l'ordre en Tunisie en pleine répression des manifestations par le régime Ben Ali »... <sup>618</sup>

De son côté, l'impérialisme américain, suivant les recommandations de l'ONU qui avait appelé les élites bourgeoises-compradore à apparaître « être à l'écoute » et à « répondre aux préoccupations et aspirations légitimes de leurs peuples », comprit très rapidement la nécessité de prendre les devants, non pas par davantage de répression armée, celle-ci amenant la contestation à se radicaliser, mais à tenter de désamorcer la crise en renouvelant les attelages gouvernementaux en place depuis trois décennies. Washington appela ainsi les élites au pouvoir en Égypte « à une transition immédiate », alors qu'il apparaissait évident que la contestation gagnait en vigueur à mesure que la répression sanglante s'étendait, menaçant ainsi d'échapper à tout contrôle. <sup>619</sup>

Ces révoltes populaires spontanées démontrèrent la fragilité des régimes bourgeois-compradore. En dépit de l'instauration de couvre-feu, du recours à l'armée et même de la coupure des réseaux de communication (notamment la coupure générale du réseau internet à laquelle procédèrent les autorités égyptiennes), ne suffirent pas à éviter la chute des régimes au pouvoir. <sup>620</sup>

Comme le soulignèrent les médias bourgeois d'occident, c'est sans aucun doute la crise économique, avec à la clef « [la baisse] du salaire réel moyen » qui a été le « détonateur » de ces « véritables jacqueries ». Face à une situation économique « moins florissante » et à un chômage des jeunes qui « a beaucoup progressé », ces régimes « corrompus » ne peuvent plus garantir « la prospérité contre le silence » — « une sorte de pacte à la chinoise », — et « acheter la paix sociale comme auparavant ». <sup>621</sup> L'allusion à la Chine n'était naturellement pas innocente, car dans les pays impérialistes en déclin, les élites et leurs médias se prenaient à rêver à une réédition des émeutes de 1989 : **« l'Égypte et la Tunisie viennent d'adresser un message glacial à la Chine et aux autres régimes autoritaires : ne comptez pas sur les progrès économiques pour rester éternellement au pouvoir »**. <sup>622</sup> Une perspective que la presse officielle chinoise décrivit comme « ridicule et irréaliste », arguant que le PCC n'a « pas fait la sourde oreille » face aux problèmes qui ont surgit au cours du développement économique.

« Il faut être juste et dire que de nombreux problèmes sont en train d'être résolus. J'emploie le présent progressif à dessein ». <sup>623</sup>

L'Iran était naturellement elle aussi dans le collimateur des pays impérialistes en déclin qui espéraient voir la contestation s'étendre à ce pays. <sup>624</sup>

Au début du mois de février, le président français se targuait de soutenir la « lutte pour la démocratie » soulevée par ce « printemps des peuples » en Tunisie et en Égypte, sans pour autant « nous ingérer ». (On verra un peu plus loin qu'il ne répugna pas à s'ingérer grossièrement quand les enjeux devinrent plus importants...) Ce que craignaient alors surtout les élites des pays impérialistes en déclin, c'étaient « des dérives brutales ou totalitaires » risquant de conduire à l'avènement d'une « république islamique semblable à l'Iran » « au cœur du Moyen-Orient arabe ». <sup>625</sup> Un scénario qui effrayait indéniablement l'État sioniste qui redoutait alors de se trouver « totalement isolé dans la région ». <sup>626</sup>

C'est sans aucun doute la crainte de voir triompher de nouvelle révolution bourgeoises anti-coloniales tournées contre la domination bourgeoise-compradore occidentales qui détermina la totale absence de soutien des chancelleries occidentales aux manifestations populaires spontanées qui ébranlaient au même moment des pays amis, souvent producteurs de pétrole, à l'instar du Yémen, du Koweït, de la Jordanie et du Bahreïn. <sup>627</sup>

Un soutien à géométrie variable des aspirations démocratiques des peuples que ne manqua pas de dénoncer l'Iran. <sup>628</sup>

Les événements qui secouèrent le Bahreïn illustrèrent surtout de manière particulièrement nette le pseudo-soutien à géométrie variable apporté aux peuples en révolte par les pays impérialistes en déclin. Impuissant à mater la contestation grandissante par leurs propres moyens alors qu'elles avaient proclamé la loi martiale, les autorités du Bahreïn sollicitèrent en effet le soutien militaire de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis, deux protectorats américains universellement reconnus pour leur attachement aux valeurs du démocratisme bourgeois... <sup>629</sup>

Une requête qui fût aussitôt satisfaite par l'envoi de plus de 1 500 policiers et militaires des deux pays, le tout sans éveiller la moindre condamnation, même formelle, au sein des pays impérialistes en déclin. <sup>630</sup> La presse et les autorités iraniennes (mais aussi chinoises) ne manquèrent évidemment pas de dénoncer le « meurtre des Bahreïnis » commis par les « mercenaires régionaux » de l'impérialisme américain. <sup>631</sup>

Mais les pays impérialistes en déclin se dirent qu'ils avaient peut-être finalement quelque chose à gagner dans ces « révolutions arabes » et qu'il était peut-être possible d'instrumentaliser l'atmosphère d'instabilité pour mettre à bas des régimes bourgeois-compradore jugés insuffisamment soumis.

C'est ainsi qu'à la mi-février éclatèrent à Benghazi les premières manifestations d'opposants au régime de Mouammar Kadhafi. <sup>632</sup> Mais, contrairement à l'Égypte et à la Tunisie, celles-ci ne touchèrent pas la capitale libyenne, Tripoli, et donnèrent lieu à des contre-manifestations de soutien au régime. <sup>633</sup>

« **Assurément, il n'y a pas de soulèvement national** », reconnaissait-on alors dans les médias bourgeois d'occident. <sup>634</sup> Il apparaissait alors évident que les événements

qui secouaient la Libye n'étaient pas une copie de ce qui s'était passé en Tunisie et en Égypte.

A la fin février, le régime libyen reconnu que le pays était « au bord de la guerre civile », dénonça « un complot ourdi par des éléments étrangers se trouvant dans le pays » et promit d'« éradiquer les éléments séditieux ». <sup>635</sup> A la fin du mois de février, les principales puissances avaient fait évacuer leurs ressortissants. La quasi-totalité des 33 000 ressortissants chinois travaillant dans la construction de chemins de fer, le pétrole et les télécommunications en Libye avait ainsi quitté le pays. <sup>636</sup>

Mais au début du début du mois de mars, alors que les forces loyales à Mouammar Kadhafi contre-attaquaient victorieusement, les « insurgés » démontrèrent le bien-fondé des accusations lancées par les autorités libyennes, à savoir que la Libye faisait face à une « rébellion armée soutenue par les pays étrangers », l'Occident cherchant à « mettre la main » sur « son pétrole ». <sup>637</sup> En grande difficulté, les « insurgés » lancèrent en effet un « appel à l'aide », réclamant « un appui aérien de l'Onu » pour lutter contre les soi-disant « mercenaires africains » de l'armée régulière libyenne. <sup>638</sup>

Contraints de fuir devant l'avancée des troupes loyalistes, les rebelles « semblaient moins confiants que par le passé ». <sup>639</sup> Quelques jours plus tard, ils en étaient arrivés à implorer une aide étrangère directe. <sup>640</sup>

« Dans le camp des rebelles, combattants et hommes politiques commencent à désespérer d'obtenir une aide étrangère. "Où sont les Occidentaux ? En quoi nous aident-ils ? Que font-ils ?" s'énerve un combattant. Moustafa Abdel-Jalil, président du Conseil national libyen (CNL), a exhorté la communauté internationale "à prendre ses responsabilités". "Les Libyens sont en train d'être balayés par l'aviation de Kadhafi. Nous demandons depuis le début une zone d'exclusion aérienne, nous voulons un embargo maritime", a-t-il dit à la BBC, réclamant également des armes et une aide humanitaire ». <sup>641</sup>

Parmi les rebelles, on déclarait même sans détour :

**« Obama, envoie-nous tes 'marines' pour nous débarrasser de Kadhafi et tu auras tout le pétrole que tu veux ».** <sup>642</sup>

Il faut dire que les rebelles « en déroute », après avoir perdu Ras Lanouf et Brega, voyaient désormais les troupes loyalistes marcher sur Benghazi, « fief de l'insurrection ». <sup>643</sup>

Mais à ce moment, une intervention militaire occidentale directe semblait encore une option exclue, la Russie et la Chine ayant clamé leur opposition à une intervention militaire occidentale en Libye. <sup>644</sup> A ce moment, les pays impérialistes en déclin étaient sur le point de perdre très gros, le régime ayant examiné « avec les ambassadeurs de Chine, Inde et Russie la possibilité de charger des compagnies de ces pays de prendre en charge l'industrie pétrolière de la Libye ». <sup>645</sup> Le point de non retour ayant été atteint, Mouammar Kadhafi affirma « qu'à l'avenir son pays ne ferait plus d'affaires avec les pays occidentaux » qui « ont conspiré contre nous ».

« On peut oublier l'Occident. Nous allons maintenant investir en Russie, en Inde, et en Chine ». <sup>646</sup>



Des déclarations qui loin d'apaiser les pays impérialistes en déclin, firent au contraire décupler leur rage à un moment où leur diplomatie, inquiète de voir les forces loyalistes « [progresser] très rapidement » et arriver aux portes de Benghazi, cherchait à faire accepter une résolution de l'ONU visant à instaurer une zone d'exclusion aérienne.<sup>647</sup>

Mais en fait, dès avant le vote, il apparaissait évident que la violation de la souveraineté territoriale libyenne irait bien au-delà de la violation de son espace aérien visant interdire à l'armée régulière l'emploi de son aviation : « **les opérations pourraient viser les pistes des aérodromes et les convois de l'armée libyenne** ». <sup>648</sup>

C'est dans ce contexte que l'impérialisme russe et l'impérialisme chinois s'abstinrent de voter la résolution autorisant une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye, mais s'abstinrent tout autant d'opposer leur droit de veto, une façon diplomatique de ne pas être impliqué directement dans une violation aussi flagrante de la souveraineté nationale de la Libye, sans pour autant l'empêcher et risquer ainsi de provoquer le courroux des pays impérialistes en déclin !... <sup>649</sup>

Aussitôt ce « feu vert » obtenu, et en dépit d'évidents risques d'enlissement, une coalition comprenant la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Italie et le Canada lança des opérations militaires contre une armée régulière libyenne préparée « à une longue guerre contre les intrus et les envahisseurs occidentaux ». <sup>650</sup> La première mesure adoptée contre cette « agression coloniale » par le régime libyen fût une mesure des plus étonnantes pour un régime soi-disant haï par son peuple : ouvrir les dépôts d'armes et armer la population avec des mitrailleuses et des lance-grenades... <sup>651</sup>

« Il est désormais nécessaire d'ouvrir les dépôts et d'armer toutes les masses, avec tout type d'armes, pour défendre l'indépendance, l'unité et l'honneur de la Libye ». <sup>652</sup>

Au lendemain du déclenchement de l'agression coloniale, un diplomate africain mettait à nu les principales motivations des pays impérialistes en déclin. Parlant en connaissance de cause, il remarquait qu'il s'agissait d'attiser les conflits tribaux en Libye pour mieux accaparer le pétrole libyen.

« L'objectif principal de ces pays vise le pétrole et la richesse de la Libye. Leurs actions vont créer des conflits entre les deux factions libyennes tout en les affaiblissant et les rendant très dépendantes de l'Occident ». <sup>653</sup>

Et dès le début, l'Occident démontra qu'il était prêt à interpréter très librement la résolution onusienne autorisant la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye... En effet, les forces armées étrangères ne ciblerent pas seulement l'aviation et la défense anti-aérienne libyenne, mais également les blindés, l'artillerie, les convois du régime, etc. <sup>654</sup> Il devint ainsi rapidement évident qu'il ne s'agissait pas tant d'empêcher le régime au pouvoir de massacrer sa population civile, que d'aider par tous les moyens une partie de celle-ci à le faire tomber !

Pour ajouter à l'hypocrisie ambiante, les mêmes pays qui encouragèrent (tels ceux de la Ligue arabe) ou permirent cette intervention militaire en n'employant pas leur

droit de veto (telles la Chine et la Russie), furent les premiers qui la critiquèrent, jugeant que les frappes entreprises différaient « du but qui est d'imposer une zone d'exclusion aérienne » et qu'il était « inadmissible d'utiliser le mandat du Conseil de sécurité » « afin de mener à bien des objectifs qui vont clairement au-delà de ses dispositions ». <sup>655</sup>

De son côté, l'impérialisme chinois dénonça « l'action militaire en Libye comme un moyen » de « faire tomber le régime de Mouammar Kadhafi » devenu « comme une épine dans leur pied », mais également une façon pour « certains hommes politiques occidentaux », à l'instar des présidents américains et français, « de se sortir eux-mêmes de leurs problèmes politiques actuels » et de regagner en « popularité ». <sup>656</sup> L'impérialisme chinois dénonça surtout « les attaques militaires lancées contre la Libye », comme une façon pour les pays occidentaux de « protéger leurs intérêts d'Etat », c'est-à-dire de continuer « à dominer le monde ». <sup>657</sup>

Alors que la guerre en Libye s'était de manière évidente « enlisée dans les sables », l'impérialisme chinois estimait qu'elle était « devenue une "patate chaude" pour l'Occident ».

« A mesure que la guerre se prolonge, le but réel de la Grande-Bretagne et de la France se révèle de plus en plus. Le Président vénézuélien Hugo Chavez et le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad ont critiqué cette fois-ci l'Occident de « lancer des attaques pour le pétrole ». » <sup>658</sup>

Mais ces condamnations verbales, reprises à la mi-avril par les pays du BRIC, restèrent de pure forme et n'inquiétèrent guère les pays agresseurs. <sup>659</sup> A la fin du printemps, ceux-ci virent d'ailleurs Moscou opérer un revirement diplomatique en faveur du CNT, inquiet de voir compromis « pour de nombreuses années » les « investissements russes injectés dans le pétrole et le gaz » et déterminé « à éviter que le futur de la Libye ne soit exclusivement dominé par l'Occident ». <sup>660</sup>

Notons au passage qu'il est évident qu'outre le pétrole libyen, l'Occident visait à "faire un exemple" en mettant à bas un régime bourgeois-compradore libyen jugé beaucoup trop non-aligné, une façon de dissuader d'autres régimes bourgeois-compradore de trop détourner leurs regards vers l'Est...

Comme on le voit, la lutte contemporaine pour le repartage des zones d'influences constitue une source majeure de frictions inter-impérialistes.

Bien qu'ils gardèrent les mains libres pour continuer leur sale guerre coloniale, les pays de la coalition comprirent dans les semaines suivantes que le régime libyen ne rendrait pas les armes si facilement et il apparût rapidement que la situation s'enlisait et que les rebelles-mercenaires « [piétinaient] » et « **[peinaient] à profiter du soutien aérien de la coalition étrangère** ». <sup>661</sup> C'est ainsi que plusieurs mois durant, une armée régulière libyenne « supérieure en nombre et meilleure tacticienne », résista victorieusement aux frappes militaires occidentales incessantes, parvenant même à reprendre l'offensive et à regagner du terrain sur plusieurs fronts, obligeant les rebelles-mercenaires à battre en retraite. <sup>662</sup>

« **Sans soutien aérien occidental, les insurgés semblent incapables d'avancer ou même de tenir des positions face aux blindés de Mouammar Kadhafi** », reconnaissent les médias bourgeois d'occident.<sup>663</sup>

Il faut dire que l'armée régulière libyenne s'était rapidement habituée aux frappes aériennes occidentales et avait « adopté les organisations et tactiques de la guerre asymétrique » « [n'offrant] plus désormais de cibles pouvant être attaquées avec des bombes ou des missiles de croisière ». C'est ainsi qu'au début du mois de juin, les agresseurs étrangers opèrent une « rupture tactique » visant à « éviter l'enlisement de ce conflit » en « [s'adaptant] à la mutation des modes d'action des forces de Kadhafi » : l'emploi d'hélicoptères d'attaque...<sup>664</sup> Ce qui n'empêcha pas la mort, naturellement "accidentelle", de nombreux civils libyens, victimes collatérales des frappes occidentales.<sup>665</sup>

Notons au passage que les pays agresseurs ne se contentèrent pas de recourir aux missiles, avions, hélicoptères d'attaque et drones Predator pour traquer les unités de l'armée régulière libyenne. Comme le reconnut elle-même la presse bourgeoise d'occident au moment où débutait la "bataille de Tripoli" sur fond « d'intensification de l'activité aérienne américaine — contribuant ainsi de manière certaine « à faire pencher la balance en faveur des rebelles libyens » —, ils eurent également recours au « **[déploiement] au sol des forces spéciales pour participer à l'entraînement et à l'armement des rebelles** ». <sup>666</sup> En bref, l'utilisation des méthodes mises au point en Afghanistan ! On est décidément bien loin de l'instauration d'une simple zone d'exclusion aérienne...

On peut dire aujourd'hui, alors que les rebelles-mercenaires libyens sont parvenus jusqu'à Tripoli que l'Occident a atteint son objectif : s'accaparer le pétrole libyen. Mais à quel prix !

« Il s'agit d'abord de semer la terreur au sein de la population civile puis, de favoriser l'avancée des forces d'occupation de Misrata vers la capitale, Tripoli ». <sup>667</sup>

Mais, comme le soulignait le clan Kadhafi, « les rats n'ont strictement aucune chance de contrôler ce pays » car « ce sont des traîtres » et « le peuple ne les soutient pas » ! <sup>668</sup>

« Asphyxier, tuer des populations civiles, pour qu'elles se soulèvent contre Mouammar Kadhafi, desservira, forcément, les vendus de Benghazi, à terme, car, le peuple aime Kadhafi à... 70 % ». <sup>669</sup>

Ce qui attend la Libye aujourd'hui dévastée par des mois de bombardements étrangers, ce sont des années de guerre civile. Tel est le prix à payer pour que des monopoles comme Total puissent continuer à garder la main haute sur le pétrole libyen. S'il est bien une chose de certaine, c'est que dans les années à venir l'écrasante majorité de la population libyenne sera la première à pâtir des moindres revenus dégagés par son secteur pétrolier, ce qui n'augure naturellement rien de bon du point de vue de la stabilité économique, politique et sociale.

Il serait en effet étonnant que débarrassées de la concurrence russe et chinoise, les compagnies pétrolières d'occident continuent de se montrer aussi généreuses que

par le passé, lorsqu'elles étaient obligées de faire des efforts pour remporter des marchés... On remarquera d'ailleurs que la première chose dont s'inquiétaient les pays impérialistes à la chute de Tripoli fût la façon dont serait repartagé le pétrole libyen.

« Pétrole : qui va profiter de la chute de Kadhafi ? », titrait ainsi *l'Expansion* qui remarquait que « les anciennes terres de Kadhafi » étaient « **en train de se transformer en champ de bataille économique** ». <sup>670</sup>

« L'italien Eni, qui était le principal producteur étranger de pétrole en Libye, a fait son retour dans le pays lundi, alors que les rebelles saluant la fin du régime de Mouammar Kadhafi prévenaient les sociétés chinoises et russes qu'elles risquaient de perdre des contrats pour n'avoir pas soutenu la rébellion. Total a par ailleurs indiqué qu'il suivait avec attention la situation en Libye pour évaluer quand ses activités pourraient reprendre ». <sup>671</sup>

De son côté, l'impérialisme chinois ne manqua pas de dénoncer l'ingérence occidentale grossière motivée par le pétrole.

« L'Occident n'a toujours pas renoncé à son intention de déterminer l'orientation du développement de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Nord. Cela est lié avec les intérêts économiques. Les fumées de la guerre en Libye ne sont pas encore dissipées que la dispute entre des compagnies pétrolières occidentales y a déjà commencé ». <sup>672</sup>

Aujourd'hui, Pékin n'est évidemment pas satisfait de voir « les puissances occidentales » « profiter injustement de la reconstruction dans la Libye post-Kadhafi ».

« Actuellement, certaines puissances occidentales sont davantage axées sur leurs intérêts commerciaux, avec notamment une visée sur les riches ressources pétrolières libyennes, que sur le processus de reconstruction qu'appelle de ses vœux la population du pays ».

Mais tout autant que sa participation aux nouveaux contrats, Pékin souhaite voir repris la cinquantaine de projets chinois « suspendus à cause du récent conflit », dès que « la situation sera stabilisée ». Le montant de ces projets n'est en effet pas négligeable — 18,8 milliards de \$ US —, et Pékin n'a évidemment pas envie de s'asseoir dessus... <sup>673</sup>

En ce qui concerne son avenir en Libye, Pékin est beaucoup moins optimiste que Paris et Rome. Inquiet, le ministère chinois du Commerce déclara ainsi « qu'après un retour à la stabilité », il espérait voir la Libye continuer à « protéger les intérêts et les droits des investisseurs chinois ». <sup>674</sup> Au même moment, la presse chinoise annonçait que la China National Petroleum Corp (CNPC), abandonnait l'exploration d'hydrocarbures en Libye, en Syrie, en Algérie et au Niger en raison de leur « instabilité politique ». Il faut dire que l'impérialisme chinois a été échaudé de voir la sécurité de ses investissements aussi brutalement compromise et ne souhaite pas réitérer cette expérience malheureuse. <sup>675</sup>

En on comprend Pékin dans la mesure où depuis plusieurs mois, les autorités et la presse bourgeoise des pays impérialistes en déclin accentuent également la

pression pour faire tomber le régime syrien — au moyen notamment du gel des avoirs étrangers syriens, de sanctions économiques et d'appels à la démission —, même si une agression coloniale similaire à celle entreprise en Libye reste pour l'instant exclue.<sup>676</sup>

Les autorités syriennes ne sont évidemment pas dupes et sont bien conscientes du fait que ces pays « **financent et arment des groupes (...) dans le sud du pays pour diviser la Syrie en zones sectaires et ethniques** ». La raison fondamentale en est simple.

« La Syrie est la cible de puissances étrangères en raison de sa position de soutien à la résistance [palestinienne et libanaise] ». <sup>677</sup>

Mais ce que les récents événements en Libye et en Syrie ont surtout mis en évidence — outre une tentation coloniale qui devient de plus en plus forte à mesure que la situation économique, politique et sociale se dégrade dans les pays impérialistes en déclin —, **c'est la puissance de l'industrie de la désinformation et la capacité des élites bourgeoises d'occident à intoxiquer à grande échelle une opinion publique dépolitisée à l'extrême**. Notons par exemple qu'au lendemain du début de l'agression militaire occidentale, un sondage Ifop révélait que celle-ci était soutenue par deux tiers des français, une proportion ne souffrant « d'aucun clivage partisan », qu'il s'agisse de sympathisants « de gauche (69 %) » ou « de droite (66 %) ». Deux semaines auparavant, seul un tiers des français aurait soutenu une telle agression...<sup>678</sup>

Il faut dire que la quasi-totalité des médias bourgeois d'occident s'est en effet fait le relais d'une vision simpliste, unilatérale et faussée de la rébellion et ont surtout refusé de parler du soutien populaire massif dont jouissent les régimes au pouvoir en Libye et en Syrie. Seule une poignée de médias alternatifs progressistes, à l'instar du *Réseau Voltaire*, sont parvenus à se hisser au-dessus d'une propagande occidentale mensongère et à révéler le véritable dessous des cartes, dénonçant par exemple l'armement et l'encadrement des rebelles-mercenaires par l'OTAN ou le massacre de populations civiles soutenant majoritairement le régime au pouvoir.<sup>679</sup>

Il fallut en fait attendre l'été pour que percent des bribes de la réalité économique, politique et sociale de la Libye sous Kadhafi. Comme le soulignait Patrick Haimzadeh, ancien diplomate français en poste à Tripoli de 2001 à 2004, il existe des « divergences énormes » au sein du CNT. Leur illustration la plus brutale fût l'exécution du général Younes, le chef militaire de l'insurrection, « par des factions internes au camp des insurgés et pas par les forces de Kadhafi ». Surtout, l'ancien diplomate français soulignait une différence fondamentale entre la situation en Tunisie (ou en Egypte) et celle en Libye.

« **Nous ne sommes plus dans un schéma d'insurrection de civils non armés contre un régime oppressif, mais dans une guerre civile et nous demeurons clairement dans une impasse militaire. On nous répète que les rebelles se rapprochent de Tripoli or ils n'ont pas la capacité de prendre la capitale pour l'instant. On ne veut pas accepter qu'il y a une grande partie de la population à l'ouest qui soutient encore Kadhafi. Il faut garder en tête qu'il n'y avait pas de misère en Libye. C'est**

**surtout les injustices entre l'Ouest (favorable à Kadhafi) et l'Est (les insurgés) qui ont été le moteur de l'insurrection ».**<sup>680</sup>

Parmi les pays bourgeois, seuls quelques-uns comme la Bolivie, le Venezuela ou l'Iran, marquèrent dès le début leur opposition résolue à toute intervention militaire étrangère en Libye.<sup>681</sup> L'Iran souligna ainsi les contradictions intéressées de la politique étrangère occidentale qui, au moment où elle prétendait défendre les « révolutionnaires » libyens, fermait les yeux sur la répression sanglante au Bahreïn...<sup>682</sup>

Dans les pays impérialistes en déclin, seules quelques voix très isolées se sont manifestées pour dénoncer l'agression militaire occidentale, à l'instar de l'humoriste Dieudonné ou des avocats français Roland Dumas et Jacques Vergès. Des voix qui échouèrent naturellement à « briser le mur de silence » érigé par les médias-prostitués officiels pour couvrir les crimes des « assassins » qui avaient lancé « une agression brutale contre un pays souverain ».<sup>683</sup>

Au printemps 2011, l'impérialisme français employa une autre variante des méthodes coloniales sur le continent africain — mais "en solo", sans le moindre mandat onusien et toujours en rencontrant un minimum d'opposition médiatique indigène —, afin d'en finir une fois pour toute avec le désormais indésirable Laurent Gbagbo.

A la fin de l'année 2010, Paris intima ainsi au président ivoirien sortant l'ordre de « quitter le pouvoir sans délai ».<sup>684</sup> En vain, car Laurent Gbagbo continua de défier Paris et accusa les « grandes puissances » de se livrer à « une tentative de coup d'État ».<sup>685</sup>

De son côté, l'impérialisme chinois ne cachait pas son inquiétude devant cette situation et déclarait souhaiter voir les « différends » être traités « par le dialogue et les négociations ».<sup>686</sup> Mais quel dialogue est possible quand chaque partie accuse la partie adverse de fraude électorale ? Aucun évidemment !<sup>687</sup>

Finalement, au printemps 2011, alors que les forces armées d'Alassane Ouattara peinaient à prendre la capitale ivoirienne, l'impérialisme français décida que le bras de fer n'avait que trop duré.<sup>688</sup> Il faut dire que l'embargo sur les exportations de cacao ivoiriennes instauré par l'Occident fin janvier pour « étouffer financièrement » le régime au pouvoir n'avait pas eu les résultats escomptés, ce dernier ayant procédé en représailles à « la nationalisation pure et dure » de la filière cacao ivoirienne...<sup>689</sup>

C'est ainsi que les troupes d'occupation françaises de la Force Licorne, intervinrent au moyen d'hélicoptères « pour détruire des armes lourdes des forces restées fidèles à Laurent Gbagbo ». Ce dernier appela alors « à la résistance contre les bombardements et les agissements de l'armée française en Côte d'Ivoire ».<sup>690</sup>

Mais les troupes françaises ne s'arrêtèrent pas là, et à l'appel du camp Ouattara qui pressait la France de « neutraliser les miliciens à la solde du président sortant Laurent Gbagbo », elles participèrent activement et directement à l'arrestation du président sortant.<sup>691</sup> Ainsi, même la presse des pays impérialistes en déclin souligna

que l'intervention française s'inscrivait dans la « sale habitude » « néo-coloniale » de la « Françafrique ». La presse anglo-saxonne soulignait également que l'arrestation de Laurent Gbagbo ne garantissait pas la fin de la crise ivoirienne, car cette intervention va « nourrir la colère des pro-Gbagbo, mus par un sentiment anti-occidental », sans oublier le fait que « Ouattara devra se défaire de l'étiquette de marionnette de la communauté internationale et surtout de la France ». <sup>692</sup>

L'impérialisme français est décidément bien loin d'avoir rompu avec la vieille tradition de la Françafrique, une tradition, qui, comme le soulignait le documentaire intitulé *Françafrique, la raison d'État* réalisé en 2010 par Patrick Benquet, a consisté pour la France à mettre en place et protéger le pouvoir de ses pions bourgeois-compradore.

« Durant ces cinquante années de la décolonisation, la France met en place ou soutient activement des présidents dont la plupart sont des dictateurs qui n'hésiteront jamais à recourir aux méthodes les plus brutales pour rester au pouvoir. (...) Des complices sans états d'âmes du pillage de leur pays par les compagnies étrangères, comme le fût le président Bongo au Gabon ». <sup>693</sup>

Ce documentaire en deux parties de quatre-vingt minutes chacune fût diffusé les 4 et 5 août 2011 sur la chaîne parlementaire *LCP*, évidemment à une heure des plus tardives. Il faut dire, comme le souligne lui-même le site web de la chaîne télévisée, que le contenu de ces deux volets est hautement explosif...

« Dans les années 60, les 14 colonies françaises d'Afrique noire deviennent indépendantes. Cependant, il est hors de question pour Paris de perdre le contrôle des innombrables matières premières dont regorge le sol Africain. Pour défendre les intérêts économiques, diplomatiques et stratégiques de la France dans ses anciennes colonies, le général De Gaulle confie à Jacques Foccart la mise en place d'un réseau performant appelé la Françafrique. Derrière les drames qu'a traversés l'Afrique au cours des 50 dernières années, on découvre une logique impitoyable de soutien à des dictatures africaines, d'élections truquées, de crimes politiques et de valises de billets traversant les frontières. En donnant la parole aux « Messieurs Afriques » de l'Elysée (ambassadeurs, agents secrets, hommes de main...), ces deux épisodes révèlent un monde secret où, en dehors de tout contrôle parlementaire ou gouvernemental, tous les coups sont permis pour maintenir une dépendance de fait avec au pouvoir des chefs d'État africains dévoués à la France... » <sup>694</sup>

On pourrait d'abord s'étonner de voir les dessous de la politique impérialiste française être aussi crûment exposés par certains médias bourgeois.

Mais si l'impérialisme français permet aujourd'hui que l'on porte ces vérités sur la scène publique, c'est parce qu'il sait bien que le prolétariat et le mouvement communiste sont anéantis, d'un point de vue idéologique comme organisationnel. Les masses populaires, dépolitisées à l'extrême, ne sont plus à un scandale politique près, et ont d'ailleurs d'autres soucis immédiats qui les préoccupent... Cela fait bien longtemps que la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme ne mobilise plus les foules !

Ceci vaut évidemment pour les partis politiques et les syndicats réformistes dits de "gauche" et "d'extrême gauche" qui n'assurent même plus le "service minimum",

c'est-à-dire une condamnation purement verbale. En témoigne la récente agression coloniale entreprise contre la Libye sans avoir rencontré la moindre opposition organisée.

Dans ces conditions (intérieures) "favorables", les élites des pays impérialistes en déclin ont aujourd'hui de plus en plus recours aux méthodes coloniales pour tenter de s'opposer à la marche "naturelle" du commerce et des capitaux qui a fait de l'Afrique « un point chaud pour les investissements étrangers chinois ».<sup>695</sup>

« Depuis quelques années, la Chine est sortie de son cocon et lance des investissements tous azimuts en Afrique », reconnaissait dernièrement la presse officielle chinoise qui en profitait pour souligner que la Chine s'en tenait au principe de « non-ingérence politique », au contraire des pays occidentaux qui « **s'ingèrent dans les affaires intérieures des pays, mettent les bâtons dans les roues des dirigeants et favorisent l'instabilité dans les pays où ils disent vouloir instaurer la démocratie et la bonne gouvernance** ».<sup>696</sup>

A la fin de l'année 2010, la presse officielle chinoise remarquait que « les géants occidentaux » étaient aujourd'hui « très mal à l'aise » et « mécontents » face à « [l'élargissement de] l'influence de la Chine en Afrique ». Ceux-ci sont déterminés à ne « pas céder l'Afrique aux Chinois », en dépit du fait qu'« investir en Afrique est une tendance inévitable pour la Chine, parce que les capitaux chinois doivent chercher des débouchés et la délocalisation de certaines entreprises manufacturières, en contournant les barrières commerciales des pays occidentaux ».<sup>697</sup>

Le tournant chinois vers les pays bourgeois-compradore d'Afrique inquiète les plus puissants pays impérialistes en déclin, d'autant qu'en 2010, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent avec un volume du commerce bilatéral de 126,9 milliards de \$ US.<sup>698</sup>

L'impérialisme américain lui-même observe « de près les faits et gestes de la Chine », que ce soit au Kenya, au Nigéria (important pays producteur de pétrole) ou en Angola dont les élites bourgeoises-compradore se tournent de manière croissante vers l'impérialisme chinois, estimant que de par son « envergure », la politique africaine du gouvernement chinois « est devenue une menace pour ses propres intérêts ».<sup>699</sup>

Cette menace est d'autant plus grande que, comme nous l'avons déjà souligné, l'impérialisme chinois n'a pas besoin de l'aide des canons pour lui ouvrir les portes de l'Afrique. En outre, il sait parfaitement jouer sur la fibre de la "fraternité tiers-mondiste".<sup>700</sup> Enfin, comme nous l'avons déjà souligné, contrairement à de nombreux pays impérialistes en déclin, il a objectivement intérêt à soutenir un minimum de développement des infrastructures, de l'industrie et de l'agriculture africaines afin de mettre en place sa propre division internationale du travail.<sup>701</sup>

Aussi, l'impérialisme chinois n'a-t-il aucun mal à travestir ses propres ambitions impérialistes en mettant en avant les « opportunités pour l'Afrique » et en esquissant « un chemin vers la prospérité mutuelle » qui passera par « la création



de zones économiques spéciales » visant à « [renforcer] les capacités manufacturières de nombreux pays africains ». <sup>702</sup>

De même, la famine sévissant actuellement dans les pays de la Corne de l'Afrique a été l'occasion pour Pékin non seulement de participer à la campagne de charité internationale — c'est-à-dire le "service-minimum" dont se sont contentées les élites des pays impérialistes en déclin —, mais surtout de rappeler ses contributions actuelles au développement de l'agriculture africaine et de réaffirmer sa volonté de promouvoir « la coopération agricole » sino-africaine destinée à « augmenter la capacité du continent noir à assurer sa sécurité alimentaire », en jouant évidemment sur la corde de la solidarité tiers-mondiste...

« En tant que pays en développement, la Chine comprend parfaitement la préoccupation des pays africains sur le problème de la sécurité alimentaire, éprouve de grande sympathie pour les difficultés que rencontrent ces pays africains à cet égard ». <sup>703</sup>



## Décomposition de la "classe moyenne" : la démocratie bourgeoise en péril

S'il est bien un domaine dont la crise économique n'a pas compromis la croissance, c'est celui de la polarisation des richesses. Comme en témoigne le tableau ci-dessous synthétisant les derniers classements *Forbes*, la grande bourgeoisie, y compris celle des pays impérialistes en déclin, a rapidement effacé la majeure partie de ses pertes au moment où les masses exploitées sont toujours confrontées à un haut taux de chômage structurel.

Naturellement, dans les "pays émergents", la situation de la grande bourgeoisie est encore meilleure. Ses effectifs ont égalé voir dépassé leur plus haut niveau d'avant-crise. Ceci est particulièrement vrai pour la Chine dont le nombre de milliardaires "rouges" a plus que doublé depuis 2007 et n'est plus dépassé que par celui des USA. Mais pour combien de temps ?

Les milliardaires recensés dans le monde <sup>704</sup>				
	2007	2008	2009	2010
USA	469	309	403	413
Chine	68	47	89	147
Russie	87	32	62	101
Inde	57	24	49	55
Allemagne	59	54	53	53
Turquie	35	13	28	38
Brésil	18	13	18	30
Japon	24	17	22	26
Taiwan	7	5	18	25
Canada	25	20	24	23
Corée du Sud	12	4	11	16
Espagne	18	12	13	15
Italie	13	12	13	14
France	14	10	12	14
Suisse	11	9	11	9
Arabie Saoudite	13	14	10	8
Monde	1 125	793	1 011	1 210

En 2011, *Forbes* a recensé 1 210 milliardaires dans le monde, « un record absolu depuis 25 ans que ce classement existe ». <sup>705</sup> Notons d'abord que les pays représentés dans ce tableau abritent plus de 80 % des milliardaires recensés dans le monde. Notons ensuite qu'il apparaît évident que ce sont les milliardaires chinois qui ont le mieux traversé la crise, renforçant considérablement leurs effectifs depuis 2007, tandis que ceux des pays impérialistes en déclin, ont dans la plupart des cas stagné ou reculé.

Pour 2010, *Forbes* a recensé 147 milliardaires chinois, dont 32 pour Hong Kong et 115 pour la Chine continentale. Rappelons qu'en 2009, la Chine continentale comptait 89 milliardaires (dont 25 pour Hong Kong). <sup>706</sup>

*Le Monde* remarquait ainsi que la réduction du « leadership des États-Unis » était « une vraie tendance de fond » et que la Chine avait « vraiment donné le la cette année ». <sup>707</sup> Dans la réalité, il est même probable que la Chine soit déjà passée devant les USA en termes de population à très haut revenus.

Le *Hurun Wealth Report 2011* a ainsi recensé plus de 960 000 chinois dont la fortune excède 10 millions de yuans (soit 1,5 million de \$ US ou 1,1 million d'euros). La fortune de 60 000 d'entre eux excède même 100 millions de yuans. Enfin, une centaine d'entre eux possède une fortune excédant les dix milliards de yuans. Mais l'institut *Hurun* souligne la difficulté de connaître avec précision les effectifs de la population chinoise fortunée, car « **ceux qui dissimulent leur fortune sont beaucoup plus nombreux que les millionnaires et milliardaires déclarés** ». Pour l'institut, la population fortunée recensée ne constitue en fait que la partie visible de l'iceberg et la Chine pourrait déjà compter en réalité 4 000 milliardaires en yuans et entre 400 et 500 milliardaires en \$ US, soit autant ou davantage que les USA ! <sup>708</sup>

A l'automne 2010, à l'occasion d'un banquet où répondirent présent une cinquantaine de milliardaires chinois sous le parrainage de Bill Gates et Warren Buffet venus faire la promotion des vertus de la philanthropie, le fondateur de l'institut *Hurun* déclarait déjà

« Nous connaissons déjà 189 milliardaires en \$ US en Chine cette année, mais vous pouvez dire sans crainte de vous tromper qu'il y en a autant que nous ne connaissons pas, ce qui veut dire qu'il pourrait y avoir en fait entre 400 et 500 milliardaires en Chine. (...) Il est probable que la Chine compte maintenant le plus grand nombre de milliardaires du monde ».

Près d'un an plus tard, à la fin de l'été 2011, l'institut *Hurun* recensait désormais 271 milliardaires chinois en \$ US, soit une hausse de 43 % par rapport à 2010 et de 108 % par rapport à 2009... « En dépit de la persistance de la crise financière globale, 2011 a été une année record pour les riches en Chine », soulignait l'institut *Hurun*. <sup>709</sup>

Comme le soulignait récemment un article publié dans *la Tribune*, « **en Chine, argent et communisme font bon ménage** ». Pas seulement parce-que le "communisme" chinois fait les yeux doux aux très fortunés, mais surtout parce que ces derniers sont solidement intégrés dans l'appareil d'Etat, une manière pour eux de faire représenter directement leurs intérêts sans passer par les intermédiaires habituels auxquels la bourgeoisie a recours dans les démocraties bourgeoises d'occident pour duper les masses exploitées et leur donner l'illusion que les "élus de la République" sont "les leurs" et travaillent pour le "bien commun"...

« Une enquête menée par deux journalistes de l'agence *Bloomberg*, Michael Forsythe, correspondant à Pékin, et Peter Hirschberg, illustre quantitativement le phénomène. Les plus fortunés des parlementaires américains sont loin d'égaliser leurs homologues chinois. Dans les rangs des 2.987 membres de l'Assemblée, figurent 70 très grosses fortunes dont le patrimoine cumulé représente 493,1 milliards de yuans (53,7 milliards d'euros). A titre de comparaison, rappelons qu'aux États-Unis, la fortune des 70 membres du Congrès les plus riches atteint seulement 4,8 milliards de dollars (3,4 milliards d'euros) ». <sup>710</sup>

Dans un article publié le 1<sup>er</sup> juillet dernier à l'occasion des festivités entourant le 90<sup>ème</sup> anniversaire de la création du Parti communiste chinois, *la Tribune* décrivait le rôle de "super-syndicat patronal" joué par le PCC.

« [Le PCC] agit comme un Rotary Club et sert d'ascenseur social. Tous les patrons des grandes entreprises publiques sont évidemment membres du Parti communiste. Mais les chefs d'entreprises du secteur privé y adhèrent aussi, et appartiennent au même club ! Il est tout à fait possible de faire carrière et développer sa fortune à l'extérieur du parti, mais très rapidement celui-ci vous propose de devenir membre. Le Parti règne sur la politique économique, sociale ou culturelle du pays ». <sup>711</sup>

Une description qui correspond parfaitement à la définition que nous donnons de l'élite chinoise au pouvoir : la haute bourgeoisie chinoise est fondamentalement une puissante bourgeoisie monopoliste d'État. Telle est la réalité économique et sociale chinoise. En 2009, les 500 plus grosses entreprises chinoises (publiques comme privées) avaient réalisé un chiffre d'affaires de 27 590 milliards de yuans. <sup>712</sup>

A titre de comparaison, la même année, le chiffre d'affaires des 500 plus grosses entreprises privées s'était montée à 4 700 milliards de yuans. <sup>713</sup>

Outre une population très fortunée détenant directement les rennes du pouvoir, la Chine compte aujourd'hui des effectifs importants d'une couche de population à hauts revenus. Selon une étude portant sur des données collectées en 2008 et récemment publiée par l'Université Fudan, ce sont environ 55 millions de chinois qui perçoivent un revenu annuel après impôts d'au moins 300 000 yuans, soit 45 000 \$ US. <sup>714</sup>

Comme le soulignait récemment un article publié dans *Capital*, « la conquête de l'eldorado chinois mobilise d'énormes moyens » dans l'industrie du luxe, les grands groupes occidentaux se lançant dans une véritable « ruée » vers ce marché qui est devenu « leur priorité absolue ». Il faut dire que le marché chinois figure déjà parmi les plus grands débouchés de groupes comme LVMH et Cartier. <sup>715</sup>

Bref, rassurée par le gonflement des effectifs de la petite bourgeoisie et par la stabilité sociale grandissante, la grande bourgeoisie chinoise, de plus en plus décomplexée, commence à afficher de plus en plus ouvertement ses signes extérieurs de richesse...

Dernièrement, les autorités chinoises ont ainsi mis en vente un premier lot de 176 îles inhabitées de son vaste littoral qui on compte plus de 17 000. Les propriétaires des baux de cinquante ans pourront y développer des projets industriels ou touristiques variés. Une vente qui répond, comme le soulignait *Libération*, à un réel débouché, la Chine comptant « un nombre croissant de milliardaires potentiellement capables de payer très cher le droit de posséder une île ». <sup>716</sup>

Au même moment, un article du *Quotidien du Peuple* soulignait que « certains riches chinois possèdent déjà leurs châteaux en France pour jouir du même luxe que les riches français ». <sup>717</sup>

Et certains membres de la haute bourgeoisie chinoise n'hésitent pas à voir encore plus grand, la crise encourageant les élites occidentales à brader jusqu'à leur propre

territoire. Le milliardaire chinois Huang Nubo, dont la fortune déclarée se monte à 890 millions de \$ US, est ainsi en passe d'acheter 300 km<sup>2</sup> du territoire islandais afin d'y développer des projets touristiques. Bien plus que les 8,8 millions d'euros du prix d'achat du terrain, ce sont les investissements prévus « pour construire un village de vacances écologique et un green », estimés entre 88 et 176 millions d'euros, qui devraient pousser le gouvernement islandais à avaliser cette acquisition.<sup>718</sup>

Si la bourgeoisie chinoise se permet d'afficher de plus en plus ouvertement ses signes extérieurs de richesse, c'est évidemment grâce à l'importante réduction de la pauvreté absolue enregistrée au cours des dernières années. La pauvreté pèse certes "positivement" sur le niveau des salaires, mais négativement en termes de stabilité sociale et d'accroissement de la demande domestique, deux objectifs désormais prioritaires pour Pékin.

Contrairement aux pays impérialistes en déclin, où le creusement des inégalités sociales s'accompagne de plus en plus d'une paupérisation absolue du prolétariat, le creusement accéléré des inégalités sociales enregistrées en Chine au cours des dernières décennies s'est accompagnée d'une réduction de la pauvreté absolue. Les chinois pauvres ne sont en effet devenus plus pauvres que d'un point de vue relatif, les chinois riches s'étant enrichis beaucoup plus vite. Un constat similaire vaut pour le Brésil de Lula où la réduction de la pauvreté, passée de 42,7% à 28,8 % de la population durant la période 2003-2008, notamment grâce à une appréciation du salaire minimum réel de l'ordre de 45 %, n'a pas pour autant réduit les inégalités de richesse. De toute évidence, « l'ère Lula a été bien plus bénéfique pour les plus riches : grands propriétaires terriens, banquiers, rentiers, industriels de la construction civile et de l'agroalimentaire ».<sup>719</sup>

Ceci n'a rien de surprenant. Marx avait déjà démontré que même dans le cas le plus favorable, la reproduction élargie du Capital amenait à un accroissement des profits plus rapide que celui des salaires, avec à la clef un fossé relatif grandissant.

En Chine, la réduction de l'extrême pauvreté est indéniable. En 2010, le nombre de chinois vivant en dessous du seuil de pauvreté (actuellement défini par Pékin à 1 200 yuans par an par habitant) dans les régions rurales a diminué de 9,1 millions, passant de 36,0 à 26,9 millions de personnes.<sup>720</sup>

Dans les régions rurales, le niveau de vie augmente rapidement. En témoigne par exemple la hausse vertigineuse des ventes d'appareils électroménagers dans les campagnes chinoises. De janvier à mai 2011, ce sont plus de 45,2 millions d'appareils électroménagers — majoritairement des téléviseurs et des réfrigérateurs —, qui ont été vendus dans les régions rurales, un chiffre en hausse de 71 % en glissement annuel. Une performance à laquelle le programme de subvention lancé en février 2009 dans le but de stimuler la consommation rurale afin de soutenir la croissance économique du pays n'est pas étranger. Pour le seul mois de mai, les ventes d'appareils électroménagers dans les régions rurales chinoises ont représenté 351,3 milliards de yuans, dont 40,7 milliards de yuans de subventions.<sup>721</sup>

De toute évidence, le marché domestique chinois représente des débouchés croissants pour l'industrie nationale. En témoignent les dernières statistiques de l'industrie textile qui, elle, n'a pas bénéficié de programmes de subventions gouvernementaux. Au premier semestre 2011, la production de l'industrie textile chinoise enregistrait une hausse de 30 % en glissement annuel à 2 390 milliards de yuans (soit 370,7 milliards de \$ US) pour un bénéfice net de 97,7 milliards de yuans, en hausse de près de 43 %. Dans le même temps, les exportations textiles chinoises ont représenté "seulement" 45,9 milliards de \$ US.<sup>722</sup>

Dans les conditions de l'aggravation des rivalités inter-impérialistes en notamment des tentatives de déstabilisation des pays impérialistes en déclin, les autorités chinoises insistent aujourd'hui sur l'amélioration des conditions de vie de la population chinoise, et en particulier des plus démunis. A l'automne 2010, les autorités chinoises ont ainsi annoncé qu'elles allaient accélérer le relèvement du seuil de pauvreté.<sup>723</sup> Elles annoncèrent également être déterminées à « améliorer les conditions de travail », à « garantir les droits des travailleurs » et à « réduire le fossé entre les riches et les pauvres durant la période de 2011 à 2015 », notamment via l'augmentation du salaire minimum et la réforme de la fiscalité incluant « des impôts plus élevés pour la classe aisée ».<sup>724</sup>

A la fin décembre, une nouvelle « hausse spectaculaire » du salaire minimum de 200 yuans (soit 21 %) fut instaurée à Pékin, à peine six mois après la précédente hausse de 20 %. Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le SMIC pékinois atteignait ainsi 1 160 yuans, soit 133 euros. En dépit de ces hausses, la main-d'œuvre pékinoise demeure très bon marché. Comme le remarquait *La Tribune*, « les coûts du travail » n'en restaient en effet pas moins « beaucoup plus faibles que dans les économies développées » du fait que « la productivité a augmenté plus vite dans la plupart des secteurs ».<sup>725</sup> Aussi est-il évident que « la hausse des salaires chinois n'enrayera pas les délocalisations », d'autant comme on l'a vu, que l'impérialisme chinois dispose encore d'une marge importante pour gagner en productivité via un recours plus important à la robotisation.<sup>726</sup>

Outre la mise en place d'une politique de redistribution des richesses, la bourgeoisie monopoliste d'État chinoise ne cache pas viser à recourir également aux armes spirituelles, et notamment aux préjugés religieux comme un autre levier pour désamorcer les tensions sociales et accroître la stabilité sociale. Pour l'impérialisme chinois, le bouddhisme et le confucianisme représentent la panacée. A l'automne 2010, le président du Comité national de la CCPPC avait ainsi déclaré « **[attacher] de l'importance au rôle positif de la religion dans la promotion de l'harmonie sociale** ».<sup>727</sup>

Au début de l'année 2011, tous les engagements pris par les autorités chinoises furent confirmés par le Premier ministre chinois et les travaux de la session annuelle de la CCPPC.

« Le plan de développement de la Chine pour les cinq prochaines années mettra l'accent sur l'amélioration de la subsistance du peuple. (...) [C'est] le point de départ de notre travail ainsi que notre objectif final ».<sup>728</sup>

Au printemps 2011, le salaire minimum avait été réévalué à la hausse d'en moyenne 22,8 % dans treize provinces chinoises par rapport au début de l'année. Et ce n'est là qu'un début. Durant la période 2011-2015, les autorités chinoises comptent réaliser une augmentation annuelle de l'ordre de 15 % des salaires, soit un doublement en cinq ans.<sup>729</sup>

Il faut dire que le marché de l'emploi chinois est resté dynamique, avec près de 11,7 millions de créations nettes d'emplois dans les zones urbaines en 2010. Le taux de chômage urbain, déjà faible, a ainsi baissé, passant de 4,3 à 4,1%.<sup>730</sup>

Surtout, les conditions de travail ont confirmé leur tendance à l'amélioration. En 2010, le nombre de décès provoqués par les accidents dans les mines de charbon chinoises a poursuivi son recul, avec 2 433 mineurs tués, soit une baisse de 7,5 % en glissement annuel.<sup>731</sup> De janvier à avril 2011, cette tendance s'est même considérablement accentuée avec une mortalité en baisse de 39 % en glissement annuel.<sup>732</sup>

Les dernières années ont vu la mortalité due aux accidents de travail reculer de manière rapide et continue. En 2010 ont ainsi été enregistrés 79 552 décès, soit une baisse de 4,4 % en glissement annuel. A titre de comparaison, on comptabilisait 127 000 décès dus aux accidents de travail en 2005.<sup>733</sup>

Autre indice témoignant de l'amélioration du marché de l'emploi en Chine, le taux d'emploi des diplômés universitaires — indiquant la proportion d'entre-eux ayant trouvé du travail dans un délai inférieur à six mois après l'obtention de leur diplôme —, a augmenté en 2010 pour la seconde année consécutive, dépassant même de 2 % son niveau de 2007 pour atteindre 86,9 %. Dans le même temps, leur salaire mensuel moyen s'est accru significativement, passant de 2 130 yuans en 2009 à 2 479 yuans en 2010, soit une hausse de 16,4 %.<sup>734</sup>

Une tendance foncièrement opposé à celle observée dans les pays impérialistes en déclin où les jeunes générations voient leurs conditions de vie et leurs perspectives d'avenir se dégrader inexorablement, symbole de la décomposition de la "classe moyenne".

Surtout, comme nous l'avions déjà souligné dans notre précédent ouvrage, l'amélioration des conditions de l'esclavage salarié en Chine ne se résume pas à de conséquentes augmentations salariales, mais inclut la création de services sociaux et la création d'une législation visant à protéger davantage la main-d'œuvre.

A l'automne 2010, la Chine avait ainsi mis en place avec un an d'avance sur le planning initial le « plus grand système de soins médicaux de base du monde », couvrant plus de 1,22 milliard de chinois, soit plus de 90 % de la population.<sup>735</sup> Selon les statistiques officielles, ce sont ainsi plus de 96 % des habitants des zones rurales (soit 832 millions de chinois) qui bénéficient de cette couverture maladie de base, laquelle prend en charge les frais d'hospitalisation à hauteur de 70 % et porte le plafond des remboursement de 30 000 à 50 000 yuans par personne.<sup>736</sup>



En bref, l'impérialisme chinois est en passe d'assurer les soins de médicaux de base à l'ensemble de sa population, loin des USA où la loi d'Obama sur la réforme du système de santé apparaît comme aujourd'hui enterrée...

Dans le même temps, au début de l'année 2011, les autorités chinoises ont entamé un virage radical en ce qui concerne le contrôle du tabac, jusqu'à il y a peu inexistant. On estime que la Chine compte 300 millions de fumeurs actifs et davantage encore de fumeurs passifs. Les maladies directement liées au tabac tuent chaque année plus de 1,2 million de chinois.<sup>737</sup> En janvier 2011, la presse officielle a commencé à se faire le relais et le promoteur de la nécessité de combattre le tabagisme en Chine. Pour la bourgeoisie, ce n'est évidemment pas le souci pour la vie des masses laborieuses qui a pesé, mais la simple et froide nécessité dictée par les impératifs économiques.

On pouvait ainsi lire dans *Le Quotidien du Peuple* que l'industrie du tabac était nocive non seulement pour la santé des fumeurs « mais aussi pour la santé économique de la Chine ».

« Les pertes de productivité du fait de problèmes de santé causés par le tabac risquent d'avoir des conséquences négatives sur la croissance économique de la Chine, et les coûts liés dus au tabac excèdent de loin la contribution apportée par l'industrie du tabac en termes de profits et d'emplois créés ».<sup>738</sup>

Quelques semaines plus tard, le gouvernement chinois adoptait une nouvelle réglementation interdisant le tabagisme dans les lieux publics clos à compter du 1<sup>er</sup> mai afin de diminuer drastiquement les méfaits du tabagisme passif.<sup>739</sup> Et il ne s'agit là que d'une entrée en matière, à un moment où la presse chinoise relaie l'opinion de ceux qui souhaitent « **une interprétation plus agressive du dernier engagement sur le contrôle du tabac introduit dans le [12<sup>ème</sup>] plan de développement quinquennal [2011-2015]** ». Le but est de parvenir en quelques années à une législation comparable à celle que l'on peut trouver dans les pays impérialistes en déclin.

« L'interdiction de fumer doit être considérée sous trois aspects : interdiction de fumer à l'intérieur des lieux publics ; de faire de la publicité, de la promotion ou du parrainage dans les lieux publics ; et interdire la vente du tabac aux mineurs ou par les mineurs ».<sup>740</sup>

Les autorités chinoises ne cachent pas non plus être aujourd'hui déterminées à faire progresser la sécurité alimentaire.<sup>741</sup> C'est un indice supplémentaire témoignant de la montée en puissance de l'impérialisme chinois et donc de la création croissante de chaînes dorées pour les travailleurs chinois.

En Chine, l'émergence rapide d'une "classe moyenne" nombreuse dans les régions côtières attire comme on l'a déjà dit de nombreux appétits car les investisseurs étrangers, confrontés à leur propre marché intérieur en perte de vitesse, ne comptent évidemment pas passer à côté de ces perspectives de profits.

En 2009, Disneyland Paris a vu son chiffre d'affaires reculer fortement de 7,5 % en glissement annuel à 1,23 milliard d'euros. Une baisse induite non pas par la baisse

de la fréquentation (+ 0,6 % à 15,4 millions de visiteurs), mais par la baisse des dépenses moyennes par visiteur, passée de 46,3 à 44,2 euros.<sup>742</sup> La baisse du chiffre d'affaires du parc est d'autant plus significative qu'elle se produit après trois années de forte hausse, celui-ci étant passé de 1,04 à 1,33 milliard d'euros durant la période 2005-2008. Si en 2010 le chiffre d'affaires s'est partiellement relevé à 1,27 milliard d'euros, il reste encore inférieur à son plus haut niveau d'avant-crise.<sup>743</sup>

Ce n'est pas pour rien si Disney a entamé au printemps 2011 la construction d'un parc Disneyland à Shanghai, son sixième dans le monde et son quatrième à l'étranger (après ceux de Tokyo, Paris et Hong Kong). S'étendant dans un premier temps sur 3,9 km<sup>2</sup>, le parc sera desservi par deux lignes de métro. Ce projet lancé en novembre 2010 pour un investissement prévisionnel de plus de 24,5 milliards de yuans (soit 3,7 milliards de \$ US) débouchera en 2015 sur l'ouverture du premier parc Disneyland de Chine continentale.<sup>744</sup>

Le parc fonctionnera comme une co-entreprise dont la Walt Disney Company ne sera pas l'actionnaire majoritaire, l'américain ne détenant que 43 % des parts et les 57 % restant étant détenus par une société étatique chinoise.<sup>745</sup> Des conditions pour le moins avantageuses pour la partie chinoise : à sa création, la société Eurodisney SCA exploitant Disneyland Paris était détenue à 49 % par la Walt Disney Company.<sup>746</sup> Cette remarque vaut également pour la gestion du parc : d'ordinaire chasse gardée de la Walt Disney Company, qui est ainsi l'unique gérant de Disneyland Paris, Disneyland Shanghai sera géré à hauteur de seulement 70 % par l'américain, les 30 % restant laissant à la partie chinoise une marge de manœuvre pour « [intégrer] des éléments de la culture locale », c'est-à-dire "siniser" le parc à thème Disney...<sup>747</sup> Ces conditions nous semblent parfaitement illustrer le rapport de force contemporain, clairement défavorable aux monopoles des pays impérialistes en déclin, contraints de faire d'importantes concessions pour trouver de nouveaux débouchés et compenser ainsi le déclin de leurs anciens marchés.

La construction de ce parc deux fois plus vaste que celui de Hong Kong s'inscrit également parfaitement dans le cadre de l'ambition récemment affichée par le vice-Premier ministre chinois de faire du tourisme l'un des nouveaux piliers de l'économie chinoise d'ici 2015.<sup>748</sup> Une ambition qui ne fait plus rire personne quelques mois après la clôture de l'Exposition universelle de Shanghai. Une semaine avant sa fermeture, l'Exposition universelle de Shanghai avait déjà largement battu le record d'affluence de 64 millions de visiteurs enregistré en 1970 au cours de l'Exposition universelle d'Osaka. A sa fermeture, l'Exposition avait accueilli 73 millions de visiteurs.<sup>749</sup>

En 2010, le secteur chinois du tourisme a réalisé un chiffre d'affaires de 1 550 milliards de yuans (soit près de 235 milliards de \$ US), en hausse de 20 % en glissement annuel. A lui seul, le tourisme international a représenté 56 millions de touristes (un chiffre en hausse de 10 % en glissement annuel) et rapporté 45,8 milliards de \$ US de devises étrangères (un chiffre en hausse de 15,5 % en glissement annuel). Sans surprise, la contribution du tourisme d'affaires est importante : 40 % des 3,3 millions de touristes japonais (le 1<sup>er</sup> contingent de touristes étrangers en Chine) sont venus en Chine pour affaires. En 2010, la Chine

était la troisième destination touristique mondiale derrière la France (79 millions de visiteurs) et les USA (61 millions de visiteurs), mais devant l'Espagne (53 millions de visiteurs). Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, la Chine conquerra le 1<sup>er</sup> rang mondial d'ici 2015. Comme le soulignait le secrétaire général de l'OMT au début de l'année 2011, si le tourisme mondial est fortement reparti à la hausse, « bondissant de 6,7 % en 2010 », c'est parce qu'il a été « **tiré par la forte croissance des pays émergents comme la Chine** ». En Europe par exemple, la reprise modérée du tourisme en 2010 (+ 3 %) n'a pas permis au secteur de retrouver son niveau d'avant-crise.<sup>750</sup>

**« Il est sûr que les fortes économies d'Asie vont poursuivre leur ascension, pas seulement la Chine, mais surtout la Chine. (...) Le monde change, la géopolitique du monde change, les centres de gravité se déplacent, nous ne pouvons attendre que le tourisme n'en soit pas influencé ».**<sup>751</sup>

Les élites bourgeoises d'occident sont donc bien conscientes de l'inexorabilité de l'ascension de l'impérialisme chinois, comme ce dernier d'ailleurs... Mais l'impérialisme chinois se garde bien de crier victoire et ne relâche pas sa vigilance. A l'automne 2010, un communiqué du Comité central du PCC souligna ainsi que

« Les cinq prochains années — de 2011 à 2015 — seront une étape critique pour la construction d'une société chinoise modérément prospère dans tous les domaines (...) La Chine se trouve toujours dans une période importante riche en opportunités stratégiques pendant laquelle elle peut réaliser énormément de chose. La nation fait face à la fois à des opportunités historiques précieuses et à des risques et défis prévisibles et imprévisibles ».<sup>752</sup>

En dépit de ces difficultés, les autorités chinoises se montrent confiantes dans l'avenir, au moins en ce qui concerne la résolution des contradictions dans leur cadre national. Il s'agit pour l'impérialisme chinois d'assurer une stabilité sociale croissante, qui passe notamment par la limitation de l'inflation, afin que celle-ci n'annule pas une grande partie des augmentations salariales.

A n'en pas douter, l'inflation constitue la principale préoccupation des autorités chinoises qui se sont d'ailleurs fixées comme objectif de limiter l'inflation des prix à la consommation à 4 % en 2011, après 3,3 % en 2010.

« Il y a des conditions favorables au contrôle des prix des produits de première nécessité dans le pays : la hausse de la production céréalière pour sept années consécutives, l'approvisionnement abondant en produits industriels et des réserves énormes de devises étrangères ».<sup>753</sup>

Du fait de réserves de céréales représentant 40 % de la consommation annuelle du pays, un taux représentant plus du double des « standards internationaux », la Chine semble en effet à l'abri d'une inflation provenant d'une flambée des prix de l'alimentaire.<sup>754</sup>

En dépit d'aléas climatiques ayant négativement impacté l'agriculture chinoise, la production agricole chinoise a poursuivi sa croissance rapide en 2010. La production céréalière chinoise a ainsi atteint un nouveau record à 546,4 millions de tonnes, une hausse de 2,9 % en glissement annuel.<sup>755</sup>

Au printemps dernier, alors même que la plus grave sécheresse depuis 60 ans ravageait les sections moyenne et inférieure du Fleuve Yangtsé, le ministre chinois de l'agriculture annonça que cela n'empêcherait pas la Chine d'enregistrer une « récolte record de céréales d'été » en 2011, estimant également « que la production d'hiver pourrait continuer à progresser pour la huitième année consécutive ». <sup>756</sup>

Une performance que l'impérialisme chinois doit en grande partie aux aménagements hydrauliques déjà réalisés. Notons au passage que les autorités chinoises ont entrepris des projets hydrauliques proprement titanesques. Le projet le plus « monumental » est sans conteste la construction de trois rivières artificielles — longues chacune d'environ 1 200 km —, qui achemineront plus au nord (notamment jusqu'au Fleuve Jaune), la fraction excédentaire de l'eau du Fleuve Yangtsé. Le but est de transférer 45 milliards de m<sup>3</sup> d'eau par an, soit moins de 5 % du débit annuel du Fleuve Yangtsé à son embouchure, un surplus à l'origine de fréquentes inondations au sud.

Il faut dire qu'avec ses 31 900 m<sup>3</sup> par seconde, le débit annuel moyen du Fleuve Yangtsé compte parmi les plus importants du monde. Le débit du Fleuve Yangtsé est douze fois plus important que celui du Fleuve Jaune dont le débit est lui-même équivalent au débit cumulé du Rhône et de la Loire, les deux plus puissants fleuves français... Cette redistribution des ressources hydrauliques, envisagée dès 1952 par Mao Tsé-toung, permettra d'augmenter de l'ordre de 57 % le débit du Fleuve Jaune. Elle améliorera ainsi substantiellement l'approvisionnement en eau du nord-est de la Chine et permettra de solutionner la grave pénurie d'eau endémique dont souffrent les régions urbaines comme rurales du nord-est.

Comme le soulignaient il y a trois ans les analystes attentifs d'Occident, ce projet revêt indéniablement une immense portée.

« Plutôt que de déplacer les populations [du nord vers le sud], les autorités [chinoises] ont préféré se lancer dans un gigantesque projet de transfert d'eau. Il surpasse en taille et en objectifs tout ce qui a été fait en Occident. Ce projet permettra de maintenir la production agricole du nord et même d'augmenter ses surfaces arables de millions d'hectares. Il doit sauver Pékin et d'autres grandes villes de la pénurie d'eau, permettre la croissance continue de l'industrie, et sauver le Fleuve Jaune en y réintroduisant de l'eau. (...) Si le projet réussit, les répercussions iront au-delà de la Chine et auront une influence sur l'avenir du monde. Ce pays aura établi une base solide pour sa croissance nationale et pour la stabilité de la région ». <sup>757</sup>

La construction de ce projet d'adduction d'eau avait débuté en 2002. Son achèvement était alors prévu à l'horizon 2050. <sup>758</sup>

Mais à la fin de l'année 2008, les autorités chinoises avaient annoncé leur intention d'accélérer la construction de ce projet dès 2009. <sup>759</sup>

Au début de l'année 2011, la construction des canaux de l'est et du centre était en cours et plus de 115 milliards de yuans avaient déjà été investis dans ce projet dont le budget total était alors estimé à 230 milliards de yuans. <sup>760</sup>

Les autorités chinoises fixaient alors à 2013-2014 l'achèvement de la construction des canaux du centre et de l'est. A partir de cette date, le Fleuve Jaune recevra annuellement 28 milliards de m<sup>3</sup> d'eau supplémentaire.<sup>761</sup> Ceci correspond à un apport d'eau de l'ordre de 900 m<sup>3</sup> par seconde, voisin du débit annuel moyen de la Loire.

Ne restera alors plus qu'à creuser le canal de l'ouest qui permettra d'acheminer l'eau jusque dans le désert de Gobi et permettra d'étendre considérablement la superficie de terres arables du pays...

Comme on le voit, le gigantesque projet chinois d'adduction d'eau sud-nord sera achevé avec une bonne longueur d'avance sur le calendrier initial !

Cette parenthèse étant close, il apparaît qu'en Chine, l'inflation n'est pas aussi problématique que dans les pays impérialistes en déclin où elle s'accompagne de stagnation voir de baisse des revenus, et est donc synonyme de baisse des salaires réels et donc de la consommation. En effet, le revenu par tête des chinois a augmenté plus vite que l'inflation en 2010, de 7,8 % dans les zones urbaines et de 10,9 % dans les zones rurales.<sup>762</sup>

En 2010, le montant des ventes au détail a augmenté de 18,3 % en Chine (14,8 % en volume déduction faite de l'inflation), à 15 700 milliards de yuans, soit une proportion de 39,4 % du PIB chinois.<sup>763</sup> Rappelons qu'en 2009, les ventes au détail n'avaient représenté que 36,8 % du PIB chinois.<sup>764</sup> Cette hausse substantielle de la proportion des ventes au détail par rapport au PIB témoigne du fait que le relais de la consommation intérieure commence à jouer réellement, conformément aux souhaits de l'impérialisme chinois.

Des faits qui tranchent nettement avec le scepticisme affiché encore récemment par les économistes bourgeois d'occident les plus lucides, qui doutaient de la réalisation du « scénario idéal » élaboré par Pékin pour les années 2011-2015, remarquant qu'au cours des dernières années, Pékin avait jusque-là échoué à élever la part de la consommation intérieure dans le PIB. En 2006, celle-ci représentait en effet 42 % du PIB chinois.<sup>765</sup>

Certes, mais depuis 2009, Pékin s'est vraiment donné les moyens et a mis les bouchées doubles pour stimuler son marché intérieur. L'accélération de l'édification d'un système de protection sociale combiné à d'importantes hausses de salaires dans de nombreuses régions urbaines ainsi que les programmes de subvention gouvernementaux y ont grandement contribué. De janvier à juillet 2011, le montant des ventes au détail a continué à afficher une confortable croissance de 16,8 % en glissement annuel à 10 020 milliards de yuans.<sup>766</sup>

Et pour remédier partiellement et rendre plus supportable la flambée des prix de l'immobilier enregistrée ces dernières années dans les villes chinoises, le gouvernement chinois a annoncé que cette année débiterait la construction de dix millions de logements publics « à prix abordable » destinés à être offerts à « des familles à faibles revenus ». Quatre millions de ces logements proviendront de la rénovation de zones de bidonvilles. Le coût de ce vaste plan de construction de

logements sociaux est estimé à 1 300 milliards de yuans, (près de 197 milliards de \$ US), soit un coût moyen de 19 700 \$ US par logement. Et ces dix millions de logements « abordables » ne seront qu'un début : le plan quinquennal 2011-2015 prévoit la construction de plus de 36 millions de nouvelles habitations.<sup>767</sup>

Parallèlement, les autorités chinoises ont adopté « une série de mesures telles que la hausse des taux d'intérêt d'emprunt ou la mise en place d'une limite d'acquisition de logements » visant à « limiter la flambée des prix ».

Conséquence quasi-immédiate, on a observé au cours des derniers mois un début de ralentissement de la flambée des prix de l'immobilier dans un nombre croissant de grandes villes chinoises. En juillet, le prix moyen des logements neufs dans cent des plus grandes villes chinoises n'avait ainsi augmenté que de 0,2 %.<sup>768</sup> Cette tendance est également imputable à l'augmentation de l'offre de terrains destinés à la construction de logements à prix abordables, laquelle a augmenté de 24 % en glissement annuel au premier semestre 2011.<sup>769</sup>

Cette nouvelle tendance a permis aux médias et analystes bourgeois occidentaux — y compris ceux se montrant habituellement les plus lucides — de crier au futur éclatement de la bulle immobilière chinoise.<sup>770</sup>

Mais la soi-disant bulle de l'immobilier chinois n'est aujourd'hui qu'un mythe. En effet, cette baisse (ou disons plus justement ralentissement de la hausse des prix) est clairement recherchée par les autorités du pays, lesquelles savent que la croissance chinoise ne dépend pas que de l'immobilier. Ainsi, de janvier à juillet 2011, les investissements dans le secteur immobilier ont représenté 3 190 milliards de yuans, soit 20,9 % des investissements en capital fixe.<sup>771</sup>

Ces derniers ont d'ailleurs continué à enregistrer une croissance vigoureuse. En 2010, les investissements chinois en capital fixe ont continué à s'élever rapidement à 27 814 milliards de yuans, en hausse de 23,8 % en glissement annuel, retrouvant ainsi un rythme d'accroissement inférieur à celui enregistré en 2009 et comparable à celui d'avant-crise. En 2010, les investissements en capital fixe ont cependant vu leur part dans le PIB continuer à augmenter rapidement à 69,9 % du PIB, contre 65,9 % en 2009 et 55,0 % en 2008.<sup>772</sup> La tendance au "retour à la normale" s'est confirmée au cours des premiers mois de l'année 2011. De janvier à juillet, les investissements chinois en capital fixe ont enregistré une nouvelle hausse de 25,4 % en glissement annuel à plus de 15 240 milliards de yuans.<sup>773</sup>

En outre, la Chine n'en est qu'à mi-chemin de son urbanisation. Alors que l'Europe compte aujourd'hui 35 très grandes villes, la Chine en comptera certainement plus de 220 en 2025. Sa population urbaine dépassera alors le milliard d'habitants.<sup>774</sup>

Aussi, même si des dizaines de millions d'appartements sont vides aujourd'hui, ils se rempliront demain... De plus, les salaires réels augmentent en Chine, conséquence de la montée en gamme de l'économie. Les ménages chinois ne sont pas insolubles et ont une importante épargne. On ne peut pas en dire autant dans de nombreux pays bourgeois, y compris dits émergents, à l'instar de l'Inde où la grande bourgeoisie vit à côté de masses populaires misérables, les effectifs de la petite bourgeoisie étant beaucoup plus réduits qu'en Chine.

En Inde, dont l'économie est très largement tirée en avant par l'urbanisation, les subprimes existent à une large échelle dans le micro-crédit. Ce dernier ne sert plus, comme prévu initialement, à permettre aux plus pauvres de financer leur propre activité économique, mais constitue désormais pour 80 millions d'indiens le moyen de « payer les achats de la vie courante » et de « rembourser le crédit précédent ». <sup>775</sup> Les risques de voir éclater une bulle du crédit en Inde sont donc aujourd'hui beaucoup plus grands que celui de voir éclater la bulle immobilière en Chine....

Enfin, il est naturel que les prix de l'immobilier ralentissent dans les grandes villes chinoises 1° quand la croissance de ces régions décélère et celle des régions de l'Ouest accélère : on construira peut-être (un peu) moins à Pékin, Shanghai, Canton, etc., mais on construira davantage dans les régions de l'Ouest ; 2° quand le gouvernement chinois annonce pour cette année la construction de plusieurs millions de logements "HLM" et de plusieurs dizaines de millions d'ici 2015...

Ainsi, même une légère baisse des prix de l'immobilier dans quelques grandes villes chinoises ne signifierait pas la fin des constructions immobilières, mais juste l'arrivée sur le marché de constructions moins chères pour rééquilibrer l'offre. Histoire d'éviter que les profits empochés par la fraction de la bourgeoisie qui s'engraisse de l'immobilier ne nuisent aux profits de la bourgeoisie industrielle... Dans les pays impérialistes en déclin (comme en France dans les années 1950-1960), la bourgeoisie a elle aussi favorisé la construction de HLM quand l'industrie avait encore besoin de main d'œuvre bon-marché), et aucun de ces pays n'a dû à affronter de krach immobilier majeur en période de prospérité économique.

A l'inverse du mythe de la bulle de l'immobilier chinois, les pays impérialistes en déclin sont pour leur part confrontés à de véritables bulles et crises immobilières.

Aux USA, l'indice Case-Shiller publié par Standard & Poor's et illustrant l'évolution du prix de l'immobilier neuf dans les vingt plus grandes agglomérations américaines, montre qu'après avoir culminé à 206,6 en avril 2006, les prix de l'immobilier américain se sont littéralement effondrés. L'indice S&P Case-Shiller ne se montait plus qu'à 141,5 en avril 2009, date à partir de laquelle il s'est très légèrement redressé pour "culminer" à 147,6 en mai 2010. Depuis lors, il n'a cessé de diminuer. En juin 2011, dernière statistique disponible, il se montait à 140,8 et accusait ainsi une baisse de 31,9 % par rapport à son plus haut niveau d'avant-crise. <sup>776</sup>

Il faut dire que pas plus aujourd'hui qu'en 2010 on a observé de reprise, même légère, de l'investissement privé résidentiel américain. Au cours des quatre derniers trimestres, ils ont en effet stagné autour de 331 milliards de \$ US (en rythme annuel), bien loin de leur plus haut niveau d'avant-crise (813 milliards de \$ US au premier trimestre 2006), et même en dessous de leur niveau de l'année 2009 (354 milliards de \$ US). <sup>777</sup>

En Espagne, le boom immobilier d'avant-crise a laissé la place à de véritables villes « fantômes ». Selon le gouvernement espagnol, le pays compte aujourd'hui près de 690 000 logements neufs inoccupés et ce stock d'invendus « ne sera pas absorbé

avant 2015, voir 2017 ». <sup>778</sup> Depuis 2007, les prix de l'immobilier ont baissé de 25 %. Dans ce contexte, le nombre de logements mis en chantiers s'est effondré : il a été divisé par sept en trois ans. <sup>779</sup>

Si l'impérialisme français n'a pas encore connu de krach immobilier d'une aussi grande ampleur, il apparaît que ce n'est là qu'un sursis.

Au cours des derniers mois, certains analystes bourgeois ont ainsi commencé à tirer la sonnette d'alarme, estimant notamment que les prix de l'immobilier français avaient augmenté beaucoup plus vite que le revenu moyen des ménages au cours de la décennie 2000-2010, contrairement à la période précédente (1965-2000), où ils avaient évolué en phase. Une « déconnexion » que les économistes bourgeois attentifs jugent comme n'étant « pas tenable sur le long terme », alors que les dépenses de logement représentent une part importante du revenu des ménages et que le contexte économique se dégrade. <sup>780</sup>

Des analystes bourgeois consciencieux comme on peut en trouver chez *Moneyweek* et au sein du LEAP-Europe 2020 s'attendent également à une chute des prix de l'immobilier français de l'ordre de 30 % d'ici 2015. <sup>781</sup>

Dernièrement, c'est le FMI en personne qui a jugé « surévalués » les prix de l'immobilier en France. <sup>782</sup> Quelques jours plus tard, la Fédération des promoteurs immobiliers observait avec inquiétude « un retournement du marché » immobilier, avec une chute de 19 % des ventes de logements neufs en glissement annuel au premier semestre 2011. <sup>783</sup>

Comme on le voit, le risque de voir éclater une bulle immobilière existe toujours bel et bien aujourd'hui dans le monde, mais pas en Chine du fait de la dynamique induite par l'amélioration, tant relative qu'absolue, des conditions de la vente de la force de travail.

Cependant, l'amélioration des conditions de l'esclavage salarié qu'enregistre aujourd'hui la Chine est clairement une exception à l'échelle internationale.

Comme nous l'avons déjà souligné, la crise économique a brutalement dégradé le marché de l'emploi international, et il ne faut attendre aucune amélioration à court terme sur ce front. A l'automne 2010 le BIT s'inquiétait de voir réunis les « éléments préparateurs » d'une « nouvelle crise » — chômage de masse, revenus du travail trop faibles pour soutenir la consommation, nouvelle bulle de la dette privée, politiques de rigueur trop strictes, etc. —, et estimait que l'emploi ne retrouverait pas son niveau d'avant-crise avant 2015. <sup>784</sup>

Or dans le même temps, le prix des produits de première nécessité, notamment alimentaires, est resté à de très hauts niveaux ou a continué d'augmenter. Selon la Banque mondiale, rien qu'au second semestre 2010, ce sont ainsi 44 millions de personnes dans le monde qui sont tombées dans l'extrême pauvreté. <sup>785</sup>

Ce n'est certainement pas pour rien si le Mexique a vu le nombre d'homicides liés au trafic de drogue battre un nouveau record en 2010 à 15 273 homicides. Un bilan en très forte hausse par rapport au précédent record : 7 724 homicides en 2009. <sup>786</sup>



Comme nous l'avions également souligné, la crise n'a épargné aucun secteur économique et tous les pays en ont ressenti les secousses, directes ou indirectes. Le secteur des services (y compris le tourisme) n'a pas été épargné par la crise et de nombreux pays dépendants ont vu leurs rentrées de devises étrangères en pâtir. Ainsi, en 2009, les revenus générés par le tourisme cubain ont baissé de 11 % en glissement annuel à 2,02 milliards de \$ US. En 2010, ils restaient encore 3,5 % inférieurs à ceux de 2008.<sup>787</sup> Or à elle seule, la dépendance alimentaire de Cuba qui importe 80 % de sa nourriture coûte chaque année à l'île de l'ordre de 1,5 milliard de \$ US.<sup>788</sup>

C'est dans ces conditions économiques défavorables que l'élite bourgeoise-révisionniste au pouvoir à Cuba a continué à brader son économie et s'est engagée, à l'instar des pays impérialistes en déclin, dans la voie des coupes budgétaires et de la réduction de ses effectifs de fonctionnaires. A la clef, 500 000 suppressions de postes dans l'île, avec comme mesure de replâtrage, la légalisation des petits boulots indépendants du genre "auto-entrepreneur"...<sup>789</sup>

« Cuba, amère, se raccroche à son passé », titrait *le Figaro* alors que s'ouvrait le 6<sup>ème</sup> Congrès du PCC, le premier depuis quatorze ans, sur fond de célébration du cinquantenaire de la victoire de la baie des Cochons.<sup>790</sup> Le message envoyé par le Parti communiste chinois au Congrès cubain sonnait pour sa part comme un éloge funèbre reflétant les conditions de vie de plus en plus difficiles des cubains : « le peuple cubain travaille péniblement et continuellement pour développer l'économie et améliorer son existence ».<sup>791</sup>

Reste que nous doutons fortement du fait que la plupart des cubains aient vu leurs conditions de vie s'améliorer au cours des dernières années... Au contraire, on voit fleurir à Cuba les maux si caractéristiques des pays bourgeois dépendants, tels la grande pauvreté de masse, une agriculture de subsistance incapable de subvenir aux besoins locaux et une économie quasiment dénuée d'industrie où ne prospèrent guère que le tourisme... et le marché noir !

Cette parenthèse étant close, venons-en maintenant à l'évolution récente du marché de la vente de la force de travail dans les pays impérialistes en déclin.

En janvier 2011, le nombre de chômeurs en France métropolitaine (catégories A, B et C) se montait à 4,05 millions, affichant une hausse de 4,4 % en glissement annuel.<sup>792</sup> D. Barbet, économiste chez BNP Paribas s'inquiétait alors de l'impact de « ce piètre résultat » sur la confiance et la consommation, anticipant un ralentissement de la consommation privée au 1<sup>er</sup> trimestre 2011.<sup>793</sup> Au cours des mois suivants, les choses ne s'arrangèrent guère et à la fin du mois de juillet, on recensait 4,13 millions de chômeurs en France métropolitaine dans les catégories A, B et C, un chiffre en hausse de 4,3 % en glissement annuel.<sup>794</sup>

Selon les statistiques officielles britanniques, le taux de chômage n'a pas diminué au cours des derniers mois (7,9 % à la fin de l'année 2010). Encore plus préoccupant, le chômage chez les jeunes (16-24 ans) s'est envolé et atteint 20,3 %. Et là encore, avec la mise en place de plans d'austérités, les choses ne risquent pas de s'arranger à court et moyen terme.<sup>795</sup>

Sans surprise, les pays périphériques de la zone Euro tel l'Espagne, la Grèce et le Portugal ont commencé à ressentir les premiers effets des mesures d'austérité imposées par les gouvernements bourgeois.

En 2010, l'Espagne a ainsi enregistré une « croissance atone » de - 0,1 % de son PIB. Pour parler plus crûment, l'Espagne a donc vu son économie demeurer en récession. Dans le même temps, le taux de chômage a sans surprise continué à s'élever et a atteint un nouveau record au printemps 2011 à 21,3 %.<sup>796</sup> Dans ces conditions, un nombre croissants de jeunes diplômés et travailleurs qualifiés espagnols — déjà plus de 111 000 depuis le début de la crise —, choisissent de s'expatrier, notamment en Argentine. Un phénomène de « fuite des jeunes cerveaux » qui inquiète la classe politique espagnole.<sup>797</sup>

De son côté, le Portugal a renoué de manière éphémère avec la croissance en 2010 (+ 1,4 %), mais est retombé en récession au quatrième trimestre 2010 (- 0,3 %).<sup>798</sup> Un retour à une dynamique négative confirmée au premier trimestre 2011 qui a vu le PIB portugais reculer à nouveau de 0,7 %. Dans le même temps, le chômage a naturellement continué à augmenter, à 12,4 % de la population active au premier trimestre 2011, contre 10,6 % un an plus tôt.<sup>799</sup> Quant à la Grèce, le taux de chômage a lui aussi enregistré un nouveau record en mai (les dernières statistiques disponibles) à 16,6 %. Rappelons qu'en mai 2010, il se montait à "seulement" 12,0 %...<sup>800</sup>

Dans l'ensemble de l'UE, le taux de chômage a stagné à de hauts niveaux tout au long de l'année passée et les derniers mois n'ont apporté aucune amélioration, bien au contraire. En effet, de juillet 2010 à juillet 2011, le taux de chômage a enregistré une très légère baisse (de 9,7 % à 9,5 %), mais a augmenté par rapport à son plus bas niveau (9,4% en mars-avril).<sup>801</sup> Un point d'inflexion des plus inquiétants, d'autant qu'on l'observe également outre-Atlantique.

Aux USA, la timide reprise enregistrée depuis le second semestre 2009 n'a pas non plus eu d'effets significatifs sur la réduction du taux de chômage, ce que reconnut d'ailleurs le président de la FED en janvier 2011, admettant que la reprise n'était « pas assez forte pour réduire de manière significative le chômage ». Le taux de chômage aux USA se situait à 9,4 % en décembre 2010, contre 9,8 % en décembre 2009.<sup>802</sup>

Le taux de chômage américain a touché son plus bas niveau en mars 2011 à 8,8 % avant de remonter au cours des derniers mois. En mai 2011, après la publication de statistiques « encore plus mauvaises que redouté par les économistes », le taux de chômage atteignait à nouveau 9,1 %.<sup>803</sup> Un mois plus tard, alors que s'achevait le premier semestre 2011, le marché de l'emploi américain s'était encore dégradé. Le taux de chômage officiel atteignait en effet 9,2 %.<sup>804</sup>

La création d'emplois a encore un « long chemin à parcourir », déclarait alors le président américain qui qualifiait la "reprise économique" de « lente et douloureuse », avant d'ajouter qu'il y aurait « des hauts et des bas » « sur le chemin de la reprise ».<sup>805</sup>

Il faut dire qu'au cours des derniers mois, la timide "reprise économique" enregistrée par l'économie américaine a montré des signes évidents d'essoufflement. De trimestre en trimestre, les chiffres de la croissance se sont révélés être inférieurs aux attentes et ont été révisés à la baisse. Au troisième trimestre 2010, le PIB américain a ainsi augmenté à un rythme annuel de 2,5 %, une décélération majeure par rapport au rythme de 3,8 % enregistré au trimestre précédent. Le quatrième trimestre 2010 et les deux premiers trimestres de 2011 ont confirmé cette nette tendance au ralentissement avec des rythmes d'accroissement respectifs de 2,3 %, 0,4 % et 1,0 %.<sup>806</sup>

Alors que les entreprises des pays impérialistes en déclin échouent manifestement à créer de nouveaux emplois, les élites bourgeoises de ces pays réfléchissent à la façon d'occuper leur surplus de force de travail de manière "utile".

Au Royaume-Uni, le gouvernement souhaite désormais faire travailler gratuitement les chômeurs de longue durée pour « des tâches d'intérêt général » (comme le ramassage des ordures ou l'entretien des parcs et jardins) afin de les « réhabituer au travail ». Une façon comme une autre de s'assurer que le travail des agents municipaux continuera à être fait en dépit des coupes dans leurs effectifs.<sup>807</sup>

Une idée qui n'a pas tardé à faire des émules outre-manche. Quelques mois plus tard, en pleine polémique sur « le "cancer" des "dérives de l'assistanat" », l'UMP proposait de faire travailler cinq heures par semaine une partie des bénéficiaires du RSA pour un supplément d'indemnisation mensuel d'une cinquantaine d'euros. Il s'agirait également de travaux d'intérêt général effectués au profit des collectivités locales. En cas de refus répété, l'allocation du RSA serait diminuée progressivement jusqu'à la radiation du dispositif...<sup>808</sup>

Comme on le voit, les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin envisagent des méthodes se rapprochant de plus en plus des travaux forcés... Il n'y a naturellement rien de surprenant à cela, car le Capital a déjà démontré par le passé qu'en temps de crise, il ne rechignait pas à revenir aux méthodes d'exploitation les plus brutales.

Mais alors que le Capital est indéniablement passé à l'offensive contre le Travail presque partout dans le monde au cours de ces trois dernières années, les organisations politiques et syndicales censées représenter et protéger les travailleurs sont restées étonnamment passives et inefficaces.

Dernièrement, les indices témoignant du fait que le syndicalisme de collaboration de classe est entré dans sa phase de décomposition finale se sont multipliés. A l'automne 2010, après avoir « crié victoire » devant la mobilisation de millions de travailleurs ayant manifesté plusieurs semaines durant contre la réforme des retraites instaurant le report de 60 à 62 ans de l'âge légal du départ à la retraite, les syndicats réformistes ont eux-mêmes contribué à étouffer la fronde.<sup>809</sup>

L'opinion publique était alors largement favorable « à une grève durable et continue », dont le secteur des transports était en train de devenir le fer de lance. Mais, alors que l'on recensait déjà des centaines de stations-services à sec et au

risque croissant de pénurie de carburant généralisée, l'État bourgeois commença à débloquer par la force les dépôts pétroliers bloqués et à procéder à des réquisitions pour remettre au pas le personnel gréviste...<sup>810</sup>

Finalement, lâchés par les syndicats auquel N. Sarkozy avait lancé un appel à se montrer « responsables » — appel parfaitement entendu par ces syndicats traîtres qui se contèrent de saisir les tribunaux pour « atteinte au droit de grève » —, et menacés non seulement de licenciement, mais aussi de peines d'emprisonnement, les travailleurs grévistes des transports ne tardèrent pas à capituler, ce qui marqua la fin du mouvement de protestation contre la réforme des retraites dans son ensemble.<sup>811</sup> A l'automne 2010, on assista ainsi au « chant du cygne » du syndicalisme de collaboration de classe qui vînt en aide presque ouvertement l'ordre bourgeois.

Dans ces conditions, alors que le prolétariat des pays impérialistes en déclin est pris au piège du crédit, il préfère encore le plus souvent courber l'échine plutôt que se révolter, car il lui reste encore quelques chaînes dorées qu'il craint de perdre. Alors qu'avant-crise, de nombreux français rêvaient encore d'ascension sociale, nombreux sont ceux qui ont révisé leurs attentes à la baisse. En effet, aujourd'hui « une majorité de Français redoute de connaître la pauvreté » et « une très large majorité estime que leurs enfants font face à un risque de pauvreté bien plus grand ».<sup>812</sup>

Or la psychose induite par l'insécurité économique et sociale grandissante contribue à accroître la fragmentation et l'isolement des travailleurs. Ce n'est pas pour rien si, comme l'a montré récemment la revue médicale britannique *The Lancet*, le taux de suicide a sensiblement augmenté en Europe durant la période 2007-2009.<sup>813</sup> Dans ces conditions, alors que le prolétariat préfère retourner la violence contre lui-même plutôt que contre les exploiters, la bourgeoisie n'a que peu de résistance à affronter, et elle en profite pour durcir les conditions de la vente de la force de travail.

« Gel des embauches et des salaires, chasse aux gaspillages... les DRH adoptent une gestion à court terme qui affecte la motivation des salariés ».<sup>814</sup>

Au cours des dernières années, la "classe moyenne" a continué à se décomposer rapidement dans les pays impérialistes en déclin où s'accélère désormais le processus de paupérisation absolue des masses populaires. Selon les dernières statistiques de l'INSEE, ce sont ainsi 340 000 français qui sont passés sous le seuil de pauvreté en 2009, alors que « les écarts de revenus se creusaient ». La France comptait alors 8,2 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.<sup>815</sup>

Selon le Bureau de recensement des USA, en 2010, le revenu médian réel des ménages américains a baissé de 2,3 % en glissement annuel, illustrant la paupérisation absolue de la majeure partie de la population américaine. Dans ces conditions, le taux de pauvreté et le nombre de personnes vivant sans couverture maladie a continué à s'élever. En 2010, 49,9 millions d'américains vivaient sans couverture maladie, un chiffre en hausse de 1,8 % en glissement annuel. De même, ce sont 46,2 millions d'américains — soit 15,1% de la population —, qui, considérés

comme pauvres, vivent des bons alimentaires, un chiffre en hausse de 6,0 % en glissement annuel.<sup>816</sup>

Pour bien prendre la mesure de ce chiffre, rappelons qu'ils n'étaient que 25 millions en 2005.<sup>817</sup> Et cette tendance n'est pas prête de s'inverser alors que le chômage a cessé de baisser et que les Etats fédérés se sont engagés sur la voie de la réduction des dépenses sociales. Dès janvier 2012, les chômeurs du Michigan n'auront plus le droit qu'à vingt semaines d'indemnisation, contre vingt-six actuellement. Un mouvement que d'autres Etats tels la Floride et l'Arkansas s'appêtent à imiter.<sup>818</sup>

Pour Richard Sennett, économiste de formation, sociologue, historien du travail et professeur à la London School of Economics et à l'université de New York (NYU), « la montée du chômage pousse l'électorat américain à droite », « car il accroît la "nostalgie" d'un passé où le travail était acquis, le chômage inexistant et la peur absente ».

« Il est difficile de comprendre ce qui apparaît comme des mentalités irrationnelles des Américains. Elles sont liées au sentiment d'insécurité. Ce pays, socialement, est très fragile. Des grèves comme on en voit en France y sont impensables. La vie de la plupart des salariés est devenue si difficile, ils sont tellement dans la survie, que chacun devient obnubilé par son seul avenir personnel. (...) Depuis 2008, j'ai interviewé énormément de chômeurs. Ce qu'ils manifestent d'abord, c'est une tristesse existentielle quand ils constatent que la vie de leurs enfants sera moins bonne que ne fut la leur. Ces gens sont aujourd'hui plus concentrés sur la survie que sur l'histoire de leur vie. Cela les met en colère ou les rend nostalgiques. (...) Les salariés ont si peu de garanties sociales qu'on trouve toujours des gens pour travailler pour des salaires moindres, ou pour des durées plus courtes. Cela crée une flexibilité qui pousse vers un marché du travail où la précarité – salaires faibles, temps partiel et modulable et pas de couverture sociale – devient la norme. Plus la masse vit dans l'insécurité, plus on avance vers un partage du travail motivé par la survie. »<sup>819</sup>

Et Richard Sennett n'est évidemment pas le seul à tirer la sonnette d'alarme ! D'autres représentants de l'élite bourgeoise au pouvoir s'inquiètent de plus en plus ouvertement des conséquences catastrophiques de la crise sur l'ensemble du tissu économique et social.

Comme l'écrivait à l'automne dernier l'éditorialiste américaine Arianna Huffington, auteure d'un livre « douche-froide » intitulé *L'Amérique du tiers-monde*, ce sont les USA dans leur ensemble qui « **se délabrent** » et accélèrent leur « **glissade vers un statut de tiers-monde** ».

Celle qui souhaite reprendre le flambeau de Cassandra et espère ses avertissements être davantage écoutés que ceux de l'héroïne de la tragédie grecque, ne mâche en effet pas ses mots, et dénonce la faillite imminente de son propre pays : les infrastructures des transports « archaïques », les réseaux de distribution d'eau et d'électricité datant de mathusalem et en piteux état, les « résultats lamentables » du système scolaire américain préparant davantage « à la prison qu'à l'université », le rêve américain « brisé » pour des « dizaines de millions » d'américains paupérisés et sans perspective d'avenir, la « peur du déclin » comme sentiment prédominant dans le pays, le lobbyisme actif des monopoles américain ayant tué dans l'œuf

toute tentative de réforme de fond, le fardeau budgétaire des guerres d'occupation désormais « inutiles », les coupes budgétaires massives affectant les services publics et les programmes d'aides « au moment où les familles » « vulnérables » et « menacées par la misère » n'en « ont jamais eu autant besoin », etc.

« Notre pays se délabre : industrie, écoles, infrastructures. La pauvreté gagne partout du terrain (+ 25 % entre 2000 et 2008 dans les banlieues des grandes villes). L'ascenseur social n'est pas en panne, il redescend ! Près de 100 millions d'Américains vivent dans des familles aux revenus inférieurs à ceux de leurs parents au même âge. Les enfants de parents fortunés qui ne font pas d'études ont plus de chance d'être riches que les enfants de parents pauvres qui, eux, ont entrepris des études. La classe moyenne, sur laquelle a reposé l'essor économique de ce pays, est une espèce en voie de disparition. L'une des promesses-clés de l'équipe Obama, pendant la campagne de 2008, était pourtant qu'il "n'oublierait pas la classe moyenne". Eh bien, c'est fait. Elle est dévastée. Et sa disparition est bien plus menaçante pour la stabilité à long terme de ce pays que la crise financière, qui a vu 3 000 milliards de dollars d'argent du contribuable versés à Wall Street ».<sup>820</sup>

Et il ne faudra pas compter sur la philanthropie pour venir davantage en aide aux déshérités délaissés par l'État. Selon le *Chronicle of Philanthropy*, les dons aux 400 plus grosses organisations caritatives américaines ont été durement éprouvés par la crise économique. En 2009, ils affichaient en effet une baisse de 11 % en glissement annuel à 68,6 milliards de \$ US, « soit la pire chute enregistrée au cours des deux dernières décennies ».<sup>821</sup>

De telles observations sur les manifestations et les conséquences de la décomposition du tissu économique et social d'anciennes puissances impérialistes dominantes sont et seront de plus en plus appropriés à des pays impérialistes en déclin tel la France, où les amortisseurs sociaux et le syndicalisme de collaboration de classe ont pourtant longtemps figuré parmi les plus développés.

Pour le prolétariat des pays impérialistes en déclin, embourgeoisé des décennies durant, le réflexe naturel consiste donc à accepter d'endurer une dégradation de ses conditions de vie.

**La grande leçon que les communistes doivent tirer de ces faits, c'est que la conscience communiste ne tombe pas du ciel et n'est pas quelque chose d'inné, qui émerge "naturellement", même quand les conditions économiques et sociales se dégradent.**

Dans les conditions de la décomposition économique, ce sont les préjugés petits-bourgeois qui font surface de façon spontanée comme idéalisation d'une époque révolue et regrettée. Sur de telles bases, il est naturellement impossible de construire un Parti communiste marxiste-léniniste. Sur ce terreau, seul peuvent se développer les tendances petites bourgeoises, populistes et nationalistes les plus réactionnaires.

Et ce sont justement les tendances qui s'épanouissent aujourd'hui dans les pays impérialistes en déclin, comme le remarquait récemment Riva Kastoryano, sociologue et directrice de recherches CERI-CNRS, qui évoque une Europe confrontée « aux nationalismes ». Des nationalismes qui ont « choisi comme cible

l'immigration, l'islam, le multiculturalisme et le spectre du communautarisme qui lui est lié, pour consolider les frontières d'identités qui se définissent comme nationales ». <sup>822</sup>

En France, c'est le Front National qui constitue le porte-étendard de cette tendance social-chauvine qui se nourrit autant du « sentiment de trahison » face aux « promesses non tenues » des partis politiques au pouvoir, que d' « une demande de repli national » censée pouvoir soustraire la nation à une « globalisation » vécue comme « une intensification de la compétition entre les pays ». Au début de l'année, Dominique Reynié, professeur de science politique à Sciences Po., remarquait qu'à l'aube des élections présidentielles de 2012, « le risque FN » apparaît comme « bien réel ». <sup>823</sup>

Quelques semaines plus tard, des sondages plaçaient la candidate du FN en tête du premier tour de l'élection présidentielle, ébranlant la scène politique française. <sup>824</sup> Marine Le Pen apparaissait alors comme la « candidate préférée des ouvriers », car recueillant « 36 % des voix dans l'électorat populaire au premier tour ». Il faut dire que la nouvelle dirigeante du FN a su s'entourer de transfuges issus de "l'extrême gauche" — tels le syndicaliste CGT Fabien Engelmann, également ancien membre de LO, ou l'étudiante métissée du NPA Vénussia Myrtil —, une stratégie qui a aidé le FN à « [gagner] un niveau de respectabilité ». <sup>825</sup>

Si le "risque" FN apparaît aujourd'hui bien réel, y compris au sein des jeunes générations, c'est donc d'abord parce-que les partis bourgeois traditionnels (allant de la "droite" à "l'extrême-gauche") voient aujourd'hui leur soutien populaire s'effondrer. Il faut dire que les larges masses petite-bourgeoises ainsi que les prolétaires hier privilégiés et aujourd'hui en voie de paupérisation se méfient de plus en plus des politiques mises en œuvre par les partis gouvernementaux, de "droite" comme de "gauche". Ces masses dépolitisées constituent une cible de choix pour le discours "anti-UMPS" et "anti-mondialiste" du FN.

Ce dernier, qui se définit comme « un grand mouvement national populaire et social », mène aujourd'hui une stratégie de communication efficace, en mettant en avant des propositions économiques concrètes apparemment "séduisantes" dans un contexte d'aggravation de la décomposition économique et sociale : « sortie de l'Euro », « protectionnisme aux frontières » et abrogation de la loi Pompidou-Giscard de 1973 sur le financement de la dette publique. <sup>826</sup>

Une recette « simple, rassurante, efficace » qui a longtemps effrayé le capital financier, dont les interprètes n'ont pas manqué de dénoncer les idées « folles et destructrices ». <sup>827</sup>

Dernièrement, Marine Le-Pen a eu le droit à un gros coup de publicité sur *TF1* à une heure de grande écoute. De 20H20 à 20H45, elle a en effet pu exposer librement les grandes lignes de son programme au cours d'une séance de questions-réponses de 25 minutes dans l'émission "Parole directe". <sup>828</sup>

Le 15 septembre, l'intervention télévisée de la candidate du FN fût ainsi suivie par plus de six millions de futurs électeurs, alors que le même jour et presque à la

même heure, le débat sur *France 2* entre les candidats à la primaire socialiste ne fût suivi que par 5 millions de téléspectateurs.<sup>829</sup>

Une médiatisation avantageuse qui tranche avec la traditionnelle politique de "containment" et "d'union sacrée" des grands médias et partis bourgeois à l'égard du FN. Ceci montre que la grande bourgeoisie française estime de plus en plus que le FN serait peut-être aujourd'hui le plus apte à défendre ses intérêts.

Il faut dire que l'élite mondialiste dénoncée par le FN est de plus en plus impopulaire et serait avantageusement remplacée par une élite porteuse d'une image davantage "national-socialiste". Surtout, avec le mécontentement social qui s'est exprimé sous différentes formes en Espagne, en Grèce et au Royaume-Uni, l'impérialisme français comprend qu'il sera difficile (et risqué) de serrer la vis budgétaire trop rapidement alors que la "classe moyenne" est entrée en décomposition. Il ferait face à un risque évident de grosse fronde sociale, voir de "dérapages". La solution ?

Donner la "priorité nationale" à la fraction majoritaire de la population et stigmatiser les populations d'origine immigrée. En d'autres termes, monter les français "blancs" et "bien intégrés" contre eux, et pouvoir serrer la vis budgétaire en commençant par ceux-là... Le capital verra ensuite pour serrer la vis des français "de souche"... La question n'est donc pas de savoir si l'impérialisme français aura recours à un attelage politique aussi en rupture avec la traditionnelle alternance "droite-gauche", mais quand. Dès 2012, si la situation économique en venait à se dégrader trop rapidement, ou plus probablement en 2017, quand le PS se sera forgé une image aussi impopulaire que l'UMP sous la présidence de N. Sarkozy...

Aux USA, le "FN" se nomme le Tea Party et il se caractérise en premier lieu « par une aversion pour l'interventionnisme de l'État fédéral ». Son but à court terme : rendre « le groupe républicain » « hermétique au compromis » et ainsi « empêcher » jusqu'aux prochaines présidentielles américaines « la mise en œuvre » du « bien trop dispendieux » « programme de Barack Obama ». <sup>830</sup>

Et les deux grands partis gouvernementaux doivent déjà compter avec cette nouvelle mouvance politique qui a fait une entrée réussie et remarquée au Congrès au cours des dernières élections américaines de mi-mandat qui se sont tenues à l'automne dernier. Aujourd'hui, le Tea Party change déjà « profondément » « la donne politique ». <sup>831</sup> A l'aube des élections, il apparaissait évident que « les démocrates et Obama » dont la popularité « s'effondrait » « se [dirigeaient] vers un échec électoral imminent ». <sup>832</sup>

Et effectivement, ces élections virent de nombreux électeurs américains, déçus par la présidence Obama, se retourner contre elle, avec à la clef de ce « désaveu populaire », le déferlement d'une véritable « vague bleue », synonyme de la perte de la majorité démocrate à la Chambre des représentants et de la fragilisation de la majorité démocrate au Sénat. <sup>831</sup> Il faut dire que l'élection de Barack Obama avait été le prétexte à de nombreuses promesses dont bien peu avaient été tenues, à l'instar de la promesse de fermer Guantánamo d'ici 2010. <sup>834</sup>



Mais plus que cette "petite" entorse aux promesses de campagne, c'est la dégradation de la situation économique et sociale aux USA qui ont entamé le crédit et dégradé l'image du nouveau président. A la veille des élections, le bilan économique d'Obama était plus que mitigé, en dépit des milliers de milliards de \$ US de dette publique supplémentaire. La FED elle-même admettait que la croissance économique « atone » était incapable de résorber le chômage.<sup>835</sup> Les élections de mi-mandat furent ainsi celles qui « [enterrèrent] le "Yes We Can" » et marquèrent « le début de la fin de sa Réforme ».<sup>836</sup>

Quelques mois plus tard, alors que débutait l'année 2011, la présentation d'un budget 2012 « marqué par la rigueur » et les « coupes budgétaires » confirmait que l'administration Obama s'était vu supprimée toute marge de manœuvre et devait désormais « composer » avec la majorité républicaine à la Chambre des représentants, avec à la clef la recherche de compromis ne donnant complète satisfaction à aucune des deux parties.<sup>837</sup>

« **Les jeunes sont mal partis** », écrivait le sociologue Louis Chauvel dans un article du *Monde* publié au début de l'année 2011. Dans cet article, le professeur de l'Institut d'études politiques de Paris soulignait l'approfondissement du « mal-être collectif » et de la « frustration générale » provenant de « la régression du système social dans son entier » et de « l'accumulation de promesses intenables ». Surtout, pour le sociologue, l'aggravation des conditions économiques dont la classe politique au pouvoir reporte manifestement le poids sur les nouvelles générations combiné à « l'état de pauvreté de l'université "low cost" à la française », hypothèque non seulement leur avenir, mais menace également de « déclassement scientifique de notre pays ».<sup>838</sup>

Pour Chauvel, il est surtout évident que les « victimes » de la crise — « jeunes chômeurs » et « travailleurs précarisés » —, sont isolées dans un non-rapport à la politique » et « ont perdu en relation aux syndicats et aux partis censés les représenter ». A l'heure où « **l'intelligentsia relaie plus souvent le déni que la réalité des faits** », la « paupérisation » de la jeunesse promet les « **dérives les plus inquiétantes** » et représente « **une menace pour la démocratie** ».<sup>839</sup>

Des « dérives » qui à n'en pas douter prendront d'abord naissance dans des « quartiers sensibles » qui connaissent « une situation extrêmement dégradée » en matière de chômage, de réussite éducative, de santé ou de sécurité. Dans les ZUS, quatre jeunes actifs sur dix sont aujourd'hui au chômage et la « diminution globale des faits de délinquance signalés à la police » depuis 2005 se traduit par une diminution des actes « les plus courants et les moins graves » au profit d'une augmentation des plus graves et des « plus traumatisants ».<sup>840</sup>

Il n'y a évidemment rien d'étonnant à ce que la crise et la décomposition économiques mettent aujourd'hui en péril la démocratie bourgeoise en anéantissant son principal social : de larges masses populaires, petite-bourgeoises mais aussi prolétariennes ayant bénéficié des décennies durant de revenus relativement élevés, des salaires évidemment permis par l'exploitation de travailleurs étrangers à bas-coût.

Comme nous l'avons déjà souligné, la situation contemporaine apparaît de plus en plus périlleuse pour les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin. La décomposition économique, politique et sociale touche les pays impérialistes en déclin en plein cœur.

En témoigne d'abord le mouvement des « indignés » qui a secoué l'Espagne au printemps dernier. Plusieurs semaines durant, en référence aux "révolutions arabes", des centaines de milliers d'espagnols appartenant essentiellement à la « génération perdue » ont investi les places de grandes villes espagnoles, exprimant leur « ras-le-bol » face à la flambée du chômage, aux « coupes budgétaires », à la corruption et à l'autisme de la classe politique au pouvoir, c'est-à-dire face aux « dérives du capitalisme ».<sup>841</sup>

Reprenant « de façon spontanée les mots d'ordre altermondialistes » et dénonçant une démocratie « vide sens », les indignés qualifiaient la démocratie espagnole de « fumisterie » et réclamaient « une vraie démocratie, la fin des mesures d'austérités ou un emploi ». De quoi naturellement inquiéter l'élite bourgeoise au pouvoir dans les pays impérialistes en déclin qui, comme elle le reconnût d'ailleurs elle-même sur le plateau de l'émission télévisée *C dans l'air*, s'attendait certes à observer une « onde de choc mondiale des révolutions arabes », mais davantage dans les pays dépendants que dans ses propres métropoles : « **on pensait à l'Asie et à l'Afrique, mais pas à l'Europe** » !<sup>842</sup>

Heureusement pour l'élite bourgeoise des pays impérialistes en déclin, prisonnier des préjugés démocratiques-bourgeois et du pacifisme petits-bourgeois, le mouvement des « indignés » ne parvint jamais à se tourner vers un autre horizon que celui du capitalisme et ne tarda pas à perdre en vigueur — notamment après les élections municipales et régionales au cours desquelles le PSOE de José Luis Zapatero essuya une lourde défaite —, pour finalement s'éteindre à petit feu, tout aussi spontanément qu'il était né, et sans être parvenu à contraindre l'ordre bourgeois à satisfaire ses revendications.<sup>843</sup>

A n'en pas douter, d'autres "mouvements des indignés" couvent dans les pays impérialistes en déclin. A la fin de l'hiver dernier, en plein "printemps des peuples arabes", un sondage révélait que 58 % des français rêvaient qu'une « révolte » éclate en France. Mais heureusement pour l'ordre bourgeois, seuls 49 % d'entre eux jugeaient la population « capable de se soulever »...<sup>844</sup>

Il n'en reste pas moins que la montée de ce sentiment anti-système est très inquiétant pour l'élite au pouvoir.

En témoigne ensuite la mobilisation récente de centaines de milliers de personnes dans les grandes villes israéliennes, des manifestants scandant des slogans tels « les personnes avant le profit » ou « c'est le printemps israélien », venus en masse « pour protester contre la vie chère » et réclamer au gouvernement « des réformes économiques d'envergure » visant à davantage de « justice sociale ». Une mobilisation que *l'Express* définissait comme symbolisant « la colère de la classe moyenne » israélienne face à la dégradation de ses conditions de vie.<sup>845</sup>

Face à ces mobilisations sociales « sans précédent » dans son histoire, l'État sioniste fût forcé de jouer l'apaisement et de promettre des changements, se disant « prêt à infléchir son approche ultra-libérale de l'économie pour répondre aux exigences des manifestants ». <sup>846</sup>

Il faut dire que la bourgeoisie sioniste ne peut se permettre d'être trop ouvertement contestée par ses propres masses populaires, étant déjà fortement décriée sur la scène internationale !... <sup>847</sup>

En témoignent enfin les récentes émeutes qui ont enflammé plusieurs grandes villes du Royaume-Uni. Au début du printemps 2011, Londres avait connu de grands mouvements sociaux rassemblant des centaines de milliers de manifestants venus dénoncer des coupes budgétaires « sauvages » dans l'enseignement et les services sociaux, des coupes jugées « trop rapides et brutales », donnant lieu à une mobilisation inhabituelle dans un pays où « les manifestations ont mauvaise presse ». <sup>848</sup> Dans un discours prononcé au début de l'été 2011 devant la Société royale britannique, le premier ministre chinois s'était exprimé sur l'avenir de la Chine dans les termes suivants.

« La Chine a devant elle un avenir encore plus brillant. (...) La Chine de demain sera un pays de pointe économiquement, et son peuple jouira de la prospérité. (...) La Chine de demain sera un pays qui sera entièrement démocratique, un État de droit, d'équité et de justice ». <sup>849</sup>

A l'opposé des élites chinoises confiantes et optimistes en ce qui concerne leur avenir, les élites au pouvoir dans les pays impérialistes en déclin se gardent bien de faire des pronostics sur leur propre avenir... Et on les comprend ! Comme le soulignait dernièrement le milliardaire américain George Soros, si son homologue Warren Buffett a proposé « d'augmenter les impôts des "super-riches" pour participer à l'effort national », ce n'est pas un acte désintéressé.

« Warren Buffett est un investisseur talentueux et malin. Il réfléchit à long terme et sait défendre les intérêts des surper-riches. Il a conscience que si les riches ne font rien aujourd'hui, ils se mettront le public à dos dans les prochaines années ». <sup>850</sup>

Un sacrifice que la grande bourgeoisie française, dont nous avons déjà souligné la mesquinerie et l'imbécillité extrêmes, ne semble encore pas prête à envisager... Ironie du sort, quelques semaines après la déclaration chinoise, la mort d'un jeune délinquant, abattu par les tireurs d'élite de la police britannique (la Met) « dans des circonstances non élucidées » provoquait une vague de violences urbaines à Londres ainsi que dans de grandes métropoles britanniques comme Birmingham, Bristol et Liverpool.

Durant plusieurs jours, des milliers de jeunes « armés de bouteilles incendiaires, de briques, de battes de base-ball » pillèrent des magasins, détruisirent des résidences et incendièrent des voitures. Une véritable « bataille » dans laquelle la Met apparût « totalement dépassée », en dépit des 6 000 policiers déployés, et face à laquelle elle se montra « incapable de répliquer » plusieurs jours durant, avec à la clef des centaines d'arrestations et des dizaines de policiers blessés. <sup>851</sup>

Le 9 août, le premier ministre britannique décidait de porter les effectifs de policiers déployés à 16 000 et commençait à déployer des blindés pour affronter les émeutiers. On recensait alors près de 500 arrestations et près d'une cinquantaine de policiers blessés.<sup>852</sup> Le lendemain, on recensait une centaine de blessés parmi les forces de l'ordre et près de 800 arrestations. Le 11 août, on recensait désormais plus d'un millier d'arrestations.<sup>853</sup>

Qu'ils soient blancs ou noirs, qu'il s'agisse de jeunes désœuvrés « au chômage » ou de jeunes désireux de « se révolter » et de faire « passer un message » en « ciblant les richesses », ou qu'ils soient enfin tout simplement présents pour « profiter des pillages », les émeutiers anglais ont mis à mal la confiance des élites britanniques.<sup>854</sup>

La classe politique britannique ébranlée commence aujourd'hui à pointer du doigt « la politique de rigueur engagée en 2010 », voyant dans celle-ci « un ferment de ces violences ».<sup>855</sup>

Pour la députée travailliste Diane Abbott, alors que les coupes budgétaires affectent « les emplois et les services publics », « il est difficile de voir comment des quartiers comme Tottenham pourraient être bientôt moins inflammables »... D'autres définissent cette « explosion de colère » comme résultant d'une « frustration sociale plus générale » et définissent les émeutiers comme « des gens qui ne se voient aucun avenir ».

« Depuis le début des années 90, la paupérisation des classes inférieures est telle qu'une nouvelle classe sociale a vu le jour, 'l'underclass', constituées de familles qui ne travaillent pas depuis deux générations et vivent exclusivement des aides sociales" ». <sup>856</sup>

Qu'on en vienne à réduire ces aides, comme dans les temps économiques défavorables où nous sommes entrés, et c'est l'explosion sociale... Il faut dire qu'en 2010, l'économie britannique, véritable « laboratoire du pire » de la crise, a cumulé des handicaps majeurs : rechute en récession, poursuite de la crise immobilière, impôts en hausse (à l'instar de la TVA passée de 17,5 % à 20,0 %), inflation et chômage élevés, autant de facteurs qui ont naturellement pesé de manière très négative sur le niveau de vie des masses populaires.<sup>857</sup>

Signalons enfin que la destruction croissante de toute perspective d'avenir dans les pays impérialistes en déclin commence à avoir des conséquences en termes de démographie. Dans notre précédent ouvrage, nous avons souligné que les lois démographiques intrinsèques au capitalisme provoqueraient à moyen-long terme un effondrement de la natalité dans les pays impérialistes en déclin, y compris ceux se trouvant actuellement tout au sommet de la division internationale du travail. Les prémises de cette évolution commencent aujourd'hui à inquiéter les analystes bourgeois.

Au début de l'année, l'agence des statistiques italienne annonçait ainsi un recul du nombre de naissances en 2010 après quatre années de croissance modérée, une baisse de manière évidente liée aux « facteurs socio-économiques », autrement dit à la crise économique et à l'assombrissement des perspectives d'avenir...<sup>858</sup>

Un constat similaire peut être dressé pour les USA qui ont enregistré sur la décennie 2000-2010 une croissance démographique de 9,7 % à 308,7 millions d'habitants. Cette croissance, « la plus faible sur une décennie depuis la Grande Dépression des années 1930 » est également en partie attribuée « à la crise économique de 2008, qui a entraîné un recul des naissances et de l'immigration illégale ».<sup>859</sup>

Au contraire, toujours conformément à nos anticipations, la Chine s'achemine toujours plus vers « un changement radical de la politique du planning familial ». A Shanghai par exemple, des voix toujours plus nombreuses, y compris d'officiels, s'élèvent pour demander la mise en place de « politiques attractives pour encourager davantage de couples éligibles à avoir un second enfant ».<sup>860</sup>

Des politiques d'incitation qui à coup sûr seront d'une grande efficacité. En effet, en dépit du coût élevé que représentent pour les familles chinoises l'éducation des enfants, ce sont près de quatre chinois sur cinq qui « voudraient avoir deux enfants, si la politique nationale en matière du planning familial le permettait ».<sup>861</sup>

Une fois cette transition démographique achevée, l'impérialisme chinois aura alors toutes les clefs en main pour consolider sur le long terme sa position privilégiée au sein d'une nouvelle division internationale du travail.



## Notes

<sup>1</sup> Une croissance à 8 % pendant 20 ans est possible, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/03/2011 • <sup>2</sup> Pékin confirme que la croissance chinoise a été de 10,3 % en 2010, *Le Monde.fr*, 20/01/2011 ; Chine : le PIB en hausse de 10,3 % en 2010, *Xinhua*, 20/01/2011 • <sup>3</sup> La Chine vise une croissance d'environ 8 % du PIB en 2011, *Xinhua*, 05/03/2011 • <sup>4</sup> L'économie chinoise devrait augmenter de 9,6 % en 2011 : prévisions du FMI, *Xinhua*, 11/04/2011 ; L'économie chinoise s'est accrue de 9,7% au premier trimestre 2011, *Xinhua*, 15/04/2011 ; Le PIB chinois en hausse de 9,6% au premier semestre, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/07/2011 • <sup>5</sup> INSEE, Le PIB progresse de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 et de 1,5 % sur l'ensemble de l'année, n°40, 15 février 2011 ; Croissance du PIB Royaume-Uni T4 2010 : grosse déception liée à la vague de froid, *Gecodia.fr*, 25/01/2011 ; Bureau of Economic Analysis, US Department of commerce, *National Economic Accounts - National Income and Product Accounts Table - Table 1.1.1. Percent Change From Preceding Period in Real Gross Domestic Product*, révision du 29 juillet 2011 ; La Chine est devenue la deuxième économie mondiale, *Le Monde.fr*, 14/02/2011 ; L'économie allemande augmente de 3,6 % en 2010, *Xinhua*, 12/01/2011 • <sup>6</sup> Statistics Bureau of Japan, *Japan Monthly Statistics*, C - National Accounts, Table 1-1 - Gross Domestic Product (Expenditure approach, nominal terms), révision du 23 mai 2011 • <sup>7</sup> Profits en hausse de 85 % pour les groupes du CAC 40, *Le Monde.fr*, 04/03/2011 • <sup>8</sup> La Chine dévoile la liste des 500 premières entreprises pour 2011, *Xinhua*, 03/09/2011 • <sup>9</sup> Classement *Fortune 500*, édition 2011 • <sup>10</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* ; Vincent Gouysse, *Le Réveil du dragon*, pp. 58-59 ; Record du nombre d'entreprises chinoises dans la liste Fortune Global 500, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/07/2011 • <sup>11</sup> La reprise économique mondiale s'essouffle, *Le Monde.fr*, 03/11/2010 • <sup>12</sup> L'économie américaine a besoin d'une "impulsion", dit un conseiller d'Obama, *Xinhua*, 13/12/2010 • <sup>13</sup> Barack Obama promulgue la loi sur les réductions d'impôts, *Reuters*, 18/12/2010 • <sup>14</sup> Obama propose un gel des salaires de la fonction publique, *Le Monde.fr*, 29/11/2010 • <sup>15</sup> La reprise mondiale se poursuit mais reste inégale (FMI), *Xinhua*, 25/01/2011 • <sup>16</sup> Conjoncture : Chute de la consommation française en janvier, *Le Figaro.fr*, 25/02/2011 • <sup>17</sup> Le FMI se prononce pour une dépréciation du dollar, *Le Monde.fr*, 23/02/2011 • <sup>18</sup> IMF raises spectre of civil wars as global inequalities worsen, *The Telegraph*, 01/02/2011 • <sup>19</sup> 2011 : les incertitudes d'un monde en convalescence, *Le Monde.fr*, 17/01/2011 • <sup>20</sup> Pour Nouriel Roubini, guerre des monnaies et conflits commerciaux marqueraient 2011, *La Tribune.fr*, 03/01/2011 • <sup>21</sup> "Les politiques économiques menées actuellement conduisent à une impasse", *Capital.fr*, 10/02/2011 • <sup>22</sup> L'Europe menacée par une récession en double creux, *Usine Nouvelle.com*, 18/01/2011 • <sup>23</sup> Zone euro : la reprise est encore fragile, *L'expansion.com*, 16/02/2011 • <sup>24</sup> L'OMC voit le commerce mondial croître de 6,5 % en volume en 2011, *La Tribune.fr*, 07/04/2011 • <sup>25</sup> Le rôle de la Chine dans le monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/01/2011 • <sup>26</sup> Wen Jiabao : le développement de la Chine confronté à une situation extrêmement problématique en 2011, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/03/2011 • <sup>27</sup> La Chine est globalement saluée comme un pays plein de vigueur et d'espoir (synthèse), *Xinhua*, 16/03/2011 • <sup>28</sup> Réactions des différents pays, face à la position de la Chine, en tant que 2e économie mondiale, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/02/2011 • <sup>29</sup> Davos discute du statut de la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/01/2011 • <sup>30</sup> Davos : Pour Klaus Schwab, le Président du World Economic Forum, "la Chine va devenir un grand problème pour l'Europe ou les États-Unis", *La Tribune.fr*, 26/01/2011 • <sup>31</sup> La Chine, un sujet très discuté lors de la réunion annuelle 2011 du WEF à Davos, *Xinhua*, 26/01/2011 • <sup>32</sup> La puissance économique croissante de la Chine est bien vue en Afrique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/03/2011 • <sup>33</sup> Visite très attendue du président chinois à Washington, *La Tribune.fr*, 18/01/2011 ; Hu Jintao accueilli sans ménagement au Capitole, *Reuters*, 20/01/2011 • <sup>34</sup> Fin de la visite aux États-Unis du président chinois, *Xinhua*, 21/01/2011 ; La visite du président Hu aux États-Unis vue par des spécialistes des relations internationales (synthèse), *Xinhua*, 24/01/2011 • <sup>35</sup> Le Président Obama a mentionné 4 fois la Chine dans son message sur l'état de l'Union, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/01/2011 • <sup>36</sup> Traitons avec sang-froid « le 2<sup>e</sup> rang mondial », *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/01/2011 • <sup>37</sup> Le nouveau statut de deuxième puissance économique mondiale doit inciter la Chine à la prudence, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/02/2011 • <sup>38</sup> Une décennie de défis en perspective pour la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/01/2011 • <sup>39</sup> Comment vendre l'image d'un Dragon amical ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/12/2010 • <sup>40</sup> Qui la Chine menace-t-elle ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/04/2011 • <sup>41</sup> Une Chine qui monte en puissance suscitera plus de critiques, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/12/2010 • <sup>42</sup> Les "terres rares" au cœur d'un contentieux commercial entre la Chine et le Japon, *Le Monde.fr*, 24/09/2011 ; La Chine reprend ses livraisons de terres rares vers le Japon, *Le Monde.fr*, 29/09/2011 ; La

Chine se développe pacifiquement, mais sa patience a des limites, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/09/2011 ; Le Japon doit voir au delà de ses problèmes internes, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/09/2011 ; Le Japon souhaite améliorer ses relations avec la Chine (porte-parole du gouvernement), *Xinhua*, 05/10/2011 • <sup>43</sup> Pékin joue de l'arme des « terres rares », *Le Figaro.fr*, 25/10/2010 • <sup>44</sup> De nouveaux standards pour le secteur des terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/01/2011 • <sup>45</sup> Publication de nouveaux standards écologiques pour l'exploitation des terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/03/2011 • <sup>46</sup> La baisse des prix des terres rares est peu probable et l'approvisionnement tendu est une tendance irréversible, *Xinhua*, 08/08/2011 • <sup>47</sup> Pékin renforce son contrôle sur ses terres rares, *Le Monde.fr*, 08/02/2011 • <sup>48</sup> Wen Jiabao : la Chine va rationaliser son industrie des terres rares, *Xinhua*, 16/02/2011 ; Publication de nouveaux standards écologiques pour l'exploitation des terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/03/2011 ; De nouveaux standards pour le secteur des terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/01/2011 ; Chine : lancement d'une campagne pour réguler la production des terres rares, *Xinhua*, 09/08/2011 • <sup>49</sup> Publication de nouveaux standards écologiques pour l'exploitation des terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/03/2011 ; La Chine plafonne sa production de terres rares à 93 800 tonnes pour 2011, *Xinhua*, 31/03/2011 • <sup>50</sup> La Chine resserre encore son étau sur les terres rares, *Le Journal des Finances*, 09/06/2011 • <sup>51</sup> La Chine double ses quotas d'exportation de terres rares, *Usine Nouvelle.com*, 15/07/2011 • <sup>52</sup> La Chine dément une manipulation des prix des terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/07/2011 • <sup>53</sup> L'exception chinoise, clé des discussions au G20, *Reuters*, 18/02/2011 ; Au G20, la guerre des indicateurs économiques, *L'Expansion.com*, 18/02/2011 • <sup>54</sup> Le G20 a trouvé un accord sur la mesure des déséquilibres, *L'Expansion.com*, 19/02/2011 • <sup>55</sup> G20 : La Chine fait cavalier seul, *La Tribune.fr*, 19/02/2011 • <sup>56</sup> Le G20 s'accorde en évitant de froisser la Chine, *Reuters*, 19/02/2011 • <sup>57</sup> Émergents : le plus dur reste à venir, *La Tribune.fr*, 16/04/2011 • <sup>58</sup> De nouvelles puissances mondiales montrent leur force, *RIA Novosti*, 15/04/2011 • <sup>59</sup> Nicolas Sarkozy et Hu Jintao accordent leurs violons sur le G20, *Reuters*, 05/11/2010 • <sup>60</sup> La politique de la Fed suscite des critiques internationales, *L'Expansion.com*, 05/11/2010 • <sup>61</sup> Le système monétaire international est un « produit du passé » pour la Chine, *20 minutes.fr*, 16/01/2011 ; La Chine appelle à faire progresser la réforme du système financier international, *Xinhua*, 17/01/2011 • <sup>62</sup> La réforme du système financier et le réajustement des intérêts de la division internationale du travail, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/05/2011 • <sup>63</sup> Les BRICS s'opposent à la nomination d'un Européen à la tête du FMI, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/05/2011 • <sup>64</sup> La course à la direction du FMI reflète l'évolution de l'échiquier économique mondial, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 31/05/2011 • <sup>65</sup> Plutôt créer un autre FMI que de se disputer le poste de directeur général de l'actuel FMI, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/05/2011 • <sup>66</sup> L'opposant chinois Liu Xiaobo prix Nobel de la paix, *Reuters*, 08/10/2010 ; Pékin multiplie les arrestations de militants proches du Nobel Liu Xiaobo, *Libération.fr*, 18/10/2010 • <sup>67</sup> Pour Pékin, l'attribution du Nobel de la paix à Liu Xiaobo est un manque de respect, *Le Monde.fr*, 12/10/2010 ; Porte-parole : Attribution du prix Nobel de la paix à Liu Xiaobo pourrait endommager les relations sino-norvégiennes, *Xinhua*, 08/10/2010 ; La Chine qualifie le prix Nobel de la paix d'interférence dans sa politique intérieure, *AP*, 12/10/2010 • <sup>68</sup> Qui est vraiment Liu Xiaobo ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/10/2010 • <sup>69</sup> Pour contrer le Nobel, Pékin lance son prix Confucius, *L'express.fr*, 08/12/2010 • <sup>70</sup> Nobel : la Chine crée son propre prix de la paix, le prix Confucius, *AP*, 08/12/2010 • <sup>71</sup> Cyber-attaques en série, l'Onu et des dizaines d'entités visés, *Reuters*, 03/08/2011 • <sup>72</sup> Le yuan atteint un nouveau plus haut historique face au dollar, *Reuters*, 08/08/2011 • <sup>73</sup> Qui a le plus peur de la "menace" économique chinoise ?, *La Tribune.fr*, 14/09/2011 ; La stratégie chinoise du yuan ruine les finances en Occident, *Le Monde.fr*, 08/08/2011 • <sup>74</sup> "Les Chinois veulent s'emparer du monde", *Le Point.fr*, 09/08/2011 • <sup>75</sup> Lieutenant Commander Matthew Harper (U.S. Navy), Chinese Missiles and the Walmart Factor — US Naval Institute, *Proceedings Magazine*, July 2011 Vol. 137/7/1,301 • <sup>76</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 ; La Chine détrône les États-Unis comme plus grand installateur d'énergie éolienne du monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/01/2011 • <sup>77</sup> Les industries des énergies nouvelles vont alimenter la croissance verte de la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/04/2011 • <sup>78</sup> Source des chiffres bruts : *BP Statistical Review of World Energy 2011*, June 2011 • <sup>79</sup> Fermeture d'un fleuve au Tibet pour la construction d'une centrale hydroélectrique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/11/2010 • <sup>80</sup> L'économie du Tibet en croissance de 12,3 % en 2010, *Xinhua*, 25/01/2011 ; Chine : le gouvernement central financera 226 projets clés au Tibet durant les cinq prochaines années, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/09/2011 • <sup>81</sup> Experts cast doubt over benefits of hydropower, *Global Times*, 24/11/2010 • <sup>82</sup> Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, septembre 2010, p. 238. • <sup>83</sup> La consommation d'électricité chinoise a augmenté de 14,56 % en 2010, *Xinhua*, 17/01/2011 ; Chine : la consommation en électricité va augmenter de 12 % en 2011, *Xinhua*,



09/02/2011 ; La Chine devrait connaître une augmentation de 10 % à 12 % de sa consommation d'électricité en 2011, *Xinhua*, 22/04/2011 • <sup>84</sup> Chine : hausse de 12,2% de la consommation de l'électricité au premier semestre, *Xinhua*, 14/07/2011 • <sup>85</sup> Le premier système de transmission de 660 kV au monde a été mis en service en Chine, *Xinhua*, 28/02/2011 • <sup>86</sup> Chinese Made Flexible HVDC, *China Science and Technology Newsletter*, n° 666, 10/01/2011 • <sup>87</sup> Chine : la consommation en électricité va augmenter de 12 % en 2011, *Xinhua*, 09/02/2011 • <sup>88</sup> Va-t-on manquer d'électricité cet hiver ?, *Capital.fr*, 26/11/2010 • <sup>89</sup> Le réseau électrique français est "dangereusement vieillissant", *Le Monde.fr*, 22/12/2010 • <sup>90</sup> Le Japon estime jusqu'à 300 milliards de dollars les dégâts, *La Tribune.fr*, 23/03/2011 ; La centrale nucléaire endommagée de Fukushima doit être abandonnée (PM japonais), *Xinhua*, 31/03/2011 ; Séisme / Japon : 14.300 morts (nouveau bilan), *RIA Novosti*, 25/04/2011 • <sup>91</sup> Séisme et tsunami dévastateurs au Japon, lourd bilan, *Reuters*, 11/03/2011 ; Après le séisme, Tokyo craint une catastrophe nucléaire, *Reuters*, 13/03/2011 ; Le PM japonais évoque la plus grave crise en 60 ans dans les pays, *Xinhua*, 13/03/2011 ; Japon: explosion dans le réacteur 2 de la centrale nucléaire de Fukushima, *Libération.fr*, 14/03/2011 ; Le Japon lutte dans l'urgence face au risque nucléaire, *Reuters*, 17/03/2011 ; Japon : 74 % de la population en faveur de la sortie du nucléaire, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/06/2011 ; 60 % des Français pour une sortie progressive du nucléaire, *Reuters*, 19/06/2011 • <sup>92</sup> Nouvelle évacuation de la centrale de Fukushima Dai-ichi, *AP*, 23/03/2011 ; Japon : que se passe-t-il à Fukushima ?, *L'Express.fr*, 18/05/2011 ; Le Japon plongé dans une véritable catastrophe nucléaire après le séisme et le tsunami au Japon, *La Tribune.fr*, 22/03/2011 ; Inquiétudes sur l'impact sanitaire de Fukushima, *Reuters*, 23/03/2011 ; Japon : forte radioactivité dans un réacteur de la centrale nucléaire accidentée, *Xinhua*, 27/03/2011 ; Fukushima : 11 000 tonnes d'eau radioactive rejetées à la mer, *Libération.fr*, 04/04/2011 • <sup>93</sup> Niveau record de radiations mesuré à Fukushima, *Le Monde.fr*, 01/08/2011 ; Fukushima : les Japonais entre colère et résignation, *Le Monde.fr*, 12/09/2011 • <sup>94</sup> Paris change de ton sur le Japon et évoque "le pire", *Reuters*, 16/03/2011 ; Crise nucléaire au Japon : l'accident de Fukushima aussi grave que celui de Tchernobyl, deux nouvelles répliques ressenties ce mardi, *La Tribune.fr*, 12/04/2011 • <sup>95</sup> Fukushima : la situation ne cesse d'empirer (Rosatom), *RIA Novosti*, 18/03/2011 • <sup>96</sup> Le réacteur 2 et 3 en fusion à Fukushima : "Les dégâts sont plus importants que prévu", *Le Post.fr*, 24/05/2011 ; Japon : arrêt du système de refroidissement dans le réacteur No.5 de la centrale de Fukushima, *Xinhua*, 29/05/2011 ; Un rapport montre que Fukushima était très mal préparée à une catastrophe, *AP*, 19/06/2011 • <sup>97</sup> Vers où l'énergie nucléaire mondiale devra-t-elle aller ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/04/2011 • <sup>98</sup> L'Allemagne suspend temporairement son projet de prolongation des centrales nucléaires, *Xinhua*, 14/03/2011 ; La crise nucléaire s'aggrave au Japon, *Reuters*, 15/03/2011 ; L'Italie veut mettre fin à son programme nucléaire, *Maxisciences.com*, 20/04/2011 ; Centrales nucléaires : Merkel veut que l'Allemagne sorte "le plus vite possible" de la production d'électricité nucléaire, *La Tribune.fr*, 15/04/2011 ; L'Allemagne officialise sa sortie du nucléaire, *Le Monde.fr*, 30/05/2011 • <sup>99</sup> EDF pénalisé en bourse par l'abandon du programme nucléaire italien, *Easybourse.com*, 14/06/2011 • <sup>100</sup> L'Élysée veut vanter la sécurité de l'EPR pour sauver la filière nucléaire française, *Le Monde.fr*, 14/03/2011 ; Comment la catastrophe japonaise menace le nucléaire français, *L'Expansion.com*, 15/03/2011 • <sup>101</sup> Superficie calculée sur la base d'une zone d'interdiction circulaire d'un diamètre de 30 km autour de la centrale ; A Fukushima, 200.000 riverains menacés d'exil à vie, *La Tribune.fr*, 29/03/2011 ; Tokyo va élargir la zone d'exclusion autour de Fukushima, *Reuters*, 11/04/2011 • <sup>102</sup> La Chine ne changera pas son plan concernant les projets d'énergie nucléaire (gouvernement), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/03/2011 ; La Chine suspend l'approbation de la construction de nouvelles centrales nucléaires, *Xinhua*, 16/03/2011 ; La Chine prévoit de renforcer la sécurité de ses centrales nucléaires suite à la crise nucléaire japonaise, *Xinhua*, 03/06/2011 • <sup>103</sup> La Chine va construire plus de centrales nucléaires lors du 12e Plan quinquennal, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/01/2011 • <sup>104</sup> Le réacteur nucléaire de Sanmen sera opérationnel en 2013, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/01/2010 ; La Chine marque un point dans la 3ème génération d'électricité nucléaire, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/02/2011 • <sup>105</sup> Les réserves chinoises en uranium pourront être utilisées pendant 3 000 ans grâce à une importante percée de recherche nucléaire, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/01/2011 ; La Chine annonce une percée dans le domaine des technologies nucléaires, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/01/2011 • <sup>106</sup> La Chine sait-elle retraiter du combustible nucléaire usé ?, *Le Monde.fr*, 04/01/2011 • <sup>107</sup> Le manque d'uranium en Chine devrait prendre fin d'ici dix ans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 19/01/2011 • <sup>108</sup> Le premier réacteur expérimental à neutrons rapides de la Chine commence à produire de l'énergie, *Xinhua*, 21/07/2011 ; Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 235-236 • <sup>109</sup> EDF a annoncé un nouveau retard de deux ans pour l'EPR de Flamanville, *Le Monde.fr*, 20/07/2011 ; L'EPR, chronique d'un chantier qui s'enlise, *Le Monde.fr*, 31/08/2011 ; enfin sur les retards précédents, voir

également notre ouvrage *Le réveil du dragon*, p. 233 • <sup>110</sup> Un réacteur nucléaire en panne dans le Loiret, *Le Monde.fr*, 13/01/2011 ; Explosion d'un four et risque de fuite radioactive sur le site nucléaire de Marcoule, *Le Monde.fr*, 12/09/2011 • <sup>111</sup> Le "Je me casse, fait chier" d'Éric Besson à Capital, *L'Expansion.com*, 17/06/2011 ; Le "Je me casse. Fait chier" de Besson coupé au montage, *L'Express.fr*, 20/06/2011 • <sup>112</sup> L'EPN de Penly de plus en plus menacé, *Usine Nouvelle.com*, 04/05/2011 • <sup>113</sup> Conçu au Japon, mais fabriqué en Chine..., *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/06/2011 • <sup>114</sup> Source des chiffres bruts : GWEC, *Global Wind Report, Annual Market update 2010* • <sup>115</sup> GWEC, *China wind power outlook 2010*, p. 19 • <sup>116</sup> WWEA, *Rapport mondial 2010 sur l'énergie éolienne*, p. 6 • <sup>117</sup> GWEC, *Global Wind Report, Annual Market update 2010*, pp. 10-11 • <sup>118</sup> Climat : l'aide aux pays pauvres au cœur de la conférence de Cancún, *AP*, 29/11/2010 ; Le sommet de Cancun sur le climat s'ouvre sans grand espoir, *Le Monde.fr*, 29/11/2010 ; A Cancun, les émergents accusent Tokyo de bloquer les débats, *Reuters*, 02/12/2010 ; La conférence de Cancun "sur le fil du rasoir", *Reuters*, 09/12/2010 ; Compromis en vue à la conférence de Cancun sur le climat, *Reuters*, 11/12/2010 • <sup>119</sup> Bilan de la Conférence de Cancún sur le climat (du 29 novembre au 10 décembre 2010), *Diplomatie.gouv.fr* • <sup>120</sup> L'Onu appelle les pays riches à être plus clairs sur le climat, *Reuters*, 13/10/2010 • <sup>121</sup> La Chine accueille son premier rendez-vous climat de l'ONU, *Le Monde.fr*, 04/10/2010 • <sup>122</sup> Le Mexique pessimiste à l'approche du sommet sur le climat de Cancun, *Le Monde.fr*, 18/10/2010 • <sup>123</sup> L'âge de glace bientôt de retour ?, *20 minutes.fr*, 14/06/2011 • <sup>124</sup> Source des données des modèles constructeurs : <http://www.thewindpower.net> • <sup>125</sup> Les entreprises étrangères convoitent le marché chinois de l'énergie éolienne, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/11/2010 • <sup>126</sup> La Chine construit la plus grande éolienne du monde, *Xinhua*, 30/05/2011 • <sup>127</sup> China makes world's largest wind turbine, *China.org.cn*, 31/05/2011 • <sup>128</sup> GWEC, *China wind power outlook 2010*, p. 33 • <sup>129</sup> GWEC, *China wind power outlook 2010*, p. 21 • <sup>130</sup> GWEC, *China wind power outlook 2010*, p. 50 • <sup>131</sup> GWEC, *China wind power outlook 2010*, p. 52 • <sup>132</sup> WWEA, *Rapport mondial 2010 sur l'énergie éolienne*, p. 14 • <sup>133</sup> WWEA, *Rapport mondial 2010 sur l'énergie éolienne*, p. 6 • <sup>134</sup> GWEC, *China wind power outlook 2010*, p. 51 • <sup>135</sup> Les entreprises chinoises de l'éolien pénètrent enfin les marchés étrangers, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/07/2011 • <sup>136</sup> GWEC, *China wind power outlook 2010*, p. 98 • <sup>137</sup> Les midterms mettent fin aux énergies propres d'Obama, *Usine Nouvelle.com*, 03/11/2010 • <sup>138</sup> La Chine détrône les États-Unis comme plus grand installateur d'énergie éolienne du monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/01/2011 • <sup>139</sup> Source : International Iron and Steel Institute, *Steel Statistical Yearbook 1980*, pp. 8-9 • <sup>140</sup> Source des chiffres bruts : *Worldsteel.org* • <sup>141</sup> Source des chiffres bruts : *Worldsteel.org* • <sup>142</sup> Industrial Production and Capacity Utilization - G.17, [www.federalreserve.gov](http://www.federalreserve.gov), révision du 16/08/2011 • <sup>143</sup> La sidérurgie chinoise fera face à une période plus difficile en 2011 (ministère), *Xinhua*, 16/02/2011 • <sup>144</sup> Source des chiffres bruts : *Worldsteel.org* • <sup>145</sup> Source des chiffres bruts : *International Aluminium Institute* • <sup>146</sup> Source des chiffres bruts : *The International Wrought Copper Council* • <sup>147</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2008 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 26/02/2009 ; Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2009 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 26/02/2010 ; Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 • <sup>148</sup> CEMBUREAU, *Rapport d'activité 2010*, p. 7 • <sup>149</sup> Source des chiffres bruts : World Machine-Tool Output and Consumption Survey, *Gardnerweb.com* • <sup>150</sup> Mise en service de la plus longue ligne d'assemblage de camion en Chine, *Xinhua*, 23/08/2011 • <sup>151</sup> L'assembleur des iPhone, va « embaucher » un million de robots, *La Tribune.fr*, 01/08/2011 • <sup>152</sup> La Chine va investir 700 milliards de yuans dans les trains à grande vitesse, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/01/2011 • <sup>153</sup> Chine : La plus grande base de production de tunneliers à bouclier fonctionne à pleine capacité, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/06/2011 • <sup>154</sup> Comment la Chine va devenir la championne du monde des brevets, *La Tribune.fr*, 12/10/2010 • <sup>155</sup> Patented in China - the Present and Future State of Innovation in China by Eve Y. Zhou, Ph.D., and Bob Stembridge, *Thomson Reuters World IP Today*, 08/2010, p. 20 • <sup>156</sup> China Poised to Become Global Innovation Leader, *Thomson Reuters*, 06/10/2010 • <sup>157</sup> Chine : le nombre de demandes de brevet d'invention en hausse de 28 % en 2010, *Xinhua*, 29/03/2011 • <sup>158</sup> La Chine va passer devant les États-Unis en terme d'innovation, *Moneyweek.fr*, 12/10/2010 • <sup>159</sup> Patented in China - the Present and Future State of Innovation in China by Eve Y. Zhou, Ph.D., and Bob Stembridge, *Thomson Reuters World IP Today*, 08/2010, p. 25 • <sup>160</sup> Science : la Chine ébranle le monde, *Libération.fr*, 11/11/2010 • <sup>161</sup> Science : la Chine ébranle le monde, *Libération.fr*, 11/11/2010 • <sup>162</sup> Sciences : le géant chinois prend de l'avance, *Maxisciences.com*, 11/11/2010 • <sup>163</sup> Source des chiffres bruts : UNCTAD, *Rapport de l'UNESCO sur la science 2010* (résumé exécutif), p. 12. Chiffres de 2000 et 2005 pour l'Inde ; chiffres de 2002 et 2006 pour les USA • <sup>164</sup> La Chine en quête de suprématie technologique, *Usine Nouvelle.com*, 22/01/2011 • <sup>165</sup> De "Fabriqué en Chine" à "Créé par les Chinois", *Le Quotidien du Peuple*

en ligne, 04/03/2011 • <sup>166</sup> La Chine approuve davantage de brevets en 2010, *Xinhua*, 13/01/2011 • <sup>167</sup> Source des chiffres bruts : Reprise en 2010 de l'activité de dépôt de demandes internationales de brevet, *OMPI*, 09/02/2011 • <sup>168</sup> La Chine moteur de l'innovation mondiale en 2010, *Le Figaro.fr*, 11/02/2011 • <sup>169</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 • <sup>170</sup> Rentrée des classes en Chine : les étudiants en difficulté mieux aidés cette année, *French.cri.cn*, 01/09/2011 ; La Chine s'efforce de développer une main d'œuvre bien instruite d'ici 2015 (vice-ministre de l'Education), *Xinhua*, 28/03/2011 • <sup>171</sup> Le président chinois met l'accent sur le développement éducatif, *Xinhua*, 22/02/2011 • <sup>172</sup> Le président chinois souligne l'importance de l'innovation technologique face à la compétition globale, *Xinhua*, 15/03/2011 • <sup>173</sup> Le PM chinois évoque le développement scientifique et technologique du pays, *Xinhua*, 28/05/2011 • <sup>174</sup> La Chine va faire passer le nombre de ses entreprises publiques centrales à 30-50 d'ici cinq ans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/11/2010 • <sup>175</sup> Chine : plus d'étudiants revenus après leurs études à l'étranger en 2010, *Xinhua*, 11/03/2011 ; Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 170 • <sup>176</sup> La Chine projette d'attirer davantage de talents chinois d'outre-mer d'ici cinq ans, *Xinhua*, 27/08/2011 • <sup>177</sup> La Chine envisage d'attirer plus de talents étrangers pour faciliter sa restructuration économique, *Xinhua*, 11/01/2011 • <sup>178</sup> Vous voulez un job de rêve ? Regardez vers la Chine !, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/03/2011 • <sup>179</sup> La Chine aspire à devenir le premier choix des étudiants en Asie, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/04/2011 • <sup>180</sup> Eurostat, *Communiqué de presse 127/2009*, 8 septembre 2009, p. 1 • <sup>181</sup> La Chine dépense 1,7 % de son PIB dans la R&D, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/11/2010 • <sup>182</sup> La Chine va dépenser 2,2 % du PIB dans la recherche et le développement d'ici 2015, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/03/2011 • <sup>183</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the National Economic and Social Development (Editions 2005 à 2010), *National Bureau of Statistics of China* • <sup>184</sup> La Chine a triplé ses dépenses en matière de nanotechnologies entre 2006 et 2010, *Xinhua*, 12/01/2011 • <sup>185</sup> Quand les vaches produisent du... lait humain, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/04/2011 • <sup>186</sup> Début de la construction du plus grand radio-télescope au monde dans le sud-ouest de la Chine, *Xinhua*, 26/01/2011 ; Un télescope géant va être construit dans le Sud-Ouest de la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/03/2011 • <sup>187</sup> Détecter la matière noire : mise en service du premier laboratoire souterrain en Chine, *BE Chine n°99*, 22/12/2010 • <sup>188</sup> Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 159 • <sup>189</sup> Le sous-marin chinois habité "Jiaolong" atteint 5 038 mètres de profondeur dans l'océan Pacifique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/07/2011 ; Le sous-marin chinois habité "Jiaolong" atteint 5 143 mètres de profondeur lors d'une autre plongée d'essai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/07/2011 ; Le submersible chinois "Jiaolong" achève sa 4e plongée d'essai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/08/2011 ; Le submersible chinois "Jiaolong" achève sa 5ème plongée d'essai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 03/08/2011 • <sup>190</sup> Chinese sub Jiaolong sinks to new depths with 5,000-metre dive, *Guardian.co.uk*, 26/07/2011 • <sup>191</sup> OICA, *2010 provisional production statistics*, mars 2011 • <sup>192</sup> Les Chinois et Tata, grands absents du Mondial de l'automobile 2010, *Le Monde.fr*, 05/10/2010 • <sup>193</sup> La Chine confirme sa place de numéro un mondial de l'automobile, *Usine Nouvelle.com*, 10/01/2011 • <sup>194</sup> Chine : une liste des 30 meilleurs constructeurs automobiles chinois en 2010, *Xinhua*, 27/05/2011 • <sup>195</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500*, éditions 2010 et 2011 • <sup>196</sup> En Europe, les ventes de voitures ont baissé de 5,5% en 2010, *20minutes.fr*, 14/01/2011 • <sup>197</sup> En Belgique, Opel ferme une usine et licencie 1 300 personnes, *Le Monde.fr*, 05/10/2010 • <sup>198</sup> La prime à la casse à l'heure du bilan, *Le Monde.fr*, 14/12/2010 • <sup>199</sup> Chine : les ventes d'automobiles en hausse de 15,8 % en janvier 2011, *Xinhua*, 18/02/2011 • <sup>200</sup> Chine : une liste des 30 meilleurs constructeurs automobiles chinois en 2010, *Xinhua*, 27/05/2011 • <sup>201</sup> La Chine produit 6,4 millions de véhicules durant les quatre premiers mois de l'année, *Xinhua*, 10/05/2011 • <sup>202</sup> Automobile : les immatriculations chutent en Europe, *La Tribune.fr*, 17/05/2011 • <sup>203</sup> Baisse des ventes automobiles de 8,1 % dans l'UE en juin, *Reuters*, 15/07/2011 • <sup>204</sup> Chine : les ventes automobiles ont connu une légère hausse sur les six premiers mois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/07/2011 • <sup>205</sup> Le nombre de voitures privées en Chine a atteint 72,06 millions, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/07/2011 • <sup>206</sup> Beijing regarde sous terre pour s'étendre, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/01/2011 • <sup>207</sup> PSA envisage de délocaliser son haut de gamme en Chine, *La Tribune.fr*, 23/09/2010 • <sup>208</sup> PSA prévoirait des investissements importants en Chine, *Capital.fr*, 14/02/2011 • <sup>209</sup> Immatriculations : les constructeurs ont limité la casse en 2010, *Le Monde.fr*, 03/01/2011 • <sup>210</sup> PSA songe à créer une marque low-cost, *Capital.fr*, 21/02/2011 • <sup>211</sup> Le groupe automobile chinois Changan ouvre un centre de recherche et de développement aux Etats-Unis, *Xinhua*, 19/01/2011 • <sup>212</sup> PSA prévoirait des investissements importants en Chine, *Capital.fr*, 14/02/2011 • <sup>213</sup> Renault propose 3.000 départs anticipés pour pénibilité, *Reuters*, 23/11/2010 ; Renault relance le débat sur les retraites, *Usine Nouvelle.com*, 24/11/2010 • <sup>214</sup> PSA pourrait fermer deux sites en France, *Le Journal des Finances*,

09/06/2011 • <sup>215</sup> Chine : BAIC achète des parts dans une usine de transmissions automobile suédoise, *Xinhua*, 23/02/2011 • <sup>216</sup> Sinomach rachète McCormick France, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/03/2011 • <sup>217</sup> Les voitures chinoises ne font plus rire la concurrence, *La Tribune.fr*, 23/04/2011 • <sup>218</sup> La Chine souhaite mener la course aux véhicules à énergies nouvelles, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/04/2011 ; Automobiles électriques ou hybrides : Comment la Chine entend devenir le numéro un mondial du véhicule propre, *La Tribune.fr*, 17/04/2011 • <sup>219</sup> Le marché mondial du pétrole entre dans l'ère de la rareté : FMI, *Xinhua*, 07/04/2011 • <sup>220</sup> La Chine prévoit davantage de stations de recharge pour les véhicules électriques, *Xinhua*, 08/01/2011 • <sup>221</sup> La Chine aura plus d'autoroutes que les États-Unis dans 5 ans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/01/2011 • <sup>222</sup> Chine : accélération de la construction des routes en milieu rural, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/02/2011 • <sup>223</sup> Achèvement des travaux de pose de la ligne ferroviaire à grande vitesse Beijing-Shanghai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/11/2010 • <sup>224</sup> Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 147 ; Chine : mise en opération de la ligne ferroviaire à grande vitesse Beijing-Shanghai en juin, *Xinhua*, 04/01/2011 ; Ouverture de la ligne TGV Pékin-Shanghai, *Europe1.fr*, 30/06/2011 • <sup>225</sup> Chine : fin des travaux du tunnel ferroviaire sous-marin, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/03/2011 • <sup>226</sup> Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 146 ; Essais de fonctionnement de la ligne à grande vitesse Beijing-Shanghai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/05/2011 • <sup>227</sup> Les trains à grande vitesse remodelent le paysage des transports du pays, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/01/2011 • <sup>228</sup> Le ministère des chemins de fer enregistre une dette de 2 trillions de yuans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/07/2011 • <sup>229</sup> Le monde a besoin de la technologie chinoise de train à grande vitesse, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/02/2011 • <sup>230</sup> Le monde a besoin de la technologie chinoise de train à grande vitesse, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/02/2011 • <sup>231</sup> Explosion des bénéfices 2010 en perspective pour le plus grand fabricant chinois de trains, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/02/2011 • <sup>232</sup> Le constructeur chinois de TGV enregistre le chiffre d'affaires le plus élevé du monde, *Xinhua*, 04/08/2011 • <sup>233</sup> La CNR va livrer pour la première fois des trains de marchandises à l'Europe, *Xinhua*, 13/06/2011 • <sup>234</sup> Des locomotives chinoises vont entrer sur le marché de l'UE, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/08/2011 • <sup>235</sup> La Chine fabrique des trains EMU à grande vitesse pour le Brésil, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/06/2011 • <sup>236</sup> De Savignano à Changchun : le premier train EMU part pour la Chine, *www.alstom.com*, 14/12/2006 • <sup>237</sup> Défaite de l'Eurostar : Alstom et le ministère savaient, *Usine Nouvelle.com*, 18/10/2010 • <sup>238</sup> Eurostar : l'Allemagne accuse la France de protectionnisme, *Usine Nouvelle.com*, 19/10/2010 • <sup>239</sup> Eurostar : le train de Siemens conforté, *Usine Nouvelle.com*, 21/03/2011 • <sup>240</sup> Alstom Transport prévoit 1.380 suppressions de postes, *Reuters*, 22/03/2011 • <sup>241</sup> Bombardier supprimerait 2.000 emplois, *Reuters*, 07/04/2011 • <sup>242</sup> Ravitailleurs américains : EADS sort l'artillerie lourde face à Boeing, *La Tribune.fr*, 16/02/2011 ; Boeing remporte le contrat des avions ravitailleurs américains, *Le Monde.fr*, 24/02/2011 • <sup>243</sup> L'État peut-il obliger Air France à acheter français ?, *L'Expansion.com*, 14/06/2011 • <sup>244</sup> La Californie veut confier sa ligne grande vitesse à la Chine, *Le Journal des Finances*, 13/09/2010 • <sup>245</sup> La Chine très compétitive parmi les huit candidats à la construction du chemin de fer à grande vitesse en Floride, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/01/2011 • <sup>246</sup> Les fabricants de trains chinois ont les yeux de Chimène pour le rail américain, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/02/2011 • <sup>247</sup> Les trains à grande vitesse chinois arrivent sur le marché britannique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/02/2011 • <sup>248</sup> Comment la Chine avance ses pions en Afrique du Sud, *La Tribune.fr*, 31/08/2010 • <sup>249</sup> La technologie de la construction de lignes ferroviaires à grande vitesse de la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/09/2010 • <sup>250</sup> Record du monde de vitesse pour un train chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/09/2010 • <sup>251</sup> 486,1 km/h ! Le train chinois établit un nouveau record du monde de vitesse lors d'essais, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 03/12/2010 • <sup>252</sup> La Chine espère établir un nouveau record du train à grande vitesse l'année prochaine, *Xinhua*, 07/12/2010 ; Un train à grande vitesse chinois pourrait atteindre une vitesse de 600 km/h, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/12/2010 • <sup>253</sup> Des brevets américains pour la haute technologie ferroviaire chinoise ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/06/2011 ; Le train à grande vitesse Beijing-Shanghai est très sûr et sa technologie de base est chinoise, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/06/2011 • <sup>254</sup> Des brevets américains pour la haute technologie ferroviaire chinoise ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/06/2011 • <sup>255</sup> La technologie chinoise du train à grande vitesse est meilleure que le Shinkansen japonais, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/07/2011 ; La Chine est confiante dans la possession des droits de propriété intellectuelle pour sa ligne ferroviaire à gv, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/07/2011 • <sup>256</sup> Bid for high-speed rail record, *China Daily*, 08/12/2010 ; Le chemin de fer à grande vitesse Chine-Laos va être construit, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/01/2011 • <sup>257</sup> La Chine peut jouer un grand rôle dans l'intégration de l'ASEAN (interview), *Xinhua*, 10/11/2010 • <sup>258</sup> Chemins de fer : plus de 700 milliards de yuans seront investis cette année en Chine (porte-parole), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/05/2011 • <sup>259</sup> Nord-ouest de Chine : ouverture d'un chemin de fer reliant deux villes

importantes le long de la Route de la Soie, *Xinhua*, 30/12/2010 •<sup>260</sup> La Chine va renforcer ses réseaux des autoroutes et des chemins de fer à grande vitesse d'ici 2015, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/03/2011 •<sup>261</sup> La Chine compte investir 6 200 milliards de yuans dans le secteur des transports entre 2011-2015, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/05/2011 •<sup>262</sup> Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 149 ; Chine : mise en service de cinq lignes de métro à Beijing, *Xinhua*, 29/12/2010 •<sup>263</sup> China opens world's longest sea bridge, *Telegraph.co.uk*, 30/06/2011 •<sup>264</sup> China builds world's longest bridge, *Telegraph.co.uk*, 08/01/2011 •<sup>265</sup> Chine : le plus long pont maritime du monde sera ouvert à la circulation en juin, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/05/2011 •<sup>266</sup> China starts building world's longest sea bridge, *Telegraph.co.uk*, 15/12/2009 •<sup>267</sup> Transport maritime et construction navale, Barry Rogliano Salles (BRS), *Revue annuelle 2011*, pp. 8 et 20 •<sup>268</sup> *BRS 2011*, p. 13 •<sup>269</sup> *BRS 2011*, pp. 10, 83-85 •<sup>270</sup> Source des chiffres bruts : Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2009 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 26/02/2010 ; Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 •<sup>271</sup> L'ACS suggère des réserves stratégiques en minerai de fer pour se protéger contre la manipulation des prix sur le marché international, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/02/2011 •<sup>272</sup> Pourquoi la Chine a-t-elle établi des zones nationales d'exploitation planifiée des minerais ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/02/2011 •<sup>273</sup> Chine : La production en minerai de fer va dépasser 1,3 milliard de tonnes sur les cinq prochaines années, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/11/2010 •<sup>274</sup> Mettre fin à la dominance étrangère sur le minerai de fer, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/07/2011 •<sup>275</sup> Exploitez le juteux filon du charbon sans tarder, *Moneyweek.fr*, 06/07/2011 •<sup>276</sup> Chine : les importations de charbon en baisse au premier semestre 2011, *Xinhua*, 23/07/2011 •<sup>277</sup> *BRS 2011*, p. 12 •<sup>278</sup> *BRS 2011*, p. 18 •<sup>279</sup> *BRS 2011*, p. 85 •<sup>280</sup> *BRS 2011*, p. 16 •<sup>281</sup> *BRS 2011*, p. 13 •<sup>282</sup> La Chine arrive dans le peloton de tête mondial des constructeurs de navires, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/05/2011 •<sup>283</sup> *BRS 2011*, pp. 20-21 •<sup>284</sup> *BRS 2011*, pp. 15-16 •<sup>285</sup> Le groupe français LDA lance une commande de huit vraquiers à la Chine, *Xinhua*, 14/04/2011 •<sup>286</sup> La Chine va construire un métro en Iran pour 4 milliards de dollars, *La Tribune.fr*, 19/07/2011 •<sup>287</sup> Le déficit budgétaire américain 2010 ramené à 1.294 milliards, *Reuters*, 16/10/2010 •<sup>288</sup> Obama propose un gel des salaires de la fonction publique, *Le Monde.fr*, 29/11/2010 •<sup>289</sup> Le déficit fédéral américain atteint 1 100 milliards de dollars à ce stade de l'année, *Xinhua*, 10/08/2011 •<sup>290</sup> États-Unis : "seulement" 1.300 milliards de dollars de déficit en 2011, *La Tribune.fr*, 24/08/2011 •<sup>291</sup> Source des chiffres bruts : *Treasurydirect.gov* et *Bea.gov* •<sup>292</sup> Interest Expense on the Debt Outstanding, *Treasurydirect.gov*, 08/09/2011 •<sup>293</sup> Les revenus fiscaux sont « déraisonnables », *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/01/2011 •<sup>294</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 •<sup>295</sup> Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 117 •<sup>296</sup> Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine*, n°33 (février 2011), p. 21 •<sup>297</sup> Le gouvernement chinois va définir son objectif de déficit budgétaire pour 2011, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/12/2010 ; La Chine envisage un déficit budgétaire de 136 milliards de dollars en 2011, *Xinhua*, 05/03/2011 •<sup>298</sup> Chine : les recettes fiscales en hausse de 29,6 % au premier semestre de l'année, *Xinhua*, 19/07/2011 •<sup>299</sup> Chine : des rapports sur le budget fiscal et le développement socio-économique ont été soumis à l'APN, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/08/2011 •<sup>300</sup> Fonction publique : 100 000 postes supprimés d'ici à 2013, *Le Monde.fr*, 17/01/2011 •<sup>301</sup> Le Royaume-Uni confirme la suppression de 490 000 emplois publics, *Le Monde.fr*, 20/10/2010 •<sup>302</sup> Londres supprime 11 000 postes dans l'armée, *Le Monde.fr*, 02/03/2011 •<sup>303</sup> L'Allemagne prévoit une réduction de 20 % de son armée, *Xinhua*, 18/05/2011 •<sup>304</sup> L'Irlande risque le déclassement avec Anglo Irish, prévient S&P, *Usine Nouvelle.com*, 28/09/2010 ; L'Irlande s'attend à une explosion de son déficit public en raison du sauvetage de l'Anglo Irish Bank, *Le Monde.fr*, 30/09/2010 •<sup>305</sup> La banque irlandaise AIB annonce des pertes de 10,4 milliards d'euros pour 2010 et la suppression de 2.000 postes, *La Tribune.fr*, 12/04/2011 •<sup>306</sup> Le sauvetage des banques va plomber le budget irlandais, *Capital.fr*, 30/09/2010 •<sup>307</sup> Un budget d'austérité sans précédent en Irlande pour 2011, *Reuters*, 04/11/2010 •<sup>308</sup> Zone euro : Jean-Claude Trichet fait part d'une "inquiétude profonde", *Le Monde.fr*, 18/11/2010 ; Dublin discute avec le FMI et l'UE d'un fonds d'urgence pour les banques, *Le Monde.fr*, 18/11/2010 ; "L'UE risque plus un éclatement politique qu'économique", *Le Monde.fr*, 18/11/2010 •<sup>309</sup> Irlande, Portugal, Espagne : La zone euro est-elle dans la crise ?, *20minutes.fr*, 15/11/2010 •<sup>310</sup> Le Portugal vote un budget de rigueur sans précédent, *Le Monde.fr*, 03/11/2010 •<sup>311</sup> L'UE et le FMI vont venir en aide à l'Irlande, *Reuters*, 22/11/2010 ; La semaine qui a fait vaciller Dublin, *Le Monde.fr*, 23/11/2010 ; L'UE veut arrêter la contagion et finalise l'aide à Dublin, *Reuters*, 27/11/2010 •<sup>312</sup> Les Irlandais protestent à Dublin avant l'annonce du plan, *Reuters*, 27/11/2010 •<sup>313</sup> Le plan de sauvetage irlandais échoue à rassurer les marchés, *Le Monde.fr*,

29/11/2010 • <sup>314</sup> La menace du krach obligataire se précise, *Moneyweek.fr*, 24/11/2010 • <sup>315</sup> Imaginer l'impensable, un éclatement de la zone euro, *Reuters*, 25/11/2010 • <sup>316</sup> Fin de l'euro : le scénario « impensable » pour la France, *Le Figaro.fr*, 20/12/2010) La monnaie unique européenne n'avait alors guère le vent en poupe et la plupart des ex-pays de l'Est semblaient « de moins en moins enclins à abandonner leur devise nationale ». (L'euro ? Non merci, *La Tribune.fr*, 27/12/2010 • <sup>317</sup> La Grèce va vendre des Airbus et des participations dans des entreprises d'État, *Le Monde.fr*, 18/11/2010 • <sup>318</sup> Les Etats-Unis en route pour l'abîme : la dette américaine augmente plus vite que le PIB, *Moneyweek.fr*, 07/10/2010 • <sup>319</sup> La crise européenne devrait perdurer en 2011, *Capital.fr*, 21/12/2010 ; Combien de temps les Etats pourront-ils encore tenir ?, *Moneyweek.fr*, 15/12/2010 ; L'UE clôt une longue année de crise, 2011 sera chargée, *Reuters*, 17/12/2010 • <sup>320</sup> La banque centrale du Portugal prévoit une récession en 2011, *Xinhua*, 22/01/2011 • <sup>321</sup> La malédiction des 7% vient de frapper le Portugal, *Moneyweek.fr*, 16/02/2011 • <sup>322</sup> S&P menace de déclasser le Portugal et la Grèce, *Capital.fr*, 02/03/2011 ; La dette du Portugal dégradée de deux crans par Moody's, *La Tribune.fr*, 16/03/2011 • <sup>323</sup> Le déficit du Portugal a atteint 8,6% du PIB en 2010, *Reuters*, 31/03/2011 • <sup>324</sup> La situation du Portugal met en danger la stabilité de la zone euro, *Capital.fr*, 24/03/2011 • <sup>325</sup> Le Portugal décide de demander l'aide de l'UE, *Xinhua*, 06/04/2011 ; Le Portugal demande formellement une aide financière de l'UE, *Xinhua*, 08/04/2011 • <sup>326</sup> Le Portugal va recevoir une aide internationale de 78 milliards d'euros, *La Tribune.fr*, 04/05/2011 ; Le FMI accorde un prêt de 26 milliards d'euros au Portugal, *Reuters*, 20/05/2011 • <sup>327</sup> Pourquoi la survie à long terme de l'euro est improbable, *La Tribune.fr*, 15/02/2011 • <sup>328</sup> L'impossible sortie de la zone euro, *La Tribune.fr*, 18/03/2011 • <sup>329</sup> Pour Moody's, la Grèce a plus de 50% de faire défaut, *Le Figaro.fr*, 01/06/2011 • <sup>330</sup> Le Parlement grec se résigne à plus d'austérité, et après ?, *L'Expansion.com*, 29/06/2011 • <sup>331</sup> Ces géants grecs que l'Etat veut céder au privé, *La Tribune.fr*, 03/06/2011 • <sup>332</sup> Un nouveau plan de rigueur de 6,4 milliards d'euros en Grèce, *Le Journal des Finances*, 02/06/2011 • <sup>333</sup> L'aide à la Grèce pourrait dépasser 100 milliards d'euros, *Reuters*, 05/06/2011 • <sup>334</sup> Le PIB grec dévise, plan d'aide de 120 milliards d'euros évoqué, *Capital.fr*, 09/06/2011 • <sup>335</sup> Pour Standard and Poor's, le rééchelonnement grec aurait valeur de défaut, *La Tribune.fr*, 04/07/2011 ; Berlin remet sur la table un rééchelonnement de la dette grecque, *L'Expansion.com*, 06/07/2011 ; L'Europe avance désunie vers le sommet sur la Grèce, *Reuters*, 18/07/2011 ; La Grèce obtiendra une nouvelle aide de 158 milliards d'euros (papier général), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/07/2011 • <sup>336</sup> Les réactions en chaîne du plan d'aide à la Grèce, *La Tribune.fr*, 22/07/2011 ; Pourquoi un défaut de la Grèce ne fait plus si peur, *L'Expansion.com*, 22/07/2011 • <sup>337</sup> De la Grèce à l'Espagne, les olives sont cuites !, *Moneyweek.fr*, 24/05/2011 • <sup>338</sup> Le Portugal devient un investissement "spéculatif" pour Moody's, *L'Expansion.com*, 06/07/2011 • <sup>339</sup> L'Europe s'en prend aux agences de notation, *L'Expansion.com*, 06/07/2011 • <sup>340</sup> Crise de la dette souveraine : pourquoi l'Italie, et pourquoi maintenant ?, *Moneyweek.fr*, 13/07/2011 • <sup>341</sup> Dernières nouvelles des enfers, *Moneyweek.fr*, 13/07/2011 • <sup>342</sup> La Deutsche Bank lâche l'Italie, *Moneyweek.fr*, 28/07/2011 • <sup>343</sup> L'Italie sous pression, la crise de la dette s'étend, *Reuters*, 02/08/2011 • <sup>344</sup> L'Europe pressée d'apaiser les inquiétudes sur l'Espagne et l'Italie, *La Tribune.fr*, 03/08/2011 ; L'Italie et l'Espagne s'enlisent dans la crise, *Le Point.fr*, 04/08/2011 • <sup>345</sup> L'Italie, sous pression, annonce des mesures d'austérité, *Reuters*, 12/08/2011 ; La BCE rachète 22 milliards d'euros d'obligations de la zone euro, *Le Monde.fr*, 15/08/2011 • <sup>346</sup> Tempête de critiques en Italie face au nouveau plan d'austérité, *Reuters*, 14/08/2011 • <sup>347</sup> La dette américaine atteint le plafond autorisé par les parlementaires, *Le Monde.fr*, 16/05/2011 • <sup>348</sup> L'agence de notation Moody's lance un avertissement aux États-Unis, *Le Monde.fr*, 02/06/2011 ; Fitch menace les Etats-Unis d'une possible baisse de la note AAA, *Reuters*, 08/06/2011 • <sup>349</sup> Ben Bernanke met en garde le Congrès américain, *La Tribune.fr*, 14/06/2011 • <sup>350</sup> Les USA doivent élever le plafond de la dette fédérale pour éviter la faillite : FMI, *Xinhua*, 17/06/2011 • <sup>351</sup> Dette américaine : "Les esprits s'échauffent" à Washington, *Le Monde.fr*, 14/07/2011 ; Dette grecque : le FMI et Ben Bernanke sonnent le tocsin, *La Tribune.fr*, 14/07/2011 ; Etats-Unis : le scénario du pire, *La Tribune.fr*, 17/07/2011 • <sup>352</sup> Dette : les républicains claquent la porte des discussions avec Obama, *Le Monde.fr*, 23/07/2011 • <sup>353</sup> Le Congrès américain a 48 heures chrono pour présenter sa solution à la crise de la dette, *La Tribune.fr*, 24/07/2011 ; Le bras de fer sur la dette des États-Unis pèse sur les marchés, *Reuters*, 27/07/2011 ; Wall Street s'enfoncé, *La Tribune.fr*, 29/07/2011 ; Le Sénat américain rejette le plan démocrate sur la dette, *Reuters*, 31/07/2011 • <sup>354</sup> L'inquiétude sur la dette des États-Unis gagne du terrain, *Reuters*, 26/07/2011 • <sup>355</sup> Obama annonce un accord en extremis sur la dette, *L'Expansion.com*, 01/08/2011 ; Dette américaine : les dessous de l'accord, *L'Expansion.com*, 01/08/2011 • <sup>356</sup> États-Unis : "Les plus pauvres vont faire les frais de la crise de la dette", *Le Monde.fr*, 03/08/2011 • <sup>357</sup> En proie aux doutes sur la dette américaine, les Bourses plongent, *L'Expansion.com*, 01/08/2011 • <sup>358</sup> Les trois leçons de la crise de la dette américaine, *L'Expansion.com*, 03/08/2011 • <sup>359</sup> Moins optimiste sur la croissance, la Fed n'exclut pas de nouvelles mesures de soutien, *La Tribune.fr*, 22/06/2011 • <sup>360</sup> Etats-Unis : la Fed

constate un ralentissement de la croissance, *La Tribune.fr*, 27/07/2011 • <sup>361</sup> Une croissance anémique menace les États-Unis de récession, *Reuters*, 29/07/2011 • <sup>362</sup> Les Bourses européennes plongent, craintes sur la croissance, *Reuters*, 02/08/2011 ; Nouvelle journée noire pour les Bourses européennes, *L'Expansion.com*, 03/08/2011 • <sup>363</sup> Obama a-t-il encore les moyens de relancer l'économie américaine ?, *L'Expansion.com*, 03/08/2011 • <sup>364</sup> S&P prive les États-Unis de leur précieux "triple A", *Reuters*, 06/08/2011 ; S&P voit 1 chance sur 3 pour un nouvel abaissement de la note US, *Reuters*, 07/08/2011 • <sup>365</sup> Les États-Unis ont perdu leur triple A, quelles conséquences ?, *L'Expansion.com*, 06/08/2011 • <sup>366</sup> Concertations en haut lieu sur la crise de la dette, *Reuters*, 07/08/2011 • <sup>367</sup> S&P précipite-t-elle les États-Unis dans une nouvelle récession ?, *L'Expansion.com*, 09/08/2011 • <sup>368</sup> Les Bourses du Moyen-Orient dévissent, *Le Monde.fr*, 07/08/2011 ; Wall Street vogue vers l'inconnu après la perte du triple A US, *Reuters*, 07/08/2011 ; Faut-il craindre un nouveau krach boursier ?, *L'Expansion.com*, 08/08/2011 ; Wall Street chute avec la dégradation de la note des États-Unis, *Reuters*, 08/08/2011 ; Les Bourses d'Asie dégringolent, malgré le branle-bas politique, *Reuters*, 08/08/2011 • <sup>369</sup> L'or bat un nouveau record, le prix du baril de pétrole chute, *Reuters*, 08/08/2011 • <sup>370</sup> AAA... quoi nous attendre maintenant ?, *Moneyweek.fr*, 08/08/2011 • <sup>371</sup> La dégradation des États-Unis sonne le déclassement des pays industrialisés, *La Tribune.fr*, 07/08/2011 • <sup>372</sup> Les Bourses européennes plongent, plombées par les banques, *L'Expansion.com*, 10/08/2011 • <sup>373</sup> L'Allemagne, championne d'Europe de la dette devant l'Italie, *La Tribune.fr*, 26/04/2011 • <sup>374</sup> Répit de courte durée sur le front budgétaire, *Reuters*, 31/03/2011 • <sup>375</sup> Qui détient la dette de la France ?, *Le Monde.fr*, 10/08/2011 • <sup>376</sup> La France pourrait devenir le deuxième pays dont la note sera baissée à AA+, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/08/2011 • <sup>377</sup> Net ralentissement confirmé dans l'industrie en juillet, *Reuters*, 01/08/2011 • <sup>378</sup> La croissance française est en panne, c'est grave ?, *L'Expansion.com*, 12/08/2011 ; La croissance française retombe à zéro au deuxième trimestre, *La Tribune.fr*, 12/08/2011 • <sup>379</sup> Le déficit budgétaire revu à la hausse, *La Tribune.fr*, 31/08/2011 • <sup>380</sup> <http://www.bloomberg.com/apps/quote?ticker=HOLDCH:IND> • <sup>381</sup> La Chine contrôle plus de 7% de la dette publique totale de la zone euro, *La Tribune.fr*, 05/01/2011 • <sup>382</sup> La Chine n'a guère d'autre choix que d'acheter des Dollars, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/01/2011 • <sup>383</sup> La Chine devrait acheter davantage d'obligations gouvernementales espagnoles, *Xinhua*, 04/01/2011 ; Wen Jiabao : la Chine est prête à acheter davantage d'obligations du gouvernement espagnol, *Xinhua*, 12/04/2011 • <sup>384</sup> Le soutien intéressé de la Chine aux Européens, *La Tribune.fr*, 21/12/2010 ; La Chine contribue à soulager la crise de la dette européenne, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/01/2011 ; Li Huiying : il est nécessaire pour la Chine de soutenir l'euro sur le long terme, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/02/2011 • <sup>385</sup> La Chine ne soutiendra pas l'Europe sans contreparties, *La Tribune.fr*, 14/09/2011 ; La crise grecque est une opportunité pour la Chine, *La Tribune.fr*, 24/07/2011 ; Les Chinois vont gérer le port grec du Pirée, *Le Figaro.fr*, 25/01/2008 • <sup>386</sup> La Chine ne soutiendra pas l'Europe sans contreparties, *La Tribune.fr*, 14/09/2011 • <sup>387</sup> Guan Jianzhong : la dégradation des notations de crédits souverains de certains pays développés répond au risque potentiel d'investissement, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/07/2011 • <sup>388</sup> Une agence de notation chinoise dégrade la note de la Grande-Bretagne à cause de perspectives "négatives", *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/05/2011 ; L'agence de notation chinoise Dagong abaisse la note de la France, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/06/2011 ; La France bientôt dégradée ?, *Moneyweek.fr*, 16/06/2011 ; L'agence de notation chinoise Dagong abaisse la note des États-Unis, *Xinhua*, 14/07/2011 ; La Chine se montre impitoyable envers les États-Unis, *Moneyweek.fr*, 03/08/2011 • <sup>389</sup> La Chine s'en prend à Washington et au statut du dollar, *Reuters*, 06/08/2011 • <sup>390</sup> Colère de Pékin après l'abaissement de la note des États-Unis, *Reuters*, 06/08/2011 • <sup>391</sup> Inquiète pour ses dollars, la Chine fait la morale aux États-Unis, *Moneyweek.fr*, 22/07/2011 ; Pékin s'inquiète des tensions sur le marché obligataire, *La Tribune.fr*, 03/08/2011 • <sup>392</sup> La Chine confrontée aux pertes les plus lourdes en cas de défaut des États-Unis, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/07/2011 • <sup>393</sup> Les États-Unis parasitent l'économie mondiale (Poutine), *RIA Novosti*, 01/08/2011 • <sup>394</sup> Ce que la presse américaine pense de la perte du triple A, *L'Expansion.com*, 08/08/2011 • <sup>395</sup> Ce que la presse américaine pense de la perte du triple A, *L'Expansion.com*, 08/08/2011 • <sup>396</sup> "L'Europe est en danger", *Le Monde.fr*, 17/08/2011 • <sup>397</sup> L'euro est au bord du gouffre, selon Jacques Delors, *Reuters*, 18/08/2011 • <sup>398</sup> Les euro-obligations deviendraient-elles inévitables dès 2012 ?, *Reuters*, 18/08/2011 • <sup>399</sup> Pas d'euro-obligations sans politique commune, dit Berlin, *Reuters*, 20/08/2011 ; La démission du chef économiste de la BCE enfonce les bourses, *L'Expansion.com*, 09/09/2011 • <sup>400</sup> Europe recherche croissance désespérément, *La Tribune.fr*, 16/08/2011 • <sup>401</sup> La croissance ralentit plus fortement que prévu en Europe et aux États-Unis, *La Tribune.fr*, 19/08/2011 • <sup>402</sup> La Bourse de Paris dégringole de 5,48%, *Le Figaro.fr*, 18/08/2011 • <sup>403</sup> Wall Street clôture à son tour en déroute, *Reuters*, 18/08/2011 ; Les Bourses européennes baissent encore, peur d'une récession, *Reuters*, 19/08/2011 • <sup>404</sup> Croissance mondiale : les prévisions qui font

peur, *La Tribune.fr*, 29/08/2011 • <sup>405</sup> OCDE : la croissance ralentit un peu plus chaque trimestre, *La Tribune.fr*, 22/08/2011 • <sup>406</sup> Les valeurs bancaires plongent à nouveau en Europe, *Reuters*, 05/09/2011 ; Le CAC 40 clôture sous les 3000 points, lourdes pertes en Europe, *Reuters*, 05/09/2011 ; Les bourses ont peur, les banques françaises s'effondrent, *L'Expansion.com*, 12/09/2011 ; Nouvelle séance noire à la Bourse de Paris, au plus bas depuis avril 2009, *20 minutes.fr*, 12/09/2011 • <sup>407</sup> L'économie mondiale dans une période "difficile et dangereuse", avertit le président de la Banque mondiale, *Xinhua*, 16/08/2011 • <sup>408</sup> Il faut agir vite face au risque de récession, dit Lagarde (FMI), *Reuters*, 27/08/2011 • <sup>409</sup> Au rendez-vous de la Fed, les politiques appelés à agir vite, *Reuters*, 28/08/2011 • <sup>410</sup> Croissance en Europe : mauvais chiffres en rafale, *La Tribune.fr*, 30/08/2011 • <sup>411</sup> Les bourses sonnées par les Etats-Unis et la Grèce, *L'Expansion.com*, 02/09/2011 • <sup>412</sup> Obama : "Notre économie a eu une crise cardiaque, le patient vit toujours, il va mieux, mais guérit trop lentement", *Le Point.fr*, 31/08/2011 • <sup>413</sup> La Fed maintiendra des taux très bas pour au moins deux ans, *La Tribune.fr*, 09/08/2011 • <sup>414</sup> Etats-Unis : l'économie du "zéro permanent", *Moneyweek.fr*, 19/08/2011 • <sup>415</sup> Pour plus d'explications, voir Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 77-78 • <sup>416</sup> La Chine écarte le risque d'un atterrissage brutal de son économie, *Xinhua*, 19/08/2011 • <sup>417</sup> La Chine à la conquête des télécommunications, *Le Point.fr*, 20/12/2010 • <sup>418</sup> China's fastest supercomputer Tianhe-1 creates new speed record, *Xinhua*, 28/10/2010 • <sup>419</sup> La Chine aurait maintenant le supercalculateur le plus rapide au monde, *Clubic.com*, 28/10/2010 ; La Chine revendique la première place du classement mondial des superordinateurs, *Le Monde.fr*, 28/10/2010 ; Le plus rapide superordinateur du monde fabriqué en Chine, *Xinhua*, 15/11/2010 • <sup>420</sup> June 2007, June 2009 and June 2011 Top 500 List, <http://www.top500.org/>, University of Mannheim, Germany • <sup>421</sup> Lenovo, bientôt le principal concurrent de Hewlett-Packard ?, *PC INpact.com*, 27/01/2011 • <sup>422</sup> Ventes de PC : Lenovo ravit la 3ème place mondiale à Acer, *ZDnet.fr*, 15/07/2011 • <sup>423</sup> Lenovo, bientôt le principal concurrent de Hewlett-Packard ?, *PC INpact.com*, 27/01/2011 ; Lenovo, bientôt le deuxième fabricant mondial de PC ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/01/2011 • <sup>424</sup> Lenovo acquiert une firme informatique allemande, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/07/2011 • <sup>425</sup> Les ventes de PC s'effondrent en Europe, *La Tribune.fr*, 18/08/2011 ; Historique : le marché chinois des PC dépasse celui des Etats-Unis, *La Tribune.fr*, 23/08/2011 • <sup>426</sup> Le moteur de recherche Baidu écrase Google en Chine, *Le Monde.fr*, 02/12/2010 • <sup>427</sup> Baidu mis en cause pour abus de position dominante, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/02/2011 • <sup>428</sup> La Chine lance un Google Earth maison, *Le Point.fr*, 25/10/2010 • <sup>429</sup> La Chine lance ses propres services de cartographie en ligne, *Xinhua*, 18/01/2011 • <sup>430</sup> Baidu lance son propre navigateur Web, *Le Monde.fr*, 21/07/2011 • <sup>431</sup> Le chinois Baidu prépare son système d'exploitation mobile, *Clubic.com*, 23/03/2011 • <sup>432</sup> La Chine compte 450 millions d'internautes (officiel), *Xinhua*, 30/12/2010 ; Chine : plus d'un tiers de la population chinoise utilise Internet, *Xinhua*, 19/01/2011 • <sup>433</sup> Le nombre d'internautes chinois a atteint 485 millions en juin : CNNIC, *Xinhua*, 19/07/2011 • <sup>434</sup> Zhongguancun, China's Silicon Valley, [www.china.org.cn](http://www.china.org.cn), 12/12/2002 • <sup>435</sup> Le développement de Zhongguancun en images, [www.china.org.cn](http://www.china.org.cn), 22/04/2011 • <sup>436</sup> Le chiffre d'affaires des entreprises situées dans les parcs scientifiques chinois, *Bulletin Electronique Chine n°48*, 29/04/2008 • <sup>437</sup> La Chine envisage de construire sa propre "Silicon Valley", *Xinhua*, 07/03/2011 • <sup>438</sup> Mise en service de la première usine asiatique de puces Intel, *Xinhua*, 26/10/2010 • <sup>439</sup> La Chine à la conquête des télécommunications, *Le Point.fr*, 20/12/2010 • <sup>440</sup> "La Chine n'est qu'à mi-parcours de son long cycle d'expansion", *Capital.fr*, 28/10/2010 • <sup>441</sup> Une puce chinoise pour mobile de 40 nm, *Bulletin Electronique Chine n°101*, 03/03/2011 • <sup>442</sup> La Chine instaurera 7 nouvelles industries stratégiques entre 2011 et 2015, *Xinhua*, 27/10/2010 ; La Chine fixe un objectif ambitieux de croissance des nouvelles industries stratégiques d'ici 2015, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/03/2011 • <sup>443</sup> Commercial Space Transportation : 2010 Year In Review, *US Federal Aviation Administration*, January 2011, pp. 3 et 14 • <sup>444</sup> La Chine lance sa deuxième sonde lunaire, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/10/2010 ; Chine : la sonde lunaire Chang'e II se dirige vers la Lune après une première correction de sa trajectoire, *Xinhua*, 02/10/2010 ; La Chine célèbre le lancement réussi de la sonde lunaire Chang'e-2, *Xinhua*, 20/12/2010 ; Chang'e-2 marche très bien après 180 jours, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/04/2011 • <sup>445</sup> China's "GPS" project settles in Liangjiang New Area, *Chongqing News*, 02/12/2010 • <sup>446</sup> Le système GPS chinois indépendant devrait générer 60 milliards de Dollars US de revenus, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/03/2011 • <sup>447</sup> L'Allemagne souhaite que l'UE réduise le coût de Galileo, *Reuters*, 23/10/2010 ; Galileo-Projekt wird zum Milliardenengrab, *Financial Times Deutschland*, 06/10/2010 • <sup>448</sup> Le nouveau pas de tir des fusées Soyouz à Kourou est achevé, *20 minutes.fr*, 01/04/2011 ; Six satellites supplémentaires pour le GPS européen Galileo, *Le Monde.fr*, 22/06/2011 • <sup>449</sup> La fusée chinoise Longue Marche-5 rattrapera l'américaine Delta-4H en capacité de charge utile, *Xinhua*, 03/03/2011 • <sup>450</sup> La plus grande base de production de fusées s'établira dans le nord de la Chine, *Xinhua*, 03/03/2011 • <sup>451</sup> Commercial Space Transportation : 2010 Year In Review, *US Federal Aviation Administration*, January 2011, p. 3 • <sup>452</sup> Une année très active pour la Chine, *Destination-*



orbite.net, 05/11/2010 • <sup>453</sup> Commercial Space Transportation : 2010 Year In Review, *US Federal Aviation Administration*, January 2011, p. 14 • <sup>454</sup> Chine : démarrage de son programme de station spatiale habitée, *Xinhua*, 27/10/2010 • <sup>455</sup> La Chine va envoyer dans l'espace un module spatial au deuxième semestre 2011, *Xinhua*, 02/03/2011 ; Chine : Tiangong-1 sera lancé par une fusée Longue Marche II-F modifiée, *Xinhua*, 03/03/2011 • <sup>456</sup> La Chine lance son 8e satellite pour son réseau de navigation international, *Xinhua*, 10/04/2011 ; La Chine a prévu de lancer huit satellites de navigation Beidou d'ici 2012, *Xinhua*, 18/05/2011 ; La Chine lance un neuvième satellite pour son réseau de navigation globale Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/07/2011 • <sup>457</sup> La Chine place de grands espoirs dans son propre système GPS, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/03/2011 • <sup>458</sup> La Chine lance une fusée pour surveiller l'environnement spatial, *Xinhua*, 07/05/2011 • <sup>459</sup> Beidou satellite launch marks first of many 2011 space missions, *People's Daily Online*, 11/04/2011 • <sup>460</sup> La Chine boude l'ISS et fera cavalier seul, *Ria Novosti*, 10/02/2011 ; ISS : la Chine refuse d'exploiter la station spatiale, *Maxisciences.com*, 19/02/2011 • <sup>461</sup> La Chine aura sa propre station spatiale en 2020, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/04/2011 • <sup>462</sup> Chine : le budget de la défense nationale va augmenter de 12,7% en 2011 (porte-parole), *Xinhua*, 04/03/2011 • <sup>463</sup> Pourquoi les ventes d'armes prospèrent dans une période de récession économique mondiale ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/11/2010 • <sup>464</sup> Le Brésil, premier acheteur des armes françaises, *Usine Nouvelle.com*, 06/09/2010 • <sup>465</sup> La Chine doit « prendre de l'avance » en matière de défense, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/10/2010 • <sup>466</sup> Pour l'Armée Populaire de Libération, la plus grande menace vient des Etats-Unis, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/04/2010 ; L'Armée Populaire de Libération lance son premier jeu vidéo militaire, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/06/2011 • <sup>467</sup> Arjun Mk-I char de combat principal, *www.armyrecognition.com* ; Arjun, *Wikipedia.fr* ; L'Inde teste une nouvelle version de son char d'assaut, *RIA Novosti*, 09/06/2011 • <sup>468</sup> ZTZ99 Char de combat principal, *www.armyrecognition.com* ; Type 99, *Wikipedia.fr* • <sup>469</sup> What China's New J-20 Stealth Fighter Means for the F-35 JSF and F/A-18E/F Super Hornet, *Air Power Australia - Australia's Independent Defence Think Tank*, 31/12/2010 • <sup>470</sup> Chengdu J-XX [J-20] Stealth Fighter Prototype - A Preliminary Assessment - Technical Report APA-TR-2011-0101, *Air Power Australia - Australia's Independent Defence Think Tank*, 03/01/2011 [document révisé les 11/01/2011 et 12/01/2011] • <sup>471</sup> La visite de Gates en Chine renforce les relations militaires bilatérales (Mike Mullen), *Xinhua*, 12/01/2011 • <sup>472</sup> Vol inaugural de l'avion furtif chinois, sur fond de visite américaine, *Le Monde.fr*, 11/01/2011 • <sup>473</sup> Le chasseur mystère J-20 « vole » à nouveau, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/04/2011 • <sup>474</sup> L'avion de chasse J-20 classe la Chine sur le même plan que la Russie, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/01/2011 • <sup>475</sup> La Chine développe l'avion Jian 20 dans le but de défendre son espace aérien, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/03/2011 • <sup>476</sup> The future of China's fifth-generation stealth fighter, *Ria Novosti*, 29/12/2010 • <sup>477</sup> An Initial Assessment of China's J-20 Stealth Fighter, *The Jamestown Foundation : China Brief Volume : 11 Issue : 8*, 06/05/2011, pp. 9-11 • <sup>478</sup> La Chine prépare un chasseur de 5e génération, *Info-aviation.com*, 25/05/2010 • <sup>479</sup> L'augmentation du budget de l'armée chinoise est irréprochable, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/03/2011 • <sup>480</sup> En fin de compte, qui menace vraiment qui ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/02/2011 • <sup>481</sup> Les 10 raisons pour lesquelles les États-Unis diabolisent la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/01/2011 • <sup>482</sup> Le développement militaire de la Chine ne vise aucun pays (ministère de la Défense nationale), *Xinhua*, 11/01/2011 ; L'avion de combat furtif chinois Jian 20 ne constitue pas une menace et ne vise aucun pays, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/01/2011 ; Un vol d'essai symbole de la souveraineté d'une nation, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/01/2011 • <sup>483</sup> Chinese Prototype Stealth Fighter Could Rival US's Best : Report, *ABC News*, 09/05/2011 • <sup>484</sup> Armements : Moscou préoccupé par la concurrence chinoise (expert), *Ria Novosti*, 03/05/2011 • <sup>485</sup> Chine : des missiles de nouvelle génération pour l'armée d'ici 2015, *Ria Novosti*, 18/02/2011 • <sup>486</sup> Un OVNI perturbe les vols au-dessus de Hangzhou, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/07/2010 • <sup>487</sup> Russie : Poutine prône "un État social non dépendant des matières premières", *RIA Novosti*, 26/05/2011 • <sup>488</sup> Industrialisation : l'exemple japonais, l'unique choix pour la Russie, *RIA Novosti*, 13/05/2011 • <sup>489</sup> La France finalise la vente de deux Mistral à la Russie, *Tempsreel.nouvelobs.com*, 17/06/2011 • <sup>490</sup> La vente des Mistral à la Russie menace les intérêts américains, *RIA Novosti*, 18/06/2011 • <sup>491</sup> La vente de Mistral à la Russie est-elle irresponsable ?, *Le Monde.fr*, 13/07/2011 • <sup>492</sup> Blindés légers : Moscou pourrait acheter 1000 véhicules français (entreprise), *RIA Novosti*, 21/02/2011 • <sup>493</sup> Pourquoi faire tant de bruit sur la Marine chinoise ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/05/2011 • <sup>494</sup> La Chine confirme la construction de son premier porte avions, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/06/2011 • <sup>495</sup> La Chine rééquipe un porte-avions pour la recherche et l'entraînement, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/07/2011 • <sup>496</sup> Chine : le porte-avions est légitime pour le développement pacifique du pays (Commentaire), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/07/2011 ; Il n'y a rien de bizarre à ce que la Chine développe un porte-avions, *Le Quotidien du Peuple en ligne*,

29/07/2011 ; Un grand pas vers le développement du porte-avions de la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/07/2011 ; Panorama des porte-avions : 21 porte-avions en services au monde, dont 11 aux États-Unis, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/07/2011 • <sup>497</sup> Le premier porte-avion chinois suscite des interrogations dans le monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/06/2011 • <sup>498</sup> La Chine présente le J-15 Flying Skark, *Info-aviation.com*, 04/05/2011 • <sup>499</sup> First Chinese Aircraft Carrier Revealed, *ABC News*, 09/06/2011 • <sup>500</sup> Chinese aircraft carrier nears completion, *Taipei Times*, 12/04/2011 • <sup>501</sup> The Ten Barreled CIWS of China's Aircraft Carrier, *Defense Tech.org*, 20/05/2011 • <sup>502</sup> Pourquoi la Chine a besoin de porte-avions, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/07/2011 • <sup>503</sup> Pour une capacité suffisante en haute mer, un pays comme la Chine doit posséder au moins deux porte-avions, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/07/2011 • <sup>504</sup> La Chine construit un second porte-avions, *Info-aviation.com*, 12/07/2011 • <sup>505</sup> China boosts naval power with carrier program : sources, *Reuters*, 27/07/2011 ; China begins to build its own aircraft carrier, *Washington Times.com*, 01/08/2011 • <sup>506</sup> Aircraft carrier symbol of China's naval ambitions, *BBC.co.uk*, 08/06/2011 • <sup>507</sup> Le porte-avions chinois inquiète les pays voisins, *Le Point.fr*, 28/07/2011 • <sup>508</sup> Les porte-avions chinois ne constituent pas une menace, assure la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/08/2011 • <sup>509</sup> Pourquoi la Chine a besoin de porte-avions, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/07/2011 • <sup>510</sup> Le porte-avion rééquipé par la Chine dévoile son vrai visage, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/08/2011 ; Le porte-avion chinois bientôt à l'essai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/08/2011 • <sup>511</sup> Première sortie en mer du porte-avions chinois, *French.china.org.cn*, 10/08/2011 • <sup>512</sup> Chine : les pilotes du porte-avions sont en formation, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/08/2011 • <sup>513</sup> Le porte-avions de retour à Dalian après ses premiers essais sur mer, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/08/2011 • <sup>514</sup> Le premier porte-avions chinois inquiète les États-Unis, *Le Point.fr*, 10/08/2011 • <sup>515</sup> La préoccupation paranoïaque des États-Unis sur le porte-avion chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/08/2011 • <sup>516</sup> La menace militaire chinoise, un mythe à détruire, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/06/2011 • <sup>517</sup> Pour l'Armée Populaire de Libération, la plus grande menace vient des États-Unis, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/04/2010 • <sup>518</sup> Taiwan presse les États-Unis pour recevoir des F-16, *Info-aviation.com*, 14/05/2011 ; Les USA refusent de livrer des F-16 à Taiwan, *Info-aviation.com*, 16/08/2011 • <sup>519</sup> L'Ukraine et la Chine vont construire des avions de transport, *Info-aviation.com*, 15/08/2011 • <sup>520</sup> L'hélicoptère AC311 passe avec succès le test du vol inaugural, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/11/2010 ; La Chine manque d'hélicoptères civils pour les opérations de secours, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/09/2011 ; Le fabricant d'hélicoptères chinois livrera dix appareils cette année, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/09/2011 • <sup>521</sup> Le futur rival d'Airbus et de Boeing va être présenté au Salon de Zhuhai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/11/2010 ; Un prototype de C919 exposé pour la première fois à Zhuhai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/11/2010 • <sup>522</sup> Le constructeur aérien chinois COMAC reçoit 100 commandes pour ses avions C919, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/11/2010 ; Chine : le premier gros porteur décollera en 2014, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/03/2011 • <sup>523</sup> Les constructeurs aéronautiques décollent en Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/03/2011 ; Chine : les ventes de C919 atteindront 2 000 avions en deux décennies, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/03/2011 • <sup>524</sup> L'avion C919 vise les marchés américain et européen, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/02/2011 • <sup>525</sup> Les avions chinois, une des trois vedettes du Salon aéronautique du Bourget à Paris, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/06/2011 • <sup>526</sup> Mise en service du MA600, la nouvelle génération d'avions de ligne court courrier chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/03/2011 • <sup>527</sup> Le C919, « Boeing 737 chinois », sera commercialisé dans cinq ans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/01/2011 • <sup>528</sup> La Chine projette de construire 56 nouveaux aéroports d'ici cinq ans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/04/2011 • <sup>529</sup> Chine : plus de 1 500 milliards de yuans seront investis dans le secteur de l'aviation d'ici cinq ans, *Xinhua*, 24/02/2011 • <sup>530</sup> Un nouveau concurrent chinois pour Airbus et Boeing, *Usine Nouvelle.com*, 18/11/2010 • <sup>531</sup> Safran et Avic renforcent leurs liens, *Usine Nouvelle.com*, 16/11/2010 • <sup>532</sup> Création d'une coentreprise sino-américaine pour le système électrique du C919, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 19/11/2011 • <sup>533</sup> Safran table sur une hausse d'au moins 20 % de son résultat d'exploitation en 2011 et s'allie au chinois Comac, *La Tribune.fr*, 24/02/2011 • <sup>534</sup> Démarrage d'un partenariat pour l'avion de ligne C919, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/06/2011 • <sup>535</sup> FACC acquired by Chinese aircraft company, *Xinhua*, 04/12/2009 • <sup>536</sup> La Chine va recruter du personnel pour la recherche et le développement des avions gros porteurs, *Xinhua*, 22/03/2011 • <sup>537</sup> Le groupe français Safran devient le fournisseur de moteurs de l'avion chinois C919, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/06/2011 • <sup>538</sup> La Chine aura ses propres moteurs d'avion au plus tôt en 2016, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/01/2011 ; Le plan du moteur à réaction pour avions gros-porteurs développé par la Chine sera publié avant fin 2011, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/06/2011 • <sup>539</sup> Source des chiffres bruts : WTO, *Quarterly world merchandise trade by region and selected economies*, révision du 01/06/2011 • <sup>540</sup> L'enjeu du marché chinois pour le monde (commentaire), *Xinhua*, 25/04/2011 • <sup>541</sup> Source : Ambassade

de France en Chine, *Bulletin économique Chine n°35* (avril 2011), p. 22 • <sup>542</sup> L'inflation annuelle de la zone OCDE monte à son sommet depuis octobre 2008, *Xinhua*, 29/03/2011 • <sup>543</sup> Poussée de l'inflation confirmée en zone euro, *La Tribune.fr*, 16/03/2011 • <sup>544</sup> Leclerc estime qu'une forte hausse des prix menace l'économie, *L'Expansion.com*, 08/11/2010 • <sup>545</sup> Source : US Bureau of Economic Analysis, *National Income and Product Accounts Table - Table 1.1.5. Gross Domestic Product*, révision du 26/05/2011 • <sup>546</sup> Le déficit du commerce extérieur français a dépassé les 50 milliards d'euros en 2010, *La Tribune.fr*, 08/02/2011 • <sup>547</sup> Les "grands contrats" ne suffisent plus à soutenir les exportations, *La Tribune.fr*, 08/08/2011 • <sup>548</sup> Réchauffement des relations sino-allemandes en 2010, selon des experts (Interview), *Xinhua*, 05/01/2011 • <sup>549</sup> Le PM chinois appelle l'UE à reconnaître à la Chine le statut d'économie de marché, *Xinhua*, 06/10/2011 • <sup>550</sup> La Chine exhorte l'UE à lever ses interdictions sur les exportations de produits de haute technologie, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/12/2010 • <sup>551</sup> La Chine a signé des listes d'achat pour près de 100 milliards de dollars ces deux derniers mois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/01/2011 • <sup>552</sup> La Chine presse les pays développés d'assouplir leurs restrictions à l'exportation des hautes technologies et des équipements avancés vers la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/03/2011 • <sup>553</sup> Le volume du commerce Chine-Afrique atteindra de nouveau 100 milliards de dollars en 2010, *Xinhua*, 03/10/2010 • <sup>554</sup> <http://www.fdic.gov/bank/individual/failed/banklist.html> ; Bank of America aurait évoqué la suppression de 40.000 postes, *Reuters*, 09/09/2011 ; Lloyds : la banque britannique va réduire de 15 % ses effectifs et vendre des actifs, *La Tribune.fr*, 30/06/2011 ; La banque suisse UBS supprime 3.500 emplois pour économiser 2 milliards de francs suisses, *La Tribune.fr*, 23/08/2011 • <sup>555</sup> ICBC : Le torchon brûle dans la plus grosse banque mondiale..., *Moneyweek.fr*, 01/10/2010 • <sup>556</sup> Chine : le bénéfice net d'ICBC en hausse de 28,3 % en 2010, *Xinhua*, 30/03/2011 • <sup>557</sup> La banque chinoise ICBC ouvre sa première succursale à Paris, *Xinhua*, 18/01/2011 • <sup>558</sup> Les actifs des institutions financières chinoises en hausse de 19,7 % en 2010, *Xinhua*, 21/01/2011 • <sup>559</sup> Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500*, éditions 2010 et 2011 • <sup>560</sup> Les actifs des cinq plus grandes banques chinoises sont en baisse, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/08/2011 • <sup>561</sup> Chine : hausse de 28,7% des bénéfices industriels au premier semestre, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/07/2011 • <sup>562</sup> Les banques affichent des bénéfices record... en Chine, *La Tribune.fr*, 26/08/2011 • <sup>563</sup> HSBC supprime 30000 emplois, malgré des bénéfices en hausse, *La Tribune.fr*, 02/08/2011 • <sup>564</sup> Chine : les prêts non performants des banques commerciales en baisse en 2010, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/01/2011 • <sup>565</sup> Chine : le volume d'IDE dépasse 105 milliards de dollars en 2010, *Xinhua*, 18/01/2011 • <sup>566</sup> Samsung et LG vont bâtir des usines d'écrans LCD en Chine, *Reuters*, 02/12/2010 • <sup>567</sup> Chine : investissements directs à l'étranger en hausse de 36,3 % en 2010, *Xinhua*, 18/01/2011 • <sup>568</sup> Vincent Gouysse, *Le Réveil du dragon*, p. 67 • <sup>569</sup> La Chine est en passe de devenir un pays exportateur de capitaux, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/05/2011 • <sup>570</sup> La Chine établit un mécanisme pour surveiller les fusions et les acquisitions d'entreprises chinoises par les entreprises étrangères, *Xinhua*, 13/02/2011 • <sup>571</sup> Chine : les profits des entreprises d'État en hausse d'environ 40 % en 2010, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/01/2011 • <sup>572</sup> Chine-Forte hausse des bénéfices des entreprises étatiques, *Les Echos.fr*, 19/07/2011 • <sup>573</sup> Chine : les entreprises d'État obtiennent de bons résultats à l'étranger (régulateur), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/02/2011 • <sup>574</sup> Chine : les réserves de change atteignent un montant record, *Le Point.fr*, 11/01/2011 • <sup>575</sup> La Chine signale des excédents de ses comptes courant, de capital et financier, *Xinhua*, 24/05/2011 • <sup>576</sup> Chine : les réserves de devises étrangères dépassent les 3 000 milliards de dollars, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/07/2011 • <sup>577</sup> Togo : Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre français, parle de la Chine et du 21e siècle, *Xinhua*, 07/02/2011 • <sup>578</sup> Pékin veut augmenter la force de frappe du fonds souverain CIC, *La Tribune.fr*, 26/04/2011 • <sup>579</sup> GDF Suez va s'allier au fonds chinois CIC, *La Tribune.fr*, 08/08/2011 • <sup>580</sup> GDF Suez confirme ses perspectives et son partenariat avec CIC, *La Tribune.fr*, 10/08/2011 ; GDF Suez et un fonds d'investissement chinois forment un partenariat, *Xinhua*, 10/08/2011 • <sup>581</sup> La Chine, premier prêteur des pays en développement, *Le Monde.fr*, 18/01/2011 • <sup>582</sup> Les deux Corées se renvoient la responsabilité des tirs en mer Jaune, *Le Monde.fr*, 23/11/2010 ; La Chine "inquiète" après des échanges de tirs entre la RPDC et la RC, *Xinhua*, 24/11/2010 • <sup>583</sup> Pyongyang accuse le Sud, un porte-avions US se rapproche, *Reuters*, 24/11/2010 • <sup>584</sup> North Koreans Unveil New Plant for Nuclear Use, *The New York Times.com*, 20/11/2010 ; Un scientifique américain fait de nouvelles révélations sur le programme nucléaire de Pyongyang, *Le Monde.fr*, 21/11/2010 • <sup>585</sup> Pyongyang revendique plusieurs milliers de centrifugeuses, *Reuters*, 30/11/2010 • <sup>586</sup> Pyongyang accuse Séoul de provocation à la guerre, *Xinhua*, 14/12/2010 ; Escalade verbale entre les deux Corées, *Reuters*, 23/12/2010 • <sup>587</sup> Bombardement de Yeongpyeong : témoignages de soldats de la RPDC, *CCTV.com*, 27/12/2010 • <sup>588</sup> Les deux Corées restent à couteaux tirés, *Reuters*, 25/11/2010 ; Fureur en Corée du Sud, regrets limités en Corée du Nord, *Reuters*, 27/11/2010 ; L'amitié de Pékin et Pyongyang vient de

résister à une "tempête", *Reuters*, 02/12/2010 • <sup>589</sup> Pékin et Pyongyang parviennent à un consensus, *Reuters*, 09/12/2010 • <sup>590</sup> Ben Laden tué dans un raid nocturne près d'Islamabad, *Reuters*, 02/05/2011 ; Barack Obama a décidé de ne pas diffuser de photo de Ben Laden, *Reuters*, 04/05/2011 ; La mort et l'enterrement de Ben Laden continuent de faire débat, *Reuters*, 04/05/2011 ; Dans l'Asie de l'après Ben Laden, l'amitié sino-pakistanaise est au beau fixe, *Le Monde.fr*, 22/05/2011 • <sup>591</sup> China Gives Pakistan 50 Fighter Jets, *New York Times.com*, 19/05/2011 ; La Chine livrera 50 avions de chasse JF-17 Thunder au Pakistan d'ici 6 mois, *Opex360.com*, 21/05/2011 ; IDEAS 2008 secures orders worth \$40m, *Dailymail.com.pk*, 29/11/2008 • <sup>592</sup> Le Pakistan fabriquera le radar du JF-17, *Info-aviation.com*, 03/01/2011 • <sup>593</sup> Les avancées du programme JF-17, *Info-aviation.com*, 25/11/2010 • <sup>594</sup> La Chine révèle le concepteur du J-20, *Info-aviation.com*, 18/07/2011 • <sup>595</sup> <http://icasualties.org/oef/>, révision du 08/09/2011 • <sup>596</sup> Crash d'un hélicoptère en Afghanistan : 38 morts (Otan), *Xinhua*, 07/08/2011 ; SEALs killed in helicopter crash in Afghanistan were on mission to aid Rangers, officials say, *The Washington Post.com*, 07/08/2011 ; L'Otan ouvre une enquête sur le crash d'un hélicoptère en Afghanistan, *Le Point.fr*, 07/08/2011 • <sup>597</sup> Le crash de l'hélicoptère américain en Afghanistan dû à un piège de talibans, *Le Monde.fr*, 08/08/2011 • <sup>598</sup> La plupart des Américains s'opposent à la guerre en Afghanistan (sondage), *Xinhua*, 30/12/2010 • <sup>599</sup> Retrait d'Afghanistan : l'armée américaine aurait préféré avoir "plus de temps", *Le Monde.fr*, 23/06/2011 • <sup>600</sup> Afghanistan : Washington confirme négocier avec les talibans, *Le Monde.fr*, 19/06/2011 • <sup>601</sup> La gauche s'attaque à l'Afghanistan, *Le Point.fr*, 15/08/2011 • <sup>602</sup> 11 septembre : l'Iran poursuivra son enquête (Ahmadinejad), *RIA Novosti*, 04/10/2010 • <sup>603</sup> ONU : Ahmadinejad dénonce un complot américain dans les attentats du 11-Septembre, *Le Point.fr*, 24/09/2010 ; Ahmadinejad en pleine théorie du complot, *Libération.fr*, 24/09/2010 • <sup>604</sup> Arrivée en Iran d'un haut responsable du PCC pour une visite d'amitié officielle, *Xinhua*, 28/09/2010 • <sup>605</sup> Qui aidera l'Iran : existe-t-il une faille dans le régime des sanctions ?, *RIA Novosti*, 30/09/2010 • <sup>606</sup> En visite au Liban, Ahmadinejad prédit « la disparition des sionistes », *Libération.fr*, 15/10/2010 • <sup>607</sup> Deux navires iraniens en Méditerranée, Israël en alerte, *Libération.fr*, 22/02/2011 ; Deux navires de guerre iraniens traversent le canal de Suez, *Xinhua*, 22/02/2011 • <sup>608</sup> "Le monde est au seuil d'une grande évolution" (Mahmoud Ahmadinejad), *French.trib.ir*, 21/02/2011 • <sup>609</sup> "L'Arrogance ne doit pas s'approprier le grand mouvement des nations musulmanes" (Guide suprême), *French.trib.ir*, 21/02/2011 • <sup>610</sup> L'Iran dévoile quatre satellites fabriqués dans le pays, *Xinhua*, 07/02/2011 ; L'Iran lance une nouvelle bio-capsule dans l'espace, *Xinhua*, 17/03/2011 ; L'Iran met sur orbite un satellite Rasad, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/06/2011 • <sup>611</sup> La Russie restituera à l'Iran 166 millions de dollars pour l'accord abandonné sur les S-300, *Xinhua*, 07/10/2011 • <sup>612</sup> Moscou hostile à de nouvelles sanctions contre l'Iran, *RIA Novosti*, 15/02/2011 ; L'Iran demande à la Russie de lancer la centrale nucléaire de Bushehr à "la date limite fixée", *Xinhua*, 24/07/2011 • <sup>613</sup> L'Iran va alimenter le cœur du réacteur nucléaire de Bouchehr, *Reuters*, 25/10/2010 • <sup>614</sup> Stuxnet : l'Iran accuse les États-Unis et Israël, *RIA Novosti*, 17/04/2011 • <sup>615</sup> L'Iran démarrera une ligne de production de missile de croisière (ministre), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/04/2011 • <sup>616</sup> L'Iran essaie deux systèmes de la défense aérienne "avec succès", *Xinhua*, 12/06/2011 • <sup>617</sup> Tunisie : la "volte-face" française vue par la presse internationale, *Le Monde.fr*, 19/01/2011 • <sup>618</sup> La pression monte à l'UMP pour un départ de Michèle Alliot-Marie, *Reuters*, 22/02/2011 ; Sarkozy résolu à remanier rapidement, *Le Figaro.fr*, 25/02/2011 • <sup>619</sup> Des milliers d'Égyptiens continuent de braver le régime, *Reuters*, 26/01/2011 ; Les autorités égyptiennes interdisent toute nouvelle manifestation, *Xinhua*, 26/01/2011 ; Égypte : violentes manifestations contre le régime, *Le Monde.fr*, 27/01/2011 ; Tunisie, Égypte, Yémen : l'ONU juge important d'être à l'écoute des peuples, *Xinhua*, 28/01/2011 ; La contestation s'installe en Égypte, *Reuters*, 27/01/2011 ; Égypte: Moubarak dissout le gouvernement, *Libération.fr*, 28/01/2011 ; La Maison Blanche réitère son appel à une transition immédiate en Égypte, *Xinhua*, 02/02/2011 • <sup>620</sup> Tunisie : état d'urgence de 18H00 à 06H00 sur tout le territoire du pays, *Xinhua*, 14/01/2011 ; Tunisie : le Conseil constitutionnel annonce la vacance définitive du poste de la présidence de la république, *Xinhua*, 15/01/2011 ; La coupure d'Internet en Égypte, une première mondiale par son ampleur, *Libération.fr*, 28/01/2011 ; L'Égypte sous couvre-feu, l'armée en renfort, *Reuters*, 28/01/2011 ; Au moins 51 morts dans les manifestations violentes en Égypte, *Xinhua*, 29/01/2011 ; Manifestation géante au Caire pour réclamer le départ du président Moubarak, *Xinhua*, 01/02/2011 ; La place Tahrir au Caire se transforme en champ de bataille, *Reuters*, 03/02/2011 ; Nouveaux troubles en Tunisie, *Le Monde.fr*, 08/02/2011 ; Les manifestants devant le palais présidentiel au Caire, *Reuters*, 11/02/2011 ; Moubarak démissionne, confie la direction du pays à l'armée, *Reuters*, 11/02/2011 ; Égypte : joie et incertitude après le départ de Hosni Moubarak, *Xinhua*, 12/02/2011 • <sup>621</sup> Tunisie : "Un silence embarrassé prévaut en Europe", *Le Monde.fr*, 06/01/2011 ; L'explosion de colère qui secoue la Tunisie, *Le Monde.fr*, 06/01/2011 ; La crise économique enflamme un Maghreb déjà sous tension, *L'Expansion.com*, 07/01/2011 ; Quel avenir pour une Égypte entre les mains de l'armée ?, *Le Monde.fr*,

12/02/2011 ; L'Égypte, une économie aux pieds d'argile, *Le Figaro.fr*, 16/02/2011 • <sup>622</sup> Pourquoi la Chine devrait s'inquiéter de la chute des dictateurs arabes, *La Tribune.fr*, 18/02/2011 • <sup>623</sup> Une Révolution du Jasmin en Chine ? Ridicule et irréaliste, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/02/2011 • <sup>624</sup> Les États-Unis misent sur une nouvelle révolution en Iran, *Ria Novosti*, 17/02/2011 • <sup>625</sup> Égypte : le coup de pression diplomatique des États-Unis, *Le Monde.fr*, 09/02/2011 ; Printemps arabe : les États-Unis tirent les leçons de la crise égyptienne, *Le Monde.fr*, 14/02/2011 • <sup>626</sup> Israël s'alarme de l'instabilité croissante chez ses voisins, *Reuters*, 27/01/2011 • <sup>627</sup> Quatrième immolation par le feu au Yémen, *Le Monde.fr*, 27/01/2011 ; Pourquoi le Yémen se soulève à son tour, *Le Monde.fr*, 04/02/2011 ; Le Koweït et la Jordanie tentent d'éviter la contagion, *Le Monde.fr*, 06/02/2011 ; Au Yémen, l'autre "place Tahrir", gagnée par le vent de la révolte, *Le Monde.fr*, 13/02/2011 ; Yémen : un manifestant de 17 ans tué à Aden, *AP*, 20/02/2011 • <sup>628</sup> Révoltes à Bahreïn, l'Europe a du mal à se positionner, *French.trib.ir*, 20/02/2011 • <sup>629</sup> Bahreïn demande l'aide militaire des pays du Golfe, *Reuters*, 14/03/2011 • <sup>630</sup> Le roi bahreïni déclare l'état d'urgence pour trois mois (TV), *Xinhua*, 15/03/2011 ; Bahreïn impose la loi martiale, sur fond de vives tensions avec Téhéran, *La Tribune.fr*, 15/03/2011 ; Bahreïn : le pouvoir réprime durement la contestation chiite, *La Tribune.fr*, 16/03/2011 • <sup>631</sup> L'intervention militaire des étrangers à Bahreïn est inacceptable (Téhéran), *Xinhua*, 15/03/2011 ; L'Iran appelle l'Arabie Saoudite et les EAU à quitter immédiatement Bahreïn, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/03/2011 • <sup>632</sup> La Libye, à son tour théâtre de manifestations antigouvernementales, *AP*, 16/02/2011 • <sup>633</sup> Les partisans de Mouammar Kadhafi manifestent à leur tour, *Reuters*, 17/02/2011 ; Libye - Les manifestations pro et anti-régime se multiplient, *Le Point.fr*, 17/02/2011 • <sup>634</sup> Mouammar Kadhafi confronté à une contestation sans précédent, *Reuters*, 19/02/2011 • <sup>635</sup> La Libye au bord de la guerre civile suite à l'escalade des affrontements, selon le fils de Kadhafi (synthèse), *Xinhua*, 21/02/2011 • <sup>636</sup> Pékin et Ankara ont fini d'évacuer leurs ressortissants de Libye, Manille commence, *Le Monde.fr*, 28/02/2011 • <sup>637</sup> La Libye fait face à la rébellion armée soutenue par les étrangers (porte-parole), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/03/2011 • <sup>638</sup> Mouammar Kadhafi contre-attaque, appel à l'aide des insurgés, *Reuters*, 02/03/2011 • <sup>639</sup> Les forces de Kadhafi sur la route de Ras Lanouf, *Reuters*, 07/03/2011 • <sup>640</sup> Les insurgés libyens pressent l'Ouest de neutraliser l'aviation, *Reuters*, 09/03/2011 • <sup>641</sup> Les pro-Kadhafi prennent Zaouïa et poursuivent leur avancée vers l'est, *Le Monde.fr*, 11/03/2011 • <sup>642</sup> L'armée libyenne avance dans l'Est, mutinerie à Misrata, *Reuters*, 13/03/2011 • <sup>643</sup> Libye : les insurgés en déroute, *Le Monde.fr*, 13/03/2011 • <sup>644</sup> La Chine s'oppose à l'intervention des forces étrangères au Moyen-Orient : porte-parole, *Xinhua*, 05/03/2011 ; Moscou hostile à une intervention militaire en Libye, *RIA Novosti*, 07/03/2011 ; Plusieurs pays rejettent l'éventualité d'une intervention militaire en Libye (synthèse), *Xinhua*, 11/03/2011 • <sup>645</sup> Les pro-Kadhafi progressent vers l'Est, la communauté internationale tergiverse, *Le Monde.fr*, 14/03/2011 • <sup>646</sup> « Mon ami Sarkozy est devenu fou », *Libération.fr*, 15/03/2011 • <sup>647</sup> Les insurgés libyens se replient sur Benghazi, *Libération.fr*, 15/03/2011 ; Kadhafi raille Paris et Londres, ses forces progressent, *Le Monde.fr*, 16/03/2011 • <sup>648</sup> La France prête à agir dès le vote de l'Onu sur la Libye, *Reuters*, 17/03/2011 • <sup>649</sup> La Chine a de "sérieuses difficultés" pour souscrire à la résolution sur la Libye (représentant chinois à l'ONU), *Xinhua*, 17/03/2011 ; La Libye extrêmement menaçante avant un vote crucial à l'ONU, *Le Monde.fr*, 17/03/2011 ; Les Kadhafistes progressent, vote ce jeudi à l'Onu, *Reuters*, 17/03/2011 • <sup>650</sup> Une option militaire en Libye aux nombreuses inconnues, *Reuters*, 18/03/2011 ; Le sommet de Paris lance les opérations militaires en Libye, *Reuters*, 19/03/2011 ; Kadhafi affirme que le peuple libyen se prépare à une longue guerre, *Xinhua*, 20/03/2011 • <sup>651</sup> Premières frappes de la coalition en Libye, Kadhafi menace, *Reuters*, 20/03/2011 ; Libye : Kadhafi arme la population civile, *RIA Novosti*, 20/03/2011 • <sup>652</sup> La coalition lance l'opération militaire en Libye, *Reuters*, 19/03/2011 • <sup>653</sup> Libye : les frappes aériennes continuent et des doutes montent (synthèse), *Xinhua*, 24/03/2011 • <sup>654</sup> L'intervention française en Libye qualifiée de "jeu de massacre", *Le Point.fr*, 21/03/2011 • <sup>655</sup> La Chine exprime ses regrets quant aux frappes militaires en Libye, *Xinhua*, 20/03/2011 ; La coalition, critiquée par la Ligue arabe, amoindrit Kadhafi, *Reuters*, 20/03/2011 ; Libye : la Ligue arabe critique les frappes de la coalition, *RIA Novosti*, 20/03/2011 ; La Ligue arabe, la Russie et la Chine critiquent l'intervention, *Le Monde.fr*, 20/03/2011 • <sup>656</sup> Les attaques contre la Libye cachent des raisons politiques derrière, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/03/2011 • <sup>657</sup> Les pays occidentaux devraient rejeter leur idée de dominer le monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/04/2011 • <sup>658</sup> La guerre en Libye est devenue une « patate chaude » pour l'Occident, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/04/2011 • <sup>659</sup> Les puissances émergentes condamnent les frappes en Libye, *La Tribune.fr*, 14/04/2011 • <sup>660</sup> Libye : les arrière-pensées de Moscou dans son rapprochement vers l'Occident (analyse), *Xinhua*, 02/06/2011 • <sup>661</sup> En Libye, les opposants à Kadhafi peinent à profiter du soutien aérien de la coalition étrangère, *La Tribune.fr*, 22/03/2011 • <sup>662</sup> Libye : la coalition poursuit ses frappes sans parvenir à stopper les forces libyennes, *La Tribune.fr*, 24/03/2011 ; Kadhafi refuse le cessez-

le-feu proposé par les insurgés, *La Tribune.fr*, 02/04/2011 ; Offensive contre Misrata sur fond de différends diplomatiques, *Reuters*, 14/04/2011 • <sup>663</sup> Les insurgés libyens reculent dans le golfe de Syrte, *Reuters*, 30/03/2011 • <sup>664</sup> L'envoi d'hélicoptères en Libye marque une rupture tactique, *Le Monde.fr*, 24/05/2011 ; Libye : nouvelle opération des hélicoptères de l'OTAN à Brega, *Le Monde.fr*, 05/06/2011 • <sup>665</sup> Tripoli accuse l'Otan d'avoir tué des civils dans la capitale, *Reuters*, 19/06/2011 ; Libye : l'OTAN reconnaît avoir tué des civils par "erreur" à Tripoli, *Xinhua*, 19/06/2011 • <sup>666</sup> Les Etats-Unis ont intensifié leur activité aérienne en Libye, *Le Monde.fr*, 16/08/2011 • <sup>667</sup> Le massacre de l'OTAN à Majir et la propagande impériale, *Réseau Voltaire.net*, 17/08/2011 • <sup>668</sup> "Avec l'OTAN ou sans l'OTAN, les rebelles vont perdre" en Libye, *Le Monde.fr*, 04/07/2011 • <sup>669</sup> Libye : le nouveau plan diabolique de l'OTAN, *French.trib.ir*, 28/07/2011 • <sup>670</sup> Pétrole : qui va profiter de la chute de Kadhafi ?, *L'Expansion.com*, 01/09/2011 • <sup>671</sup> Eni de retour en Libye, Total attentif à la situation, *Reuters*, 22/08/2011 • <sup>672</sup> L'occident n'a pas renoncé à son intention de déterminer l'orientation du développement du Moyen-Orient, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/08/2011 • <sup>673</sup> Les puissances occidentales ne doivent pas profiter injustement de la reconstruction dans la Libye post-Kadhafi (commentaire), *Xinhua*, 01/09/2011 • <sup>674</sup> La Chine craint pour ses contrats pétroliers en Libye, *La Tribune.fr*, 25/08/2011 • <sup>675</sup> Le 1<sup>er</sup> groupe d'hydrocarbures chinois quitterait la Libye, *La Tribune.fr*, 23/08/2011 • <sup>676</sup> Syrie : les chars cernent plusieurs villes, accord à l'ONU, *Le Point.fr*, 03/08/2011 • <sup>677</sup> Des éléments étrangers sont à l'origine des troubles en Syrie : conseiller présidentiel, *Xinhua*, 24/03/2011 • <sup>678</sup> Deux tiers des Français favorables à l'intervention en Libye, *Capital.fr*, 22/03/2011 • <sup>679</sup> Libye : la France arme et encadre les forces « rebelles », *Réseau Voltaire.net*, 29/06/2011 ; 1<sup>er</sup> juillet 2011 : manifestation monstre à Tripoli, *Réseau Voltaire.net*, 02/07/2011 ; Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes, *Réseau Voltaire.net*, 14/08/2011 • <sup>680</sup> "Kadhafi se battra jusqu'à son dernier souffle", *Le Point.fr*, 05/08/2011 • <sup>681</sup> L'Iran condamne les frappes aériennes contre la Libye, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/03/2011 • <sup>682</sup> La Libye et Bahrein, deux exemples contradictoires de la politique criminelle occidentale, *French.trib.ir*, 28/03/2011 • <sup>683</sup> Dieudonné est en Libye pour soutenir Kadhafi, *Rue89.com*, 28/03/2011 ; Des avocats français comptent déposer plainte contre Sarkozy pour crimes contre l'humanité en Libye, *Xinhua*, 30/05/2011 ; Libye : Dumas et Vergès portent plainte contre la France, *L'Express.fr*, 30/05/2011 • <sup>684</sup> Laurent Gbagbo doit quitter le pouvoir sans délai, répète Paris, *Reuters*, 21/12/2010 • <sup>685</sup> Laurent Gbagbo répète qu'il ne cédera pas, *Reuters*, 31/12/2010 • <sup>686</sup> La Chine préoccupée par les tensions en Côte d'Ivoire (MAE), *Xinhua*, 30/12/2010 ; La Chine appelle à résoudre la crise en Côte d'Ivoire par le dialogue, *Xinhua*, 06/01/2011 • <sup>687</sup> Echec du médiateur en Côte d'Ivoire, renforts de l'Onu, *Reuters*, 19/01/2011 • <sup>688</sup> Côte-d'Ivoire : Gbagbo résiste, les évacuations d'étrangers ont débuté, *Libération.fr*, 03/04/2011 ; Côte d'Ivoire : à Abidjan, les combats continuent, *Le Monde.fr*, 10/04/2011 • <sup>689</sup> Les matières premières au cœur des guerres du XXI<sup>e</sup> siècle, *Moneyweek.fr*, 18/03/2011 • <sup>690</sup> Laurent Gbagbo appelle à la "résistance" contre la France, *Reuters*, 10/04/2011 • <sup>691</sup> Le camp Ouattara réclame une intervention militaire, *Le Figaro.fr*, 10/04/2011 ; Laurent Gbagbo arrêté avec l'aide des forces françaises, *Reuters*, 11/04/2011 ; Côte d'Ivoire : Ouattara prend les commandes du pays après l'arrestation de Gbagbo, *La Tribune.fr*, 12/04/2011 • <sup>692</sup> Côte d'Ivoire : la presse internationale juge "néo-coloniale" l'action de la France, *Le Monde.fr*, 12/04/2011 • <sup>693</sup> Patrick Benquet, *Françafrique : la raison d'Etat (partie 1)*, LCP, 04/08/2011 • <sup>694</sup> Patrick Benquet, *Françafrique : la raison d'Etat*, [www.lcp.fr](http://www.lcp.fr) • <sup>695</sup> Chine : l'Afrique est un point chaud pour les investissements étrangers chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/04/2011 • <sup>696</sup> Investissements chinois en Afrique : non-ingérence politique et au bénéfice de la population (reportage spécial), *Xinhua*, 08/08/2011 • <sup>697</sup> Ne pas céder l'Afrique à la Chine est une logique perverse, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/12/2010 • <sup>698</sup> La Chine devient le plus grand partenaire commercial de l'Afrique (porte-parole), *Xinhua*, 17/02/2011 • <sup>699</sup> WikiLeaks : la Chine en Afrique, une menace pour les intérêts américains, *Le Monde.fr*, 08/12/2010 • <sup>700</sup> L'Afrique, frère fidèle sur qui la Chine peut s'appuyer, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/12/2010 • <sup>701</sup> A ce sujet, voir notamment le chapitre « Quand l'impérialisme chinois pose les fondations de sa future division internationale du travail » de notre livre *Le réveil du dragon* • <sup>702</sup> Investissements chinois en Afrique : non-ingérence politique et au bénéfice de la population (reportage spécial), *Xinhua*, 08/08/2011 • <sup>703</sup> Coopération sino-africaine : la Chine promeut la coopération agricole avec l'Afrique, *Xinhua*, 30/08/2011 • <sup>704</sup> Source : Special Report - The World's Billionaires, *Forbes*, Editions 2008 à 2011. (Pour la Chine, Hong Kong est inclus). • <sup>705</sup> Forbes 2011, Carlos Slim le plus riche du monde, Li Yanhong (Baidu) premier représentant de la Chine Continentale dans le top 100, *Xinhua*, 10/03/2011 • <sup>706</sup> Forbes 2010 : les milliardaires sont de retour, Carlos Slim bat Bill Gates, *AFP*, 11/03/2010 • <sup>707</sup> Classement Forbes : record absolu du nombre de milliardaires dans le monde, *Le Monde.fr*, 09/03/2011 • <sup>708</sup> La Chine compte près d'un million de millionnaires en dollars, *RIA Novosti*, 13/04/2011 ; GroupM Knowledge - Hurun Wealth Report 2011, [www.hurun.net](http://www.hurun.net), 12/04/2011 ; Les riches Chinois toujours plus riches grâce à la croissance de l'économie,

*Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/04/2011 • <sup>709</sup> Bienfaisance au menu pour le banquet des riches Chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/09/2010 ; Top 50 of the Hurun Rich List 2011, [www.hurun.net](http://www.hurun.net), 07/09/2011 • <sup>710</sup> Chine : Ces milliardaires communistes qui font la pluie et le beau temps en Chine, *La Tribune.fr*, 04/03/2011 • <sup>711</sup> Le Parti communiste chinois célèbre cette semaine ses 90 ans en col Mao, *La Tribune.fr*, 01/07/2011 • <sup>712</sup> La Chine dévoile la liste des 500 premières entreprises pour 2011, *Xinhua*, 03/09/2011 • <sup>713</sup> Publication de la liste des 500 plus grandes entreprises privées chinoises, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/10/2010 • <sup>714</sup> Davantage de hauts revenus et un fossé des richesses qui s'élargit, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 03/12/2010 • <sup>715</sup> La conquête de l'eldorado chinois mobilise d'énormes moyens, *Capital.fr*, 28/01/2011 • <sup>716</sup> La Chine met en vente 176 îles, *Libération.fr*, 13/04/2011 • <sup>717</sup> Les riches chinois commencent à acheter des châteaux en France, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/04/2011 • <sup>718</sup> Un chinois riche compte acheter 0,3% du territoire de l'Islande pour des projets touristiques, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 31/08/2011 • <sup>719</sup> Dilemmes de la démocratie participative brésilienne, *Le Monde.fr*, 28/10/2010 • <sup>720</sup> La Chine compte 1,341 milliard d'habitants selon le dernier recensement de la population, *Xinhua*, 28/02/2011 • <sup>721</sup> Chine : les ventes d'appareils électroménagers en hausse de 103% sur les cinq premiers mois, *Xinhua*, 04/06/2011 • <sup>722</sup> Chine : la production de l'industrie textile en hausse de 30% au premier semestre 2011, *Xinhua*, 23/07/2011 • <sup>723</sup> La Chine va relever le niveau de son seuil de pauvreté, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/10/2010 • <sup>724</sup> La Chine s'engage à réduire le fossé entre les riches et les pauvres de 2011 à 2015, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/10/2010 ; La Chine va mieux protéger les droits des travailleurs entre 2011 et 2015, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/10/2010 ; XIe plan quinquennal : le ministère des Finances annonce des impôts plus élevés pour la classe aisée, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/11/2010 • <sup>725</sup> Nouvelle hausse spectaculaire du salaire minimum à Pékin, *La Tribune.fr*, 27/12/2010 • <sup>726</sup> "La hausse des salaires chinois n'enrayera pas les délocalisations", *Reuters*, 16/12/2010 • <sup>727</sup> La Chine accorde l'importance au rôle positif de la religion dans la promotion de l'harmonie sociale, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/10/2010 • <sup>728</sup> La Chine garantira une vie confortable à son peuple (Wen Jiabao), *Xinhua*, 27/02/2011 • <sup>729</sup> La Chine s'efforcera de doubler les salaires des travailleurs en cinq ans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/04/2011 • <sup>730</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 • <sup>731</sup> Chine : baisse de 7,5 % du nombre de morts dans des accidents dans les mines de charbon en 2010, *Xinhua*, 25/02/2011 • <sup>732</sup> La Chine enregistre une baisse du nombre de morts dans les accidents miniers, *Xinhua*, 15/05/2011 • <sup>733</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2005 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2006 ; Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 • <sup>734</sup> Chine : l'emploi des diplômés universitaires s'améliore (enquête), *Xinhua*, 09/06/2011 • <sup>735</sup> Chine : le système de soins médicaux de base couvre plus de 90 % de la Population, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/10/2010 • <sup>736</sup> Chine : le système de santé chinois couvre 96 % des habitants ruraux, *Xinhua*, 10/06/2011 • <sup>737</sup> La Chine a un long chemin à parcourir dans le contrôle du tabac, *Xinhua*, 10/01/2011 • <sup>738</sup> L'industrie du tabac est aussi nocive pour la santé économique de la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/01/2011 • <sup>739</sup> Chine : adoption d'une nouvelle réglementation interdisant de fumer dans les lieux publics clos, *Xinhua*, 23/03/2011 • <sup>740</sup> Un expert propose une interdiction de fumer plus agressive en Chine, *Xinhua*, 24/03/2011 • <sup>741</sup> Où en est la situation de la sécurité alimentaire en Chine ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/05/2011 • <sup>742</sup> <http://corporate.disneylandparis.fr/CORP/FR/Neutral/Images/fr-2009-11-12-euro-disney-sca-annonce-ses-resultats-de-l-exercice-2009.pdf> • <sup>743</sup> Résultats & Chiffres EURO DISNEY (FR0010540740), *Daily-bourse.fr*, 25/05/2011 • <sup>744</sup> Chine : la construction du parc Disney à Shanghai sera lancée cette année, *Le Monde.fr*, 10/03/2011 ; La construction du Disneyland de Shanghai commencera le 8 avril, *Xinhua*, 02/04/2011 • <sup>745</sup> Disneyland s'installe en Chine continentale, *Libération.fr*, 08/04/2011 • <sup>746</sup> *The Walt Disney Company 1997 Fact Book*, p. 3 • <sup>747</sup> Un Disneyland 2 fois plus grand que celui de Hong Kong sera bientôt construit à Shanghai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/01/2011 ; Disneyland s'installe en Chine continentale, *Libération.fr*, 08/04/2011 • <sup>748</sup> La Chine projette de faire du tourisme un pilier économique d'ici cinq ans, *Chinadaily.com.cn*, 12/04/2011 • <sup>749</sup> Expo 2010 : le nombre de visiteurs dépasse les 70 millions, *Xinhua*, 24/10/2010 ; Chine : Cérémonie de clôture de l'Expo universelle 2010 de Shanghai, *Xinhua*, 31/10/2010 • <sup>750</sup> Les recettes du tourisme en Chine en hausse de 20 % en 2010, *Xinhua*, 12/01/2011 ; OMT : forte reprise du tourisme en 2010, en dépit d'inégalités régionales, *Xinhua*, 20/01/2011 ; La Chine devient la 3<sup>ème</sup> destination la plus populaire au monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/01/2011 ; Tourisme : la Chine vise la première place mondiale, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/02/2011 • <sup>751</sup> La Chine devient la 3<sup>ème</sup> destination la plus populaire au monde, *Le Quotidien du Peuple*

*en ligne*, 28/01/2011 • <sup>752</sup> Chine : les cinq prochaines années seront critiques pour construire une société modérément prospère (PCC), *Xinhua*, 18/10/2010 • <sup>753</sup> La Chine dévoile son plan de développement quinquennal lors de la session annuelle de l'APN, *Xinhua*, 05/03/2011 • <sup>754</sup> Les réserves de céréales de la Chine représentent 40% de sa consommation annuelle, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/03/2011 • <sup>755</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 • <sup>756</sup> La Chine assure une récolte record des céréales d'été en dépit de la sécheresse, *Xinhua*, 30/05/2011 • <sup>757</sup> Terje Tvedt et Anders Taylor Larsen, *La guerre de l'eau* (partie n°1 : L'âge de l'eau), *France 5*, juillet 2011 • <sup>758</sup> Gigantesque projet du siècle : Adduction de l'eau du Yangtsé vers les régions du Nord, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 31/12/2002 • <sup>759</sup> La Chine accélère la construction du projet d'adduction d'eau du sud vers le nord, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/12/2008 • <sup>760</sup> Chine : les investissements dans les travaux d'adduction d'eau du Sud vers le Nord atteignent 115 milliards de yuans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/01/2011 • <sup>761</sup> La Chine aura investi au total 140,5 milliards de yuans fin 2010 dans le projet d'adduction d'eau du Sud vers le Nord, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/10/2010 • <sup>762</sup> Hausse de 7,8% des revenus par tête des citoyens chinois en 2010, *Xinhua*, 20/01/2011 • <sup>763</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 • <sup>764</sup> Chine : ventes au détail en hausse de 16,9% en 2009, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/01/2010 ; Ambassade de France en Chine, *Bulletin économique Chine n°37*, p. 19 • <sup>765</sup> Le consommateur chinois va-t-il sauver le monde ?, *La Tribune.fr*, 04/03/2011 • <sup>766</sup> Chine : les ventes au détail en hausse de 17,2% en juillet, *Xinhua*, 09/08/2011 • <sup>767</sup> La Chine veut construire 10 millions de logements publics, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/02/2011 ; La Chine va dépenser 197 milliards de dollars dans la construction de logements à prix abordable en 2011, *Xinhua*, 09/03/2011 ; Chine : vers la construction de logements abordables, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/03/2011 • <sup>768</sup> Chine : moins de villes ont enregistré une hausse des prix immobiliers en mai, *Xinhua*, 18/06/2011 ; Moins de logements vendus mais plus d'argent dans le développement du secteur immobilier à Beijing, *Xinhua*, 19/06/2011 ; Chine : ralentissement de la hausse du prix des logements neufs, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 03/08/2011 • <sup>769</sup> Chine : l'offre de terrains pour les logements abordables en hausse de 24 % au premier semestre, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/07/2011 • <sup>770</sup> En Chine, la bulle de l'immobilier commence à avoir des fuites, *Moneyweek.fr*, 14/06/2011 ; L'immobilier chinois menace l'économie mondiale, *Moneyweek.fr*, 16/06/2011 • <sup>771</sup> Chine : les investissements en capital fixe en hausse de 25,4% sur les sept premiers mois, *Xinhua*, 09/08/2011 • <sup>772</sup> Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2010 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China*, 28/02/2011 • <sup>773</sup> Chine : les investissements en capital fixe en hausse de 25,4% sur les sept premiers mois, *Xinhua*, 09/08/2011 • <sup>774</sup> La Chine devrait compter 221 très grandes villes d'ici 2025, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/10/2010 • <sup>775</sup> L'Inde met-elle en danger le microcrédit ?, *L'Expansion.com*, 01/02/2011 • <sup>776</sup> Home Price Index Levels, <http://www.standardandpoors.com>, révision du 30/08/2011 • <sup>777</sup> US Department of Commerce - Bureau of Economic Analysis, *National Income and Product Accounts Table*, Table 1.1.5., révision du 26/08/2011 • <sup>778</sup> En Espagne, ces villes nouvelles devenues fantômes, *Rue 89.com*, 29/11/2010 • <sup>779</sup> En Espagne, le fantôme de la bulle immobilière flotte sur la fragile reprise, *Sud Ouest.fr*, 09/11/2010 • <sup>780</sup> Pourquoi le marché immobilier risque de craquer, *Capital.fr*, 22/10/2010 • <sup>781</sup> Baisse de l'immobilier en France ? C'est probable !, *Moneyweek.fr*, 01/08/2011 • <sup>782</sup> Immobilier : le FMI inquiet du niveau des prix de l'immobilier en France, *La Tribune.fr*, 27/07/2011 • <sup>783</sup> Pourquoi les ventes de logements neufs chutent en France, *L'Expansion.com*, 08/08/2011 • <sup>784</sup> Le BIT estime que l'emploi ne retrouvera son niveau d'avant la crise qu'en 2015, *Le Monde.fr*, 01/10/2010 • <sup>785</sup> Prix alimentaires : 44 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté, *Le Monde.fr*, 15/02/2011 • <sup>786</sup> Aumenta nivel de violencia del narco, *El Universal*, 01/01/2010 ; Mexique : le crime organisé a fait plus de 15 000 morts en 2010, *Le Monde.fr*, 12/01/2011 • <sup>787</sup> Source des chiffres bruts : *Unctad Stat* • <sup>788</sup> Le gouvernement cubain alloue des terres en jachère aux fermiers, *Xinhua*, 19/07/2011 • <sup>789</sup> Cuba s'improvise un secteur privé, *Libération.fr*, 11/10/2010 • <sup>790</sup> Cuba, amère, se raccroche à son passé, *Le Figaro.fr*, 15/04/2011 • <sup>791</sup> Le PCC félicite le parti communiste cubain au premier jour de son congrès national, *Xinhua*, 17/04/2011 • <sup>792</sup> Le chômage repart à la baisse en janvier, *Capital.fr*, 24/02/2011 • <sup>793</sup> Net rebond du chômage en décembre en France, *Reuters*, 26/01/2011 • <sup>794</sup> Pourquoi le chômage en France ne baisse pas, *L'Expansion.com*, 28/07/2011 ; La remontée du chômage s'est accélérée en juillet, *Reuters*, 25/08/2011 • <sup>795</sup> Royaume-Uni : le chômage des jeunes dépasse les 20 %, *Le Monde.fr*, 19/01/2011 • <sup>796</sup> Le chômage espagnol atteint un taux record, *Le Monde.fr*, 29/04/2011 • <sup>797</sup> Déjà-vu : les nombreux chômeurs espagnols repartent en Argentine, *Rue 89.com*, 08/02/2011 • <sup>798</sup> Portugal : recul du PIB de 0,3% au 4e trimestre, croissance à +1,4% en 2010, *AFP*, 14/02/2011 • <sup>799</sup> Le taux de chômage au Portugal bondit à 12,4% au 1<sup>er</sup> trimestre, *Reuters*, 18/05/2011 • <sup>800</sup> Le taux de chômage atteint 16,6% en mai en



Grèce, nouveau record, *Capital.fr*, 11/08/2011 • <sup>801</sup> Source : Eurostat, *Communiqué de presse n°124/2011*, 31 août 2011 ; Zone euro : le taux de chômage toujours à 10,0% en juillet, *Xinhua*, 31/08/2011 • <sup>802</sup> 103.000 emplois créés en novembre aux USA, le chômage à 9,4%, *Reuters*, 07/01/2011 ; USA : la reprise insuffisante pour contenir le chômage (Bernanke), *Xinhua*, 07/01/2011 • <sup>803</sup> Très mauvais chiffres pour l'emploi aux Etats-Unis, *La Tribune.fr*, 03/06/2011 ; US Bureau of Labor Statistics, *Economic News Release (Table A-10)*, révision du 3 juin 2011 • <sup>804</sup> USA : le taux de chômage atteint 9,2 % en juin, *Xinhua*, 08/07/2011 • <sup>805</sup> La création d'emplois a encore un "long chemin à parcourir" (Obama), *Xinhua*, 09/07/2010 • <sup>806</sup> Sources : Etats-Unis : l'économie augmente de 1,8 % au premier trimestre 2011, *Xinhua*, 27/05/2011 ; US Department of Commerce - Bureau of Economic Analysis, *National Income and Product Accounts Table*, Table 1.1.1., révision du 26/08/2011 • <sup>807</sup> Londres veut faire travailler les chômeurs gratuitement, *L'Expansion.com*, 08/11/2010 • <sup>808</sup> L'UMP veut faire travailler une partie des bénéficiaires du RSA, *Reuters*, 07/06/2011 • <sup>809</sup> Les syndicats crient victoire après les manifestations, *Reuters*, 23/10/2010 ; Retraites : mobilisation en hausse selon les premiers bilans, *Le Monde.fr*, 12/10/2010 • <sup>810</sup> Six Français sur 10 favorables à une grève durable et continue, *Reuters*, 11/10/2010 ; L'opposition à la réforme des retraites se radicalise, *Reuters*, 12/10/2010 ; Des dépôts pétroliers débloqués de force, *Le Monde.fr*, 15/10/2010 ; Essence : plusieurs stations à sec, Roissy et Orly menacés, *Le Figaro.fr*, 15/10/2010 ; Le conflit se durcit, la pénurie de carburant menace, *Reuters*, 17/10/2010 ; La raffinerie de Grandpuits a été réquisitionnée, *Le Monde.fr*, 22/10/2010 • <sup>811</sup> Nicolas Sarkozy appelle à la responsabilité de tous les acteurs, *Reuters*, 19/10/2010 ; Les responsables de blocus risquent la prison, *Le Monde.fr*, 19/10/2010 ; Le Sénat vote la réforme des retraites, la fronde continue, *Reuters*, 22/10/2010 ; Décrue des grèves dans le secteur pétrolier, *Reuters*, 25/10/2010 ; FO vote l'arrêt de la grève du nettoyage à Marseille, *Reuters*, 25/10/2010 ; L'après-réforme des retraites se profile, *Reuters*, 26/10/2010 ; Malgré la baisse de la mobilisation, le mécontentement demeure, *Le Monde.fr*, 28/10/2010 ; Retraites : la mobilisation en net recul, les syndicats divisés sur la suite, *Le Monde.fr*, 06/11/2010 • <sup>812</sup> Une majorité de Français redoute de connaître la pauvreté, *Reuters*, 20/09/2010 • <sup>813</sup> Hausse du taux de suicide partout en Europe en raison de la crise économique, *Xinhua*, 08/07/2011 • <sup>814</sup> Les DRH continuent à compresser les coûts, *Capital.fr*, 16/11/2010 • <sup>815</sup> Paupérisation de la population française en 2009, *La Tribune.fr*, 30/08/2011 • <sup>816</sup> Près de 46 millions d'Américains vivent grâce à des bons alimentaires, *Le Monde.fr*, 05/08/2011 ; Le taux de pauvreté aux USA à son plus haut niveau depuis 1993, *Xinhua*, 13/09/2011 • <sup>817</sup> Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 396 • <sup>818</sup> Etats-Unis : menace sur les allocations de chômage, *La Tribune.fr*, 29/03/2011 • <sup>819</sup> Aux Etats-Unis, "le capitalisme financier a exterminé l'idée même de carrière", *Le Monde.fr*, 02/11/2010 • <sup>820</sup> Arianna Huffington : "Les Etats-Unis se délabrent", *Le Monde.fr*, 31/10/2011 • <sup>821</sup> États-Unis : les dons aux plus grandes organisations caritatives en chute libre l'année dernière, *Xinhua*, 18/10/2010 • <sup>822</sup> L'Europe face aux nationalismes, *Le Monde.fr*, 25/10/2011 • <sup>823</sup> Dominique Reynié : "en 2012 le risque FN est bien réel", *Le Monde.fr*, 18/12/2010 • <sup>824</sup> Un sondage donne Marine Le Pen en tête au premier tour en 2012, *Reuters*, 05/03/2011 • <sup>825</sup> Vénussia Myrtil, transfuge du NPA et candidate FN, *Le Figaro.fr*, 25/02/2011 ; Marine Le Pen, candidate préférée des ouvriers, *Le Monde.fr*, 24/04/2011 • <sup>826</sup> Marine Le Pen évoque son programme économique et social, *Le Monde.fr*, 18/01/2011 • <sup>827</sup> 2012 : le FN au pouvoir, la France sort de l'euro..., *Le Monde.fr*, 12/03/2011 • <sup>828</sup> Marine Le Pen dans "Parole Directe" : débat spécial sur TF1 News - Parole directe, *Tf1.fr*, 13/09/2011 • <sup>829</sup> PS ou FN ? Les deux France de l'Audimat, *Le Nouvel Observateur*, 16/09/2011 • <sup>830</sup> Le Tea Party, pierre dans le jardin républicain, *Reuters*, 25/10/2010 • <sup>831</sup> Le Tea Party réussit son entrée au Congrès, *Reuters*, 03/11/2010 ; Vague bleue à la Chambre, résistance démocrate au Sénat, *Reuters*, 03/11/2010 • <sup>832</sup> Tout le monde en veut à Obama, *Slate.fr*, 14/09/2010 • <sup>833</sup> Elections de mi-mandat à hauts risques pour le camp Obama, *Reuters*, 02/11/2010 ; Comment l'Amérique rejoint le tiers-monde, *Marianne2.fr*, 02/11/2010 ; Les républicains majoritaires à la Chambre, les démocrates conservent le Sénat, *Le Monde.fr*, 03/11/2010 • <sup>834</sup> Guantánamo, sans issue de secours, *Libération.fr*, 04/03/2011 • <sup>835</sup> La Fed relève une croissance atone de l'économie américaine, *Usine Nouvelle.com*, 20/10/2010 • <sup>836</sup> Etats-Unis : les élections qui enterrent le "Yes We Can", *Rue 89.com*, 02/11/2010 ; Obama, le début de la fin de sa Réforme ?, *Le Figaro.fr*, 14/12/2010 • <sup>837</sup> Barack Obama va présenter un budget marqué par la rigueur, *Le Monde.fr*, 14/02/2011 ; Obama promet des coupes budgétaires, les déficits restent au plus haut, *Xinhua*, 14/02/2011 ; Le budget d'Obama ne convainc ni ses ennemis, ni ses alliés, *L'Expansion.com*, 15/02/2011 • <sup>838</sup> Les jeunes sont mal partis, par Louis Chauvel, *Le Monde.fr*, 03/01/2011 • <sup>839</sup> Une paupérisation qui menace la démocratie, *Le Monde.fr*, 03/01/2011 • <sup>840</sup> Dans les quartiers sensibles, près d'un homme jeune sur deux est au chômage, *Le Monde.fr*, 15/12/2010 • <sup>841</sup> En Espagne, la «génération perdue» s'indigne dans la rue, *Le Figaro.fr*, 20/05/2011 ; Une nuit avec les "indignés" de la Puerta del Sol à Madrid, *Le Monde.fr*, 30/05/2011 ; Des milliers "d'indignés" manifestent en Espagne, *Le Monde.fr*,

19/06/2011 • <sup>842</sup> C dans l'air, *France 5*, 24/05/2010 • <sup>843</sup> Madrid : fin du camp des "indignés", *Le Figaro.fr*, 12/06/2011 • <sup>844</sup> Quand les Français rêvent de révolte, *La Tribune.fr*, 16/02/2011 • <sup>845</sup> Manifestations en Israël pour protester contre le coût de la vie, *L'Express.fr*, 31/07/2011 ; Plus de 300 000 Israéliens manifestent contre la vie chère, *Radio Chine Internationale*, 07/08/2011 • <sup>846</sup> Israël : près de 250.000 manifestants réclament la "justice sociale", *Le Point.fr*, 06/08/2011 ; Israël : Netanyahu prêt à revoir son approche économique face à la contestation sociale, *Le Point.fr*, 09/08/2010 • <sup>847</sup> En Israël, la contestation s'étend à tout le pays, *Le Monde.fr*, 14/08/2011 • <sup>848</sup> Manifestation monstre contre l'austérité en Grande-Bretagne, *La Tribune.fr*, 26/03/2011 • <sup>849</sup> Le PM chinois s'exprime sur l'avenir de la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/06/2011 • <sup>850</sup> "L'Europe est en danger", *Le Monde.fr*, 17/08/2011 • <sup>851</sup> Emeutes à Londres : les forces de l'ordre dépassées, *Le Monde.fr*, 09/08/2011 • <sup>852</sup> Le nombre de policiers déployés à Londres augmente de 6 000 à 16 000 (PM), *Xinhua*, 09/08/2011 • <sup>853</sup> Première nuit de calme en Angleterre depuis samedi, *Le Monde.fr*, 11/08/2011 • <sup>854</sup> Des émeutiers aux motivations variées, *Le Monde.fr*, 10/08/2011 • <sup>855</sup> Les émeutes se poursuivent à Londres et embrasent le restant de l'Angleterre, *La Tribune.fr*, 10/08/2011 • <sup>856</sup> Émeutes à Londres : la faute à l'austérité ?, *L'Expansion.com*, 10/08/2010 • <sup>857</sup> Pour connaître l'avenir, visitez l'Angleterre, le laboratoire du pire, *Moneyweek.fr*, 15/03/2011 • <sup>858</sup> Chute de la natalité en Italie, *AP*, 24/01/2011 • <sup>859</sup> Les États-Unis comptent 308 millions d'habitants, *AP*, 21/12/2010 • <sup>860</sup> Le vieillissement de la population pourrait provoquer un changement radical de la politique du planning familial, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/11/2010 • <sup>861</sup> La plupart des Chinois veulent avoir deux enfants, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/03/2010



